

Washington se donne désormais pour objectif l'élimination du régime de Bagdad et de son armée

Le « front » turc

DEPUIS le début du conflit du Golfe, le Turc a choisi de se ranger résolument dans le camp de la coalition anti-irakienne et de suivre à la lettre les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies. C'est une décision à la fois courageuse et coûteuse, car l'application de l'embargo a entraîné l'arrêt total d'un commerce non négligeable avec son voisin.

Les compensations économiques promises par les Occidentaux, notamment les États-Unis, semblent se faire attendre. Sur le plan politique, l'engagement des dirigeants turcs présentait également quelques risques : il était susceptible de favoriser, par réaction, l'essor des mouvements islamistes, de menacer la position personnelle du chef de l'État et de provoquer une vague d'attentats terroristes.

ANKARA vient de franchir un pas de plus dans son engagement. Après de nombreux entretiens avec le secrétaire d'État américain, M. James Baker, le Turc a consenti à ce que les forces aériennes américaines puissent utiliser la base de l'OTAN d'Incirlik, près d'Adana, pour des opérations visant notamment les rampes de lancement de missiles Scud situées à l'ouest de l'Irak. Sans doute pour ménager une opinion publique qui redoute une extension du conflit, ce n'est qu'avec un certain retard, mercredi 23 janvier, que le ministère turc des affaires étrangères a confirmé au bout des lèvres les premiers rejets officiels et cette « assistance élargie » aux alliés.

L'ouverture d'un « deuxième front » (selon les irakiens) ne signifie pas, officiellement, que le Turc, qui dispose de la deuxième armée de l'OTAN, s'engage militairement dans la force multinationale. Elle conduit à l'écart de la guerre tant qu'elle ne sera pas l'objet d'une attaque de l'Irak. Cette éventualité ne doit pas être exclue. Environ 150 000 soldats turcs sont déployés dans le Sud-Est, le long d'une frontière fuie par des dizaines de milliers de civils, et ils ont en face d'eux huit divisions irakiennes.

BAGDAD n'a d'ailleurs pas tardé à réagir. Mercredi, le ministre des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, a dénoncé le « sursaut » du président turc, qui s'aligne sur l'administration américaine et qui « devra assumer l'entière responsabilité de l'agression injustifiée » contre l'Irak. En d'autres termes : des représailles sont tout à fait possibles. A ces menaces, l'OTAN se borne à répondre que les alliés sont déterminés à défendre la Turquie, et M. Ozal clame qu'il n'a pas peur des missiles.

Le comportement d'Ankara ravive aussi certaines vieilles rivalités régionales. L'Iran et la Syrie s'emploient depuis quelques jours à dire qu'il faudra, après la guerre, préserver l'intégrité territoriale de l'Irak. Ces deux pays redoutent en fait la force militaire grandissante de la Turquie, son ambition de redevenir une grande puissance régionale et soupçonnent Ankara de vouloir récupérer, à la suite du conflit, les provinces riches en pétrole de Mossoul et de Kirkuk, perdues en 1928, et où vivent des minorités turcophones.

Lire page 4
l'article de NICOLE POPE

Les avions français ont, pour la première fois, bombardé l'Irak

Dans la soirée de mercredi 23 janvier, les irakiens ont tiré de nouveaux missiles Scud sur Israël et sur l'Arabie saoudite, mais sans succès. Le gouvernement israélien a confirmé qu'il ripostera à ces attaques, mais a laissé entendre qu'il ne le fera pas sans tenir compte du point de vue américain.

Se voulant rassurant, le président américain George Bush a déclaré que l'opération « Tempête du désert » se déroulait « comme prévu ». Washington se donne désormais pour objectif l'élimination du régime de Bagdad et de son armée.

Judi 24 janvier au matin, des Jaguar français ont effectué leur premier raid en territoire irakien contre des unités mécanisées de la garde républicaine.

WASHINGTON

de notre correspondant

Au terme d'une semaine de guerre, l'opinion américaine avait besoin d'être rassurée, confortée dans sa certitude que le combat contre l'Irak est juste, mené avec un maximum d'efficacité et que la victoire est inéluctable, sinon imminente. Comme il se doit, c'est le président Bush lui-même qui s'est chargé de prodiguer ces assurances : l'opération « Tempête

du désert » se déroule « exactement comme prévu », il y aura « pas de pause », et quant à M. Saddam Hussein, « cet homme sans pitié », il n'y a pas de raison de « pleurer sur son sort », a déclaré le président américain.

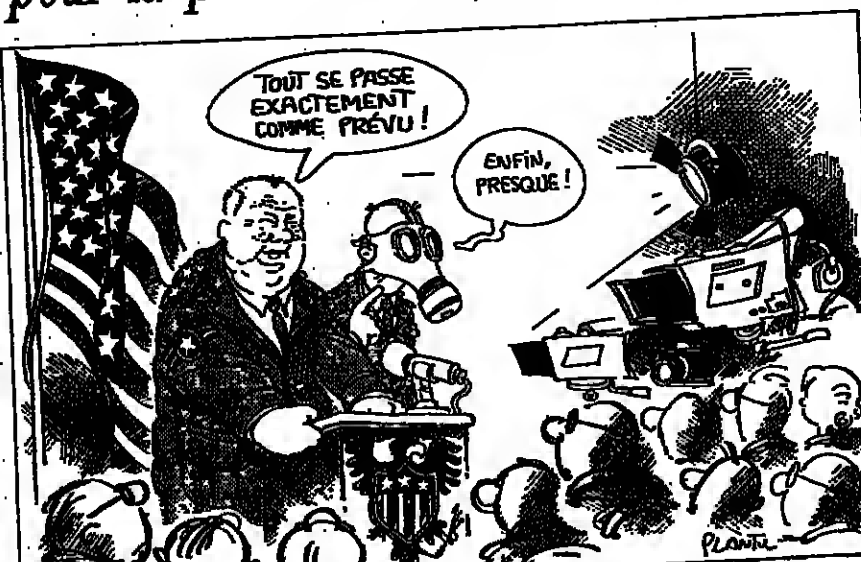
Quelques heures plus tôt, les deux plus hauts responsables des forces armées, le secrétaire à la défense Richard Cheney et le chef d'état-major Colin Powell, avaient fait devant la presse un bilan « exceptionnellement long des opérations, dans le souci manifeste de dissiper les doutes suscités ces derniers jours par des compte rendus officiels délibérément vagues et parfois contradictoires. Et leur message était, cette fois, tout à fait clair : les États-Unis s'apprêtent à détruire l'armée irakienne, méthodiquement, et en prenant le temps nécessaire pour limiter au maximum leurs propres pertes.

Certes, a déclaré M. Cheney, des « surprises sont possibles », mais M. Saddam Hussein « ne peut plus

Lire également

- La fin des événements par JACQUES DE BARRIN
- Les israéliens se sentent moins vulnérables par ALAIN FRACHON et YVES HELLER
- Le sentiment anti-irakien des Saoudiens augmente par FRANÇOISE CHIPAUX
- Le roi Hussein réagit aux pressions de la rue par JEAN GUEYRAS
- Les tensions au Maghreb par GEORGES MARION et MICHEL DEURÉ
- Les ventes d'armes de la France : l'annonceur armé par JACQUES ISNARD
- La général Roquerojo, seigneur diplomate par PIERRE SERVENT
- La position de M. Chevènement par LAURENT GRELSAMER
- Le vivier terroriste de Bagdad par ROBERT SOLÉ
- Les chrétiens de Saddam par ALAIN FAUJAS
- La morosité des agents de voyage de FEDERICO MAYOR et de JEAN-YVES LE GALLOU
- Débats : les points de vue

pages 2 à 11, page 29, et page 40



changer le cours fondamental de la guerre et il s'en défait. « Les opérations de bombardement se passent bien », a ajouté le secrétaire à la défense, tandis que le général Powell précisait que les installations nucléaires de l'Irak avaient été détruites, que ses capacités de produire des armes chimiques ou biologiques quasiment annihilées, ses centrales électriques anéanties.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 5

Un numéro hors série du « Monde » Pour comprendre l'après-guerre

La guerre du Golfe n'a pas commencé le 17 janvier 1991 quand les premiers bombardements de la coalition formée autour des États-Unis ont atteint Bagdad, mais le 2 août 1990 quand l'Irak a envahi le Koweït. Et la crise couvait depuis longtemps, mais les adversaires de Saddam Hussein se sont imprudemment vus la face ou ont fermé les yeux pour mieux l'ébriquer ensuite. Mise en cause des frontières héritées du colonialisme britannique, volonté d'avoir un accès à la mer, revendications sur des territoires gorgés de pétrole, refus de payer une dette contractée alors que l'Irak se battait contre l'Iran - avec l'appui des Occidentaux - sous prétexte de défendre les Arabes contre l'ennemi héréditaire perse, le dictateur de Bagdad n'avait pas fait mystère de ses intentions.

DANIEL VERNET
Lire la suite page 9

Panique sur le rouble

Les Soviétiques pleurent leurs économies réduites à néant par le décret supprimant les grosses coupures

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« La banque est fermée. » Des milliers de Soviétiques qui, à Moscou et dans tout le pays, voulaient changer mercredi 23 janvier leurs billets de 50 et 100 roubles soudain devenus sans valeur (le Monde du 24 janvier) se sont heurtés à cette inscription. Les plus mécontents, certes, avaient trouvé les portes ouvertes mais, à l'intérieur, un personnel au courant de rien, qui n'avait pas reçu d'instructions et encore moins les nouvelles coupures. On s'est contenté de renvoyer les clients chez eux, puis de fermer boutique devant l'afflux.

Quelques heures plus tôt, des violences avaient éclaté à la poste centrale de Moscou, seule institution ouverte la nuit. Dès la lecture du décret présidentiel à la télévision, on s'y était rendu en masse pour écouler avant l'heure fatidique de minuit les fameuses coupures en envoyant soit des mandats, soit des télégrammes payés en gros billets. Il n'y eut

bientôt plus de monnaie à rendre, la milice dut intervenir pour mettre fin aux bagarres et aux bris de vitres. A Odessa on avait fait mieux : ce sont les collaborateurs d'une caisse d'épargne qui sont venus eux-mêmes de nuit, avec leurs familles, échanger leurs propres économies : 8 000 roubles au total.

Bref, pour la première journée c'était raté, et l'on parle déjà de prolonger le délai beaucoup trop bref (trois jours) pendant lequel les Soviétiques doivent déposer leurs économies. Ainsi les guichetiers de l'Aéroflot se sont trouvés devant des situations impossibles, parce qu'ils devaient refuser les billets de banque qu'on leur présentait en paiement, mais plus encore parce que de très nombreux passagers, soucieux de rester chez eux pour régler leur situation financière, avaient annulé leur voyage. Quant aux militaires, ils ont fait valoir que de nombreuses garnisons se trouvaient loin d'une caisse d'épargne ou d'un soviet, à commencer par ceux qui stationnent

en Allemagne. Les plus durement frappés sont les retraités. D'abord parce que pour eux le change automatique ne dépassera pas 200 roubles, ensuite parce que le montant maximal des retraits en liquide des caisses d'épargne est fixé pour tout le monde à cinq cents roubles par mois. Et ce sont surtout des personnes âgées qui se pressaient devant les guichets fermés mercredi, pestant et souvent pleurant devant ce qu'elles percevaient comme la perte irrémédiable de leurs économies.

En revanche, les dirigeants d'un restaurant coopératif que nous avons interrogés n'étaient pas inquiets : « Tout se règlera avec notre banque », disaient-ils. Les autorités n'ont pas caché que la mesure se veut disciplinaire, qu'il s'agit de traquer les « revenus non laborieux », comme on dit ici, bref d'obliger chacun à justifier la provenance de ses ressources.

MICHEL TATU

Lire la suite page 12

La récession aux États-Unis
Vers une baisse des taux d'intérêt
page 29

Le budget de l'île-de-France
Adopté grâce à l'abstention des socialistes
page 30

Législatives à Paris
Le défilé de M. Barzach à M. Chirac
page 13

IMAGINA

Mondes virtuels
■ Imagina, le « Forum des nouvelles images », fête son dixième anniversaire, du 30 janvier au 1^{er} février à Monte-Carlo. Le Monde consacre à cette occasion un dossier à l'une des dernières applications de l'image de synthèse, les « mondes virtuels ».
Pages 31 à 33

LIVRES ♦ IDÉES

■ Claude Esteban, ou l'hypothèse du tableau raconté. ■ Fontenelle, le séducteur, par Jacques Laurent. ■ Le feuilleton de Michel Breudeau : « Tout arrive à temps ». ■ Charles-le-pic et François-le-flou. ■ Bande dessinée : « Quatre-vingt de selon ». ■ La chronique de Nicole Zand : « Un entretien avec Carlos Fuentes ».
Pages 21 à 28

M. Traboulsi inculpé
Les suites de l'affaire des délits d'inités de Pachiney
page 29

AFFAIRES

■ Paris avale les pièces de province. ■ Pierre-Jacques Guenée fait d'une pierre deux coups. ■ Le luxe rentre dans le rang.
Pages 36 et 37

« Sur la vie » et le sommaire complet se trouvent page 40

JEAN-PIERRE GIRAUD
LINE RUE
LA VEUVE
CHANTE
nrf
GALLIMARD

A L'ÉTRANGER : Argentine, 4,80 DA; Maroc, 7 DH; Tunisie, 860 m; Allemagne, 2,90 DM; Autriche, 22 SCH; Belgique, 33 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 12 KRD; Espagne, 175 PTA; G.-B., 70 p; Grèce, 180 DR; Italie, 90 p; Israël, 2 000 L; Luxembourg, 83 FL; Norvège, 13 KRW; Pays-Bas, 2,60 FL; Portugal, 150 ESC; Suède, 375 F SWE; Suisse, 1,70 FR; USA (NY), 2 \$; USA (Miami), 2,50 \$.

DÉBATS

La guerre du Golfe

Demain, une autre paix

par Federico Mayor

EN 1945, au sortir d'une guerre qui avait progressivement impliqué l'ensemble des nations du monde, ceux qui lui avaient survécu eurent la conviction que la raison ne pouvait l'emporter un jour sur les égoïsmes que si une organisation collective prenait en charge la sécurité universelle en fondant sur la coopération intergouvernementale, le développement partagé et le dialogue des cultures. La paix devait résulter de l'émancipation, au-delà de l'appartenance de chaque individu à ses cadres locaux, régionaux et nationaux, d'une citoyenneté du monde consciente et responsable.

Cette citoyenneté devait se construire dans l'esprit des hommes, par l'apprentissage de la tolérance, du respect, de la dignité de la personne comme des différences qui les constituent. Et pour la construire, les efforts déployés de 1945 à 1990 ne manquent pas, sur un chemin parsemé de guerres, de famines, d'attentats, s'attaquant sans relâche aux causes et aux conséquences des antagonismes de toutes sortes qui continuent de se faire se dresser, les uns contre les autres, les nations, les peuples et les États.

Grâce à ces efforts individuels et collectifs, grâce aux sacrifices de beaucoup d'hommes, pour la première fois depuis l'écroulement d'un mur devenu symbolique, le vent d'une certaine espérance commence à souffler, entraînant avec lui les peurs et les hésitations, les calculs et les ambitions, les lourdeurs et les résignations. Le sentiment que tous les hommes partagent en commun le même monde, la même terre, la même humanité se frayant son chemin dans une allégresse parfois naïve, mais portante pour la paix de virtualités nouvelles.

Pourtant, en quelques mois, les intérêts de tous ordres, économiques, financiers, militaires, géopolitiques et les ambitions personnelles eurent raison d'un édifice encore fragile. Et ce qui était encore hier une espérance, devient aujourd'hui une interrogation. La paix pouvait reculer. La paix avait reculé. Et devant ce recul, après tant d'efforts, tant d'énergie déployés en vain, comment le courage et la lucidité ne céderaient-ils pas leur place à la lassitude, voire à la résignation ? En bien non ! La paix n'est pas de ces obligations auxquelles on renonce ; et cette invasion, comme celles qui

l'ont précédée, cette guerre, comme celles qui l'ont devancée, ici ou ailleurs, en d'autres lieux de la planète, ne suffiront pas à nous faire baisser les bras. Il faut repartir, rebâtir, reconstruire la paix, une autre paix. Car si nous sommes vraiment convaincus que c'est par le respect du droit international et des résolutions qui le mettent en œuvre que la communauté internationale s'engage de toutes ses forces dans la lutte contre l'ignorance, la pauvreté, la discrimination, l'oppression, et toutes les formes de violence et d'humiliation qui font reculer les libertés et qui bafouent la dignité de l'homme.

La dimension spirituelle

Et le nouvel ordre international que l'on pouvait entrevoir, il y a quelques mois, fondé sur des avancées incontestables - l'émergence de nouvelles démocraties, la disparition des séquelles d'un passé déchirant, l'accélération du processus de désarmement, la solution négociée de conflits locaux - devra être enrichi, complété des nouvelles perspectives du développement humain. Car cette autre paix que nous appelons de nos vœux devra, pour être juste et durable, être globale et tenir compte par le dialogue, la compréhension, la connaissance des identités de chacun, des spécificités d'autrui - des laissés-pour-compte de l'histoire qui assistent presque impuissants à la construction d'un autre monde, dont ils sont pourtant membres à part entière.

Car c'est faute d'avoir été appréhendée dans sa globalité que la paix que l'on pouvait espérer construire pour toujours s'est révélée, face à la logique de la guerre, si fragile. Pour y parvenir, il faudra, à court terme, avec patience, redonner à la parole un bon sens, à l'intelligence, à la sensibilité, à la tolérance la place qui leur revient. Ces vertus, ces valeurs devront constituer le vocabulaire du futur après-guerre. Il faudra aussi, et cela me paraît essentiel, que tous sachent prendre mieux en considération la psychologie des peuples, qui s'alimente aux profondeurs de l'inconscience et débouche à la rationalité de la politique.

A plus long terme, c'est à une réorientation des modes de pensée et des formes d'action des hommes qui

ont en charge la paix du monde qu'il faudra s'attacher. L'uniformisation des modes de vie, des valeurs, des comportements, des mentalités a été de façon trop prédominante présentée comme le seul cadre de référence, le seul étalon de la modernité. En gommant les spécificités culturelles, nationales, ethniques, religieuses, cette uniformisation a fait disparaître les repères de chacun. Elle trouve aujourd'hui ses limites. La reconquête pour chacun de son identité propre devrait être le meilleur ferment de la tolérance à l'égard de l'autre.

Par ailleurs, la diffusion fulgurante des savoirs scientifiques, les progrès immenses de la technologie ont contribué à un meilleur partage du développement, même s'il reste insuffisant. Mais la croissance quantitative appelle son correctif par la réaffirmation des exigences de l'environnement, de la limite des ressources naturelles et des équilibres démographiques.

Enfin, doit cheminer librement,

au sein de toute société, la réflexion éthique, philosophique et religieuse : la dimension spirituelle du développement doit autant retenir l'attention que le caractère durable de ce développement.

Si nous redonnons à ces considérations valeur de priorité, alors, oui, un jour la guerre, comme l'avaient espéré les fondateurs de l'UNESCO, sera peut-être effacée de l'esprit des hommes. Car pour ses fondateurs, témoins survivants, la guerre était présente, si présente qu'ils passaient encore les douleurs des cœurs et des yeux.

La guerre et la paix sont humaines, trop humaines. Et pour faire reculer l'une au profit de l'autre, il faut d'abord réhabiliter avec ardeur, avec enstance, ce que l'homme a de meilleur en lui, ce qui le constitue, car l'homme est au cœur de toute chose, et c'est dans l'homme que la vie a son siège, que le travail a son origine et que la création a sa source.

► Federico Mayor est directeur général de l'UNESCO.

TRAIT-LIBRE



Notre intérêt national

par Jean-Yves Le Gallou

LES parlementaires socialistes, centristes ou RPR qui n'ont refusé, malgré les pressions, de voter la participation de la France à la guerre américaine sont, comme le Front national, mis au ban d'infamie.

Invité d'une radio périphérique, Maurice Couve de Murville est passé devant un véritable tribunal médiatique. Est-il pourtant si surprenant que l'ancien ministre des affaires étrangères du général de Gaulle, ayant sorti la France de l'OTAN en 1966, soit hostile à voir placées les troupes françaises sous commandement américain au Moyen-Orient, alors même que, dans cette région du monde, les intérêts anglo-saxons et français n'ont cessé de se heurter depuis soixante ans ? Est-il étonnant de voir le même homme désapprouver, en 1991, la participation de la France à une guerre qui visait notamment la destruction préventive de l'appareil industriel et militaire irakien menaçant l'État hébreu alors qu'en 1967 le général de Gaulle avait condamné la guerre préventive conduite par Israël contre ses voisins, guerre à l'origine de l'occupation de la Palestine ?

Comment s'étonner dans ces conditions que le fils du général, le sénateur Philippe de Gaulle, et son petit-fils, le député Jean de Gaulle, aient mêlé, au grand dam de l'établissement, leurs voix à celle de Marie-France Stirbois : l'intérêt national ne commandait pas la participation de la France à la guerre.

Dans l'affaire du Golfe, la position du Front national a été guidée par sa conception des relations étrangères et des intérêts de la France.

Le Front national a une vision

réaliste des relations internationales. Pour lui, la politique ne consiste pas en une lutte du bien et du mal, mais en un règlement, si possible pacifique, des conflits d'intérêts et d'aspirations entre peuples et entre nations.

Il n'est pas possible de supprimer la guerre, qui existe depuis l'origine de l'humanité, il est possible d'éviter des guerres : tel est l'art politique. Cela doit conduire à préférer les solutions pacifiques aux solutions militaires. Tel a été le sens des démarches de paix de Jean-Marie Le Pen.

L'histoire est un mouvement perpétuel : elle est comme un débat, ni fin, l'idée américaine d'un ordre mondial imposant - *ad aeternum* - le statu quo existant est une idée totalitaire, une idée contre nature, qui ne pourrait conduire qu'à des guerres à répétition. Au demeurant, l'ordre international actuel est injuste : c'est au nom du statu quo, issu du pacte Hitler-Staline, que l'Amérique, le gendarme du monde, a laissé l'URSS réprimer dans le sang les nations baltes, nations européennes, nations sœurs, plus proches de notre cœur que l'État arabisé du Koweït.

Refus d'un ordre mondial

Puisque nous refusons l'idée d'un ordre mondial négateur des identités et des souverainetés nationales, nous ne partageons pas le point de vue du président de la République selon lequel la France se devait d'exécuter les décisions des Nations unies. La France n'est l'extension de personne.

Accepter cela serait abdiquer la souveraineté française, admettre le principe que d'autres puissent

décider à notre place de l'amitié ou de l'hostilité entre les peuples, de la guerre ou de la paix.

Il n'est pas vrai que l'intérêt national commande d'être partie prenante de tous les conflits du monde. Fallait-il mettre une carte de visite militaire de la France dans la guerre du Golfe ? Nous ne le pensons pas : si demain l'Inde et le Pakistan entrent en guerre à propos du Cachemire, il ne sera pas nécessairement indispensable d'y impliquer la France !

Un islamisme conquérant

L'intérêt national commande en revanche de mettre en concordance notre outil militaire et notre diplomatie : le commandement de doter la France d'une armée lui permettant d'agir indépendamment, de jouer son rôle en Europe et en Afrique et de faire face, le cas échéant, à une menace venue du Sud. Cela implique un budget militaire accru pour équiper notre armée de matériel de guerre moderne. Ceux qui rêvent aujourd'hui de voir jouer à la France un rôle impérial auraient pu y penser avant d'adopter des lois de programmation militaire insuffisantes.

La défense de l'intérêt national implique une vision prospective des choses. Le grand problème géopolitique des années à venir est la cohabitation - si possible pacifique - d'une Europe riche et peu nombreuse et d'un monde arabo-musulman en grande expansion démographique et en plein réveil religieux. Soyons clairs : il sera plus facile d'entretenir des relations pacifiques - voire fructueuses - avec des nations particulières qu'avec un bloc hostile à l'Occident et à l'Europe. Tel sera d'ail-

leurs l'enjeu de l'après-guerre du Golfe : éviter l'unification du monde arabo-musulman autour d'un islamisme conquérant. Le nationalisme arabe est moins dangereux que le panislamisme.

Cela implique d'éviter la destruction totale de l'Irak (16 millions d'habitants) qui ferait de l'Irak (60 millions d'habitants) une superpuissance régionale. Cela implique aussi de participer activement à la recherche d'une solution au problème palestinien, dont le pourcentage est l'une des composantes de la guerre du Golfe. Cela implique de respecter les particularités nationales du monde arabe pour contenir la vague islamique.

La défense de l'intérêt national, c'est aussi empêcher la constitution d'îlots de populations étrangères sur notre sol, et organiser le retour des étrangers en surnombre, pour éviter de reproduire à l'intérieur de notre pays tous les conflits du monde : faute de quoi, une guerre extérieure dégénérerait un jour en guerre civile.

Bref, la conception du Front national des relations étrangères est une conception nationale, réaliste, fondée sur la recherche de l'équilibre des puissances, pas sur l'antagonisme des uns par les autres.

Elle est aussi profondément patriote. C'est pourquoi elle apporte son soutien moral le plus complet à nos soldats engagés en Arabie saoudite en espérant que les événements leur permettent de revenir le plus vite possible sur le sol de la mère-patrie qu'ils ont pour mission première de défendre.

► Jean-Yves Le Gallou est député national aux études du Front national.

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret, Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-89 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-21

Télécopieur : (1) 45-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDISIR

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Date de la société : 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises

M. André Fontaine, gérant

Reproduction interdite de tout article

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms

et index du Monde sur (1) 40-65-25-33

Imprimé

à Paris

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

M. André Fontaine, gérant

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président

François Hugot, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

Michèle Desbordes

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Telex : MONDIPUB 206 136 F

Téléfax : 45-55-91-70 - Secretariat

Par journal Le Monde et Agence France 3

Le Monde

COMPOSANTS

36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LMI

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les

mois votre bulletin d'abonnement

à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse

prévenez-nous par écrit

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

à l'adresse ci-dessus

Avec nos armes et notre argent

Nous semblons oublier que nous avons fourni, pendant des années, des armes ultra-sophistiquées à l'Irak ainsi qu'à d'autres pays sous-développés qui n'auraient jamais été en mesure de les concevoir et de les fabriquer. Nous l'avons fait de surcroît gratuitement, puisque nous n'étions pas payés ou si peu.

Aujourd'hui, ces pays menacent de se servir contre nous de ces armes, nous empêchant - comme d'habitude - de riposter avec les armes qui sont, et pour cause, les mêmes que les leurs.

Qui décide de la guerre à laquelle nous risquons d'être entraînés ? Ceux-là même - aussi bien de droite que de gauche - qui ont décidé de livrer des armes à l'Irak. Qui en paiera ? Le pauvre peuple des contribuables ou des combattants qui aura payé les factures ou versé son sang.

Et quand le conflit sera réglé, je parierais que nos chers gouvernants recommenceront, à supposer

qu'ils ne continuent pas en ce moment de livrer des armes à d'autres États du même acabit qui - pourquoi pas ? - les font suivre à l'Irak.

PIERRE FANET

Neuilly-sur-Seine

La paix selon Aragon

M. Georges Marchais et tous les pacifistes qui ont défilé en France le 12 janvier dernier pourraient utilement méditer ces mots d'Aragon dans la *Diane française* (préface) : « (...) Si bien que les gens écoutaient volontiers ceux qui parlaient avec la paix dans la bouche, et disaient qu'elle est sans prix, ce qui est vérité, mais aussitôt en déduisaient qu'il n'est pas de prix qu'on ne donnerait pour elle, ce qui n'est que mensonge. Car la lumière est précieuse, mais non point si je dois la payer de mes deux yeux crevés... »

LIONEL SALEM

Paris

الجزيرة

LA GUERRE DU GOLFE

Le film des événements Satisfecit américain

Au terme d'une semaine de guerre, les autorités américaines se déclarent un satisfecit. « Je suis heureux de vous faire savoir que l'opération « Tempête du désert » se déroule comme prévu », a déclaré, mercredi 23 janvier, le président Bush devant un parterre d'officiers de réserve. « Il ne peut y avoir de pause. Nous maintiendrons le cap et nous l'emporterons ».

Le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, et le chef d'état-major interarmes, le général Colin Powell, ont, de leur côté, quelque peu détaillé, sans atténuer leur optimisme, les propos présidentiels. Ils ont, toutefois, reconnu qu'ils avaient à faire à un ennemi « ingénieux », que les mauvaises conditions météorologiques et le rapage, des rampes de lancement mobiles de missiles Scud avaient un peu compliqué leur tâche.

Le général Powell a estimé que les forces de la coalition avaient désormais la supériorité aérienne au-dessus de l'Irak, ce qui allait permettre de « se concentrer davantage sur le Koweït ». Il a précisé que deux réacteurs nucléaires avaient été détruits et que les usines d'armement chimique

avaient été « considérablement » endommagées. « Notre stratégie à l'égard de l'armée irakienne est très simple », a ajouté M. Cheney. Nous allons, d'abord, la couper de ses arrières. Puis, nous allons la détruire ».

Israël a, pour sa part, confirmé que les attaques de missiles irakiens ne resteront pas sans réplique. L'Etat hébreu réagit « avec intelligence » et en « tenant compte » du point de vue américain, « même s'il n'y a pas une seule autre victime », a affirmé, M. Moshe Arens, le ministre de la défense, à l'issue d'une réunion de cabinet qui a étudié cette riposte « dans les détails ».

L'Allemagne vient d'accorder une aide humanitaire de 165 millions de dollars à Israël, où le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, devait se rendre, jeudi, à la tête d'une délégation de toute la classe politique, afin de témoigner sa solidarité à l'Etat hébreu. Quant au Japon, autre non-belligérant de poids, il a décidé, malgré les réserves de l'opposition, d'augmenter de 9 milliards de dollars sa participation à l'effort de guerre, la portant ainsi à 13 milliards. Afin de ne pas

être surpris par une décision gouvernementale de renforcer le dispositif « Daguet », les états-majors français ont décidé de prendre les devants et de placer en état d'alerte certains régiments. Mais, de source militaire, on se refuse à préciser la nature des unités impliquées — des éléments de la 9^e division d'infanterie de marine ? — et le nombre d'hommes concernés par cette « montée en puissance ». Jeudi matin, des Jaguar français ont effectué leur premier raid en Irak, contre des unités mécanisées de la garde républicaine.

Danger, censure

Alors que Bagdad a tiré sans succès, mercredi soir, des missiles Scud sur Israël et sur l'Arabie saoudite, des troupes terrestres irakiennes et américaines s'étaient affrontées, la veille, en territoire saoudien, près de la frontière koweïtienne. Au cours de cet accrochage — le premier de ce genre depuis le début des hostilités — deux soldats américains avaient été blessés et six irakiens capturés. Un autre front du côté de la Turquie, membre de l'OTAN ? Le chef de la diplomatie irakienne a protesté

contre l'« agression » dont se rendait coupable le gouvernement d'Ankara et dont il porte « l'entière responsabilité » en autorisant les Etats-Unis à utiliser la base d'Incirlik pour lancer des raids aériens contre son pays.

A an croire des sources militaires britanniques, la moitié de la capacité de raffinage de l'Irak aurait été détruite. Ce qui expliquerait la décision prise par les autorités locales de suspendre provisoirement la vente de carburant au public. D'après le témoignage de Peter Arnatt, envoyé spécial de la chaîne américaine CNN — le seul journaliste occidental autorisé à rester à Bagdad, — la menace d'eau et d'électricité semble être la préoccupation majeure des habitants de la capitale irakienne, qui paraissent avoir surmonté le choc des premiers bombardements.

A cet égard, la Maison Blanche a mis en garde les téléspectateurs contre la propagande irakienne répandue par le canal de la CNN, dont les reportages de l'envoyé spécial à Bagdad sont soumis à la censure. Ainsi une usine d'aliments pour nourrissons dont Peter Arnatt avait fait état de la destruction, serait,

d'après les officiels américains, une usine de fabrication d'armes biologiques... La guerre du Golfe a jeté sur les routes des milliers de gens qui fuient l'Irak et le Koweït. Depuis le début du conflit, 12 000 personnes sont arrivées en Jordanie et un millier en Iran. L'ONU estime que les camps de réfugiés, au Proche-Orient, vont en accueillir 1,5 million, pour la plupart des travailleurs émigrés qui veulent regagner leur pays.

« Trop tard ou trop tôt »

Loin du théâtre des opérations, singulièrement au Maghreb, le ton continue de monter, notamment sous la pression des islamistes qui, comme en Algérie, préchent pour l'enrôlement de volontaires. Les pouvoirs en place, tout en essayant de calmer le jeu, reprochent ouvertement aux ellis d'avoir dépassé les limites de la résolution du Conseil de sécurité et de faire « une guerre totale » à l'Irak. D'initiative diplomatique, il n'est toujours pas question. Elle n'est pas à l'ordre du jour, du moins dans le camp des belligérants. Le porte-parole du Cui d'Orsay l'a confirmé, mercredi : « C'est trop tard ou c'est trop tôt... » JACQUES DE BARRIN

Une semaine de « Tempête du désert »

MERCREDI 16 JANVIER

23 h 40 GMT : des envoyés américains rapportent, depuis Bagdad, que des tirs aériens et de violentes explosions sont entendus.

JEUDI 17 JANVIER

Peu après 0 heure GMT : la Maison Blanche annonce que l'opération « Tempête du désert » pour la « libération du Koweït » a commencé.

2 heures GMT : le président George Bush affirme vouloir éliminer le potentiel nucléaire de l'Irak et ses armes chimiques. Les avions alliés, dont les Jaguar français, effectuent plus de mille sorties dans les quatorze

premières heures. Selon les premières estimations militaires, les forces alliées ont atteint leurs objectifs « à 80 % » et ont détruit « de l'ordre de 50 % » de l'aviation irakienne, ainsi qu'une grande partie de la garde présidentielle.

Selon des journalistes occidentaux à Bagdad, le ministère de la défense, le terminat militaire de l'aéroport, une raffinerie et le palais de M. Saddam Hussein sont touchés.

VENREDI 18 JANVIER

Peu après 0 heure GMT : sept missiles Scud à tête conventionnelle sont tirés par les Irakiens sur Israël. Deux tombent sur

Tel-Aviv et un sur Haïfa : douze blessés légers. Alors que Washington, Moscou, Paris et Londres adjurent Jérusalem de ne pas riposter, le ministre israélien de la défense affirme que l'Etat hébreu le fera « au moment opportun ».

SAMEDI 19 JANVIER

Peu après 5 heures GMT : Israël est, de nouveau, la cible de missiles Scud : dix blessés légers dans la région de Tel-Aviv. « Nous allons riposter, et nous déciderons comment, où et quand », déclare le porte-parole du premier ministre, invité par M. Bush à faire preuve de « retenue ».

DIMANCHE 20 JANVIER

Les raids aériens alliés continuent, sans relâche, sur les positions irakiennes. Venus de Turquie et d'Arabie saoudite, les appareils de la coalition attaquent les rampes de lancement de Scud et la garde présidentielle.

Des batteries de missiles anti-missiles Patriot sont fournies et déployées par les Etats-Unis afin de protéger l'Etat hébreu. Elles seront servies, dans un premier temps, par des militaires américains.

La télévision irakienne montre sept avions alliés capturés (trois américains, deux britanniques, un italien et un koweïtien).

qui sont placés, comme « boucliers humains », sur des sites stratégiques, tandis que Saddam Hussein affirme que son pays « n'a pas encore utilisé toutes ses forces et ses armes ».

LUNDI 21 JANVIER

Malgré l'intensité des raids, les principaux objectifs militaires irakiens, notamment les sites de lancement de missiles Scud, restent opérationnels, reconnaissent les alliés.

MARDI 22 JANVIER

Bagdad utilise des leurreurs pour tromper l'aviation alliée, affir-

ment des responsables américains et britanniques.

Une dizaine de Scud sont lancés sur l'Arabie saoudite et interceptés par des Patriot. Dans la soirée, un Scud touche de plein fouet un immeuble de Tel-Aviv, provoquant la mort de trois personnes et faisant quatre-vingt-seize blessés.

MERCREDI 23 JANVIER

Une cinquième et une sixième attaque de Jaguar français sont lancées avec succès sur le Koweït, contre des sites d'artillerie irakienne.

Plusieurs missiles Scud, tirés sur l'Arabie saoudite et Israël, sont détruits en vol par des Patriot.

« Le Golfe et le Vietnam ? Autant comparer des citrons et des pommes ! » estime le général Westmoreland

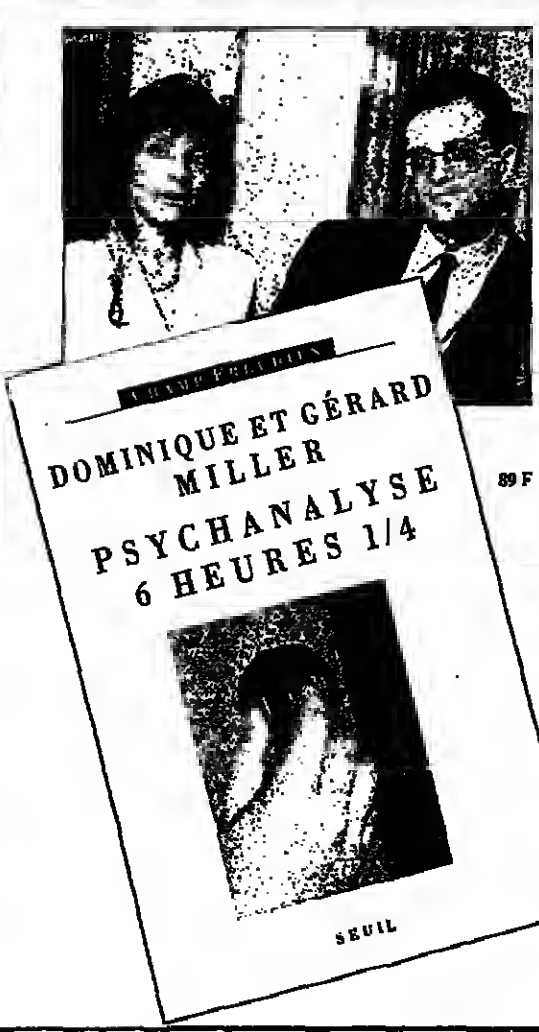
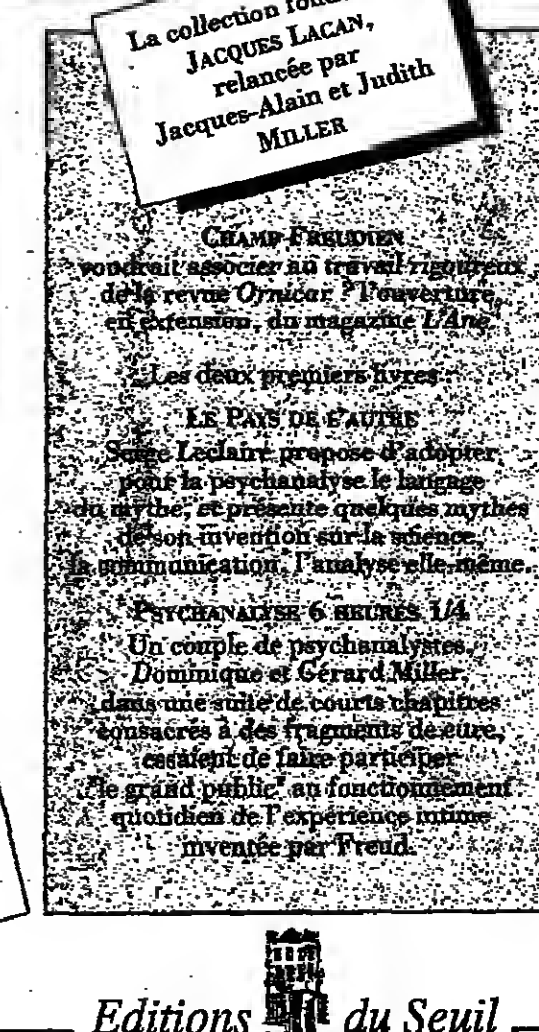
Le général William Westmoreland, ancien chef des forces américaines au Vietnam, a déclaré, mercredi 23 janvier, que dresser un parallèle entre la guerre du Golfe et celle qu'il a vécue revenait à « comparer des citrons et des pommes ».

« L'attitude de notre gouvernement est entièrement différente. Les enjeux économiques sont entièrement différents », a expliqué le général, lors d'une conférence à Dallas (Texas). Le fait que l'Irak n'ait pas d'alliés constitue également un facteur déterminant du conflit actuel, a-t-il ajouté : « Il n'y a ni la Russie ni la Chine, qui nous inquiétaient tant au Vietnam ».

Le conflit du Vietnam était, d'après lui, une guerre limitée faite avec des moyens limités, tandis que les forces américaines réunies au Moyen-Orient sont au sommet de leur capacité et disposent d'une puissance de feu dont on n'a jamais connu l'équivalent. — (Reuters.)

CHAMP FREUDIEN

La collection fondée par JACQUES LACAN, relancée par Jacques-Alain et Judith MILLER



Editions du Seuil

LA GUERRE DU GOLFE

Une semaine après le déclenchement

L'Irak adresse une mise en garde à la Turquie

Le ministre des affaires étrangères irakien, M. Tariq Aziz, a averti la Turquie des conséquences possibles de son assistance logistique aux Etats-Unis dans le conflit du Golfe. « La Turquie a commis une agression contre l'Irak en autorisant les avions américains à utiliser la base d'Incirlik. Le gouvernement turc est entièrement responsable de cette agression », a-t-il déclaré mercredi 23 janvier, en ajoutant que les autorités turques « s'agitaient à l'arrière » devant les Etats-Unis. Le ministre des affaires étrangères turc a annoncé qu'il avait bien reçu le message et qu'il n'évaluait le contenu.

ISTANBUL

de notre correspondant

La politique pro-américaine du gouvernement d'Ankara depuis le début du conflit vient d'être réaffirmée par le ministre des affaires étrangères, M. Turgut Ozal, qui a déclaré que les décisions devraient être prises à Bruxelles. « L'OTAN viendrait en aide à la Turquie si elle était attaquée de façon massive », explique un diplomate occidental, la question est de savoir ce qu'il faudrait pour que l'OTAN intervienne (1). Les diplomates occidentaux estiment que le gouvernement turc a le droit d'agir comme il l'entend, même s'il engage indirectement d'autres pays. Le président Ozal et son premier ministre, Mesut Yılmaz, ont déclaré que la Turquie suit les résolutions des Nations unies. A la frontière, les forces armées turques poursuivent le renforcement de leur dispositif, alors que des centaines de militaires et d'infirmeries sont acheminés vers la région. Les troupes turques sont, en principe, prêtes pour un éventuel assaut contre l'Irak, si les menaces de M. Tariq Aziz se vérifiaient.

Les fréquentes apparitions télévisées du président et du premier ministre assorties de descriptions d'un avenir « doré », ont déjà fait tomber quelques-unes des résistances populaires à la participation de la Turquie au conflit. Si le pays est réellement attaqué, les derniers doutes s'évanouissent très rapidement et il est presque certain que la plupart des Turcs, disciplinés et nationalistes, entreraient dans la bataille, même si les avantages d'un tel engagement ne sont pas immédiatement apparents.

L'OTAN attentive

La population turque, celle du sud du pays en particulier, qui ne dispose ni de masques à gaz ni d'abris adéquats, craint que la Turquie ne devienne la cible de représailles irakiennes, que ce soit sous forme de missiles ou d'actes terroristes. Les menaces de M. Tariq Aziz ne sont pas de nature à rassurer. Selon de récents sondages, 67,4 % des Turcs estiment que leur pays ne devrait pas participer à la guerre du Golfe, mais 83,3 % pensent que l'usage des bases aériennes par l'aviation américaine entraînerait inévitablement la Turquie dans le conflit. Derrière les protestations de moins en moins vigoureuses perçues déjà une certaine résignation face à l'inévitable.

Les Turcs ne sont pas les seuls à s'inquiéter d'un possible élargissement du conflit. Lundi, M. Ali Reza Musayyev, envoyé spécial du président iranien, M. Hachemi Rastadani, a effectué une visite éclair à New-York dans le but « d'empêcher que la guerre ne s'étende et de trouver une solution pacifique ». Derrière le langage diplomatique se cache l'inquiétude des Iraniens, qui craignent que la Turquie ne profite de sa position privilégiée auprès des Américains pour s'emparer des provinces de Mossoul et de Kirkouk après une défaite irakienne.



Après le coup au but d'un missile Patriot les Israéliens se sentent un peu moins vulnérables

Le soulagement en Israël. Pour la première fois depuis le début de la guerre du Golfe, le système antimissiles Patriot, fourni par les Etats-Unis, a bien fonctionné, et les Israéliens ont l'impression de ne plus être aussi vulnérables face aux fusées Al Hussein du président irakien.

JÉRUSALEM

de nos envoyés spéciaux

Ce premier test satisfaisant - qui aura bien évidemment des répercussions politiques - a été accueilli dans la joie par la population. Il a eu lieu peu après 22 heures mercredi 23 janvier, alors que les sirènes d'alarme venaient une fois de plus de retentir dans tout le pays. La radio annonçait une attaque de missiles, les Israéliens s'installaient dans les pièces isolées contre les dangers de la guerre chimique. Un quart d'heure plus tard, l'alerte était levée et les commentaires de la radio avaient un ton plus léger qu'à l'habitude tout au long de la nuit. Deux missiles antimissiles Patriot avaient intercepté et détruit une fusée Al Hussein (Scud modifié) qui allait s'écraser dans le nord d'Israël.

Il y eut une formidable détonation à l'impact des trois engins, ont rapporté des témoins, puis encore une explosion lorsque les débris du missile irakien sont tombés au sol : des vitres, portes enfoncées et autres dégâts légers. Des ombres de personnes sont allées vers les sites de tir des Patriot pour féliciter les servants américains et israéliens. Au quatorzième missile irakien tiré contre Israël, la parade du week-end dernier par les Américains a donc fonctionné. Les autorités n'ont pas moins éprouvé le besoin d'appeler l'opinion à la prudence. Le système Patriot, on-le-rappelle, ne saurait assurer une protection complète.

A vrai dire, on avait été à deux doigts, la veille au soir, d'un premier succès. Un Patriot avait bien été tiré - et non trois, comme indiqué par erreur dans le Monde - contre l'engin irakien, qui allait s'abattre sur un quartier populaire de la région de Tel-Aviv. Mais par suite d'une erreur de tir, le Patriot n'a pas touché la tête explosive et a glissé le long du fuselage du missile irakien, le déséquilibrant sans le changer fondamentalement sa trajectoire.

Les incertitudes de mercredi soir ont intervenu alors qu'Israël est en proie à un débat politico-militaire complexe. La répétition des attaques irakiennes a commencé à écorcher le consensus qui s'était dégagé dans l'opinion en faveur de

que ses collègues de la défense et des affaires étrangères, MM. Moshe Arens et David Levy, étaient dorénavant habilités à commenter la conduite de la guerre.

Pour rassurer et tenir compte de l'honneur du public, M. Arens s'est borné à répéter la ligne défensive depuis la première agression irakienne : « Nous répondrons aux attaques de missiles, même s'il ne doit y avoir aucun blessé à l'avenir. Si vous voulez des prévisions sur le moment de notre réplique, vous n'en aurez pas [mais] que nous saurons les préoccupations de nos partenaires américains et nous en tenons compte. » C'est clair : il doit y avoir une réplique israélienne, elle sera coordonnée avec les Etats-Unis. Le numéro deux du département d'Etat, M. Lawrence Eagleburger, est là pour cela. Certaines sources américaines laissent entendre que derrière la loi, il y a comme une discrétion et courtoisie diplomatique que l'on pourrait résumer ainsi : je suis là pour qu'on travaille ensemble, pas de coup en solitaire.

Les seules impératifs techniques imposent déjà une telle coopération. Il y a tellement d'appareils alliés - surtout américains - au-dessus de l'Irak que la coordination est impérative. Sans avoir été démenti mercredi en Israël, le Los Angeles Times rapportait cette semaine que les Etats-Unis, pour empêcher toute action isolée de l'Irak, hébraïen, n'avaient pas permis d'identification devant permettre à leurs pilotes de déterminer s'ils ont en face d'eux un appareil ennemi - irakien - ou allié.

Aux contraintes techniques, s'ajoutent nombre de paramètres politiques. Le gouvernement sait parfaitement qu'il ne peut pas se permettre de fragiliser la coalition en se lançant dans une opération sans être certain d'obtenir un résultat tangible. Il faut qu'il soit capable de porter un coup humiliant à Saddam Hussein - ou bien de bombarder plus efficacement que la coalition, ce qui n'est pas évident. Le gouvernement n'ignore pas, en outre, tous les bénéfices politiques et militaires que peut lui apporter la politique de retenue. Sa première réaction a été de « visser » la politique d'information, sans doute pour empêcher un flot de commentaires contradictoires de la part de ministres qui sont régulièrement devant les caméras de télévision américaine. La première et l'unique décision qui lui a été imposée, à l'issue de la réunion extraordinaire du gouvernement, mercredi, a été d'expliquer que sous le premier ministre, M. Itzhak Shamir, ainsi

Nouvelle aide financière

Le gouvernement est conscient des tensions dans le public, de la menace qui pèse sur son moral, de la déroute qui s'annonce dans les esprits et de la sagesse de la « politique de retenue ». Sa première réaction a été de « visser » la politique d'information, sans doute pour empêcher un flot de commentaires contradictoires de la part de ministres qui sont régulièrement devant les caméras de télévision américaine. La première et l'unique décision qui lui a été imposée, à l'issue de la réunion extraordinaire du gouvernement, mercredi, a été d'expliquer que sous le premier ministre, M. Itzhak Shamir, ainsi

M. Hans-Dietrich Genscher fait une « visite de solidarité » en Israël

BOON de notre correspondant

En butte à de vives critiques à l'étranger et dans une partie de la presse allemande, le chancelier Kohl est intervenu, mercredi 23 janvier, pour réaffirmer solennellement la solidarité de Bonn avec ses alliés engagés dans la guerre du Golfe. Cette solidarité devait se manifester dès jeudi 24 janvier par un voyage éclair en Israël d'une délégation de haut niveau conduite par M. Hans-Dietrich Genscher, le ministre des affaires étrangères, qui sera accompagné de M. Carl-Dietrich Spranger (CSU), ministre de la coopération, et de M. Volker Rühe, secrétaire général du Parti chrétien-démocrate. Le chancelier avait invité le chef de l'opposition sociale-démocrate, M. Hans-Jochen Vogel à se joindre à cette délégation, mais ce dernier a préféré voler le même jour vers Tel-Aviv dans un appareil d'El Al.

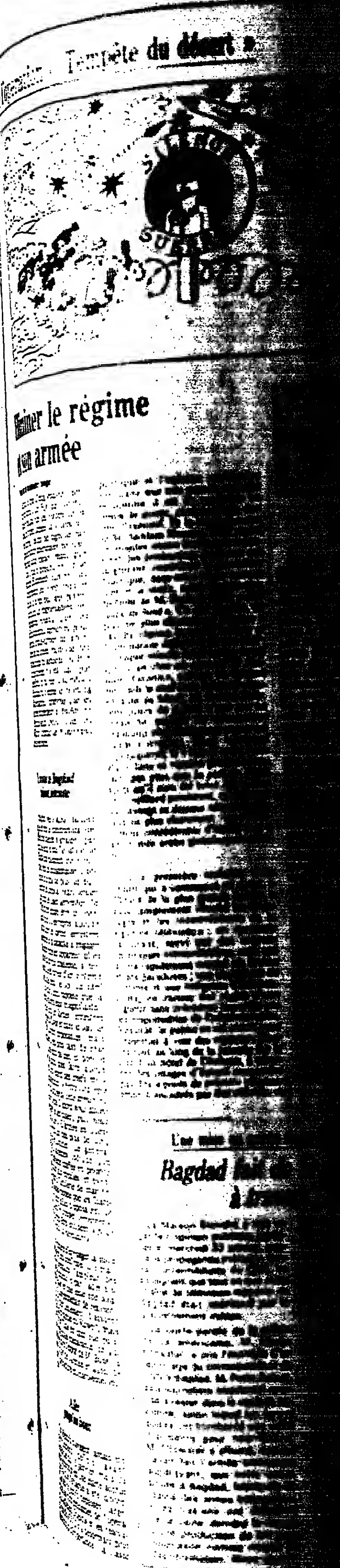
Ce pèlerinage de la classe politique allemande en Terre sainte avait un caractère d'urgence : il vise à prendre les devants d'une nouvelle dégradation de l'image de l'Allemagne dans l'Etat juif et aux Etats-Unis. L'ambassadeur des Etats-Unis à Bonn, M. Vernon Walters, a vivement critiqué le mouvement pacifiste allemand en

affirmant à la télévision bavaroise que « la barbarie était en train d'être remplacée par la sagesse ». Les images en provenance de Jérusalem montrant des manifestants portant des masques à gaz et protestant contre l'Allemagne pourvoyeuse d'armes chimiques de l'Irak ont fait forte impression.

M. Hans-Dietrich Genscher sera porteur d'un message personnel du chancelier pour M. Shamir, et d'un chèque de 250 millions de Deutschmarks pour l'aide humanitaire aux victimes de l'agression irakienne. Le chancelier a également promis de demander à la Communauté européenne d'inclure Israël dans la liste des pays susceptibles de recevoir une aide pour compenser les pertes économiques liées à la guerre. A Jérusalem, le porte-parole du ministère des affaires étrangères a jugé « très, très positive » cette initiative.

M. Kohl a par ailleurs annoncé que la contribution de Bonn au financement de la guerre du Golfe, demandée à l'Allemagne et au Japon lors de la récente réunion du G-7 à New-York, serait « élevée », sans toutefois indiquer de chiffres précis. Le chancelier a enfin précisé que cette contribution, qui va s'ajouter aux 3,3 milliards de Deutschmarks déjà accordés cet été, ne pourra être dérogée sans augmentation d'impôt.

LUC ROSENZWEIG



Le dilemme d'Hussein de Jordanie

Éliminer le régime et son armée

Enfatsés dans leurs abris, les habitants de Bagdad sont soumis à l'intense propagande du régime, qui les brenve de chants patriotiques, essentiellement à la gloire de M. Saddam Hussein, « le bien-aimé de Dieu et du prophète », « Glaise de l'humanité ». Le message continue de leur parvenir en dépit de l'intense brouillage et de la délérioration des communications.

En Iran, le ministre des affaires étrangères a dénoncé mercredi le complot de certains pays, qu'il n'y pas comités, pour démembrer l'Irak et il jure de s'y opposer. — (AFP, Reuters, UPI).

LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

● L'Irak a poursuivi ses tirs de missiles Scud sur Israël et l'Arabie saoudite ● Premier raid des Jaguar français en Irak

Les Jaguar français sont de nouveau intervenus jeudi matin 24 janvier au Koweït mais aussi en Irak, pour la première fois depuis le déclenchement des hostilités, il y a une semaine. Selon le ministère français de la Défense, tous les appareils qui ont participé au double raid sont rentrés sans encombre à leur base saoudienne. Un des deux raids visait des unités mécanisées de la garde républicaine du président Saddam Hussein sur le territoire irakien, non loin de la frontière saoudienne. L'autre était dirigé contre des sites d'artillerie au Koweït occupé.

Les forces alliées ont effectué plus de douze mille sorties depuis le début des hostilités. Outre les multiples raids opérés par les bombardiers américains mercredi - qui se poursuivent jeudi matin - contre le sud-est de l'Irak - et les deux missions effectuées mercredi matin par les chasseurs français, on signale l'entrée en action de six Tornado italiens, d'un nombre indéterminé de Jaguar britanniques ainsi que d'appareils koweïtiens. Toutes ces missions sont présentées comme réussies, qu'elles aient eu lieu en territoire irakien ou sur le Koweït occupé. De source irakienne, on signale de nouveaux bombardements, mercredi, contre Bassorah ainsi que - pour la pre-

mière fois depuis le début des hostilités - contre le port de Fao, à l'entrée du Chatt-el-Arab.

L'aviation américaine a d'autre part de nouveau lancé deux raids importants mercredi contre l'Irak à partir de sa base d'Incirlik, en territoire turc. On ignore quels objectifs étaient visés. Selon des témoins, quarante-cinq chasseurs et bombardiers ont regagné la base à l'issue de leurs missions.

D'autre part, des affrontements se sont produits à terre, à la frontière koweïto-saoudienne, entre militaires américains et irakiens, dans le même secteur où des duels d'artillerie avaient

déjà été signalés. Citant des informations en provenance de Bagdad, l'agence irakienne IRNA rapporte que l'Irak affirmait avoir lancé une offensive contre les positions des forces alliées en Arabie saoudite. Les autorités militaires américaines ont confirmé un peu plus tard qu'un accrochage avait effectivement eu lieu mardi en territoire saoudien.

Elles ont cependant démenti qu'il se soit agi d'une attaque irakienne majeure, parlant seulement d'une escarmouche au cours de laquelle deux militaires américains ont été blessés et six irakiens faits prisonniers. Les

troupes britanniques déployées dans la région ont pour leur part annoncé qu'elles couvraient des tranchées et prenaient des précautions contre une éventuelle offensive irakienne.

Selon la BBC enfin, l'aviation américaine a attaqué et coulé mercredi à l'aube un pétrolier irakien qui aurait été utilisé comme poste d'observation des mouvements aériens alliés. Un aéroglisseur militaire irakien a été coulé au cours de la même opération.

— (AFP, Reuters, AP.)

Le bilan des pertes depuis le début des hostilités

Radio-Bagdad a annoncé mercredi 23 janvier dans la soirée que l'Irak avait abattu mercredi huit « avions ennemis » et que les membres de leur équipage faits prisonniers avaient été envoyés comme boucliers humains sur des sites stratégiques. Selon l'Irak, les pertes des alliés depuis le début de la guerre s'élèvent à 228 avions et missiles.

Le dernier bilan des alliés faisait état de son côté de pertes comportant 20 appareils, répartis comme suit :

- ETATS-UNIS : 11 avions et 1 hélicoptère perdus, dont 9 au combat ; 2 avions et 1 hélicoptère perdus pour raisons techniques au cours de l'entraînement (un mort) ; 13 militaires portés disparus ; 2 soldats tués accidentellement par l'effondrement d'un bunker ; 14 autres ont été blessés par l'explosion accidentelle d'un missile anti-char.
- GRANDE-BRETAGNE : 5 avions perdus, dont 4 au combat ; 3 avions portés disparus.
- ITALIE : 1 avion et son pilote portés disparus.
- KOWEÏT : 1 avion et son pilote portés disparus.
- ARABIE SAOUDITE : 1 avion perdu « pour raisons mécaniques » (pilote indemne).
- IRAK : 41 avions irakiens abattus par l'aviation alliée ; 3 vedettes irakiennes détruites au large de la péninsule arabique ; 1 navire porteur de mines irakien apparemment coulé dans le Golfe ; 5 soldats irakiens tués lors d'un raid contre des plates-formes pétrolières au large du Koweït.

Bagdad a reconnu la mort de 31 militaires.

Prisonniers

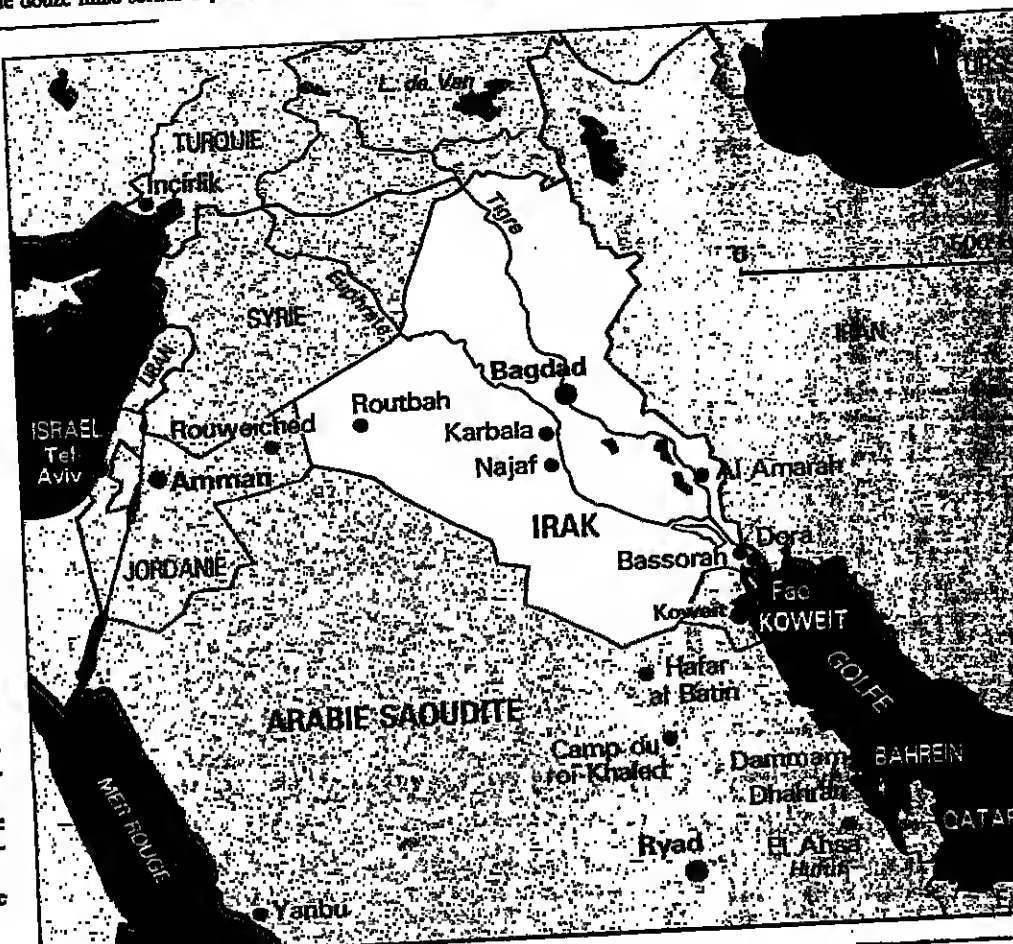
- ALLIÉS : une vingtaine de pilotes alliés prisonniers sont placés depuis dimanche sur des sites stratégiques ; 9 pilotes alliés ont été montrés à la télévision irakienne (5 Américains, 2 Britanniques, 1 Italien et 1 Koweïtien).

Washington a indiqué que l'Irak pourrait détenir « au moins 3 Américains », alors que Londres a confirmé que 2 des pilotes montrés par la télévision irakienne étaient bien des hommes de la RAF. L'Italien montré est le navigateur de l'avion italien abattu.

- IRAK : 29 soldats irakiens faits prisonniers, dont 23 sur des plates-formes pétrolières au nord du Golfe et 6 lors d'un accrochage en territoire saoudien.

Victimes civiles

- ARABIE SAOUDITE : 12 personnes « légèrement blessées » à Ryad, à la suite de l'interception de missiles Scud par des antimissiles Patriot.
- IRAK : environ 250 civils ont été tués ou blessés lors des bombardements alliés, selon l'ambassadeur d'Irak à l'ONU. Bagdad avait indiqué auparavant que 95 personnes (dont 31 militaires) avaient été tués et 257 blessés.
- ISRAËL : 6 morts (1 écrasé sous les décombres, 2 par arrêt cardiaque et 3 asphyxiés à la suite d'une mauvaise utilisation de leur masque à gaz), et 143 blessés, tous civils, dans les trois attaques de missiles irakiens sur Tel-Aviv et Haïfa. — (AFP, Reuters, AP.)



Des renforts français proviendraient de la 9^e division d'infanterie de marine

Ne voulant pas être pris au dépourvu par une décision gouvernementale de renforcement du dispositif « Daguet » en Arabie saoudite, les états-majors ont eu l'initiative de mettre en condition certaines unités professionnelles en cas de besoin.

« Nous prenons des précautions », a expliqué, mercredi 23 janvier à Paris, le général Raymond Germain, qui dirige le Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA). Nous sommes prêts à faire face à une situation nouvelle. Cette mise en alerte de certains régiments est du même ordre que la mise en alerte des hôpitaux militaires (nos dernières éditions du 24 janvier).

Le général Germain, qui confirmait des informations de source militaire publiées dans le Monde du 23 janvier, a cependant refusé de préciser la nature des unités impliquées et le nombre d'hommes concernés par ce qu'il a appelé « cette montée en puissance » au sein de l'opération « Tempête du désert ». Il n'a pas davantage expliqué la situation nouvelle qui justifierait l'envoi de troupes supplémentaires dans le Golfe.

En réalité, les initiatives des états-majors sont, pour l'instant, des mesures de prévention au cas où le gouvernement français donnerait un ordre de renforcer « Daguet ». Ce qui n'a pas été fait actuellement et qui ne peut venir que du chef de l'Etat. Dans ces circonstances, il s'agit, pour les autorités militaires, de placer les unités en condition de pouvoir mettre à niveau leurs effectifs disponibles et renvoyer certains matériels en vue de les expédier en Arabie saoudite.

D'où, dans les unités mises en alerte, la préparation des équipements (repas en couleur sable) et la constitution de détachements avec des personnels de métier et des volontaires.

Le choix pourrait se porter sur certains éléments de la 9^e division d'infanterie de marine (DIM), qui est organisée sur le modèle de la 6^e division légère blindée (DLB), déjà sur place dans le désert saoudien. La 9^e DIM, dont le PC est à Nantes (Loire-Atlantique), est, comme la 6^e DLB, une unité de la France d'action rapide (FAR), dont les régiments sont surtout cantonnés dans le quart nord-ouest de la France.

Changement de tactique de la Royal Air Force

Les Tornado britanniques n'attaqueront plus à basse altitude

Les pilotes des bombardiers Tornado ont abandonné leurs attaques à très basse altitude en raison des pertes subies ces derniers jours, a indiqué mercredi 23 janvier le général Alex Harley, chef d'état-major adjoint. Cinq appareils Tornado GR 1 de la Royal Air Force ont été détruits, dont quatre par des tirs de DCA classiques. Les Britanniques ont proportionnellement perdu beaucoup plus d'avions que les Américains.

LONDRES

de notre correspondant

La tactique utilisée jusqu'ici par la RAF est responsable de ces pertes. Les Tornado étaient en effet chargés en priorité de la destruction des aéroports irakiens. Leur mission consistait à lancer sur les pistes ennemies, à quelques dizaines de mètres du sol, une bombe spécialement mise au point par les Britanniques. Celle-ci, dite JP 233, creuse des cratères dans les pistes et laisse enfouies des mines de petite dimension destinées à retarder les éventuels travaux de réparations.

L'état-major de la RAF affirme que ces raids étaient nécessaires pour mettre hors d'usage les aéroports irakiens, mais qu'il ne s'agissait pas de plus opérationnels. Il semble surtout que les irakiens aient recouru désormais à une méthode relativement efficace, qui consiste non pas à viser les appareils eux-mêmes, mais à dresser un tir systématique de DCA, comme un mur de plomb, dès qu'une attaque est engagée.

Les pilotes britanniques se sont vu confier, depuis mercredi, des missions plus diversifiées, qui impliquent des attaques à plus haute altitude. Selon des sources militaires américaines, citées par The Independent, certains aéroports bombardés par les Tornado ont été réparés dans les vingt-quatre heures par les irakiens, mais les Britanniques sont cependant sceptiques à ce sujet. Les irakiens doivent d'abord inspecter les dégâts à l'aide d'hélicoptères, puis envoyer des véhicules blindés qui font sauter les voies par des tirs de mitrailleuses. Le travail est achevé par des bulldozers blindés. Les plus gros cratères sont recouverts de plaques d'aluminium, les plus petits comblés par du ciment à prise rapide.

Il paraît en tout cas exclu de revenir aux missions de destruction des pistes accomplies par les seuls Tornado GR. Une solution consiste à faire intervenir ceux-ci après que le terrain a été « préparé » par plusieurs vagues d'autres bombardiers volant à plus haute altitude. Le général Harley a indiqué mercredi que les aéroports n'étaient de toute façon plus une priorité pour les Britanniques.

« Nous prenons notre temps »

« Nous nous tournons maintenant de plus en plus vers les centres de production militaires où sont fabriquées les bombes et les pièces détachées. Nous ne sommes nullement pressés. Nous prenons notre temps pour choisir nos cibles », a-t-il affirmé. « Si cela est nécessaire, nous avons rassemblé une force terrestre de dimension considérable pour finir le travail ». « Et il a ajouté. Cette dernière remarque est peut-être destinée à semer le doute chez l'adversaire. Il s'agit de laisser planer une incertitude sur la date et même l'éventualité d'un assaut au sol.

Radio-Bagdad a annoncé mercredi soir qu'un troisième avion britannique avait été capturé. Il s'agit du lieutenant Robert Stewart, un navigateur, qui était porté disparu depuis le 19 janvier. Son Tornado a été abattu entre Al-Amarah et Bassorah, dans le sud de l'Irak. Le sort du pilote du même appareil n'est pas connu.

DOMINIQUE DHOMBRES

Le patron du dispositif « Daguet » Michel Roquejeoffre, sapeur diplomate



Depuis que le chanteur Eddy Mitchell a dû renoncer à ses gilets de fin d'année en plein désert saoudien, le jeu de mots est sur toutes les lèvres : le « patron » du dispositif « Daguet » est appelé « Rock-Joffre » par ses troupes. Associant le nom de ce maréchal de France, commandant en chef les troupes françaises pendant la première guerre mondiale, à un anglicisme, fabriqué pour qualifier une musique populaire issue du jazz, la plaisanterie lancée à l'origine par le Canard enchaîné suit, désormais, partout le général Michel Roquejeoffre, qui, à vrai dire, ne l'apprécie pas du tout.

Et pourtant, le général Roquejeoffre sait rire. Mais sans doute pas à ses dépens. Avec son accent qui rappelle la montagne ardeennaise d'où vient sa famille, ce natif de Paris - il a cinquante-huit ans - a de la répartie. Petit, plutôt râblé et vif, il est toujours souriant derrière ses lunettes, courtois, mais légèrement agressif avec les journalistes qu'il cherche à piéger, en leur posant des questions, quand il ne veut pas répondre aux leurs. C'est un sapeur d'origine : après Saint-Cyr, il a fréquenté l'école d'application du génie.

Michel Roquejeoffre n'est pas peu fier d'avoir passé une large partie de sa vie militaire - à des postes et à des grades divers - au 17^e régiment du génie parachutiste, qu'il a même commandé entre 1978 et 1980. Cette unité, qui n'a été de toutes les aventures exotiques de la France, n'est pas comme les autres. Elle ressemble à ces régiments de professionnels, du type de ceux de Sa Très Gracieuse Majesté, où l'on fait de nombreux séjours, dans diffé-

rents emplois, durant sa carrière militaire et qui deviennent un véritable « club » d'intés.

L'homme de la planification

Le 8 juin 1990, en même temps qu'il reçoit sa quatrième étoile, le général Roquejeoffre hérite de l'un des plus beaux commandements de l'armée française, celui de la Force d'action rapide (FAR), qui est spécialisée dans les actions extérieures avec ses quarante-sept mille hommes. Trois mois après, exactement le 17 septembre, le voilà promu à Ryad pour prendre la tête de ce qui allait devenir progressivement le dispositif « Daguet » en Arabie saoudite (onze mille hommes) à partir de détachements de professionnels venus de la FAR.

J. L.

L'Irak a été parsemé de bunkers souterrains

Les forces alliées ont découvert, dans le sud-est de l'Irak, un réseau de bunkers souterrains étendu sur plusieurs kilomètres. Ces installations, qui servent de base à des unités de chars et de blindés, sont situées à une profondeur de plusieurs mètres sous le sol. Les alliés ont également trouvé des stocks de munitions et de carburant. Ces découvertes ont été faites lors d'une opération de reconnaissance aérienne menée par des avions américains. Les images prises par ces avions ont permis de repérer des structures souterraines caractéristiques, telles que des entrées étroites et des toits plats. Les forces alliées ont également observé des mouvements de troupes et de matériel vers ces zones. Ces informations sont précieuses pour la planification des opérations militaires. Les alliés envisagent d'attaquer ces bunkers à l'aide de missiles et d'artillerie. Les irakiens, quant à eux, ont tenté de camoufler ces installations et de détruire les preuves de leur existence. Cependant, les alliés ont réussi à les repérer et à les documenter. Ces découvertes renforcent l'idée que l'Irak a préparé une offensive majeure contre les forces alliées. Les alliés doivent donc être prêts à faire face à une telle attaque.

L'Argentine est entrée officiellement dans la guerre

L'Argentine a officiellement déclaré la guerre à l'Irak. Cette décision a été prise par le Congrès argentin, qui a voté une loi autorisant le président à envoyer des troupes en Irak. Le président Carlos Menem a annoncé que l'Argentine allait participer à la coalition internationale contre l'Irak. Les forces argentines seront envoyées en Arabie saoudite, où elles participeront aux opérations de la Force d'action rapide (FAR). L'Argentine a également promis de fournir des avions de chasse et des missiles à la coalition. Cette décision a été saluée par les alliés, qui voient dans l'engagement argentin un renfort important. L'Irak, quant à lui, a réagi avec colère et a déclaré que l'Argentine était un pays neutre. Il a également menacé de prendre des mesures contre les forces argentines. Cependant, les alliés restent confiants quant à leur victoire finale.

LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

L'Irak a été parsemé d'abris et de bunkers souterrains

De nombreuses révélations ont été faites, ces derniers jours, sur les bunkers et abris souterrains dont dispose l'Irak. Outre les six bases enterrées où Saddam Hussein tient en réserve sa centaine de Mirage-F1, le dictateur irakien a fait construire dans les années 80 environ trois cents abris souterrains, disséminés dans l'ensemble du pays, et trois bunkers géants dans le sous-sol de Bagdad.

Selon la revue spécialisée britannique *Jane's Defence Weekly*, un seul de ces abris peut recevoir onze cents hommes et est doté d'un poste de commandement, de cuisines et de services médicaux. Des firmes britanniques, belges, françaises ont confirmé avoir participé à leur construction, en appliquant des normes bien supérieures à celles de l'OTAN pour les protéger contre des attaques nucléaires ou chimiques.

Selon la BBC, qui a interrogé des ingénieurs britanniques responsables de leur conception, les abris sont couverts d'une épaisse couche de sable capable d'absorber l'impact des explosions. Leur toiture est faite d'une plaque d'acier renforcée par une couche de béton. Les portes blindées à déplacement latéral ont une épaisseur de 60 centimètres et pèsent environ 40 tonnes.

Des murs antibombes ont été construits à une quarantaine de mètres de leur entrée pour prévenir des attaques frontales. Les structures internes sont courbes, ce qui renforce leur résistance. Les seuls points pouvant donner prise à une attaque sont les portes d'entrée et les conduits de ventilation. Selon les experts, les alliés devraient utiliser des charges composites pour faire un trou dans les blindages. Quant aux bases souterraines d'aviation, c'est la partie de leurs pistes à ciel ouvert qui les expose aux attaques des missiles.

Un immeuble de seize étages en sous-sol

A Bagdad, trois bunkers géants auraient été construits pour permettre au haut commandement de l'armée irakienne de résister pendant six mois. L'un de ces bunkers est situé sous le palais présidentiel, sur le rive gauche du Tigre, à 90 mètres sous terre. C'est une firme allemande de travaux publics, Boswin und Knaier, absorbée depuis par la Walter-Thorst-Boswan, basée à Angsborg, qui l'a construit en début des années 80. M. Georg Niemann, dirigeant de la Walter-Thorst-Boswan, a confirmé que cet abri sou-

terrain avait été bâti pour permettre à Saddam Hussein d'y « vivre très confortablement ».

Un ingénieur électrotechnicien français, Jean-Yves Leberre, interrogé par *France-soir*, a raconté avoir conçu et supervisé, de 1980 à 1985, les installations électriques, les réseaux informatiques et télématiques du bunker présidentiel. Il affirme que celui-ci a la taille d'un immeuble de seize étages, et serait relié à une nappe phréatique située à 400 mètres de profondeur.

On y accède par un ascenseur, après avoir franchi une double porte très épaisse cachée derrière les lambris du palais détruit en partie par les bombardements alliés. Les entrées des bunkers, fortifiées, en sous-sol, sont protégées par plusieurs sas qui s'ouvrent grâce à des codes chiffrés, et sont sous la surveillance de caméras vidéo.

Les précisions données par les spécialistes font état d'une construction à trois niveaux, avec des murs de béton renforcés de 2 mètres d'épaisseur, surmontés d'une dalle de protection, en grès dur imperméable, chargée d'absorber les effets d'éventuels bombardements nucléaires. Toutes les salles disposeraient d'un système de climatisation et de filtrage pour les mettre à l'abri d'une contamination chimique ou nucléaire.

Au premier niveau se trouverait la salle des gardes, qui disposerait de dortoirs, de douches et de réfectoires. Au deuxième niveau, une salle de commandement, avec liaisons téléphoniques et informatiques. Selon l'ingénieur français, c'est là que Saddam Hussein aurait été filmé récemment par la télévision irakienne. A côté se situerait l'appartement, décrit comme luxueux, du président. Selon le dernier numéro du magazine allemand *Bunte*, le mur attenant au lit de Saddam Hussein est fait d'un béton si exceptionnel que « si une explosion atomique se produisait derrière, le président ne sentirait qu'une petite secousse ».

Le dernier niveau abriterait les générateurs électriques, ainsi que les réserves d'aliments et de boissons, suffisantes pour permettre au dictateur et à son état-major de tenir pendant un an. Selon M. Jean-Yves Leberre, les seules voies pour attaquer le bunker seraient le système de climatisation et la cheminée qui sert à évacuer la fumée du groupe électrogène. Mais les bouches d'aération, en surface, sont bien camouflées.

Après une session tumultueuse au Congrès

L'Argentine est entrée officiellement dans la guerre

L'Argentine est officiellement entrée dans la guerre contre l'Irak. Après des débats tumultueux, la Chambre des députés a en effet approuvé, jeudi 24 janvier à l'aube, le maintien dans les eaux du Golfe des deux navires qui y ont été envoyés en octobre, avec trois cents soldats à leur bord.

BUENOS-AIRES

correspondance

Les parlementaires ont voté sur un projet de loi présenté par le gouvernement, et déjà approuvé par le Sénat le semaine dernière. Le texte s'est heurté à de nombreux obstacles : les principaux partis d'opposition, dont le Parti radical, ainsi que certains membres du parti péroniste ou pouvoir, exigeaient en effet le retour immédiat des troupes argentines, estimant que le pays n'avait rien à faire dans un tel conflit.

Samedi dernier, après une session houleuse, des députés en étaient arrivés aux mains. Il avait fallu interrompre la séance. Selon les sondages, 76 % des Argentins sont hostiles en soutien d'une coalition dont les deux principaux partenaires, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, ont été les ennemis d'hier pendant la guerre des Malouines.

Alors que les députés débattaient mercredi soir, huit mille personnes ont manifesté devant le Congrès à l'appel des partis de gauche, des associations de défense des droits de l'homme et des organisations sociales et syndicales. Scandant des slogans contre l'im-

périalisme américain », les manifestants, dont certains portaient des masques à gaz, ont lancé un appel à la « solidarité avec le peuple irakien ». Selon le gouvernement argentin, les bateaux ne participent pas directement à la guerre et se trouvent dans une zone en dehors du conflit immédiat, en large du golfe d'Oman.

Le président Carlos Menem, qui est d'origine syrienne et était de religion musulmane avant de se convertir, il y a quelques années au catholicisme, a proposé au président George Bush d'intercéder auprès de Damas pour que la Syrie ne se retire pas de la coalition sur cas où Israël répondrait aux attaques irakiennes. Pour mettre du baume au cœur des Argentins, le chef de l'Etat a souligné que l'Argentine, qui est autosuffisante en pétrole, pourrait tirer profit de la guerre en augmentant ses exportations d'or noir vers les pays voisins.

A Buenos-Aires, par crainte d'attentats terroristes, des mesures de sécurité ont été prises autour des ambassades et dans les aéroports. L'Argentine est le seul pays d'Amérique latine à avoir envoyé des troupes dans le Golfe. C'est sans consulter le Congrès que le président Menem avait pris la décision, le 25 septembre dernier, d'envoyer le destroyer *Amiral Brown* et le corvette *Spiro* avec quelque trois cents hommes à bord (et non sept cents, comme précédemment annoncé) pour participer à l'embargo commercial contre l'Irak.

CHRISTINE LEGRAND

Les ventes d'armes de la France

L'arroseur arrosé

Etrange situation que celle d'un pays, producteur d'armements, contraint d'aller détruire, par des raids de son aviation, ses fournitures militaires aux mains de son ancien client entré en belligérance. C'est la situation que celle, en fin de compte, de l'arroseur arrosé : c'est pourtant celle de la France aujourd'hui dans son combat contre l'Irak.

L'un des raids d'avions Jaguar du dispositif « Daguet », en effet, consistait à neutraliser au Koweït un dépôt protégé de munitions où les irakiens avaient stocké des missiles Exocet. Ces Exocet étaient, selon l'armée de l'air française, de la version surface-surface, c'est-à-dire des armes anti-navires. Les missiles en question, conçus par le groupe Aérospatiale, avaient été vendus au Koweït. Il y en avait eu, croit-on, une quarantaine d'exemplaires dont les irakiens sont entrés en possession lors de leur attaque, le 2 août 1990, sur Koweït.

Que ces Exocet aient appartenu à l'origine à Koweït et qu'ils soient devenus des prises de guerre des irakiens, peu importe. D'autant que l'Irak a acheté, pour son compte, à la France, de nombreux missiles (dans la version air-surface) qui arment ses avions Mirage-F1 et ses hélicoptères Super-Frelon.

Le fait demeure : aujourd'hui, les Français s'emploient à détruire une partie de l'arsenal qu'ils ont vendu à Bagdad. C'est sans doute la pénitence que la coalition leur a imposée lorsque le protocole de planification de l'opération « Tempête du désert », qui confie à la France le soin de détruire pour l'instant des cibles irakiennes au Koweït, est intervenu entre les différentes forces armées alliées en Arabie saoudite. Assez curieusement, encore, les Français se sont lancés dans cette entreprise avec des armes qui sont aussi, de leur fait, dans les mains des irakiens.

Une « armée du 14 juillet »

Les Jaguar français ont, en effet, tiré contre ce dépôt de missiles Exocet au Koweït des missiles air-sol AS30 guidés par un faisceau laser. Cette arme a été choisie en raison de sa grosse charge (l'explosif représente à lui seul le moitié de la masse du missile), de sa capacité à s'en prendre à des cibles « dures » (ou protégées), de l'extrême précision de son impact (moins de 50 centimètres) et, en raison, aussi, du fait qu'elle est dite « stand off » ou encore lancée à distance de sécurité des défenses adverses. Selon un rapport parlementaire, cent

quatre-vingt de ces systèmes d'armes laser ont été commandés (et livrés) à l'armée de l'air française. Il y a, bien sûr, le missile proprement dit et, aussi, les équipements (une nacelle A35 d'illumination laser ou un détecteur Elias laser placés sous l'avion) qui sont indispensables à sa mise en œuvre et des fins opérationnelles. Le programme tout compris a représenté une dépense supérieure à 1 830 millions de francs (valeur 1990).

Ce « gadget » bien utile aujourd'hui est si cher qu'un autre rapport parlementaire s'est fait d'une « pause » des commandes, en 1991, de ses munitions air-sol par l'armée de l'air. Aucune bombe lance-grenades, aucune bombe anti-piste, aucune bombe guidée laser, aucune bombe d'appui tactique ne sera achetée dans le cadre d'un budget « munitions » 1991 en diminution de 28 %, note ce rapport parlementaire qui se demande si « l'armée de l'air française ne deviendra pas une armée du 14 juillet capable de survoler, dans un magnifique ensemble, les Champs-Élysées, mais pas vraiment de se battre foute de munitions ».

En revanche, l'Irak a, en son temps, passé commandes d'une kyrielle de ces mêmes missiles AS30 livrés à Aérospa-

tale. Selon les mêmes sources parlementaires, le contrat irakien a porté, à l'origine, sur cinq cent quatre-vingt-six missiles avec, naturellement, leur environnement. Ni plus, ni moins. Lesdits AS30 livrés enment indistinctement, en Irak, des Mirage-F1 français et des avions de construction soviétique.

L'histoire de ce contrat avec Paris mérite une petite explication. A son arrivée au ministère de la défense, en juin 1985, M. Jean-Pierre Chevènement, qui passe — é tort — pour avoir favorisé un commerce des armes avec M. Saddam Hussein, qui a commencé en 1974, suspend les livraisons. Il va même plus loin. Il décide d'interrompre les discussions avec l'Irak, qui sollicitait de la France la possibilité d'assembler, dans un premier temps, puis de produire complètement sur place les missiles AS30 livrés. On imagine aujourd'hui les effets de ces conversations si elles avaient abouti à rendre les irakiens auto-nomes pour la fabrication industrielle de ces engins.

Il n'en demeure pas moins que les irakiens ont reçu, svent juin 1988, deux cent quarante cinq cent quatre-vingt-six AS30 livrés commandés. C'est-à-dire 33 % de plus que la France.

JACQUES ISNARD

Le marché des leurres

Du caméléon à la baudruche grandeur nature

LANGAIS

de notre envoyé spécial

« Je ne suis nullement honteux de mes activités. A-t-on, avec le sida, reproché aux industriels spécialisés de se lancer dans la fabrication intensive de préservatifs ? » A quarante-quatre ans, M. Georges Lancelin tient énergiquement les commandes de plusieurs sociétés spécialisées dans la fabrication et la commercialisation tous azimuts de filets de camouflage et de gros ornements factices. Georges Lancelin, ou, pourrait-on dire, l'édifiant parcoure qui mène du cordage artisanal aux caméléons synthétiques pour champs de bataille internationaux.

Tout commence ainsi au sortir de la seconde guerre mondiale, lorsque M. Lancelin père, de retour de captivité, ouvre, sur les bords de la Loire, à La Chapelle-aux-Nerx (Indre-et-Loire), un atelier où il travaille le chanvre et le sisal. Trente ans plus tard, son fils reprend l'affaire. Il passe rapidement pour des raisons économiques du végétal à la fibre synthétique, et il s'agit, d'emblée, l'importance à venir des filets de protection, compte tenu de l'attention croissante donnée à la prévention des accidents du travail sur les chantiers des bâtiments publics.

Comme de vraies cibles

Soucieux d'un développement ultra-rapide, les établissements Lancelin entreprennent avec succès, dès 1975, de livrer et de poser les filets qu'ils fabriquent. Quelque temps plus tard, ils reprennent à Etaples (Nord) une firme spécialisée dans la fabrication des filets de pêche. La voie de la véritable expansion internationale s'ouvre enfin en 1987, avec l'acquisition à Saint-Omer (Pas-de-Calais) de la société Barracuda. « Cette société avait été fondée en 1962, à l'initiative du général de Gaulle, qui souhaitait alors que la France puisse disposer d'une firme spécialisée dans la fabrication de filets de camouflage », explique M. Lancelin. Elle avait réus à faire de son nom un label de qualité reconnu à l'échelon international. Avec cette acquisition, nous sommes entrés sur le marché militaire et para-militaire. Les filets de camouflage, fabriqués à partir de filets de pêche, pouvaient en effet servir à dissimuler des chars, mais aussi des avions, des cibles, des bâtiments, des installations stratégiques, voire rien du tout, le camouflage rejoignant fort économiquement aussi le leurre.

Cette nouvelle activité imposa rapidement à l'entreprise le développement de travaux sophistiqués permettant de fabriquer des filets



caméléons capables de reproduire les caractéristiques géologiques et végétales des régions concernées.

Ce développement devait très vite permettre aux établissements Lancelin d'entrer en contact avec les quelques leaders mondiaux du leurre militaire. « Nous avons ainsi été amenés à travailler sous licence avec la société britannique Airborn Industrie, confiée M. Lancelin. Celle-ci, créée dans les années 50, développe avec un grand succès des chars factices modèles T72 (soviétiques) ou AMX (français), dont le poids ne dépasse pas quelques dizaines de kilogrammes et dont le prix est de l'ordre de 200 000 francs. Il ne s'agit nullement de simples baudruches, mais de systèmes dotés d'un écho-radar et de « signaux thermiques », pour que les appareils de détection les identifient généralement comme des cibles véritables. Bien évidemment, on peut aussi recourir ces leurres de filets de camouflage, qui sont, eux, bien réels... »

La société Lancelin-Barracuda développe par ailleurs depuis quelques mois, et avec un franc succès, semble-t-il, un procédé original, fort prisé dans le désert, permettant de réduire de 15 degrés centigrades la température de l'atmosphère située sous le filet de camouflage. « Pour notre part, nous avons cessé de travailler avec l'Irak, qui constituait — et de loin — notre premier client, dès le 3 août, explique M. Lancelin. Aujourd'hui, nous travaillons avec de nombreux pays du Moyen-Orient et de l'Afrique noire, ainsi qu'avec l'Italie et le Canada ».

Pour M. Lancelin, qui ne cache pas que ses charpentes de commandes (125 millions de chiffre d'affaires pour 135 salariés), livrées aux troupes et du matériel actuellement

basés en Arabie saoudite, se remplissent à un rythme très soutenu, il convient de ne pas raconter n'importe quoi quant au nombre de chars-leurres sur le sol irakien.

son partenaire britannique n'ayant pas commercialisé, selon toute vraisemblance, plus d'une centaine de leurres par an.

JEAN-YVES NAU

Une tactique à la soviétique

Les forces armées irakiennes ont été instruites — et majoritairement équipées — par les Soviétiques qui ont, de longue date, développé des techniques élaborées de camouflage, d'enfouissement et de dissimulation de leur matériel ou de leur PC et, surtout, qui ont mis au point des tactiques de « leurrage ». Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que les irakiens soient, à leur tour, passés maîtres dans cet art militaire qui consiste à tromper la vigilance adverse en lui présentant de faux objectifs s'apparentant à de vraies cibles.

M. Dick Cheney, le secrétaire américain à la défense, s'indigne, mercredi 23 janvier à Washington, que l'Irak pouvait encore réserver quelques « surprises » à la coalition en Arabie saoudite. En réalité, cet art militaire du faux-semblant n'est pas une nouveauté, comme les Américains l'avaient déjà observé au Vietnam ou comme les Français, eux-mêmes, l'ont découvert au Tchad face à des ruses grossières de l'armée libyenne.

Dans les sirs, pendant leurs stéques, les avions usent de leurres (il peut s'agir de simples pellicules métalliques ou de

sources de chaleur artificielles) qui volent autour d'eux et qui ont pour effet d'être pris en compte par les radars adverses — ou même titre que l'appareil lui-même — dans le but de détourner la détection et se capter de riposte.

Au sol, il peut être mis en œuvre, indistinctement, des leurres gonflables (qui ont l'aspect physique d'un véritable matériel grâce à leurs structures métalliques internes), des leurres grandeur nature (en bois ou en tout autre matériau plus ou moins léger) et jusqu'à des leurres de dimensions réduites (qui ressembleraient à des équipements miniaturisés).

Pour confondre une offensive, le problème est de procurer à ces leurres défensifs, outre l'aspect extérieur d'un armement authentique, une « signature » infrarouge qui puisse être prise pour celle que dégageait le vrai matériel et qui induirait en erreur les moyens d'identification de sa cible par l'ennemi. Les leurres comportent souvent, à cette fin, des émetteurs de réchauffement thermique aussi simples, par exemple, qu'un groupe électrogène mis en marche svent une attaque.

J. I.

LA GUERRE DU GOLFE

Les tensions dans les pays du Maghreb

Tandis que les gouvernements algérien et tunisien tentent, non sans difficultés, de contenir les élan pro-irakiens de leurs populations (lire les articles de Georges Marion et de Michel Deuré), le ton monte au Maroc où les partis de l'opposition ont appelé, mardi, dans la soirée, 22 janvier, lors de la réunion extraordinaire du Parlement, au retrait du contingent marocain (mille cinq cents hommes) actuellement mobilisés en Arabie saoudite.

Selon le parti nationaliste Istiglal, la force multinationale a été déployée dans le Golfe « non pour défendre les Arabes, mais pour exécuter un plan sioniste visant à détruire le potentiel économique et militaire de l'Irak ». L'ensemble des partis représentés au Parlement ont demandé un arrêt des combats et une solution négociée. Bien que le

gouvernement ait interdit les manifestations de rue, quelques partisans pro-irakiens ont dû être dispersés dans la vieille ville de Rabat; plusieurs manifestations auraient aussi eu lieu à Fès, Khemisset, Tiflet et Taza.

En Mauritanie, plusieurs centaines de personnes ont défilé, mercredi, dans les rues de Nouakchott en faveur de Saddam Hussein. Cette manifestation, organisée loin du quartier des ambassades, a été rapidement dispersée par la police. La population mauritanienne — certaines femmes se promenant désormais voilées du drapeau irakien — reste majoritairement calme. Au total, près de deux cents Français (sur environ seize cents résidents) ont quitté le pays depuis le déclenchement de la guerre. Signe de relative détente, le nombre des

Français qui s'étaient réfugiés sur le campus de l'ambassade est passé de mille à seulement quelques dizaines. L'école française devrait d'ailleurs rouvrir samedi — les établissements scolaires mauritaniens restant fermés jusqu'au 2 février.

Au lendemain du sommet de Tripoli (le Monde du 24 janvier), les représentants à l'ONU des pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA, regroupant l'Algérie, la Libye, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie) ont transmis, mercredi 23 janvier, une lettre demandant d'urgence la réunion du Conseil de sécurité au président en exercice du Conseil, l'ambassadeur zairais Baghény Adefo Nzengya. Plusieurs diplomates arabes assurent avoir obtenu le soutien des sept pays non alignés du Conseil de sécurité — la Côte d'Ivoire, Cuba, l'Equateur,

l'Inde, le Yémen, le Zaïre et le Zimbabwe. Cette réunion pourrait se tenir jeudi après-midi (heure locale), selon les premières indications disponibles.

Cette démarche des pays de l'UMA constitue la première initiative diplomatique à l'ONU depuis le déclenchement des hostilités. Plusieurs pays — dont l'Iran, l'Inde et la Yougoslavie — ont fait part de leur intention de participer à toute initiative destinée à mettre fin aux combats. Cependant, soulignent-ils, de sources diplomatiques non arabes, toute tentative d'appel à un cessez-le-feu se verrait contrer par trois, voire quatre vetos, de la part des Etats-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et, probablement, de l'URSS.

En Tunisie, le premier ministre dénonce la « guerre destructrice » contre l'Irak

Tout en proclamant une solidarité avec l'Irak, et en condamnant énergiquement « la guerre totale » qui lui est faite, la Tunisie ne veut pas ajouter aux souffrances de la population, à laquelle elle veut encore croire. Tel est le sens du discours prononcé, mercredi 23 janvier à Tunis, par le premier ministre, M. Ahmed Karoui, devant un millier de cadres du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti au pouvoir.

TUNIS

de notre correspondant

Le RCD, jusqu'à présent, a su canaliser efficacement les mouvements populaires en faveur de l'Irak qui se sont déployés dans l'ensemble du pays sans incident. Le discours du premier ministre, au ton modéré, a traduit un souci constant d'équilibre et une intention évidente d'éviter d'exacerber davantage les passions.

Ainsi, le premier ministre a dénoncé avec vigueur les destructions en cours des potentialités irakiennes par les forces de la coalition, mais sans jamais s'en prendre nom-

ment à aucune d'entre elles. Il a, certes, à maintes reprises, proclamé la solidarité des Tunisiens avec « le peuple irakien », mais a tenu aussi à y associer « le peuple koweïtien » et s'est abstenu de toute référence au régime de Bagdad. Le nom de Saddam Hussein n'a pas été cité une seule fois — « omission » qui ne peut passer inaperçue, dans les circonstances actuelles.

Le premier ministre a surtout longuement commenté ce qu'il a appelé les constantes de la politique tunisienne, basées sur la légalité internationale, bien que celle-ci, selon lui, soit souvent à deux vitesses, faisant des Arabes d'hier ennemis et aujourd'hui amis.

L'arrêt « impératif » des hostilités

Il a rappelé que, dès le mois d'août, par la voix de M. Ben Ali, la Tunisie s'est prononcée pour le retrait irakien du Koweït, mais aussi contre la présence des troupes étrangères dans le Golfe, le problème étant de trouver une solution dans un cadre arabe au lieu d'une internationalisation néfaste à tous.

Le cours des événements en ayant décidé autrement, aujourd'hui, a-t-il déclaré, les hostilités doivent cesser « impérativement », la diplomatie doit reprendre ses droits et une

conférence internationale devra « inéluctablement » se tenir pour résoudre l'ensemble des conflits de la région, en premier lieu, « le problème du droit du peuple palestinien à un Etat sur son territoire ».

Pour finir, M. Karoui a insisté sur les conséquences économiques de la guerre pour le monde arabe, avertissant que la Tunisie en paiera, elle aussi, le prix. Il a demandé à ses concitoyens de se mettre résolument au travail « pour faire face aux temps difficiles qui s'annoncent ».

Il n'est pas certain que les conseils du premier ministre soient strictement et immédiatement suivis, tous les Tunisiens continuant de suivre avec passion, jour et nuit, les nouvelles du front. Les activités de pays de mobilisation, qui se traduisent, depuis quarante-huit heures, par une grande effluence dans les dispensaires et hôpitaux pour participer aux collectes de sang au profit des Irakiens.

Des registres ont été ouverts à l'intention des médecins, des pharmaciens et infirmiers qui souhaitent aller prêter assistance à leurs confrères irakiens et, selon la centrale syndicale UGTT, quelque trois mille volontaires se seraient fait inscrire pour aller combattre en Irak.

MICHEL DEURÉ

En Algérie, le président Chadli Bendjedid critique la « surenchère » des islamistes

Qui sera le meilleur défenseur de la cause irakienne? Tel est le défi que jette le Front islamique du salut (FIS) aux autres partis et au gouvernement, en appelant les volontaires à rejoindre massivement les centres d'entraînement dont il exige la création immédiate. Alors que plusieurs milliers de personnes manifestaient, mercredi 23 janvier à Alger, aux cris de « détruisiez Tel-Aviv, ôtez l'Irak », le président Chadli Bendjedid a, tantôt, devant les députés, de justifier la position du gouvernement.

ALGER

de notre correspondant

Le FIS n'a souvent que des idées simples, mais il les martèle avec constance. Depuis que, s'étant détourné du monarque saoudien qu'il insulte à chaque rassemblement, il s'est tout entier dévoué à Saddam Hussein, le FIS invite les Algériens à s'entraîner pour porter secours au peuple irakien et exige des autorités qu'elles ouvrent des camps d'entraînement. Cette revendication constituait déjà l'essentiel de ses discours, vendredi 18 janvier, lorsqu'il a rassemblé ses militants et ses sympathisants devant le siège du gouvernement et devant le ministère de la Défense nationale (le Monde daté 20-21 janvier).

Pas de renforts pour l'Irak

Lundi, il a répété ses exigences lors d'un important meeting tenu à Alger, et il est probable qu'il les renouvellera vendredi prochain, lors de la manifestation qui suivra la grande prière. Ses rares contradicteurs ont beau répéter que l'affaire n'est ni simple, ni, surtout, opportune, le FIS n'en démord pas : il veut des volontaires et ses camps.

La pression des islamistes est, sur cette question, si forte qu'en quelques heures à peine deux cent cinquante personnes ont été enrôlées, le premier,

M. M'Hamed Yazid, directeur du Centre de stratégie globale et homme à ne pas avoir la langue dans sa poche, a, mardi 22 janvier, au cours d'une conférence de presse, lourdement ironisé sur ceux qui demandent que l'Algérie envoie des renforts militaires à l'Irak alors qu'elle n'a « même pas été capable de lui faire parvenir un bateau de secours ».

Quant au second, il n'est autre que le président de la République, M. Chadli Bendjedid, qui, mercredi 23 janvier, après plusieurs mois de silence, a longuement défendu devant les députés de l'Assemblée nationale populaire les initiatives algériennes prises dans la crise du Golfe, qualifiant les demandes des islamistes de « surenchère » et de « démagogie ».

Ceux qui critiquent la passivité apparente de la diplomatie algérienne et, surtout, son manque de résultats, le président de la République a rétorqué par une profession de foi et une analyse. « L'Algérie, a-t-il dit, a accompli son devoir à l'égard de ce pays frère qu'est l'Irak et à l'égard de la nation arabe pour qui elle a été la catastrophe. Je dirai même que l'Algérie a fait plus que son devoir (...). Je défie quiconque, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, d'avoir déployé autant d'efforts pour une solution pacifique ».

L'analyse explique, elle, le peu de résultats : « Nous constatons que les forces de la coalition ont, dans cette guerre destructrice, dépassé les limites de la résolution du Conseil de sécurité (...). Voilà que la question du Koweït est exploitée pour détruire l'Irak. C'est là l'objectif principal recherché (...), c'est là un piège, mis en place depuis des années ».

Pour autant, il n'est pas question d'envoyer des renforts en Irak, et encore moins de mettre en place des camps d'entraînement puisque, selon le président Chadli Bendjedid, le pays dispose d'un million de réservistes déjà formés par le service national, troupes qui pour-

raient être envoyées si la nécessité s'en faisait sentir.

L'intervention personnelle du chef de l'Etat suffit-elle à ramener ceux qui rêvent de brigades internationales à plus de réalisme? Rien n'est moins sûr. Le déficit entre le désir fervent, et largement répandu, de porter secours à l'Irak et le peu de solutions concrètes pour y parvenir semble si profond que toutes les propositions, surtout les plus héroïques, sont assurées de faire mouche. Bien enracinés dans la société, les islamistes ont su correctement capter l'émotion que suscitait la guerre du Golfe et ont rapidement avancé leurs propositions devant une opinion publique exigeante, qui commence à dire que le pays d'Algérie a la hauteur de ses rêves de solidarité.

Un malaise croissant

Le silence longtemps observé par le gouvernement n'a pas peu contribué au malaise qui, aujourd'hui, se développe. Officiellement, l'Algérie condamne toujours l'invasion et l'annexion du Koweït par l'Irak, mais la passion populaire interdit presque de le rappeler, sous peine de se voir accusé d'être un capitulaire face aux Etats-Unis et à ses alliés. Dans son intervention de mercredi, le président Chadli Bendjedid, qui a fait l'historique des initiatives diplomatiques de l'Algérie à propos du Golfe, a d'ailleurs soigneusement évité de rappeler ce point alors qu'il n'a pas omis de souligner que « le peuple irakien, noble et généreux, [lui avait] réservé un accueil des plus chaleureux ».

Cette concession faite à la ruse s'accompagne d'une pressante demande à l'égard des Algériens, invités, dans ces circonstances délicate, à faire corps avec l'Etat et à ne pas laisser leurs divergences sur la place publique. Mais, comme il est hasardeux de s'en remettre au seul pouvoir des mots, l'Algérie vient d'acheter un Allemagne, chez Mercedes-Benz, selon une procédure d'urgence, des engins et des véhicules conçus pour s'opposer aux manifestations.

GEORGES MARION

M. Yasser Arafat dénonce « le nouveau plan d'hégémonie des grandes puissances »

TUNIS

de notre correspondant

Inquiet de voir la guerre s'étendre à toute la région, M. Yasser Arafat veut-il vraiment tirer la sonnette d'alarme ou souhaite-t-il faire monter la tension? En tout cas, les informations qu'il avance dans le quotidien tunisien *El Horri* du mercredi 23 janvier, mettant en cause Israël d'un ton péremptoire, et « prouvant » l'appui, ne sont pas faites pour calmer les esprits.

Dans cet entretien, le premier accordé depuis le déclenchement des hostilités, le président de l'OLP dit sa certitude qu'Israël est pleinement engagé dans l'affrontement en cours. Selon lui, des missiles sont lancés sur l'Irak par les forces israéliennes à

partir du Neguev, et un Skyhawk abattu par les batteries irakiennes, était israélien.

D'ailleurs, poursuit-il catégoriquement, la guerre va s'étendre à la Jordanie, au Liban, à la Syrie, à la Turquie et à l'Irak, car « l'objectif n'est pas de libérer le Koweït mais de redessiner la carte politique de la région ». Le « nouveau plan d'hégémonie des grandes puissances », qui a déjà commencé, assure le chef de l'OLP, avec l'immigration des juifs sionistes, prévoit, « pour servir l'entité sioniste », la création du « Grand Israël ».

Mais pour cela, il faut d'abord affaiblir le potentiel militaire et épuiser les réserves financières du monde arabe. L'un des tout premiers fronts qui pourrait s'embrancher est le Liban

Sud, où « des concentrations militaires sont déjà signalées », Israël, déclare M. Arafat, « s'apprête à frapper les forces palestiniennes et libanaises dans ce secteur ».

Le dirigeant palestinien n'en continue pas moins à souhaiter l'ouverture de négociations pour « une solution arabe sans couverture internationale ». Il déplore, en passant, que l'Europe ait subi « l'influence américaine ». Mais il se déclare confiant sur les capacités du régime de Saddam Hussein — « qu'il ne faut pas sous-estimer » — à mener « une bataille de longue haleine ». L'Irak « dispose de plusieurs cartes », conclut-il.

M. D.

Le Japon augmente de 9 milliards de dollars son aide à la force multinationale

Le gouvernement japonais a finalement confirmé, jeudi 24 janvier, sa décision de fournir une aide supplémentaire de 9 milliards de dollars à la force multinationale déployée dans le Golfe.

TOKYO

de notre correspondant

Au cours de la même réunion, il a également précisé qu'il était nécessaire d'améliorer l'arrêt ministériel concernant le transport de passagers sur des appareils des forces d'autodéfense afin de permettre l'envoi d'avions militaires au Proche-Orient, destinés à l'évacuation de réfugiés de Damas au Caïre. Une décision devrait être prise vendredi.

L'annulation soudaine, mercredi soir, de la conférence de presse au cours de laquelle M. Kaifu devait

annoncer la nouvelle est symptomatique des tiraillements au sein du gouvernement et du parti majoritaire. Le report de la décision officielle n'a fait qu'illustrer une nouvelle fois la faiblesse du premier ministre, et cela a suscité des commentaires acerbes dans la presse sur les capacités de décision de M. Kaifu. L'incident semble largement dû aux rivalités au sein du parti conservateur en vue de la succession du premier ministre.

Le retour de l'Armée rouge ?

M. Kaifu n'est apparemment pas au bout de ses peines. Afin de débarrasser l'assistance promise, le gouvernement devra faire adopter un second collectif budgétaire. L'opposition, majoritaire au Sénat, met des conditions à l'octroi de cet aide (limitée à des objectifs militaires) et demeure hostile à

l'envoi d'avions des forces d'autodéfense dans le Golfe. Pendant ce temps, la police nipponne s'agitte d'une possible résurgence du groupe terroriste de l'Armée rouge à la faveur de la guerre du Golfe. Elle se refuse néanmoins à commenter les informations perues dans la presse selon lesquelles certains membres de l'Armée rouge, basés au Liban, auraient quitté ce pays pour des destinations inconnues.

Le groupe d'une vingtaine de membres, dirigé par une femme âgée aujourd'hui de quarante-cinq ans, Fusako Shigenobu, est une survivance du radicalisme étudiant de la fin des années 60. Poursuivie au Japon, l'Armée rouge — qui est notamment responsable de l'attentat à l'aéroport de Lod à Tel-Aviv en mai 1972 (26 morts et 80 blessés) — s'est repliée au Proche-Orient au début des années 70. Le groupe a eu par la

suite à son actif différentes opérations terroristes (détournements d'avion et prises d'otages dans des ambassades). On lui attribue dernièrement l'attentat à la bombe contre le club d'officiers américains à Naples en 1988.

Trop faibles pour prendre des initiatives par eux-mêmes, les membres de l'Armée rouge sont depuis de longues années dans la mouvance de Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) de Georges Habbache. Ils agissent essentiellement en Europe où, moins connus qu'au Japon (les photos des principaux membres de l'Armée rouge sont affichées dans tous les bureaux d'immigration des aéroports), ils peuvent espérer passer pour de simples touristes. A la fin de la semaine dernière, la police thaïlandaise avait cru localiser un membre de l'Armée rouge dans le nord du pays.

PHILIPPE PONS

Le Parlement européen incapable de se prononcer sur le conflit

STRASBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant

Lundi 21 janvier : « L'opération de sécurité collective est lancée. (...) Nous n'avons pas le droit d'entraver sa marche par un appel à la fin. (...) Cette opération est légitime. (...) La déclaration de M. Jean-Pierre Cot (PS), président des socialistes du Parlement européen, sur l'intervention des alliés contre l'Irak, était ou ne peut plus claire ».

Mercredi 23 janvier : M. Cot défend devant l'Assemblée de Strasbourg une proposition de résolution de son groupe au libellé beaucoup moins clair, qui attribue la responsabilité de la guerre à M. Saddam Hussein, mais ajoute notamment qu'un « début de retrait des troupes irakiennes du Koweït rendrait possible la cessation immédiate des hostilités ».

En quarante-huit heures, M. Cot a visiblement composé avec certains secteurs du groupe socialiste dont il est le président, et le texte qu'il défend reflète le point de vue de nombre de travaillistes britanniques et de socialistes-démocrates allemands.

Les chrétiens-démocrates de leur côté appuient au départ le texte de M. Cot et de ses amis. Ici c'est l'équation personnelle de M. Egon Klepsch (CDU), le président du groupe, qui joue, son désir apparent de s'attirer les bonnes grâces du groupe socialiste. Mais le scénario dérape. De petites manœuvres en manipulations, les cartes sont brouillées, des parties de la proposition socialiste rejetées, au point que M. Cot, ne reconnaissant plus son texte, le retire. M. Klepsch, pour sauver la situation, demande alors et obtient — en dépit du règlement du Parlement — le report du vote au jeudi 24 janvier. Triste spectacle.

MARCEL SCOTTO

EUROPE 1

et G.O. 183

LA GUERRE DU GOLFE

Les menaces d'une vague terroriste palestinienne Le vivier de Bagdad

Si les mois qui ont précédé l'offensive aérienne des coalisés ont fait figure de chronique d'une guerre annoncée, les jours que nous vivons ont l'arrière-goût d'une vague terroriste promise et redoutée. Les pays occidentaux, en multipliant les précautions contre d'éventuels attentats sur leurs territoires, le reconnaissent explicitement. Ainsi les Seud propulsés par les Irakiens, notamment vers les populations civiles de Tel-Aviv et de Riyad, ne sont-ils probablement que le premier volet d'une guerre, en partie psychologique, appelée à s'amplifier.

Le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, avait lui-même sous-entendu, au mois d'août dernier, que Bagdad ne découragerait pas les projets terroristes en cas de guerre : « Pourquoi devrions-nous nous préoccuper des intérêts américains dans la région, pourquoi devrions-nous nous soucier de la stabilité de la France ? », demandait-il. Et dès le mois de septembre, comme en écho, Aboul Abbas, l'un des principaux responsables palestiniens, annonçait que « toute agression terroriste, lancée par l'Amérique et ses alliés contre des avions irakiens, ou que ce soit, entraînera une réaction similaire dans le monde entier et à plus grande échelle ».

Qu'importe que l'éventualité d'une guerre menée par la coalition sous le pavillon des Nations unies soit ici qualifiée d'« agression terroriste » et que le chef du Front de libération de la Palestine (FLP) use, en revanche, de l'expression d'

« opérations militaires » pour désigner les attentats qu'il commande. L'important réside dans la personnalité de l'auteur de cette menace. Or Aboul Abbas, quarante-deux ans, représentatif d'une nouvelle génération de Palestiniens déterminés à utiliser toutes les armes à sa disposition, est l'un de ces terroristes que Saddam Hussein a su regrouper autour de lui, à l'instar d'Abou Nidal ou d'Ahmed Jibril.

Une armée irrégulière

L'Irak dispose ainsi, de même qu'il possède des armes chimiques et bactériologiques, d'un vivier de forces terroristes. Une armée irrégulière dont on sait que le but n'est pas de mener une guerre « propre » mais de créer des chocs psychologiques sur les opinions publiques sans comparaison avec leurs effets physiques, comme l'évaluent analystes Raymond Aron et Gérard Chauland (1).

Que l'alliance de ces groupes terroristes palestiniens avec Bagdad soit durable ou pas, qu'ils disposent d'une plus ou moins grande marge d'autonomie par rapport aux services spéciaux irakiens, voilà qui compte assez peu aujourd'hui. L'unicité de leurs points de vue — « frapper les intérêts américains et occidentaux » — assure en revanche à Saddam Hussein un incontournable imperium en matière terroriste. L'énumération des groupes ralliés à sa cause suffit à démontrer l'ampleur de la menace.

Le Front de libération de la Palestine (FLP), d'Aboul Abbas. Ce dernier condamné déjà, en 1974, les dirigeants palestiniens tentés d'accepter un « règlement

définitif et la création d'un Etat palestinien en carton-pâte ». Alors porte-parole du FPLP commandement général, Abbas avait revendiqué le raid de Kyriath-Shmoneh, à l'intérieur des frontières israéliennes de 1948, reprochant à Yasser Arafat la « liquidation de la cause palestinienne ».

Aboul Abbas, depuis, a été élu membre du comité exécutif de l'OLP aux côtés de Yasser Arafat. Et son nom est devenu célèbre à l'occasion du détournement en 1987 au large de l'Égypte, d'un paquebot de croisière, l'*Achille-Lauro*, par un commando du FLP. Cet acte de piraterie devait s'achever par l'assassinat d'un juif américain paralysé, Leon Klinghoffer, tué de plusieurs balles dans la tête et jeté par-dessus bord.

Parvenu à conserver sa place au comité exécutif de l'OLP en dépit des pressions des Palestiniens modérés, Aboul Abbas a pris l'initiative du raid du 30 mai 1990 sur les côtes israéliennes. Cette fois, l'OLP refusait de l'exclure en dépit de l'insistance des États-Unis. La rupture du dialogue américano-palestinien était, du coup, consommée. Le FLP quitte alors progressivement la Tunisie pour la Libye, puis la Libye pour l'Irak, où il est rangé derrière Saddam Hussein.

Le Fatah-conseil révolutionnaire. Son chef, Abou Nidal, a commencé sa carrière politique au début des années 70 comme représentant de l'OLP auprès des autorités irakiennes. Partisan de la destruction totale de « l'entité sioniste », il s'engage rapidement de l'organisation de Yasser Arafat, qu'il qualifie de « traître » pour fonder son groupe. En 1974, il est non seulement exclu de l'OLP pour indiscipline, sédition armée et

meurtre d'un membre du Fatah mais aussi condamné à mort par contumace par un tribunal révolutionnaire de la principale organisation palestinienne.

Bagdad se refuse alors à livrer Abou Nidal, et ce dernier mène parallèlement une action terroriste contre les Arabes jugés « traîtres » à la cause palestinienne et contre des juifs — comme ce fut le cas lors des attentats contre la grande synagogue de Rome ou le restaurant Goldenberg, rue des Roisiers à Paris. Le Fatah-conseil révolutionnaire, après avoir accepté l'hospitalité de l'Irak, s'est installé en 1983 en Syrie tout en disposant de bases arrière en Libye et dans certains pays de l'Est.

Le rapprochement syro-américain et l'effondrement du système communiste dans les pays d'Europe de l'Est ont conduit Abou Nidal, fortement snobé par l'Occident, à se rapprocher de l'Irak, responsable des services de renseignement de l'OLP, à se rapprocher de Saddam Hussein.

Le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP)-commandement général. Cette organisation, fondée depuis plus de vingt ans, est toujours dirigée par Ahmed Jibril. Ce nationaliste palestinien, formé par l'Académie militaire du Caire puis entré dans les cadres de l'armée syrienne, affirme avec constance son credo : « Les Israéliens, tous les Israéliens doivent payer le prix du sang pour leur présence sur le sol de la patrie ». Mais lui aussi range l'impérialisme et les occidentaux dans le champ de ses cibles et considère durement les positions « capitulaires » de Yasser Arafat ou toute tentative de négociations avec

Israël. Son groupe, qui comprendrait un nombre restreint de combattants, est pourtant généralement considéré comme redoutable. Les États-Unis lui imputent en particulier l'attentat de Lockerbie, en 1988, contre un Boeing de la Pan Am au-dessus de l'Ecosse, qui provoqua la mort de deux cent soixante-dix passagers. Hébergé et protégé par Damas il y a encore quelques mois, le FPLP-commandement général s'est à présent placé sous la bannière irakienne.

Cette liste — sans prétendre être exhaustive — doit aussi comprendre le FPLP de Georges Habbache, qui s'est rapproché de Saddam Hussein, et l'Organisation du 15 mai, dirigée par Abou Ibrahim. Voici donc une étrange légion composée des « jusqu'au-boutistes » de la cause palestinienne et rompue à ce qu'on appelle le terrorisme publicitaire, celui-là même qui compte sur l'écho des médias pour démultiplier l'impact de ses coups.

Si tant est qu'il puisse exister des guerres « propres », ces groupes se sont déjà chargés de rappeler, comme mercredi 21 janvier à Beyrouth et à Baalbek, qu'il est toujours possible d'opposer à la technologie la plus fine une technique de harcèlement. Car le terrorisme ne se confronte pas à des ennemis mais choisit des cibles qui n'en peuvent mais. Il ne s'agit pas là d'une guerre des pauvres contre les riches, mais d'une guerre sans frontières aux champs de bataille toujours mobiles, qui se moque des vieilles règles de la guerre.

LAURENT GRELSAMER

(1) Terrorismes et guerilles, Gérard Chauland, 1985, Flammarion.

Pour comprendre l'après-guerre

Suite de la première page

C'est l'histoire d'un double engrenage qui éclaire le dossier spécial que le Monde consacre à la crise du Golfe : le marche vers l'annexion brutale du Koweït et les prémisses du conflit, par la mise en place dans le péninsule Arabique d'une machine de guerre capable de faire plier la quatrième armée du monde.

Cinq mois de manœuvres diplomatiques pour tenter de sauver la paix ; cinq mois de décisions militaires pour avoir des chances de gagner la guerre ; l'affaire des otages dont Saddam Hussein veut se servir comme monnaie d'échange ou comme « boucliers humains », avant de les relâcher pour essayer de s'assurer les bonnes grâces des opinions occidentales, pour rejouer la même jeu sinistre quelques semaines plus tard, cette fois avec les prisonniers de guerre ; l'impuissance de la Ligue arabe, minée par les querelles de famille, les vaines diplomatiques où les protagonistes agissent plus par acquis de conscience que par conviction ; les vaines tentatives de Saddam Hussein pour asseoir en rempart de tous les Arabes et de tous les musulmans contre les infidèles...

Le maître de Bagdad a commis deux erreurs : il a sous-estimé la détermination des Américains, et accessoirement de leurs alliés, et il n'a pas compris que, les rapports Est-Ouest ayant basculé en 1989-1990, il ne pouvait pas compter sur le soutien de l'URSS. Son ambition ne pouvait pas s'inscrire, comme cela aurait été le cas quelques années auparavant, dans la rivalité entre les Deux Grands. L'Union soviétique est hors du jeu, provisoirement au moins ; elle n'est plus en mesure d'avoir une politique extérieure autonome, et ne peut exister sur la scène internationale qu'en collant au plus près à la diplomatie américaine.

L'issue militaire de la guerre ne fait guère de doute, mais il restera à la coalition internationale, qui se bat explicitement, avec la bénédiction des Nations unies, pour la défense du droit, à gagner la paix. Car aucun des problèmes fondamentaux de la région n'aura été réglé. Si Saddam Hussein survit aux hostilités, il risque, même vaincu, d'apparaître comme un héros aux yeux des peuples arabes, parce qu'il aura été le premier Arabe à résister aussi longtemps à la plus puissante armée du monde et parce qu'il aura été aussi le premier à envoyer des missiles sur Jérusalem et Tel-Aviv.

Ses voisins arabes la savent bien qui se sont engagés dans la coalition anti-irakienne plus par intérêt que par idéalisme. Comme le savent encore les dirigeants irakiens, qui risquent de se trouver confrontés à une pression de plus en plus vive de la communauté mondiale pour qu'une conférence internationale se réunisse sur le problème palestinien ; et ce, quels que soient les apaisements que le président George Bush aura pu leur prodigier.

Le numéro hors série du Monde aide à connaître l'aventure pour comprendre l'après-guerre.

DANIEL VERNET

► « Golfe : la guerre ». Numéro hors-série. 36 pages. 32 F. En vente chez les marchands de journaux.

ROBERT SOLÉ

Les chrétiens de Saddam

« Il faut arrêter la guerre », nous déclare à Paris, le patriarche irakien de l'Eglise chaldéenne

Les appels à la guerre sainte, lancés de Bagdad, ne devraient pas faire oublier que l'Irak compte une partie des chrétiens, depuis l'aube des temps. Leur nombre est loin d'être négligeable : 1 200 000 personnes, c'est-à-dire près de 8 % de la population, selon le recensement de 1987. La communauté chrétienne la plus importante — il y en a quatre au total — est l'Eglise chaldéenne (750 000 fidèles), née à Rome depuis le sixième siècle mais jouissant d'une grande autonomie sous le patriarche, Kipriani I^{er} Bidawid, est arrivé à Paris mercredi 23 janvier, en compagnie de Mgr Ghawarguis Silwa, métropolitain de l'Eglise assyrienne et de Mgr Ayvak Assadourian, archevêque arménien orthodoxe.

Ces trois évêques se trouvaient à Rome quand la guerre n'était pas. Ils étaient chargés de promouvoir une solution pacifique, par une « conférence chrétienne pour la paix », réunie à Bagdad cinq semaines plus tôt en présence du ministre irakien des affaires religieuses. « Nous ne pensions vraiment pas que les hostilités auraient été déclenchées le 16 janvier, affirme le patriarche chaldéen. Pourquoi n'a-t-on pas donné plus de temps à la paix ? Je préfère cinq ans de pourparlers à un seul jour de guerre. Cette guerre est une proportion avec le but annoncé. Pour libérer le Koweït, fallait-il détruire l'Irak ? »

Mgr Bidawid défend le principe

d'une conférence internationale immédiate, sous le prétexte qui serait l'évacuation du Koweït. « La guerre, dit-il, ne résout jamais rien. Il faut l'arrêter et entamer des négociations. Nous voulons que justice soit faite pour tous, notamment pour les Palestiniens et les Libanais. Les Occidentaux ne veulent pas faire de bien entre toutes ces questions. Pourquoi ? Quel mal y a-t-il à entamer une négociation générale ? Les Libanais ne seraient-ils pas des frères humains comme les Koweïtiens ? » Mgr Bidawid, qui a été pendant une vingtaine d'années évêque chaldéen de Beyrouth avant de devenir patriarche, ajoute avec vivacité : « Qu'est-ce que les Occidentaux ont fait pour les chrétiens du Liban ? On est prêt à sacrifier tous les chrétiens d'Orient pour quelques barils de pétrole. »

C'est une allusion très claire aux conséquences négatives que pourrait avoir la guerre sur les Eglises locales. Une allusion seulement, car le patriarche chaldéen ne dit pas un seul mot qui le mettrait en contradiction avec M. Saddam Hussein. A l'entendre, les chrétiens d'Irak sont des Irakiens à part entière, et non des citoyens de seconde zone comme les chrétiens l'ont été depuis des siècles dans la quasi-totalité des pays de la région.

Les appels à la guerre sainte (djidhad) ne le gênent-ils pas ? Sourire et haussement d'épaule : « Voyez-vous, il

y a deux sortes de djihad. L'un est islamique et se rapporte à la croyance des musulmans. L'autre est un djihad patriotique, un devoir pour tous les citoyens. Le patriarche ajoute que ces appels ne sont pas dirigés contre les chrétiens mais contre les puissances occidentales considérées comme ennemies : « J'ai pris la parole à la télévision irakienne en août dernier pour appeler les esprits. J'ai dit qu'il ne fallait pas confondre les chrétiens et les Occidentaux. Ce discours est très bien passé. Mais si la guerre devait se prolonger, nos relations avec le petit peuple musulman pourraient se détériorer. »

En liberté religieuse surveillée

Les Eglises d'Irak « ne font pas de politique ». C'est dire qu'elles se gardent de toute critique à l'égard du régime. En échange, elles jouissent d'une liberté religieuse réelle et d'une reconnaissance de leurs cultures et de leurs langues araméo-syriaques qui s'expriment à la télévision, dans de nombreuses revues, dans des clubs et des associations.

Comme chacun sait, le ministre des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, appartient à une famille chaldéenne.

Le patriarche a participé récemment à la première communion de son fils. C'est le seul membre non musulman du gouvernement, mais un certain nombre d'autres chrétiens — comme le gouverneur de la banque centrale — occupent des fonctions importantes dans le secteur économique ou dans l'administration. L'armée aussi compte un certain nombre d'officiers chrétiens qui avaient participé en première ligne à la guerre contre l'Iran. Apparemment, M. Saddam Hussein leur fait plus confiance qu'à leurs collègues chiites.

Les Eglises d'Irak sont exemptées d'impôts et jouissent d'autres petits privilèges. « Nous ne payons ni l'eau ni l'électricité », affirme Mgr Assadourian. Mais elles sont censées s'autofinancer. S'il ne leur verse pas de subventions, le régime est souvent généreux avec elles. On lui doit la restauration de nombreuses églises et couvents, au titre de la défense du patrimoine national. Récemment, le président irakien a même offert aux chaldéens un terrain de 25 000 mètres carrés à Bagdad pour leur permettre d'y construire un nouveau patriarcat et une cathédrale. « Les plans étaient prêts, dit le patriarche. Mais maintenant, avec la guerre... »

Leurs bonnes relations avec les pouvoirs publics autorisent les Eglises à formuler un certain nombre de revendications, voire des protesta-

tions. Elles se sont ainsi opposées, avec succès, en 1981, à l'enseignement du Coran aux élèves chrétiens. Et elles demandent aujourd'hui que les enfants ne deviennent pas automatiquement musulmans si l'un de leurs parents se convertit à l'islam. De même réclament-elles la privatisation de leurs écoles qui avaient été nationalisées. « Cette nationalisation a fait faillite », affirme le patriarche chaldéen.

Avec ses deux collègues, il a pu rencontrer à Rome le pape et le président du conseil italien, M. Andreotti. Il espérait avoir aussi quelques rendez-vous à Paris, et pas seulement avec des autorités ecclésiastiques. Les trois évêques irakiens doivent aller ensuite à Londres, à Washington, au siège des Nations unies à New-York, et dans plusieurs villes des États-Unis, comme Chicago et Detroit, où la diaspora irakienne est nombreuse.

« En attendant, on bombarde des églises », affirme le patriarche chaldéen. C'est, du moins, la télévision qui le dit. Ne pouvant avoir aucun contact téléphonique avec Bagdad, le patriarche en est réduit, comme tout le monde, à regarder CNN dans la chambre de son grand hôtel parisien, où il est arrivé en tenue de clergyman, avec un passeport du Vatican. Ses deux collègues, en revanche, se sont présentés à Roissy avec des papiers irakiens, ce qui n'a provoqué quelque émotion...

EUROPE 1 SUR TOUS LES FRONTS

A PARIS 104.7 FM

AMIENS 104.7 FM	BEZIERS 96 FM	COURCHEVEL 104.7 FM	LE MANS 104.7 FM	MONTPELLIER 88.8 FM	PAU 104.7 FM	RENNES 104.7 FM	TOULOUSE 96.1 FM
ANGERS 104.7 FM	BIARRITZ 105.1 FM	DIJON 104.7 FM	LILLE 92 FM	MORLAIX 104.7 FM	PERPIGNAN 90.5 FM	ST-BRIEUC 104.7 FM	TOURS 104.7 FM
ARCACHON 104.7 FM	BORDEAUX 104.7 FM	GRENOBLE 104.6 FM	LIMOGES 104.7 FM	NANCY 105.5 FM	POITIERS 104.7 FM	ST-ETIENNE 104.7 FM	TROYES 104.7 FM
AUXERRE 104.4 FM	BREST 104.7 FM	GUERET 88.7 FM	LORIENT 104.7 FM	NANTES 104.7 FM	QUIMPER 104.7 FM	ST-MALO 104.7 FM	VALENCE 105.9 FM
AVIGNON 104.7 FM	CHALON S/S 106.7 FM	LA ROCHELLE 104.7 FM	LYON 104.6 FM	NEVERS 104.6 FM	REIMS 104.7 FM	ST-NAZAIRE 104.7 FM	VANNES 104.7 FM
BAYONNE 105.1 FM	CHAMBERY 97.6 FM	LAVAL 104.7 FM	MARSEILLE 104.7 FM	NIMES 104.7 FM		TOULON 104.7 FM	
BESANCON 104.9 FM	CLERMONT-FD 104.7 FM	LE HAVRE 104.7 FM	METZ 105.3 FM	ORLEANS 104.7 FM			

et G.O. 183 KHZ

EUROPE 1
L'information en continu

LA GUERRE DU GOLFE

Manifestations et attentats dans le monde

Cent soixante ressortissants irakiens arrêtés depuis septembre en Grande-Bretagne

Plusieurs pays ont pris de nouvelles mesures à l'encontre des ressortissants irakiens ou du Moyen-Orient. De nouveaux attentats ont eu lieu en Jordanie et en Turquie.

Invoquant des « menaces » sur la sécurité nationale, la Grande-Bretagne a poursuivi mercredi 23 janvier sa politique d'expulsion de ressortissants irakiens : quatorze irakiens – la plupart étudiants – ont été arrêtés dans la matinée à bord d'un avion de ligne jordanien en direction d'Amman (Jordanie). Placés en détention la semaine dernière, ils sont partis de l'aéroport de Londres-Heathrow sous bonne escorte policière. Depuis le mois de septembre, cent soixante irakiens et douze ressortissants du Moyen-Orient ont été arrêtés par la police au service d'immigration britannique. Soixante-seize d'entre eux ont été expulsés, les autres étant soumis à des restrictions de mouvement.

La Tchecoslovaquie a elle aussi

pris de sévères mesures à l'encontre des plusieurs ressortissants de pays arabes : le vice-ministre de l'intérieur, M. Jan Raml, a annoncé mercredi 23 janvier que quarante personnes issues de ces pays seraient prochainement expulsées dans le cadre du renforcement des mesures de sécurité liées à la guerre du Golfe. Ces ressortissants ont été placés en garde à vue.

Quatre irakiens, dont deux diplomates, ont également quitté mercredi 23 janvier la Thaïlande à la demande des autorités, sans toutefois faire l'objet de mesures d'expulsion. Ni les autorités ni l'ambassade d'Irak n'ont fait de commentaire sur ces départs, qui ne seraient pas justifiés par des « preuves concrètes », selon des responsables cités par le journal *The Nation*.

Quant aux autorités canadiennes, elles ont décidé mercredi d'expulser un diplomate irakien en poste à Ottawa. Depuis le début du conflit du Golfe, trois diplomates irakiens dont la présence avait été

jugée « inacceptable » par le secrétaire d'Etat aux affaires extérieures, M. Joe Clark, ont déjà été expulsés. Le gouvernement canadien, qui a annoncé qu'il n'accorderait plus de visas aux irakiens et aux Palestiniens, a demandé à ceux qui séjourneraient actuellement au Canada grâce à un visa de tourisme de se présenter aux bureaux d'immigration.

Marins espagnols désemparés

Un nouvel attentat a eu lieu mercredi 23 janvier contre des citoyens occidentaux : l'ambassade du Canada à Amman (Jordanie) a été l'objet d'une tentative d'incendie criminel. Muni d'un bidon d'essence, un homme a aspergé la salle de réception avant d'être interpellé par deux gardes de l'ambassade. Quant aux deux attentats à la bombe perpétrés, toujours mercredi, à l'ambassade d'Irak au 24 janvier) contre les bâtiments de deux représentations américaines, ils ont été revendiqués dans la soi-

rée par le mouvement clandestin Dev-Sol (Gauche révolutionnaire), qui a indiqué avoir agi « en raison du déclenchement de la guerre du Golfe par les puissances impérialistes ». Ces explosions avaient fait un blessé. La France, elle, a démenti tout attentat contre l'ambassade de France au Liban, malgré des informations contraires, dans la journée de mercredi, de source diplomatique à Paris.

Les manifestations contre la guerre du Golfe se sont poursuivies, mercredi, dans les pays de la coalition anti-irakienne. Cinq mille personnes ont défilé à Madrid (Espagne) et six mille à Barcelone afin de protester contre la « guerre du pétrole ». Certains manifestants s'opposaient également à apporter leur soutien aux trois marins espagnols qui seraient, selon des organisations antiracistes, abandonnés leur poste sur les trois navires de guerre partis relever les bâtiments espagnols croisant en mer Rouge. Les petits défilés ressemblant à des défilés de personnes ont également eu lieu en Allemagne.

Pour risques de troubles à l'ordre public

Dix-huit étrangers ont été expulsés de France

Aux trois irakiens, trois Marocains, neuf Algériens et un Libanais déjà expulsés de la France vers le Yémen, mardi 22 janvier au soir (*Le Monde* du 24 janvier), se sont ajoutés un irakien qui a été expulsé vers la Tunisie et un Marocain, dirigé, à sa demande vers le Maroc, mercredi 23 janvier (1).

Autant de mesures qui ont été prises en application de la « procédure d'urgence absolue », sur décision du ministre de l'Intérieur, selon M. Pierre Joxe, la présence de ces ressortissants en France « constitue, dans les circonstances actuelles, un péril grave pour l'ordre public et la sécurité intérieure ».

Considérés comme « des propagandistes et des prosélytes du régime irakien », selon un responsable français de la lutte anti-terroriste, « voire des supports potentiels pour des groupes terroristes », ces ressortissants ont été interpellés mardi matin par les services de police.

Parmi les expulsés figure notamment le dirigeant de la revue irakienne *Kull al Arab*, publiée en France, M. Samir Tawfik Khairi, ainsi qu'un responsable marocain du Front islamique du salut (le FIS algérien), M. Mourad Abdelmalek. Si les personnes interpellées faisaient l'objet d'une surveillance de la DST, aucun élément donnant lieu à des poursuites judiciaires.

Un comité juéo-arabe pour la « paix civile » créé à Toulouse. – Un groupe de personnalités de la communauté arabe de Toulouse et du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) ont décidé, mardi 22 janvier, de créer un comité juéo-arabe pour la paix civile en France. M. Kader Jellali, pour le collectif arabe, a lancé un appel à sa communauté lui demandant d'éviter de faire de la France « un second champ de bataille ».

Des associations juives se regroupent pour « préserver la dialogue ». – Pour la première fois depuis les « Marches pour l'égalité » des années 1983 et 1984, des associations de jeunes issus de l'immigration se regroupent pour tenter de définir une attitude commune face aux conséquences de la guerre du Golfe dans l'Hexagone. Une quinzaine d'entre elles, implantées en région parisienne, viennent de créer le Regroupement des associations issues de l'immigration (RAII). « Nous voulons créer un réseau de solidarité pour traverser cette sale période », explique l'un des promoteurs du RAI, qui lance une campagne « afin de préserver les acquis du dialogue intercommunautaire (...) et pour que cette guerre ne soit pas le prétexte à une recrudescence de l'intolérance, de la xénophobie et de l'islamisme ». Les associations estiment que la communauté maghrébine « fait déjà (...) les frais d'une tension » et que « dans deux ans, l'immigration est accusée par les contrôles au faciès ». Elles appellent « les différents communautés au dialogue, à la sérénité et au respect de tous dans la diversité des positions de chacun ».

(armes, explosifs, par exemple) n'a pu être retenu à leur encontre.

Les familles de deux des irakiens expulsés ont aussitôt déposé un recours en annulation devant le tribunal administratif de Paris, ainsi qu'une requête à fin de sursis à exécution. Elles déclarent que MM. Faraj Abdulqadir et Adil Khayyir Alshamha travaillent « dans un cadre strictement contractuel » à l'ambassade d'Irak à Paris, le premier en tant qu'interprète depuis 1980, le second comme chauffeur, sur le territoire national depuis près de trente ans. Tous deux ont des enfants nés dans l'Hexagone, donc de nationalité française, soulignent leurs familles. Celles-ci s'en prennent à ce qu'elles considèrent comme une « autorité administrative ». Enfin, les familles assurent que les deux résidents « se sont toujours et depuis de nombreuses années comportés de façon paisible et n'ont jamais porté atteinte à l'ordre public ».

E. In.

(1) L'un des irakiens expulsé mardi vers le Yémen a été refilé à l'entrée du territoire yéménite; il a été renvoyé vers la France. Un autre irakien, interpellé mardi, n'a pas été expulsé, mais a demandé d'asile et son dossier est en cours d'instruction.

Arrestation de quatre lycéens qui fabriquent des engins explosifs artisanaux. – Quatre élèves d'un lycée d'enseignement professionnel de la banlieue sud-est de Paris, âgés de dix-sept et dix-huit ans, ont été interpellés, mardi 22 janvier, par des policiers de la sûreté urbaine, alors qu'ils achetaient de fabrication des engins explosifs artisanaux. Ces adolescents d'origine maghrébine ont, selon les autorités judiciaires, indiqué qu'ils se préparaient à « soutenir Saddam Hussein ». Placés en garde à vue, les quatre lycéens devaient être présentés au parquet jeudi 24 janvier. – (Buc. rég.)

Renforcement des moyens de communication avec le Golfe

Le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace vient d'annoncer plusieurs mesures pour améliorer les communications avec le Golfe, tant pour les médias que pour les militaires sur place. Ces derniers pourront téléphoner à tarif réduit grâce à la mise en place de cartes « pastel », les communications étant débitées sur leur compte bancaire. Lettres et colis de leurs familles seront désormais acheminés gratuitement, comme l'étaient déjà les lettres des militaires à leurs familles en France.

Enfin, les transmissions par satellite des reportages télévisés à partir de Ryad, qui souffraient d'un certain engorgement (*Le Monde* des 16 et 19 janvier), bénéficieront d'une station satellite de France Telecom installée dans la capitale saoudienne, pouvant transmettre vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

Devant la commission

M. Chevènement

Devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a expliqué, mercredi 23 janvier, qu'il fallait, pour tenter d'apprécier les résultats des raids aériens des alliés en Irak et au Koweït, se tenir à égale distance de deux tentatives extrêmes qui ont consisté à annoncer prématurément une destruction quasi complète des forces irakiennes pour expliquer ensuite que, seuls, ou presque, des lourds (fausses rampes de lancement, chars en bois, etc.) avaient été détruits.

M. Chevènement s'est dit assuré que toutes les installations électriques de Bagdad avaient été

détruites. Il a également confirmé que les pistes étaient régulièrement « traitées » de façon à éviter les réapprovisionnements. L'audition du ministre s'est faite, aux dires de plusieurs participants, dans un climat « grave et assez serein ». Le ton des commissaires, comme du ministre, était calme, chacun cherchant, semble-t-il, à éviter que des polémiques naissent au sein de cette commission « sensible ». Interrogé sur ses propos du 17 janvier selon lesquels la France avait pas voté à être engagée en Irak, M. Chevènement a mis en cause l'AFF, en expliquant que sa pensée avait été « déformée » (1). Le député UDF du Maine-et-Loire, M. Hervé de Charette, lui a reproché, sur un ton contenu, ses déclarations du matin même sur Europe 1 (*Le Monde* du 24 janvier) mettant en cause « le patriotisme » de MM. Giscard d'Estaing et Chi-

L'opposition reproche

Les propos de M. Chevènement sur Europe 1, mercredi matin 23 janvier, mettant en cause le « patriotisme » de MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing (*Le Monde* du 24 janvier), à propos du contrat nucléaire passé avec l'Irak en 1975, ont été évoqués par deux sénateurs, MM. Charles Pasqua, président du groupe RPR, et Roger Chénard (Républicains et Indépendants), lors de la rencontre hebdomadaire des représentants des groupes parlementaires avec le premier ministre au sujet de la situation dans le Golfe.

M. Pasqua a jugé les propos de

M. Chevènement « excessifs et regrettables », et M. Chénard les a qualifiés d'« indécents » et « plus marqués par la maladresse que par le sens de la maîtrise ». Selon M. Marcel Lucotte, président du groupe des Républicains et Indépendants au Sénat, M. Michel Rocard a répondu qu'il ne pouvait pas aller sur le terrain de la « polémique » et qu'il « transmettrait ces observations à M. Chevènement ».

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, avait déclaré, plus tôt dans la journée, devant un groupe de journalistes, que M. Chevènement, « incapable de contrôler ses nerfs, n'est pas digne d'être ministre de la défense » et que ses propos « ternissent l'image de la France ». Selon M. Juppé, le ministre de la défense « est en mauvaise posture ».

Les réactions

M. Le Pen considère que la guerre est une « péripétie historique »

Devant près de quatre mille personnes réunies au Palais des congrès à Paris, mercredi soir 23 janvier, M. Jean-Marie Le Pen a adressé, pour la première fois depuis le début de la guerre, un message de solidarité aux soldats français. « Nous détestons la guerre qu'ils sont forcés de faire mais nous les aimons car ils sont l'élite de la nation et du peuple français », a dit M. Le Pen, en espérant qu'ils se sentent que nos valeurs battent au rythme des leurs. « Ces soldats sont de la race de ceux qui n'ont pas besoin de salir et de haïr ceux qu'ils vont affronter », a-t-il poursuivi, avant de les féliciter pour la « mission de chevaliers » confiée aux aviateurs français chargés de faire des bombardements de jour à basse altitude. Sous les applaudissements, M. Le Pen a achevé cette longue adresse en déclarant : « Soldats français du Golfe, nous pensons ce soir à vous fraternellement ».

Dénouant « les généraux à la retraite, plus brillants à l'écran qu'ils ne le furent sur le terrain », le président du Front national a réaffirmé que « cette guerre n'est pas celle de la France », et il n'a pas hésité à qualifier de « plus rapidement possible à cet affrontement » car « l'avenir du peuple français n'est pas sur les bords du Golfe, il est en France ». Il s'agit, a-t-il affirmé, d'une opération d'extrême droite, d'une opération de police

internationale exécutée avec la complicité de nos autorités politiques, ou au bénéfice des intérêts, camouflés sous le manteau du droit international, de puissances étrangères, qui restent des puissances amies tant que nous avons les mêmes intérêts ».

« L'accusé le gouvernement et M. François Mitterrand, et ceux qui par complaisance, complicité ou aveuglement ont appuyé sa démarche, d'avoir essentiellement pensé à détourner l'attention du peuple français des problèmes graves de son avenir et de son présent », a ajouté M. Le Pen, qui estimait avoir « le droit et le devoir de ne pas répondre à l'appel soudain à l'unité nationale lancé par le président de la République, qui en d'autres circonstances n'en a jamais donné l'exemple ». Le ministre de la défense est, selon lui, « l'archétype du politicien moderne qui n'a pas l'habitude de son opinion ». Si M. Chevènement pense que cette guerre est une mauvaise issue, il est sûr, il peut encore démissionner. Les choses seraient claires. Il ne l'a pas fait.

Dans une entrevue à l'AFF, quelques heures auparavant, M. Le Pen avait affirmé que ce conflit est « déjà devenu une guerre mondiale », mais que ce n'est qu'une « péripétie historique ». Il considère que les envois de missiles irakiens sur Israël constituent une « agression évidente ».

Des policiers refusent au président du Front national l'accès au commissariat de Vaulx-en-Verin

M. Jean-Marie Le Pen s'est vu refuser, jeudi matin 24 janvier, l'entrée du commissariat de police de Vaulx-en-Verin (Rhône), où il voulait « témoigner sa sympathie aux policiers » après les violences d'octobre dernier dans cette banlieue populaire de Lyon. Le commissaire de police de Vaulx-en-Verin et son homologue de Villeurbanne, qui attendaient devant la porte du commissariat, ont fait barrage à M. Le Pen et à son entourage.

Une légère bousculade a eu lieu avec les deux commissaires, suivie d'une discussion au cours de

laquelle M. Le Pen a argué, à la fois, de sa qualité de « simple citoyen » et de celle de député européen pour pouvoir pénétrer dans le bâtiment. Les policiers ont retenu leur refus de le laisser passer, expliquant que la porte restait ouverte pour les « victimes » et les personnes qui veulent porter plainte. M. Le Pen, qui visitait l'agglomération lyonnaise pour soutenir les candidats de son parti aux élections législatives partielles du 27 janvier, a fustigé les ordres de la préfecture de police et, à travers eux, ceux du ministre de l'Intérieur.

Après la découverte d'un trafic de faux papiers

Plusieurs milliers de Marocains sont menacés d'expulsion de Belgique

BRUXELLES

de notre correspondant

Est-ce une coïncidence ou la volonté de certains responsables de soulever le problème de l'immigration arabe clandestine au moment où la guerre du Golfe peut inciter à la fermeture d'un gouvernement qu'on dit divisé sur ce délicat problème ? Toujours est-il que quelque cinq mille Marocains sont menacés d'expulsion après la découverte, jeudi 21 janvier, d'une filière spécialisée dans la fourniture de faux papiers aux Maghrébins en situation irrégulière. Au ministère de la justice, on indiquait mercredi 23 janvier que les personnes concernées ne sont pas suspectées, a priori, d'activités ou de sympathies terroristes, mais qu'il est « possible que la découverte de ce réseau soit liée aux mesures visant à renforcer le contrôle de la communauté immigrée » en raison des appels irakiens à la guerre sainte. L'enquête se poursuit « en accord avec l'ambassade du Maroc et avec sa coopération ».

Spéculation immobilière

Organisateurs du réseau, huit Marocains ont déjà été arrêtés. Ils opèrent à partir d'un magasin de vidéo du quartier de la gare du Nord, zone de Bruxelles où vivent de nombreux immigrés. Le dossier des bénéficiaires de ce trafic va être examiné car pas par l'Office des étrangers. Cela prendra évidemment plusieurs semaines, mais les premières expulsions interviendront dès les prochains jours. Elles ne seront pas automatiques, car il sera tenu compte des situations familiales et de l'éventuelle banne fait des intéressés, peut-être démunis par des gens auxquels ces « prestations de services » – allant du faux en écriture à l'organisation de mariages blancs –

auraient rapporté 1 milliard de francs belges (170 millions de francs français) en six ans.

En raison d'accords passés avec Rabat dans les années 70, les Marocains sont les plus nombreux parmi les immigrés maghrébins en Belgique. Selon les chiffres officiels, ils étaient 135 000 fin 1988. Mais, bien avant la découverte de la filière, les autorités parlaient de plusieurs dizaines de milliers de clandestins. A l'inverse de ce qui se passe dans les grandes villes françaises, les immigrés ne vivent pas en banlieue mais au cœur de Bruxelles et d'Anvers, dans des quartiers laissés à l'abandon par la spéculation immobilière, ce qui est vécu encore plus difficilement par ceux de Belges qui n'ont pas les moyens de changer de domicile. Certains ministres s'inquiètent de plus en plus d'un récent sondage faisant apparaître un regain de l'extrême droite en raison de ces problèmes, sur lesquels des responsables socialistes ont cessé de tenir un discours angélique.

Il est certain qu'une vague d'attentats – à laquelle tout le monde pense, comme l'a montré une vive agitation dans les minutes qui suivront une explosion provoquée par un Belge déséquilibré mercredi matin dans le centre de Bruxelles – aurait des effets désastreux pour une communauté généralement paisible, peu encline à suivre quelques activistes, parmi lesquels les admirateurs – et les obligés – de l'Arabie saoudite paraissent, jusqu'à présent, plus nombreux que ceux de l'Irak. Néanmoins, des propos exaltant Saddam Hussein, sur les ondes de certaines radios libres arabes, après l'invasion du Koweït avaient suscité des protestations, notamment celle de M. Charles Picqué, un élu socialiste, responsable de la région bruxelloise.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

Les cotes de M. Mitterrand et de M. Rocard sont en forte hausse

La politique française dans la crise du Golfe suscite toujours l'adhésion massive de l'opinion publique. Selon un sondage CSA pour *Le Parisien* daté du 24 janvier, la participation française à l'intervention militaire est approuvée par 71 % des Français (1), au lieu de 62 % au lendemain du déclenchement des opérations, le 18 janvier. Un autre sondage, réalisé les 18 et 19 janvier auprès de mille six personnes par Louis Harris pour *L'Express*, montre que 68 % des Français approuvent l'action du président de la République.

Les cotes de popularité de MM. Mitterrand et Rocard témoignent également de cette adhésion. Selon un sondage BVA (2) publié par *Paris-Match*, elles enregistrent une hausse de cinq points en janvier. Le président de la République

recueille 54 % (au lieu 49 % en décembre) d'opinions favorables et le premier ministre 45 % (au lieu de 40 %). Cette hausse est particulièrement nette chez les électeurs de droite (+8 points) et d'extrême droite. M. Mitterrand gagne dix-sept points chez les sympathisants du Front national. Dans le sondage Louis Harris-*L'Express*, M. Mitterrand gagne dix-sept points (68 % d'opinions favorables) et M. Rocard quinze points (58 %).

(1) Sondage effectué les 21 et 22 janvier auprès de huit cent dix-sept personnes.

(2) Enquête réalisée du 12 au 19 janvier auprès de neuf cent soixante-sept personnes.

la défense de l'Assemblée

appelle au « courage »

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a expliqué, mercredi 23 janvier, qu'il fallait, pour tenter d'apprécier les résultats des raids aériens des alliés en Irak et au Koweït, se tenir à égale distance de deux tentatives extrêmes qui ont consisté à annoncer prématurément une destruction quasi complète des forces irakiennes pour expliquer ensuite que, seuls, ou presque, des lourds (fausses rampes de lancement, chars en bois, etc.) avaient été détruits.

Le ministre de la défense

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a expliqué, mercredi 23 janvier, qu'il fallait, pour tenter d'apprécier les résultats des raids aériens des alliés en Irak et au Koweït, se tenir à égale distance de deux tentatives extrêmes qui ont consisté à annoncer prématurément une destruction quasi complète des forces irakiennes pour expliquer ensuite que, seuls, ou presque, des lourds (fausses rampes de lancement, chars en bois, etc.) avaient été détruits.

Les réactions

M. Le Pen considère que la guerre est une « péripétie historique »

Devant près de quatre mille personnes réunies au Palais des congrès à Paris, mercredi soir 23 janvier, M. Jean-Marie Le Pen a adressé, pour la première fois depuis le début de la guerre, un message de solidarité aux soldats français. « Nous détestons la guerre qu'ils sont forcés de faire mais nous les aimons car ils sont l'élite de la nation et du peuple français », a dit M. Le Pen, en espérant qu'ils se sentent que nos valeurs battent au rythme des leurs. « Ces soldats sont de la race de ceux qui n'ont pas besoin de salir et de haïr ceux qu'ils vont affronter », a-t-il poursuivi, avant de les féliciter pour la « mission de chevaliers » confiée aux aviateurs français chargés de faire des bombardements de jour à basse altitude. Sous les applaudissements, M. Le Pen a achevé cette longue adresse en déclarant : « Soldats français du Golfe, nous pensons ce soir à vous fraternellement ».

Dénouant « les généraux à la retraite, plus brillants à l'écran qu'ils ne le furent sur le terrain », le président du Front national a réaffirmé que « cette guerre n'est pas celle de la France », et il n'a pas hésité à qualifier de « plus rapidement possible à cet affrontement » car « l'avenir du peuple français n'est pas sur les bords du Golfe, il est en France ». Il s'agit, a-t-il affirmé, d'une opération d'extrême droite, d'une opération de police internationale exécutée avec la complicité de nos autorités politiques, ou au bénéfice des intérêts, camouflés sous le manteau du droit international, de puissances étrangères, qui restent des puissances amies tant que nous avons les mêmes intérêts ».

« L'accusé le gouvernement et M. François Mitterrand, et ceux qui par complaisance, complicité ou aveuglement ont appuyé sa démarche, d'avoir essentiellement pensé à détourner l'attention du peuple français des problèmes graves de son avenir et de son présent », a ajouté M. Le Pen, qui estimait avoir « le droit et le devoir de ne pas répondre à l'appel soudain à l'unité nationale lancé par le président de la République, qui en d'autres circonstances n'en a jamais donné l'exemple ».

Des policiers refusent au président du Front national l'accès au commissariat de Vaulx-en-Verin

M. Jean-Marie Le Pen s'est vu refuser, jeudi matin 24 janvier, l'entrée du commissariat de police de Vaulx-en-Verin (Rhône), où il voulait « témoigner sa sympathie aux policiers » après les violences d'octobre dernier dans cette banlieue populaire de Lyon. Le commissaire de police de Vaulx-en-Verin et son homologue de Villeurbanne, qui attendaient devant la porte du commissariat, ont fait barrage à M. Le Pen et à son entourage.

Une légère bousculade a eu lieu avec les deux commissaires, suivie d'une discussion au cours de

La CGT dénonce

LA GUERRE DU GOLFE

de la défense de l'Assemblée nationale

appelle au « courage » et à la « lucidité » face au conflit

Le compte tenu de la façon dont ont été conduits les combats de 1975 à 1980, M. Chevènement avait suggéré que l'on soit « moins complaisant » à l'égard de l'ancien président de la République et de son ancien premier ministre, qui « ont donné tout son élan à la coopération franco-irakienne ».

Le ministre a expliqué devant les commissaires qu'il répliquait aux attaques dont il était l'objet et qu'il n'acceptait pas certains discours mettant en cause dans son rôle de ministre de la Défense. L'opposition avait jugé « ambiguë » sa position. Il a précisé que les archives de son ministère pourraient éventuellement fournir des compléments d'information si la polémique se poursuivait. « Depuis le début, je mène deux guerres à la fois », a-t-il affirmé en faisant allusion

aux critiques dont il est l'objet. Député RPR de l'Aveyron, M. Jacques Godfrain a estimé, à la sortie, que les propos du ministre étaient « mal venus » : « L'heure n'est pas à la polémique. Nous réglerons nos comptes politiques après cette affaire du Golfe ».

Le ministre a également été questionné sur les performances des Jaguar français. Avant de répondre sur le matériel, il a jugé « remarquable » le travail des pilotes français qui effectuent leurs raids aériens dans des conditions très dangereuses. A propos des Jaguar, il a estimé qu'ils étaient parfaitement adaptés à leurs missions. Mais il n'a reconnu que la priorité donnée au nucléaire dans les budgets de défense avait eu des conséquences évidentes sur les performances des matériels conventionnels.

M. Jean-Pierre Chevènement s'est rendu ensuite devant le groupe socialiste réuni spécialement pour cette rencontre. Les députés socialistes ont d'ailleurs pris la décision de se retrouver tous les mardis « afin d'être régulièrement informés de l'évolution du conflit par les membres du gouvernement ». M. Chevènement a affirmé que « le déroulement des opérations correspondait au rythme initialement prévu ». Il a expliqué que le conflit pouvait « être long » et qu'il faudrait « faire face avec courage et lucidité ». Il n'a pas caché que les forces françaises s'en tiraient pour l'instant très bien, mais qu'il ne fallait pas exclure d'avoir, par la suite, des pertes qui pourraient être « substantielles » et que, dans un esprit de responsabilité, il fallait y préparer l'opinion publique.

M. Charles Josselin (Côte d'Armor) a regretté qu'une fois encore, à l'occasion d'un conflit, « la vérité ait été la première victime ». Il a souhaité qu'un dispositif spécial soit pris pour fournir une information de qualité. Les députés craignent les effets dévastateurs d'une information, notamment télévisuelle, non maîtrisée quand le conflit sera entré dans sa phase terrestre. M. François Hollande (Corrèze), membre de la commission des finances, a souhaité que sa commission puisse se réunir pour examiner les questions relatives au conflit des opérations. D'une façon générale, les députés ont exprimé le souhait que le Parlement soit plus étroitement associé. Certains ont regretté que le Parlement ne soit pas réuni en session extraordinaire.

Le groupe a réaffirmé son soutien

à un ministre. « Le climat de polémique autour de Jean-Pierre Chevènement est non seulement dénué de fondement mais inacceptable dans le contexte actuel », a affirmé le porte-parole du groupe socialiste, M. Jean Le Garrec (Nord). L'atmosphère ne fut pas, toutefois, parfaitement sereine. Député PS du Pas-de-Calais, M. Noël Joseph a pris à partie le ministre en début de réunion, en regrettant en termes vifs, presque agressifs, que certains députés, appartenant notamment au courant de M. Chevènement, n'aient pas pris leurs responsabilités lors du vote de l'Assemblée nationale le 16 janvier. Le ministre a rappelé que la grande majorité de ses amis avait voté la déclaration gouvernementale.

Aucune autre attaque frontale n'a eu lieu, mais, selon un député,

« un sentiment, à certain moment, une certaine gêne ». Une gêne provoquée, notamment, par le sentiment diffus que le ministre jouait un peu trop du très classique appel à la solidarité et à l'unité derrière les armées françaises engagées au feu, pour écarter les questions gênantes ou les mises en cause.

PIERRE BERVENT

(1) Le 17 janvier, lors de sa conférence de presse commune avec M. Roland Dumas, M. Chevènement, rendant compte de la première mission des Jaguar qui avait eu lieu dans l'après-midi, avait indiqué que d'autres missions françaises seraient lancées « sur des objectifs strictement militaires sur le territoire du Koweït », conformément aux accords passés pour la mise sous contrôle opérationnelle.

au ministre de manquer de sang-froid

et, « pour s'en sortir, il a choisi le terrain de la « chicane » politique ». M. Mitterrand, a-t-il rappelé, l'a dit à plusieurs reprises : la politique de la France vis-à-vis de l'Irak depuis 1981 se situe dans la ligne de ce qui avait été fait avant. (...) Laisser croire que la France est responsable du surarmement irakien, c'est (...) porter atteinte au crédit de la France au moment même où elle est engagée dans la guerre ».

« Attaques misérables »

Pour le Parti républicain, son porte-parole, M. Ladislav Poulatowski, s'est demandé si M. Chevènement avait été « mandaté par le président de la République pour briser l'union nationale », et s'il ne

ferait pas mieux de « mener la guerre à la tête de nos soldats et non celle de nos alliés, plutôt que de faire la guerre aux leaders de l'opposition ». M. Poulatowski estime que le ministre se mettrait en situation d'« intouchable » et se réserverait le droit de critiquer qui bon lui semble, alors qu'il a exprimé des « positions ambiguës et démolissantes depuis le début du conflit ». M. Hervé de Charrette, député général des Clubs Perspectives et Réalités, s'est déclaré « stupéfait et scandalisé » par les « attaques misérables » de M. Chevènement contre MM. Giscard d'Estaing et Chirac. Selon M. de Charrette, « mettre en doute le patriotisme d'un ancien président de la République et d'un ancien premier ministre est indigne d'un membre du gouvernement ». Il estime que dans les années 70,

« quand le régime irakien n'était pas ce qu'il est devenu », la politique de la France à l'égard de l'Irak était « légitime », mais que, ces dernières années, « alors qu'on connaissait les ambitions territoriales de Saddam Hussein et les risques qu'il faisait courir à la paix, M. Chevènement est allé en Irak et a continué à lui vendre des armes ».

Le bureau exécutif du Parti socialiste a exprimé sa « solidarité » et son « amitié » à M. Jean-Pierre Chevènement, « injustement attaqué par la droite », a indiqué le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne. Celui-ci a souligné que M. Chevènement « remplissait sa mission de ministre de la Défense dans le cadre des orientations définies par le président de la République, approuvées par le Parlement ».

Les accords nucléaires franco-irakiens de 1975

Attaqué par l'apposition sur son attitude dans le conflit du Golfe, M. Jean-Pierre Chevènement a répliqué en rappelant les accords de coopération nucléaire signés en 1975 par MM. Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing entre Paris et Bagdad, qui, a-t-il souligné, « ont donné tout son élan à la coopération franco-irakienne » (le Monde du 24 janvier).

C'était l'époque où M. Jacques Chirac, alors premier ministre, qualifiait d'« ami personnel » le chef de l'Etat irakien. Début décembre 1974, il se rend à Bagdad pour une visite officielle de trois jours, le premier d'un chef de gouvernement français en Irak. En septembre 1975, M. Saddam Hussein visite le centre nucléaire de Cadarache

(Bauchas-du-Rhône), à l'issue d'un week-end passé au Provençal avec M. Jacques Chirac. Le 18 novembre, M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie et de la recherche, signe à Bagdad trois « protocoles d'intention », dont l'un fixe un « cadre de coopération privilégiée entre les deux pays » dans le domaine nucléaire. M. Valéry Giscard d'Estaing était alors président de la République.

Il s'agissait évidemment d'accords de coopération civile, auxquels participait la Commissariat à l'énergie atomique, dirigé à l'époque par M. André Giraud. Le matériel livré par la France, deux réacteurs de recherche, Tammuz-2, « maquette critique » d'une puissance de 500 à 600 kilowatts, et Tammuz-1, de

40 mégawatts, furent placés sous la surveillance de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dans le cadre du traité de non-prolifération des armes nucléaires.

Estimant, avec de nombreux spécialistes, qu'il pouvait cependant être détourné pour la fabrication de plutonium destiné aux armes nucléaires, les Israéliens ont bombardé, à Tuwaitha près de Bagdad, Tammuz-1 - surnommé « Osirak » par les opposants et « Oshira » par les opposants au projet - le 7 juin 1981, peu de temps avant sa mise en route. Il n'a pas été reconstruit.

J.-P. D.

des milieux politiques français

M. Marchais durcit la position du PCF

Le Parti communiste mobilise ses militants dans la perspective de la Journée internationale contre la guerre, qui donnera lieu à de nouvelles manifestations pacifistes, samedi 26 janvier, en particulier à Paris, à 14 h 30, place de la République. M. Marchais insiste de plus en plus sur la responsabilité des Etats-Unis dans le déclenchement et la poursuite des hostilités. Parallèlement, le secrétaire général du PCF dénonce, à propos des pays baltes, le jeu des « forces de droite » en URSS.

A quelques heures du débat du mercredi 16 janvier sur la participation de la France à la guerre du Golfe, le président du groupe communiste de l'Assemblée nationale avait présenté à ses collègues parlementaires les grandes lignes du discours qu'il s'apprêtait à prononcer en leur nom pour justifier le « non » du PCF à M. François Mitterrand. M. André Lajoinie se proposait notamment de souligner qu'avant de décider de partir en guerre contre l'Irak les Etats-Unis et leurs alliés auraient pu attendre au moins que l'embargo décidé par l'ONU au début de la crise ait produit tous ses effets sur le régime de Bagdad. M. Lajoinie ne doutait pas de rester dans la ligne de son parti, puisque, lors de sa précédente intervention à ce sujet, le 27 août, au Palais-Bourbon, il avait souligné la nécessité de « donner aux décisions prises par la communauté internationale pour isoler l'agresseur toutes leurs chances d'aboutir à un effet ». M. Lajoinie se trompait.

A la surprise de la plupart des députés communistes, M. Georges Marchais est intervenu, ce jour-là, pour réitérer cette approche : plus question, pour l'état-major du parti, de paraître approuver la décision d'embargo. Désormais, il doit être clair, au contraire, que cette décision d'embargo a été le premier « acte » de la guerre voulue par M. George Bush. Dans son discours du 16 janvier M. Lajoinie ne fera aucune allusion à l'embargo.

Cette anecdote est révélatrice parce qu'elle montre que, depuis sa réélection triomphale au secrétariat général du PCF, au terme du vingt-septième congrès, M. Marchais pèse de tout son poids sur les prises de position de son parti en

faisant peut-être prévaloir ses vues personnelles. Il en résulte un net durcissement des positions du parti contre les Etats-Unis, illustré par la tonalité du discours que le secrétaire général du PCF a prononcé, mardi soir 22 janvier, à Paris, dans le contexte de la campagne des élections législatives partielles.

Un gage aux contestataires

L'argumentation de M. Marchais est la suivante : la guerre « pouvait être évitée ». Certes, c'est exact, mais le secrétaire général du PCF ne s'arrête pas à la possibilité de s'inscrire dans la tradition anti-américaine du mouvement communiste dans le but de rassembler contre la guerre du Golfe tous les partisans de toutes les luttes anti-impérialistes et, par la même occasion, de préparer la phase suivante, qui consistera, inéluctablement, à souligner chaque jour davantage, si les hostilités durent aussi que les ennemis des Etats-Unis, l'« aveuglement » des socialistes en général et de M. Mitterrand en particulier.

Par encontre, l'analyse de M. Marchais sur l'évolution de la situation en URSS et dans les pays baltes apparaît plus subtile. Tout en reprochant à l'Union soviétique d'avoir « caustiqué » à l'ONU le désarmement de la guerre du Golfe et tout en condamnant « la répression policière et militaire en Lituanie et en Lettonie », le secrétaire général du PCF prend pour cible « les forces de droite, qui se sont trouvées avec Boris Eltsine un chef unique et se fixent désormais comme objectif immédiat le départ de Mikhaïl Gorbatchev et, avec celui-ci, la liquidation du rôle des communistes soviétiques dans le pays, de la perestroïka et du socialisme lui-même ». Ce faisant, M. Marchais réussit l'exploit politique de donner un gage aux militants contestataires qui lui ont souvent reproché de ne soutenir que mollement M. Gorbatchev tout en renouant, à encre, avec les vieilles lunes manichéennes.

ALAIN ROLLAT

La CGT dénonce les « mesures d'exception »

Le comité confédéral national de la CGT, réuni les 22 et 23 janvier, s'est élevé contre « les mesures d'exception » qui seraient mises en place par le gouvernement et certaines entreprises qui « exploitent de façon indécente la guerre dans le Golfe ». Selon la CGT, « des réquisitions, atteintes au droit de grève et de manifestation » frappent certains syndicalistes « dans des entreprises de la métallurgie, des transports et dans les usines ».

La CGT considère que « la France doit se désengager et rapatrier ses troupes » actuellement engagées dans le Golfe et assure « qu'il n'y a d'autres moyens pour faire cesser l'Irak que le massacre de populations, d'innocents

et de destructions massives ». Mercredi 23 janvier, lors d'une conférence de presse, M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, a, comme prévu, indiqué que le 45^e Congrès de la confédération a été avancé au début de l'année prochaine, du 26 au 31 janvier 1992. En revanche, il a refusé de confirmer que son départ interviendrait à cette occasion. Il paraît néanmoins acquis que M. Krasucki, soixante-six ans, abandonnera, lors du prochain congrès, le poste de secrétaire général qu'il occupe depuis juin 1982. M. Louis Vianet, actuel numéro deux de la CGT, pourrait lui succéder.

Le PS s'élève contre la « prise en otage » de la population d'Israël

Le bureau exécutif du PS a adapté, mercredi 23 janvier, une déclaration dénonçant « le caractère inhumain, inacceptable, d'un certain nombre d'actions conduites par Saddam Hussein : tirs de missiles sur un Etat, Israël, qui n'est pas partie prenante au conflit, en tenant en otage une population civile tout entière ; utilisation de prisonniers de guerre dans une honteuse mascarade télévisée contraire aux conventions de Genève ». Le PS « réaffirme son attachement à la sécurité d'Israël et salue le sang-froid de son gouverne-

ment et sa population », et indique qu'il « poursuivra ses efforts pour préparer une paix juste et durable pour tous au Proche-Orient, en multipliant ses contacts avec les partis de l'Internationale socialiste des pays concernés par les événements en cours ».

Le bureau exécutif a approuvé la proposition de M. Pierre Mauroy de conduire une délégation en Israël la semaine prochaine, certains intervenants soulignant, toutefois, la nécessité - vis-à-vis des pays arabes et des différentes communautés en France - d'un rigoureux parallélisme entre

les démarches dirigées vers l'Etat juif et vers ses voisins.

Le premier secrétaire avait reçu, mercredi matin, les représentants de plusieurs associations juives et leurs, nationales ou locales, désireuses de prévenir les réactions racistes et les affrontements entre communautés. Les responsables socialistes et ceux de ces associations ont décidé de se revoir chaque jeudi au siège du PS pour faire le point de la situation, notamment dans les quartiers « à risque ».

EN BREF

□ M. Deniau rassuré par M. Mitterrand. - Interrogé, jeudi 24 janvier par Europe 1, M. Jean-François Deniau, député UDF du Cher, ancien ministre, qui redoutait, samedi 19 janvier, que la France ne devienne un allié « à temps partiel » (le Monde du 22 janvier) s'est dit « rassuré » par les déclarations du président de la République, le dimanche 20 janvier. L'ancien ministre a également apprécié le changement de comportement de M. Jean-Pierre Chevènement, « qui a compris qu'il faut qu'il soit clair et qu'il soit net ». M. Deniau a souligné que, d'une façon générale, « dans la mesure où chacun fait son travail et dit ce qu'il doit dire », on en finisse avec « les polémiques personnelles » échauffées « des réelles préoccupations des Français ».

□ M. Léotard : le droit d'Israël. - Interrogé, jeudi 24 janvier, en

direct de Jérusalem sur Radio J, M. François Léotard a souligné que les Français prennent conscience « qu'un peuple à qui l'on propose en permanence tous les quarante ans des masques à gaz, c'est peut-être un peuple qui a le droit de dire son mal sur son territoire et sur son avenir ».

□ M. Poperen : une session extraordinaire soumise aux « aléas de la conjoncture ». - M. Jean Poperen, ministre des relations avec le Parlement, a confirmé, mardi 22 janvier, au cours de la présentation des vœux à la presse, que la session extraordinaire du Parlement, prévue initialement le 28 janvier, aurait lieu dans « environ un mois » : « La date est encore soumise aux aléas de la conjoncture », a-t-il ajouté. Il a rappelé que « des

textes lourds, politiquement et techniquement » devraient y être examinés : projets de statut de la Corse, d'administration territoriale de la République et de statut global de fonctionnement (DGF) pour les communes. Il a indiqué enfin que d'autres textes importants, dont le projet de statut des élus, étaient « quasiment prêts » pour le début de la session de printemps, le 2 avril.

□ M. Valéry Giscard d'Estaing déclare, dans un entretien publié par Paris-Match (daté 24 janvier), que la victoire des alliés dans le Golfe passe par « la destruction du potentiel militaire de l'Irak », mais qu'il ne faut pas « rechercher l'écrasement de l'Irak, c'est-à-dire la destruction de sa population et de son économie ». Selon lui, « l'Irak devra conserver ses frontières » et « c'est un Etat nécessaire à l'équilibre de la région ».

□ M. Michel Vauzelle, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a déclaré, mercredi 23 janvier, sur la Cinq, qu'il faut « faire un effort d'imagination et de générosité pour essayer de trouver les voies diplomatiques vers la paix, la plus tôt possible » et que la coalition doit éviter d'« entrer dans le jeu de Saddam Hussein », qui souhaite que la guerre « dure le plus longtemps possible ».

Le Monde ÉDITIONS

GOLFE

clés pour une guerre annoncée

Alain Gresh, Dominique Vidal

Très prochainement en vente chez votre libraire

AFRIQUE

Tension entre Le Caire et Khartoum

Le président égyptien Moubarak lance une mise en garde aux dirigeants soudanais

Les relations déjà tendues entre Le Caire et Khartoum, du fait de leurs attitudes diamétralement opposées dans la crise du Golfe, se sont envenimées depuis le début des hostilités. Le président égyptien Hosni Moubarak a menacé, mardi 22 janvier, le gouvernement soudanais de représailles si une agression venant du sud était perpétrée contre l'Égypte.

LE CAIRE

de notre correspondant

La mise en garde du président égyptien, lancée sur un ton visiblement irrité, était une réaction aux manifestations anti-égyptiennes organisées par le Front islamique avec l'approbation de la junte soudanaise, samedi 19 janvier à Khartoum. Après avoir brûlé le drapeau égyptien, les manifestants avaient réclamé la destruction du haut barrage d'Assouan.

Tout en estimant que le Soudan n'avait pas les moyens d'attaquer le haut barrage, M. Moubarak a

déclaré qu'il ferait « payer très cher aux responsables soudanais toute tentative d'agression de leur part ». Selon des informations non confirmées, l'Irak aurait envoyé des missiles Scud ou une escadrille de Mig au Soudan. Le haut barrage est un symbole en Égypte, mais il est vital pour la vallée du Nil. Quel que soit le sérieux de la menace, les militaires égyptiens ont déjà envoyé des escadrons d'intercepteurs et renforcé leurs batteries anti-aériennes autour du barrage.

Crainte du terrorisme

Le gouvernement égyptien a par ailleurs expulsé quelque cinq cents ressortissants soudanais arrivés d'Irak et de Jordanie après le début du conflit. Le ministère de l'Intérieur craignait que des terroristes se soient infiltrés parmi les réfugiés. Les autorités portuaires de Suez ont aussi refusé un paquebot ayant à son bord des Soudanais tandis que la compagnie nationale Egypt Air suspendait ses vols vers le Soudan et que l'université du Caire fermait sa branche de Khartoum.

Cette série de mesures pourrait déboucher sur le rétablissement du visa d'entrée pour les Soudanais, qui en étaient dispensés depuis une quinzaine d'années. Une décision qui aurait de graves répercussions, pour les centaines de milliers de Soudanais, résidents en Égypte et qui préfèrent vivre au Caire plutôt qu'à Khartoum, où les pécunies se multiplient au gré de la crise économique.

Le gouvernement soudanais a tenté de réduire la tension en présentant un message d'excuses à l'ambassadeur d'Égypte. Mais il est peu probable que cela suffise. Début janvier, le président Moubarak avait refusé d'adresser la parole au chef de la junte soudanaise, le général Omar El Bachir, lors du sommet quadripartite (Égypte, Syrie, Libye et Soudan) tenu en Libye. Le Caire passera-t-il de la condamnation du gouvernement soudanais au soutien de l'opposition ou à l'inverse ? Les récentes déclarations pro-égyptiennes de plusieurs partis d'opposition soudanais pourraient le laisser penser.

ALEXANDRE BUCCHIANI

SOMALIE

Trêve des combats à Mogadiscio

NAIROBI

de notre correspondant

Désertée par les deux tiers de ses habitants, abandonnée par ses derniers expatriés, Mogadiscio connaît depuis trois jours une relative accalmie. Après trois semaines d'affrontements entre rebelles du Congrès de la Somalie unifiée (USC) et troupes régulières, une trêve précaire semble s'être établie dans la capitale à la suite d'un appel au cessez-le-feu, lancé lundi 21 janvier par un comité de réconciliation. Ce comité, regroupant des représentants du gouvernement et des rebelles, cherche à régler la crise politique et à mettre un terme à la guerre civile.

Outre le projet d'un gouvernement intérimaire, comprenant sept membres de l'USC, le comité aurait fait accepter au président Barre le principe de sa démission — réclamation obstinée par toute l'opposition. Pendant ce temps, à Rome, l'USC annonçait la création d'un « comité de salut national », rassemblant cinq mouvements d'opposition mais où ne figure pas le principal groupe de guerrilla du nord, le Mouvement national somalien (MNS), à dominante issak.

J. H.

EUROPE

URSS : les tensions dans les Républiques baltes

L'armée soviétique occupe un nouveau bâtiment à Vilnius

Au lendemain de la déclaration de M. Mikhaïl Gorbatchev, qui a annoncé une enquête sur les actions des troupes soviétiques dans les Républiques baltes, une unité d'une vingtaine de militaires, conduits par deux dirigeants du Parti communiste lituanien (pro-soviétique), a pris le contrôle, mercredi 23 janvier, d'un dépôt de papier, fournisseur des journaux et des maisons d'édition à Vilnius.

C'est le neuvième bâtiment occupé de force en Lituanie par les troupes soviétiques depuis le début de l'année. Parallèlement, le Parlement lituanien a voté à l'unanimité un message demandant au président soviétique de donner l'ordre à l'armée d'évacuer tous les bâtiments qu'elle occupe. La réponse de M. Gorbatchev à ce message « sera le meilleur moyen de vérifier la sincérité de ses paroles », a déclaré le président lituanien, M. Vytautas Landsbergis.

De son côté, le président lituanien, M. Anatolij Gorbounov, a indiqué à son retour de Moscou qu'il avait rejeté un appel de M. Gorbatchev demandant à la Lettonie de renier sa déclaration d'indépendance. « Gorbatchev ne le demande de geler la déclaration d'indépendance et de réintégrer le cadre de la Constitution

soviétique », a déclaré M. Gorbounov devant le Parlement de Riga. Mais il est impossible de renier des lois déjà votées, et les lois qu'il veut nous faire admettre sont inacceptables ».

Le dirigeant letton a proposé au Parlement d'accepter, « pour sauver la Lettonie du totalitarisme », d'entamer des négociations avec Moscou, mais uniquement avec des interlocuteurs qui reconnaissent le gouvernement nationaliste de Riga. Il a également proposé l'organisation d'un référendum sur l'avenir de la Lettonie, sans préciser toutefois si cette consultation se tiendrait avant ou dans le cadre du référendum prévu à l'échelle de toute l'URSS le 17 mars.

A Washington, la Chambre des représentants a condamné mercredi à l'unanimité la répression dans les pays baltes et demandé au président Bush d'envisager des sanctions économiques si cette politique se poursuivait. Le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a déclaré que la tenue du sommet Bush-Gorbatchev, prévue du 11 au 13 février, était toujours « une question ouverte » et dépendait notamment de la situation dans les pays baltes. — (AFP, AP, Reuters)

ASIE

JAPON

La visite de M. Gorbatchev à Tokyo devrait avoir lieu à la mi-avril

TOKYO

de notre correspondant

La visite de M. Gorbatchev au Japon devrait en principe avoir lieu entre le 16 et le 19 avril. Toutes les conditions sont réunies pour que la visite ait lieu, en tout cas les dates qui ont été retenues lors des entretiens qu'eurent, les 22 et 23 janvier à Moscou, le ministre des affaires étrangères japonais, M. Nakayama, avec le président soviétique. Ces dates ne sont cependant qu'« indicatives », ont précisé les Soviétiques, qui ont laissé entendre que la situation intérieure en URSS ou la conjonction internationale pourraient amener Moscou à changer ses plans.

Si elle a lieu, cette visite de M. Gorbatchev serait la première d'un « ouraou » soviétique à Tokyo. Elle pourrait donner lieu au règlement du contentieux territorial sur l'archipel des Kouriles. En dépit des tensions manifestes dans les cercles dirigeants japonais, à la suite de

l'intervention militaire dans les Républiques baltes, de suspendre l'aide humanitaire et technique de 100 millions de dollars promises en décembre, Tokyo a décidé en définitive de la maintenir. Le comité économique conjoint nippon-soviétique se réunira le 30 janvier à Tokyo.

Lors de la visite de M. Gorbatchev, il est prévu la signature de onze accords sur des questions délicates telles que la sécurité en matière d'énergie nucléaire. Si un compromis est trouvé sur la question des quatre îles du sud des Kouriles occupées depuis 1945 par les Soviétiques, les deux pays devraient en outre conclure un traité de paix. Une concession territoriale de Moscou pourrait avoir pour contrepartie une mainmise japonaise importante. Mais on en est encore loin et, selon des sources au ministère japonais des affaires étrangères, les japonais ont été déçus par les propos évasifs de leurs interlocuteurs.

Ph. P.

DIPLOMATIE

Premier voyage aux Etats-Unis d'un chef d'Etat mongol

Le président Bush a reçu, mercredi 23 janvier, à Washington, le chef de l'Etat mongol, M. Punsalmaaïn Ochirbat, qui a pris ses fonctions l'été dernier après les premières élections démocratiques de l'histoire de la Mongolie. Il s'agit de la première visite aux Etats-Unis d'un dirigeant de cette République populaire enclavée entre la Chine et l'URSS. A cette occasion, M. Bush a fait l'éloge de l'évolution démocratique récente de la Mongolie et annoncé qu'il avait décidé de lui octroyer le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée. Il a levé pour l'ambassadeur mongol certaines dispositions de l'amendement Jackson-Vanik qui empêchent l'octroi de cette clause aux pays n'ayant pas de loi libérale en matière d'immigration et imposent des droits de douane prohibitifs sur les produits importés aux Etats-Unis.

« J'ai clairement exprimé le ferme soutien que les Etats-Unis sont prêts à offrir au fur et à mesure que la Mongolie avance vers une plus grande liberté », a déclaré M. Bush à l'issue de deux heures d'entretiens avec M. Ochirbat. « L'approche positive de votre parti envers les réformes a suscité des changements pacifiques », a-t-il ajouté, avant de souligner que la Mongolie avait été l'un des premiers pays à condamner l'invasion du Koweït le 2 août dernier. — (AFP)

La Chine proteste contre la visite à Taiwan de M. Fauroux. « Pékin a officiellement protesté contre le caractère « absolument inacceptable » de la visite à Taiwan au début de l'année de M. Roger Fauroux, ministre français de l'Industrie, a annoncé mercredi 23 janvier l'agence Chine nouvelle. Cette protestation a été renouvelée le 10 janvier dernier à l'ambassadeur de France en Chine, mais Pékin n'a attendu la fin de la visite à Paris de son ministre du plan pour la rendre publique. — (AFP, AP)

Trois jeunes Estoniens pris entre la Suède et le Danemark

COPENHAGUE

de notre correspondant

Sageant, sans doute, que le gouvernement danois n'était pas prêt à accueillir tous les réfugiés, les trois jeunes hommes ont été contraints de fuir leur pays si la répression se poursuivait, trois jeunes Estoniens, débarquant du ferry-boat à Helsingborg, en Suède, ont franchi le détroit et se sont précipités au consulat de police d'Oslo (Norvège) pour demander à bénéficier du droit d'asile. Ils ont expliqué qu'ils avaient dû quitter Tallin en catastrophe pour ne pas être incorporés dans l'armée rouge, qui recherchait les « déserteurs » des trois Républiques. Le commissaire de police, tout disposé à répondre à cette demande, avertissant alors, comme l'adage le résume, l'office danois des étrangers, et à sa grande surprise, a été pris par ses supérieurs, de réexpédier les trois jeunes gens à Helsingborg.

S'ils avaient réussi à aborder directement dans l'île danoise de Bornholm, en mer Baltique,

nu s'ils étaient venus de chez eux en avion, ils n'auraient rencontré aucun problème. Mais ils avaient eu le malheur de réussir à s'échapper en faisant un détour par la Finlande et la Suède. Conformément à la lettre de la convention internationale des réfugiés, la Suède seule était habilitée à les prendre en charge (le choix de la Finlande, du fait de sa situation politique, étant hors de question).

Les trois jeunes gens ont vainement essayé de faire comprendre à l'administration danoise qu'ils ne souhaitent pas rester en Suède, car ils n'avaient aucune confiance dans ce pays qui était l'un des seuls du monde libre à avoir reconnu l'annexion de leur patrie par Staline en 1940. Rien n'y a fait. Il leur a fallu repasser à contrecœur le détroit du Sund sans avoir pu entrer en contact avec le ministre de la justice qui, dit-on, serait bien embarrassé.

CAMILLE OLSEN

A TRAVERS LE MONDE

ALBANIE

Fin des mouvements de grève

Les mouvements de grève, qui touchaient depuis plusieurs jours Tirana et certaines villes de province, ont pris fin mercredi 23 janvier au lendemain de la publication d'une nouvelle loi réglementant le droit de grève. Une grève des transports en commun avait paralysé pendant deux jours Tirana, Korça (sud-est) et Durres, le principal port d'Albanie, dont les dockers avaient cessé le travail depuis plus d'une semaine.

Les grévistes ont cessé leur mouvement après des négociations avec des représentants du gouvernement, mais aucune information n'a été publiée sur d'éventuelles concessions faites aux grévistes. La nouvelle loi interdit les grèves à caractère politique et autorise les arbitres de travail ayant pour but « l'émendation des conditions de travail, de vie, les salaires, la sécurité sociale ». La grève ne peut être déclarée que si une majorité se prononce en sa faveur dans une entreprise.

Plus de mille cinq cents Albanais, qui s'étaient réfugiés en Grèce ces dernières semaines, sont revenus dans leur pays. Si les autorités d'Athènes affirment que ce retour est spontané, certains témoignages tendent à prouver que les Albanais ont été refoulés. Des témoins ont ainsi assuré que la police fait signer aux réfugiés un papier et les conduit à la frontière en bus pour les remettre aux autorités albanaïses. — (AFP)

CUBA

Décès du général José Abrantes, ancien ministre de l'intérieur

Le général José Abrantes, ancien ministre de l'intérieur, condamné en septembre 1989 à vingt ans de prison dans le cadre de l'affaire Ochoa, est mort lundi 21 janvier d'un infarctus du myocarde, selon la quotidienneté du Parti communiste cubain Granma. Quelques heures après avoir souffert d'un malaise, l'ancien ministre avait été transporté de la prison à l'hôpital de Guanajay, près de La Havane, pour y être réintégré, affirme le journal, cité par l'AFP. L'affaire Ochoa avait éclaté pendant l'été 1989. L'ancien commandant du corps expéditionnaire cubain en Angola, le général Arnaldo Ochoa, avait été accusé, en campagne de trêve sur personnes, de trafic de drogue et de trahison. Il avait été fusillé, avec trois autres officiers supérieurs, le 13 juillet 1989. Les services du ministère de l'intérieur avaient été impliqués dans cette affaire, qui ne s'est sans doute pas limitée à un trafic de drogue, mais aurait pu couvrir un complot contre le régime castriste. Après avoir été destitué de son poste de ministre, le général Abrantes avait été condamné en septembre 1989, officiellement pour abus de confiance, négligence et malversation.

RWANDA

Les rebelles prennent le contrôle de la ville de Ruhengeri

Les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) ont annoncé s'être emparés de Ruhengeri, une des principales villes situées au nord-ouest du pays, à la suite d'une attaque surprise lancée à l'aube du mercredi 23 janvier. La nouvelle a été donnée le même jour, de Paris, par le ministère français des affaires étrangères. Les quelques cent cinquante soldats français, basés à Kigali, ont évacué, mercredi soir, cent quatre-vingt-neuf étrangers — dont quarante-trois Français et dix Belges — et ont pris la route vers Kigali (Kénya) de source diplomatique.

Selon un officier rebelle, plus de cinq cents combattants du FPR ont participé à l'attaque menée par le commandant Aggrey Kayiriza, ancien chef de camp du chef rebelle Fred Rwigyema, tué en novembre dernier. Cet assaut, a-t-il souligné, est le plus important lancé contre les forces gouvernementales depuis cette date. Le FPR contrôlerait actuellement une large zone le long de la frontière ougandaise. Les rebelles du FPR, pour la plupart des exilés de l'ethnie tutsi, minoritaire au Rwanda, ont envahi le nord-est du pays le 1^{er} octobre. Ils ont été repoussés au-delà de la frontière ougandaise, mais ont continué depuis leurs opérations de harcèlement. — (AFP, Reuters)

EN BREF

■ BURMANIE : le prix Sakharov à une dissidente. — Le Parlement européen a décerné mercredi 23 janvier le prix Sakharov 1990 à U Nu, ancien chef de l'opposition, principal parti politique birman, emprisonné depuis dix-huit mois par le régime militaire. Il est peu probable que la dissidente birmane puisse se rendre à Strasbourg pour recevoir son prix. Rangoon venant de décider de la maintenir en détention.

■ EL SALVADOR : la guérilla accuse l'armée de massacre de quinze personnes. — Le Front Farabundo-Marti de libération nationale a accusé l'armée salvadorienne du massacre, mardi 22 janvier, de quinze personnes dans le village d'El Zapote.

■ MALI : deux morts et des dizaines de blessés, selon les autorités. — Les émeutes du lundi 21 janvier à Bamako ont fait deux morts et trente-cinq blessés, dont cinq sérieusement atteints, a affirmé, mercredi, le ministre de la défense. Aucun bilan n'a été donné pour la journée de mardi, qui aurait fait quatre morts « au moins », selon d'autres témoins (le Monde du 24 janvier). Des chars ont été déployés dans la capitale et toutes les écoles du pays sont fermées.

■ PAPAOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE : accord de paix avec les séparatistes de Bougainville. — Le gouvernement papou a conclu un accord de paix avec les séparatistes de l'île de Bougainville, mettant fin à une rébellion qui durait depuis deux ans et avait fait plus d'une centaine de morts, a annoncé jeudi 24 janvier le ministre des affaires étrangères, Sir Michael Somare. — (Reuters)

Panique sur le rouble

Suite de la première page

Le KGB, déjà érigé en dispensaire de l'aide internationale, est une fois de plus mis à contribution : il pourra ainsi jusqu'à « prendre directement le contrôle des établissements bancaires » dans les cas difficiles, précise le décret d'application.

M. Anatolij Sobtchak, le maire progressiste de Leningrad, a soutenu le décret présidentiel, de même que le gouvernement de Russie, qui vient malgré tout à manquer sa dette de 500 chefs, M. Ivan Silaev, estime que le délai de trois jours est trop court et que le plafond de 200 roubles fixé aux retraités est trop bas. Il sera élevé à 500.

Rapet

sur les réfugiés-réfuge

Cela dit, de nombreux économistes s'interrogent non seulement sur la justice mais aussi sur l'efficacité de cette réforme. L'argent qui circulait sous la forme de billets de 50 et 100 roubles est estimé à 47 milliards de roubles. C'est un tiers des liquidités en circulation. L'équivalent des salaires et retraites payés dans tout le pays en un mois, et une somme importante au regard des 200 milliards de roubles que représente, selon les estimations, la demande monétaire. Mais le montant de ce que l'on appelle l'économie de l'ombre, autrement dit les avoirs des trafiquants et mafieux de tout poil, s'élève, lui, à 400 milliards de roubles, soit près de dix fois ce qui va être retiré de la circulation.

Au surplus, pas mal de ces trafiquants avaient eu vent de rumeurs d'une telle réforme et ils n'accep-

taient plus les grosses coupures depuis quelques semaines. Pour eux comme pour bien d'autres, la principale leçon à tirer sera une nouvelle perte de confiance dans les caisses d'épargne et dans le rouble en général, un nouveau repli vers les valeurs refuges (or et bijoux) et surtout vers les devises étrangères, qui deviennent de plus en plus la seule vraie monnaie spéculative.

Le marché noir de la place Rouge

Ainsi, le vrai reproche que l'on peut faire à cette mesure est qu'elle reste dans le cadre administratif et policier, et ne s'accompagne d'aucune réforme économique, d'aucune définition de nouvelles règles du jeu qui offriraient la perspective d'un nouveau départ et limiteraient beaucoup plus sûrement la vaste zone laissée à l'économie de l'ombre. Il est donc tout à fait abusif de comparer cette action, comme l'a fait mercredi soir le journal névskij, à la réforme monétaire allemande de 1948, point de départ du nouveau deutschmark. Tout avait été mis alors en place en Allemagne pour le démarrage de l'activité économique, la nouvelle monnaie avait été immédiatement convertible, ici, rien n'est fait dans ce sens et le rouble, moins converti que jamais, est tombé mercredi sur le « marché noir de la place Rouge » à quarante roubles pour un dollar, contre vingt-trois la veille.

MICHEL TATU (Lire également page 29)

Le défi lancé à M. Chirac

Le défi lancé à M. Chirac, c'est de réussir à faire passer la loi de la décentralisation. C'est le grand défi de la première législature de la Cinquième République. M. Chirac, qui a été élu président de la République le 16 mai 1990, a été élu à la présidence de la République le 16 mai 1990. Il a été élu à la présidence de la République le 16 mai 1990. Il a été élu à la présidence de la République le 16 mai 1990.

Le défi lancé à M. Chirac, c'est de réussir à faire passer la loi de la décentralisation. C'est le grand défi de la première législature de la Cinquième République. M. Chirac, qui a été élu président de la République le 16 mai 1990, a été élu à la présidence de la République le 16 mai 1990. Il a été élu à la présidence de la République le 16 mai 1990.

Le défi lancé à M. Chirac, c'est de réussir à faire passer la loi de la décentralisation. C'est le grand défi de la première législature de la Cinquième République. M. Chirac, qui a été élu président de la République le 16 mai 1990, a été élu à la présidence de la République le 16 mai 1990. Il a été élu à la présidence de la République le 16 mai 1990.

Le défi lancé à M. Chirac, c'est de réussir à faire passer la loi de la décentralisation. C'est le grand défi de la première législature de la Cinquième République. M. Chirac, qui a été élu président de la République le 16 mai 1990, a été élu à la présidence de la République le 16 mai 1990. Il a été élu à la présidence de la République le 16 mai 1990.

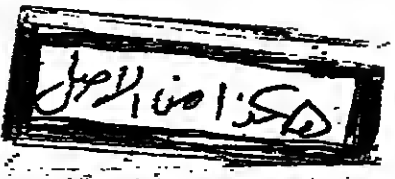
Le défi lancé à M. Chirac, c'est de réussir à faire passer la loi de la décentralisation. C'est le grand défi de la première législature de la Cinquième République. M. Chirac, qui a été élu président de la République le 16 mai 1990, a été élu à la présidence de la République le 16 mai 1990. Il a été élu à la présidence de la République le 16 mai 1990.

Le défi lancé à M. Chirac, c'est de réussir à faire passer la loi de la décentralisation. C'est le grand défi de la première législature de la Cinquième République. M. Chirac, qui a été élu président de la République le 16 mai 1990, a été élu à la présidence de la République le 16 mai 1990. Il a été élu à la présidence de la République le 16 mai 1990.

Le défi lancé à M. Chirac, c'est de réussir à faire passer la loi de la décentralisation. C'est le grand défi de la première législature de la Cinquième République. M. Chirac, qui a été élu président de la République le 16 mai 1990, a été élu à la présidence de la République le 16 mai 1990. Il a été élu à la présidence de la République le 16 mai 1990.

OPE

Super occupé
à Vilnius



POLITIQUE

L'élection législative partielle de Paris

Le défi lancé à M. Chirac

Treize candidats sont en lice pour le premier tour, dimanche 27 janvier, de l'élection législative partielle provoquée par la démission de M. Michèle Barzach de son mandat de député de la treizième circonscription de Paris, qui correspond à la moitié sud du quinzième arrondissement. La campagne est dominée par la compétition entre M. Barzach et le candidat RPR René Galy-Dejean, maire du quinzième arrondissement.

Par son initiative, M. Barzach s'est lancé un défi à M. Chirac. Au travers de sa candidature sauvage, c'est en effet le leadership du maire de Paris sur sa ville qu'elle tente d'ébranler. L'ancien premier ministre ne s'y est pas trompé. Il a pesé de tout son poids dans la campagne coordonnée par son premier adjoint, M. Jean Tibéri, donnant par là-même crédit à la thèse selon laquelle une victoire de la candidate dissidente serait pour lui un grave revers.

Contre M. Barzach, la « machine » RPR fait flèche de tout bois. A la « candidate de la division », à « l'égérie des médias », elle oppose M. Galy-Dejean, maire du quinzième arrondissement, ancien chef de cabinet de Georges Pompidou, soutenu à Paris par le CNI et l'UDF (1).

« En apesanteur »

Ces atouts (sans compter le « sésame » que constitue la présence de M. Chirac) sembleraient suffisants ? Sénateur de Paris, M. Jean Chénou, qui « laboure » la circonscription pour le compte de M. Galy-Dejean, ne sous-estime pas le climat particulier de cette élection partielle. « Si Chirac est perçu comme le maire de Paris, c'est tout bénéfice pour Galy-Dejean. Si, à l'inverse, les gens considèrent plutôt que c'est le président du RPR qui s'exprime, ça peut jouer en faveur de Barzach », estime-t-il.

Plutôt inhabituelle à Paris, cette bagarre à droite rend les pronostics aléatoires, dans une circonscription où M. Chirac avait recueilli un peu plus de 53 % des voix au second tour de l'élection présidentielle de 1988. Les événements internationaux, qui se sont précipités depuis la démission toulousaine de M. Barzach, et, à Lyon, de MM. Michel Noir et Jean-Michel Dubernard, ajoutent encore à l'incertitude.

Dans cette affaire, le Parti socialiste présente un profil bas. Le candidat PS, M. Alain Hubert, qui doit tenir compte, contrairement à ce qui s'était passé lors de l'élection de 1988, de la présence de deux candidates se réclamant de l'écologie, assure que le scrutin du 27 janvier n'aura pas d'enjeu national et refuse les accusations du RPR, qui estime que « les socialistes feront tout pour emmener Chirac » et qu'ils sont donc prêts à voter pour l'ancien ministre de la Santé. « C'est une analyse à court terme. Barzach est en apesanteur, on ne sait pas où elle va retomber, mais elle est fonctionnellement à droite. Si nous voulons un jour prendre la mairie, il n'est pas de notre intérêt que se constitue un centre droit », indique-t-il. Il n'empêche, la défaite d'un candidat du maire serait, pour eux, bien tentante.

GILLES PARIS

(1) Outre M. Barzach et M. Galy-Dejean, sont également candidats M. Alain Hubert pour le PS, M. Roger Gaurvrit pour le PCF, M. Laurent Schneider pour les Verts et M. Serge Martin pour le Front national. M. Agnès Chaudet porte les couleurs de Génération écologie. M. Marc Taponier (Organisation-partisans), M. Simone Caillot (Union civique), M. Louis Girard (« Trop d'immigrés, la France aux Français »), M. Gérard Danche (sans étiquette) sont également sur les rangs, au même titre que M. André Dupont, alias M. Agnès Agnès (« pacifiste, humaniste, citoyen du monde »), et que M. Alain Kruger, rédacteur en chef du magazine 7 à Paris, qui avait déjà présenté des candidats à Paris aux élections municipales de 1989.

La croisade de Mme Caillot

M. Simone Caillot, candidate de l'Union civique, ne sera pas élue député de Paris mais elle s'en moque. Si elle est venue faire campagne, comme les « grands », mercredi matin 23 janvier, sur le marché de la rue Lecourbe, en compagnie de son suppléant, M. Jean-Claude Delarue, membre du Conseil économique et social, c'est uniquement pour crier son désarroi. Cela fait six mois que cette femme de caractère vit calfeutrée dans sa voiture, dans l'indifférence générale, devant la mairie de Saint-Léon, pour s'opposer pacifiquement à un remembrement agricole « autoritaire » qui menace de la priver d'une partie de sa propriété d'Angoville-sur-Ay (Manche). Comme, sur place, personne ne veut l'écouter, elle est « montée » à Paris, pour une brève croisade contre « toutes les combines politico-financières qui déshonorent notre pays et transforment notre Etat de droit en Etat de passe-droit » et contre la « loi de Vichy » régissant les opérations de remembrement en milieu rural.

Dans l'arène électorale du quinzième arrondissement, M. Caillot remplace un compagnon d'infortune administrative, M. René Espanol, est entrepreneur de Fréjus qui poursuit de sa colère M. François Léotard dans

une autre « bataille », celle de Port-Fréjus. Sous le coup d'un mandat d'arrêter, M. Espanol est « passé à la clandestinité ». M. Caillot a donc pris le relais, avec le soutien de l'Association des usagers et de l'administration et des services publics (ADUA), qui prêche la désobéissance civile à tous les citoyens écartés par l'Etat.

Et elle s'en prend à M. Barzach, coupable à ses yeux de s'être « accouplée » avec M. Léotard — « le baron de Fréjus » — au sein de la Force unie. « Êtes-vous solidaires des manipulations immobilières de Port-Fréjus », demande-t-elle publiquement à M. Barzach. Elle n'épargne pas pour autant le candidat du RPR, M. René Galy-Dejean, disqualifié par « la politique agricole productiviste et polluante » incarnée à ses yeux par M. Jacques Chirac. Et encore moins le candidat du PS, M. Alain Hubert, cloué au pilori pour soutenir « un gouvernement qui encourage, à l'opposé des belles paroles de M. Mitterrand, le sacage de l'environnement à la troncature... »

Au soir du scrutin, de toute façon, M. Caillot s'enferme de nouveau dans sa voiture en attendant désespérément de donner un jour mauvaise conscience à quelqu'un... A. R.

Mme Barzach à la recherche d'une carte d'identité

M. Michèle Barzach est lasse de lire des appréciations sur la couleur de son tailleur, la marque de son parfum, ou encore le charme de son sourire. Fatiguée d'entendre parler de son « divorce » avec le RPR et de ses relations conflictuelles avec M. Jacques Chirac ou M. Alain Juppé. Elle ne souhaite pas non plus que l'on s'étende sur les mauvais coups qu'elle a faits dans la machine RPR. Dont acte. Mais alors, de quoi souhaite-t-elle parler ? D'elle. De ses idées. De son combat. De la « justesse » des uns et du bien-fondé de l'autre.

M. Michèle Barzach, femme politique, est donc « née » le samedi 17 février 1930. Née orpheline et dans les larmes. Ce jour-là, face à des caméras indécrites, elle a appris qu'elle était « vaine » du bureau politique du RPR. Ses « compagnons » venaient de lui signifier son congé. Celle dont M. Chirac disait, avec une infinie délicatesse, « elle me doit sa carrière. J'en ai fait mon ministre de la Santé, mon adjoint à la mairie, et je l'ai imposée dans le quinzième arrondissement aux législatives et aux municipales », était donc désormais prise de se « faire » toute seule.

L'occasion lui en sera donnée moins d'un an plus tard. Le jeudi 6 décembre 1990, M. Michel Noir annonce avec fracas, depuis sa mairie de Lyon, sa démission du RPR et de son mandat de député. Quelques heures plus tard,

M. Barzach prend la même décision. « Il faut savoir quitter un chemin lorsqu'il conduit à l'impasse », déclare-t-elle alors pour expliquer son geste. De cette démission, M. Barzach est fière et ne le cache pas : « Oui, je trouve ça pas mal, courageux. C'est un vrai retour aux sources du gaullisme. » Car, contrairement au maire de Lyon, l'ancien ministre de la Santé sait qu'elle prend de gros risques en revenant, dans ces conditions, devant les électeurs de sa circonscription.

Inlassablement, depuis trois semaines, sur les marchés, dans les réunions électorales, elle vient leur parler du renouveau de la politique, de la nécessité de l'union de l'opposition, des bienfaits de l'Europe, du refus des thèses du Front national. Inlassablement, on lui répond RPR, rupture, trahison, compromissions avec la gauche.

Dans un hôtel du quinzième arrondissement, une cinquantaine de femmes sont venues écouter la candidate. Elle se présente : « Gaulliste de cœur et de conviction. » Elle s'explique : « Aujourd'hui, la confiance est rompue entre la politique et les citoyens. Si je reviens devant vous, c'est pour retrouver ce contrat de confiance. Elle se justifie : « J'ai quitté le RPR, parce que tout y est figé, parce que toute l'énergie est consacrée à la querelle des chefs. »

Quelques femmes prennent consciencieusement des notes, ou

lisent leurs questionnaires « spontanés » : « Pourquoi provoquez-vous une nouvelle division ? Si François Mitterrand vous propose un poste de ministre, l'accepterez-vous ? Cherchez-vous à être élue avec les voix socialistes ? » Face à ces mille tentatives orthodoxes en service commandé, M. Barzach ne parvient pas toujours à cacher son agacement. Non, elle ne sera pas ministre d'un gouvernement de gauche, parce qu'elle ne pourrait « jamais cautionner une politique qui n'est pas la sienne » ; oui, elle est enracinée dans l'opposition et, affirme-t-elle, « on peut sur ce sujet, regarder à la loupe tous mes votes, tout ce que j'ai écrit, tout ce que j'ai dit, je suis claire ».

Le « vieux mégot » du RPR

Cherche-t-elle à s'extraire de ces polémiques, en évoquant la question de la protection sociale, de la construction européenne ou des retraites ? Une voix s'élève pour la ramener sans ménagement à des considérations plus prosaïques : « Pensez-vous que le RPR n'a pas de réponses à tous ces problèmes-là ? Pourquoi ne les avez-vous pas proposées lorsque vous en étiez membre ? » Et M. Barzach était prise, une fois de plus, de s'expliquer, de se justifier.

Déjà son apparition sur la scène politique, en 1988, elle ne fait d'ailleurs que cela. Lorsqu'elle égarait de son sourire le moindre

document électoral du RPR, on s'étonnait des choix militants de cette femme, médecin-gynécologue, analyste, volontiers frondeuse, farouchement anti-Le Pen à une époque où le mouvement gaulliste n'était pas insensible à ces sirènes d'extrême droite.

A ceux qui doutaient de l'authenticité de son engagement aux côtés de M. Chirac, elle répondait avec enthousiasme : « Une foule RPR, c'est formidable, parce qu'elle applaudit à la fois lorsqu'on dit non au racisme et quand Pasqua propose une politique musclée. » Pour prouver sa sincérité, M. Barzach ne ménageait ni ses efforts ni son temps, entretenant alors trop volontiers, pour son malheur d'aujourd'hui, l'image de la femme politique née dans le sillage de M. Chirac.

Lorsqu'elle a pris ses distances avec le RPR, on l'a sommée, à nouveau, de rendre compte de ce péché et de justifier cet Edipe, forcément ingrat, à l'égard de ce parti qui lui avait tout donné. Après avoir existé « par » le RPR, M. Barzach n'existe que « contre » lui. Pour reprendre une expression qu'elle affectionne, combien de temps encore la parti gaulliste va-t-il lui « coller à la peau comme un vieux mégot » ? En sollicitant le vote de ses électeurs le 27 janvier, M. Barzach leur demande beaucoup plus qu'une victoire électorale : une carte d'identité.

PASCAL ROBERT-DIARD

Salem. La seule chose que l'on sait d'eux.

le journal mensuel
de documentation politique
après-demain
Fondé par la Ligue
des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :
**LES INTÉGRISMES
ET LES FEMMES**
Envoyer 60 F (timbres à 2,30 F ou chèque)
à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolot,
75014 Paris, en spécifiant le dossier
demandé ou 150 F pour l'abonnement
annuel (60 % d'économie), qui donne droit
à l'envoi gratuit de ce numéro

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Quatre ans après sa découverte

Des chercheurs américains sont parvenus à « fabriquer » le gène de la myopathie de Duchenne

Décidément, tout va très vite dans la recherche sur les myopathies. Un peu plus de quatre ans après la découverte, par Anthony P. Monaco (Boston), du gène de la myopathie de Duchenne, une équipe de chercheurs du Baylor College of Medicine et du Hughes Medical Institute de Houston annonce, dans le prochain numéro de la revue scientifique britannique *Nature*, qu'elle est parvenue à « fabriquer » expérimentalement la partie de ce gène responsable de la production de dystrophine (une protéine dont l'absence est en partie à l'origine de l'apparition de la maladie). Cette découverte, qui ne concerne pour l'instant que l'animal, pourrait permettre, dans quelques années, chez l'homme, la mise en œuvre de véritables thérapies géniques.

Pour bien comprendre son importance, un rapide retour en arrière s'impose. 1986 : Anthony Monaco annonce la découverte imminente du gène de la myopathie de Duchenne. Deux ans plus tard, on apprend que ce gène est situé sur l'un des bras du chromosome X et

qu'il est d'une taille considérable (plus de deux millions de bases). Dès cette époque, il apparaît que seule une partie de ce gène a une activité de synthèse protéique. Peu après, la molécule dont ce gène assure la fabrication est isolée. Il s'agit d'une protéine, la dystrophine, dont l'absence - ou sa mauvaise transcription - serait en grande partie à l'origine des symptômes dont souffrent les enfants myopathes.

L'un des obstacles auxquels se heurtaient les chercheurs était l'extrême complexité du gène de la dystrophine. Une complexité telle qu'elle semblait empêcher tout espoir de clonage. En travaillant sur la souris, l'équipe du docteur Cheng Chi-lee vient, semble-t-il, de trouver le moyen de contourner la difficulté. Elle vient en effet de réussir à fabriquer un « mini-gène » de la dystrophine contenant « seulement » 14 000 bases. Selon des expériences faites *in vitro*, ce fragment de gène suffit à assurer la production de dystrophine.

Une étape importante

Les chercheurs américains sont même allés plus loin en insérant ce mini-gène de souris dans des cellules rénales de singe connues pour n'avoir qu'une très faible capacité

productive en dystrophine. Preuve de la faisabilité - chez l'animal et sur des cellules somatiques - de thérapie génique, la production de dystrophine s'est mise très vite à augmenter.

L'équipe de Houston n'a pour l'instant pas eu recours à la fabrication d'un mini-gène de la dystrophine humaine, mais cela, pense-t-elle, ne devrait pas poser trop de problèmes dans la mesure où il existe une grande similitude entre le gène de l'homme et celui de la souris.

Toujours est-il qu'une étape importante permettant d'envisager - pas avant cinq ans selon les spécialistes - la mise en œuvre d'une thérapie génique chez les enfants atteints de myopathie de Duchenne vient d'être franchie. Peut-être ce traitement pourrait-il être utilisé en complément d'un autre, lui aussi expérimental, consistant à injecter, au niveau des muscles atteints, des cellules musculaires saines, les myoblastes, de manière à régénérer le tissu musculaire (le *Monde* du 11 juillet 1990). A moins que les médecins ne préfèrent, dans un premier temps, pratiquer des thérapies géniques « classiques », consistant à insérer dans le génome des cellules musculaires des enfants atteints le gène - ou plutôt le fragment de gène - codant pour la synthèse de la dystrophine.

FRANCK NOUCHI

JUSTICE

Le procès d'Iparretarrak

Le pays perdu de Philippe Bidart

Le procès des seize militants de l'organisation indépendantiste basque Iparretarrak, s'est poursuivi, mercredi 23 janvier, devant la seizième chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Philippe Bidart, le chef présumé du groupe, a été au centre d'une journée émaillée d'incidents.

Lentement, les mots sont sortis de la bouche de Philippe Bidart. Quelques mots bien articulés, scandés haut et fort : « Je suis président... » (monieur le président !). La réplique du président Jean-Louis Mazères est immédiate, sans appel : « En français ! Je vous sors si vous ne parlez pas en français ! » Silence, hésitation, puis murmures dans la salle. Me Yann Chequeux se lève et demande à déposer des conclusions permettant à ses clients de s'exprimer en basque. Une fois encore, la réponse n'offre aucune discussion possible : « Vous les déposerez après. Je vous apporte la réponse. Elle est simple, elle est claire. Ou il parle français, ou il sort ! »

Les avocats se consultent, s'approchant du box, échangeant quelques mots avec le chef présumé d'Iparretarrak, puis retournent s'asseoir. Le président lui propose « une dernière fois la parole, en français ». Les regards se figent dans la salle. On hésite, on attend la décision, on se prépare à l'incident que ne manquera pas de provoquer un trop long silence. Un mot tombe - « Bien ! » - et la tension se relâche. Puis la voix repart, tou-

jours aussi grave, toujours aussi sèche. La tête est droite, les mains immobiles. « Le fait que vous nous interdissiez de nous exprimer en basque apporte la preuve que, dans l'Est français, il est impossible d'être basque. Pour trouver notre place, nous devons : renier notre langue, renier notre histoire. Nous devons récrire tous en français nos ancêtres les Gaulois... Si j'accepte de parler votre langue, c'est pour vous expliquer les raisons et les racines de la lutte du peuple basque. »

La langue basque seule

Pendant vingt minutes, Philippe Bidart revient sur le passé de « ce peuple qui a résisté à toutes les invasions », sur l'organisation de l'ancien royaume de Navarre en sept provinces, trois au nord, quatre au sud - dont chacune disposait de sa liberté - sur la formation des royaumes de France et d'Espagne. A nouveau, il accuse : « Notre liberté a succombé au centralisme monarchique. La révolution apportera le coup de grâce pendant la nuit du 4 août... » (Il y avait deux cents ans que le Pays Basque n'existait plus, que l'État français centralisateur et jacobin avait éliminé toute spécificité basque. Cette politique va en partie réussir grâce à l'école française obligatoire, grâce à la radio et la télévision françaises, et grâce à la politique de touristification. Mais les Basques ont su préserver leur personnalité grâce à notre langue, l'euskara.)

Enfin, il condamne la « parole non tenue » de François Mitterrand : « En 1981, il avait promis de créer un département basque, cette proposition est passée aux oubliettes. Pour nous, les véritables maîtres sont ceux qui manquent à leur parole. »

Philippe Bidart se rassoit. Mais Joseph Etchebest, le prévenu suivant, ne se lève pas. Touché par une balle lors de son arrestation, le 20 février 1988 au Bouscau, il se déplace désormais en chaise roulante. Pas plus que son ami, il ne reviendra sur les faits, les armes trouvées en leur possession, le gilet pare-balles, les forces armées d'Argentan. Du reste, les questions ne lui seront même pas posées. Les réponses sont invariables : « Je suis gady (combattant), je ne suis pas membre d'un groupe terroriste, je suis membre de la résistance basque. »

Juste avant d'en terminer, Joseph Etchebest lance un dernier slogan : « Gora, Euzkadi Akeratu ! Gora Iparretarrak ! » (Vive le Pays Basque libre ! vive Iparretarrak). « Gora ! » reprend la centaine de sympathisants qui assistent à l'audience. Immédiatement, la salle est évacuée sous les cris : « Les prisonniers à la maison ! Amnistie complète ! » Une dernière fois, Philippe Bidart se lève pour protester contre « ce dictat ». Dehors retentissent déjà l'hymne basque puis le chant des combattants. Le troisième jour de procès s'achève. Elle n'a pas duré une heure et demi.

NATHANIEL HERZBERG

SCIENCES

Les cosmonautes soviétiques montent une grue dans l'espace

Les deux cosmonautes soviétiques Victor Afanassiev et Moussa Manarov, qui séjournent actuellement à bord de la station orbitale Mir, ont effectué, mercredi 23 janvier, une nouvelle sortie dans l'espace. Un séjour de 5 heures 33 minutes, qui a permis aux deux hommes de fixer, sur la paroi extérieure de Mir, une véritable « grue spatiale ».

Pouvant se déployer jusqu'à près de 14 mètres de long, cette structure en forme de flèche télescopique facilitera désormais les manœuvres architecturales du complexe orbital, en transportant d'un endroit à l'autre des constructions de grandes dimensions et de masses importantes. Au cours d'une des prochaines sorties inscrites au programme des cosmonautes, elle devra notamment transférer vers le module astrophysique Kvant des panneaux solaires actuellement fixés sur le module Kristall.

Une fois le montage de la grue terminé, Victor Afanassiev et Moussa Manarov ont eu le temps de récupérer, sur la surface extérieure de leur station, une installation Ferrite contenant des échantillons de matériaux ferrimagnétiques. Ces derniers ont été exposés au vide cosmique pendant plusieurs semaines, et leur comportement à l'environnement spatial va maintenant pouvoir être étudié. Les cosmonautes ont remplacé ces échantillons par un spectromètre Sprout-5, destiné à l'enregistrement et à la mesure des flux de particules élémentaires de haute énergie.

C'est la dernière sortie d'Afanassiev et Manarov depuis le début du mois. La première, effectuée lundi 7 janvier et presque aussi longue que celle d'aujourd'hui (5 heures 18 minutes), leur avait permis de réparer l'écoulement du système principal de sortie de la station, dont l'une des chambres avait été endommagée par l'équipage précédent. (AFP)

□ « Succès total » de la mise en orbite géostationnaire d'Eutelsat II-F2. Le déploiement des panneaux solaires et des antennes d'Eutelsat II-F2, ainsi que les trois mises à feu successives du moteur d'apogée de ce satellite lancé dans la nuit du 15 au 16 janvier par une fusée Ariane-4, se sont déroulés « de manière parfaite », a annoncé, mercredi 23 janvier, l'organisation européenne des télécommunications par satellite Eutelsat. Placé depuis le 21 janvier sur son orbite géostationnaire, à 36 000 kilomètres d'altitude, le deuxième exemplaire de cette nouvelle génération de satellites de télécommunications « est maintenant orienté vers la Terre dans son attitude définitive pour l'exploitation ». Eutelsat II-F2 devait prendre, à la mi-avril, la relève du tout premier satellite Eutelsat I-F1, placé en orbite en 1983.

SPORTS

SKI : troisième du super-G aux championnats du monde Franck Piccard libéré de ses angoisses

Honneur au pays hôte : la deuxième journée des championnats du monde de ski alpin, mercredi 23 janvier à Saalbach, a été celle du ski autrichien. Stefan Eberharter, le plus jeune membre de l'équipe nationale, s'est montré le plus rapide lors de l'épreuve du super-G. Il devance d'une seconde et cinquante-quatre centièmes le Norvégien Kjetil André Aamodt. Champion olympique de la discipline, le Français Franck Piccard obtient la médaille de bronze (nos dernières éditions du 24 janvier).

SAALBACH

de notre envoyé spécial

Le soleil a bien tenté de réchauffer l'atmosphère, mais la mission s'est révélée difficile après le gel de la nuit. Sous les sapins recouverts de glace les skieurs se préparaient. Ils ôtaient blizzard et survêtement avant d'affronter le froid et les pièges de la piste.

Franck Piccard fait partie de ce petit groupe de coureurs qui, après s'être échauffés avant l'effort, le visage fermé, le champion se soucieux. Au terme d'une mauvaise nuit, il n'a pas réussi à échapper au doute. Il a peur de ne pas être à la hauteur des espoirs que son titre olympique, obtenu à Calgary en 1988, a fait naître. Skieur vedette de l'équipe de France, homme-phare d'un sport perpétuellement à la recherche d'idole, l'enthousiasme des Saalbachers a du mal à vivre la célébrité.

La première bosse

« J'aimerais beaucoup que Luc Alphand ou Jean-Luc Crétier, qui ont eu de très bonnes performances, soient sur le podium. Ainsi je ne serais plus le seul à être gâté par toutes les caméras, à être poursuivi par les porteurs de micros », aime-t-il répéter. Mais la situation tarde à se modifier. Il doit toujours assurer, seul, son rôle de champion. Et là, au départ de ce super-G, il sait qu'il lui faut réussir une perfor-

mance. Il a déjà participé à trois championnats du monde sans succès. L'erreur ne lui est plus permise.

Mais Franck est inquiet. Tracé par un entraîneur néerlandais, le parcours lui a semblé très difficile lors de la séance de reconnaissance. Il craint particulièrement la première bosse, située cinq secondes après le départ, qui lui paraît « monstrueuse ». Alors, il choisit de passer du pen de l'enfer, qu'il lui reste avant de s'élancer pour regarder sur un écran de télévision comment ses prédécesseurs négocient l'obstacle. Il voit Marc Girardelli rater son saut, il constate que le Suisse Franz Heinzer ne réussit pas très bien sa réception.

Il part donc avec une légère appréhension. « Je n'ai pas adopté un bon rythme au sommet. Au deuxième saut a été mauvais et, après, je n'ai retrouvé la trace idéale que dix portes plus loin ». Amères constatations de fin de course. Les regrets ne changent rien au résultat. Franck a bien été le premier à franchir la ligne, mais le deuxième après le tracé, « qui était plus exigeant et plus technique », son nom ne reste pas longtemps affiché en haut du tableau lumineux.

Un Norvégien d'abord puis l'Autrichien Stefan Eberharter viennent lui ravir cette première place qu'il a obtenue. Pendant quelques minutes, conserve. Mais que pouvait-il face à un jeune Autrichien qui avait effectué un premier saut parfait ? Comment révisait-il après la course ? « L'avantage, c'était que je connaissais déjà la pente grâce aux entraînements pratiqués ici depuis longtemps. »

Franck Piccard est pourtant heureux. « Gagner une médaille, même de bronze, c'est déjà un beau cadeau », lance-t-il aux donneurs de leçons. Il estime qu'il a rempli son contrat : « Je devais obtenir une médaille, aujourd'hui je la porte. » Il parle de premier succès et semble avoir enfoncé très loin ses angoisses d'avant-course.

SERGE BOLLOCH

□ TENNIS : championnats internationaux d'Australie. - La Yougoslave Monica Seles et la Tchèque Jana Novotna s'affrontent, samedi 26 janvier à Melbourne, en finale des championnats internationaux d'Australie. La championne de Roland-Garros s'est qualifiée, jeudi 24, en battant difficilement l'Américaine Mary-Joe Fernandez 6-3, 0-6, 9-7.

Jana Novotna qui, vingt-deux ans, disputera sa première finale d'un tournoi du Grand Chelem, a battu plus facilement l'Espagnole Arantxa Sanchez 6-2, 6-4. Mercredi, Guy Forget avait été battu en quarts de finale par Boris Becker (6-2, 7-6, 6-3) (nos dernières éditions du 24 janvier).

□ FOOTBALL : championnats de France. - Quatre matches en retard du championnat de France ont été disputés mercredi 23 janvier. Metz et Saint-Etienne se sont imposés sur leur terrain, respectivement face à Nantes (2-0) et Toulon (3-0). Brest et Sochaux ont été tenus en échec (0-0) par Paris SG et Montpellier.

CATASTROPHE

Léger séisme en mer Egée

Un léger séisme de magnitude 4,2 s'est produit le 23 janvier dans la mer Egée à 114 kilomètres au sud-est de Salonique, ville dans laquelle il n'a pas été ressenti. Seule la péninsule de Chalcidique, en effet, a été légèrement secouée.

M. Haroun Taziefi avait annoncé le 4 janvier dernier, en se fondant sur la méthode VAV - très controversée par la très grande majorité des sismologues du monde - qu'un séisme avait toute chance de survenir entre le 18 et le 22 janvier dans la région de Salonique et soit dans un rayon de quelques kilomètres autour de la station (à Assiros), à une vingtaine de kilomètres au nord-ouest de Salonique, soit dans une magnitude d'environ 5,5 degrés Richter, soit dans un rayon d'une cinquantaine de kilomètres avec une magnitude de l'ordre de 6,0. Une magnitude plus élevée encore si l'épicentre est plus éloigné d'Assiros encore.

D'autre part, il ne faut pas oublier que la Grèce est un des pays d'Europe les plus sismiques. De 1904 à 1984, on y a dénombré 32 735 secousses, (soit 409 en moyenne par an) dont 4 080 de magnitude égale ou supérieure à 4 (soit 51 en moyenne par an). Plus près de nous, de 1981 à 1987 par exemple, il s'y est produit 916 secousses de magnitude égale ou supérieure à 4 (soit 152 en moyenne par an). De plus, toute la région qui s'étend de la Bulgarie à la Chalcidique, en passant par Salonique, est particulièrement connue pour sa sismicité. On y a ressenti de violents tremblements de terre, notamment en 1902, 1904, 1932, 1978. La secousse principale de 1978 tua une cinquantaine de personnes et en blessa environ 150.

EN BREF

□ Interpellation de plusieurs collaborateurs d'une revue d'extrême gauche. - Plusieurs collaborateurs de *l'Unité*, une revue de soutien aux militants, ont été interpellés, mercredi 23 janvier, par les policiers du service régional de police judiciaire (SRPJ) de Versailles (Yvelines). Selon les enquêteurs, ces personnes, dont le nombre n'a pas été précisé, seraient « dans la mouvance d'Action directe ». Un communiqué de la Commission pour l'organisation des prisonniers en lutte (proche de l'extrême gauche), indique que la police serait intervenue dans le cadre des investigations sur la diffusion, en novembre 1990, de documents concernant la construction de nouveaux établissements pénitentiaires.

□ Deux à douze ans de prison pour les Sarmates. - La cour d'assises des

L'universitaire Patrick Grialet débouté par le tribunal de Paris

Jean Vautrin n'est pas un plagiaire

La première chambre du tribunal de grande instance de Paris, présidé par M. Dietz a rendu mercredi 16 janvier un jugement déboutant entièrement M. Patrick Grialet qui accusait l'écrivain Jean Vautrin d'avoir plagié dans son roman *Un grand pas vers le Bon Dieu*.

M. Patrick Grialet est un universitaire qui, en consacrant ses recherches à la présence francophone en Louisiane, il a publié ses travaux dans deux livres, *Cadix et Crêoles en Louisiane* et *Mots de Louisiane, étude lexicale d'une francophonie*, publiés respectivement en 1987 et 1987. Le 6 mars 1990, il avait assigné Jean Vautrin en contrefaçon, estimant que l'écrivain s'était entièrement nourri de son travail pour écrire *Un grand pas vers le Bon Dieu* qui venait d'être publié par le prix Goncourt en novembre 1989.

Peut-on « plagier » un dictionnaire ? Un chercheur qui recueille la littérature orale et le langage d'une population peut-il avoir des droits d'auteur sur le matériel folklorique qu'il a collecté ? Telles étaient les questions auxquelles devait répondre le tribunal, mais par un chercheur qui ne réclamait rien moins que la saisie du prix Goncourt et la moitié des droits d'auteur déjà touchés par Jean Vautrin.

Sa réponse est sans ambiguïté et insiste sur la frontière qui sépare l'acte historique de la création romanesque : « L'auteur d'un dictionnaire ou d'un lexique (...) ne dispose de droits essentiellement que sur les textes explicatifs et les définitions qui y sont introduits (...) alors que les mots, de même que les expressions issues de leurs

associations, faisant partie du domaine public, sont insusceptibles d'appropriation. »

Même chose pour les contes et les chansons qui, « extraits du patrimoine culturel d'un peuple, relèvent du domaine public, de sorte que celui qui en réalise la publication, n'ayant pas plus de droit qu'un autre à l'effectuer, ne peut en retirer le principe d'un droit privé. »

Le tribunal met enfin en évidence le caractère original de la création littéraire de Jean Vautrin : « Les termes, les locutions, voire les chansons qu'il ne nie pas avoir puisés parmi d'autres ouvrages, dans ceux de Patrick Grialet, Jean Vautrin les a utilisés en les mêlant à des mots d'ancien français, ou tirés de l'argot, ou à des néologismes de son cru pour aboutir à une langue particulière qui n'a pas la prétention d'être du cadjien, et créer ainsi une œuvre romanesque originale, reflet de sa personnalité, où le style, comme l'action, les personnages et l'enchaînement des scènes doivent tout au talent de cet écrivain. »

Les romanciers peuvent donc se servir sans crainte : les lexicographes du Larousse, du Robert ou du Littré ne pourront pas se prétendre les co-auteurs des mots qu'ils utilisent. En revanche, Patrick Grialet n'a pas été condamné pour diffamation comme le demandait le défendeur de Jean Vautrin, M. Bénazeraf. Déposé en dehors des délais prescrits, sa demande n'a pas été jugée recevable. M. Grialet supportera néanmoins la charge des dépens.

P.L.

Alpes-Maritimes a condamné, mercredi 23 janvier, à des peines de deux ans d'expulsion et de deux ans de réclusion criminelle cinq membres d'un club de motards de Grasse, les Sarmates (*le Monde* du 23 janvier). M. Gilbert Tambouze, trente-deux ans, reconnu coupable du meurtre, le 29 décembre 1987, de Roch Isnard, chanteur de rock du groupe Racooner et fondateur des Sarmates, a été condamné à douze ans de réclusion criminelle. MM. Farid El Bergachi, Alain Bernard et Pascal Volando ont été condamnés à trois ans d'expulsion et d'un an d'interdiction de séjour. M. Frédéric Fuzier a été condamné à trois mois de prison ferme et vingt et un ans d'interdiction de séjour.

□ Le Conseil d'Etat a rendu une décision concernant une candidature au CAPES handicapée. - Mireille

Stickel, handicapée motrice cérébrale de trente-trois ans et titulaire depuis 1982 d'une maîtrise de sciences physiques, avait été reçue au CAPES de sciences physiques en 1988 pour la troisième année consécutive (*le Monde* du 23 février 1989). Le motif : une note éliminatoire à l'épreuve orale de montage de chimie pour laquelle elle avait bénéficié d'une assistance, ne pouvant seule procéder aux manipulations. Mais cette fois, le Conseil d'Etat a jugé qu'il s'apparentait pas au jury d'apprécier l'aptitude physique d'un candidat, et que les aménagements dont bénéficiaient les handicapés lors des épreuves avaient pour seul objet de rétablir l'égalité entre les candidats.

Une vitrine pour

LA DAME CHEZ MAXIM

Feydeau-Françon

19 janvier-22 février 1991

18 21 18 81 ou 3 FMA

ARTS

Une vitrine pour le Sud

Le Musée des arts d'Afrique et d'Océanie fait peau neuve. Son ambition : faire comprendre aux Occidentaux les cultures de l'hémisphère Sud

La grande bâtisse néo-classique qui dépeint sa colonnade et ses bas-reliefs à l'entrée du bois de Vincennes est signée Albert Laprade. Ce collaborateur du maréchal Lyautey participa à la construction des quartiers européens de Casablanca et de Rabat. Il dessina cet édifice pour l'Exposition coloniale de 1931, dont il fut l'un des commissaires. Le bâtiment fut, ensuite, affecté au nouveau Musée des colonies, baptisé, en 1946, Musée de la France d'Outre-mer puis Musée des arts africains et océaniques avant de recevoir l'appellation, il y a quelques mois, de Musée des arts d'Afrique et d'Océanie (MAAO).

Fresques kilométriques

Cette vaste des étiquettes résume le malaise d'un établissement à la vocation bousculée par la marche de l'histoire et du goût. Ses collections, dont il n'existe aucun inventaire complet, étant évacuées, au fur et à mesure de ses mutations, dans des réserves où elles s'entassent en strates significatives.

Des circonstances de sa naissance, il garde un bel aquarium tropical, des salons signés Ruhlmann et Pritz, aux meubles de bois précieux, des fresques kilométriques où sont évoqués pêle-mêle la République et la Justice, la Force de l'Afrique et la Civilisation en marche. Le hall est immense, la salle des fêtes, récemment restaurée, vaste comme un porte-avion. Si ses volumes ne maçoquent pas d'une certaine allure, ils s'accrochent mal avec les exigences d'un musée. Aussi, rejeté à la périphérie de Paris, à l'écart des circuits touristiques, son administration centrale qui le tenait pour obligatoire, le MAAO, jusqu'à une date récente, végétait avec de maigres crédits. Les conservateurs, de bonne volonté, mais peu formés à cette tâche, finissaient par baisser les bras.

Pourtant, l'intérêt manifesté par les grands musées étrangers pour les arts « premiers » et le succès d'initiatives privées, comme celle de la Fondation Dapper, réveillèrent quelques peu la Direction des musées de France (DMF). D'autant qu'une coterie particulièrement active, animée par Jacques Kerchache, demandait instamment l'ouverture, au sein du Grand Louvre, d'un espace dédié à ces civilisations. Le nouveau directeur de la DMF, Jacques Sallois, décidait de

tirer de sa torpeur le musée du bois de Vincennes, qui devenait, par ailleurs, la 12^e section des Musées de France, c'est-à-dire une base d'études ouverte en direction de l'Afrique et de l'Océanie.

Son conservateur, Henri Marchal, et ses deux adjoints, Jean Pollet et Roger Boulay, sont épanoués par un comité scientifique chargé de réfléchir à sa nouvelle stratégie. À sa tête, un universitaire, grand connaisseur de l'archéologie africaine, le professeur Jean Devise. « Cet établissement doit être la vitrine des cultures de l'hémisphère sud », explique-t-il. Celles-ci ont leur propre logique, leur propre évolution, leur propre chronologie historique. Il s'agit de faire connaître ces valeurs à l'Europe, de faire comprendre aux visiteurs pourquoi ces civilisations ont produit de tels objets. L'esthétique ne sera pas dissociée de son substrat culturel. Dans vingt ans, le MAAO devrait être l'endroit par excellence destiné aux Occidentaux désireux de comprendre l'Afrique et l'Océanie. »

Des collections encore trop minces

Mais pour mener à bien cette ambition, dont Jean Devise est aujourd'hui le pivot, il faut former, pour le musée de la porte Dorée, une véritable équipe et ne pas se contenter de compétences mises bout à bout. Un énorme travail sur les collections est également nécessaire. En dépit de quelques acquisitions, celles-ci sont encore trop minces. Surtout si on les compare aux richesses du récent Musée des arts africains de Washington. Elles peuvent heureusement s'enrichir

par le reversement de fonds qui dorment dans les réserves de certains établissements comme l'ensemble polymorphe du musée de Saint-Germain-en-Laye. Mais il faut aussi dresser l'inventaire systématique de toutes les pièces dispersées ici ou là. Un travail qui a pu être fait par Roger Boulay pour l'art kanak. « Je n'exclus pas que l'on retrouve des objets apparus très tôt dans notre pays, du dix-septième », affirme Jean Devise, qui ajoute : « Le MAAO doit être un établissement dynamique, aux parcours modulables en fonction des nouvelles découvertes (archéologiques en particulier), qui font évoluer très rapidement notre connaissance de ces civilisations. Cette dynamique, il faudra la faire admettre aux conservateurs. Cela met en cause la distribution d'un bâtiment très beau mais aussi peu fonctionnel que possible, et dont l'aménagement intérieur pose des problèmes quasiment insolubles. A terme, une nouvelle construction est indispensable. »

Car, pour devenir le pôle que Jean Devise appelle de ses vœux, il faut aménager au MAAO une grande salle d'exposition temporaire, un centre de documentation, une bibliothèque et un auditorium, sans parler des espaces d'accueil. Ces déclarations d'intention doivent être étayées par un soutien sans faille de la Direction des musées de France et une nouvelle ligne de crédit. Si le premier est acquis, la seconde est toujours beaucoup plus problématique. A moins que le secrétariat aux grands travaux ne s'en mêle.

EMMANUEL DE ROUX

THEATRE



L'ombre de Kantor à Beaubourg

Sous des couvertures informes dormant des individus anonymes, sur un chœur est étendu un clochard, dans un cadre vide pose une infante en bas noirs. Sur une chaise est assis, accablé, un homme en noir, le visage à demi caché par un foulard : il représente l'autoportrait de l'auteur, son double. On le sait, l'auteur n'est pas là. Il avait dit Je ne reviendrai jamais, c'était le titre de son précédent spectacle au Centre Georges-Pompidou. Kantor, juif polonais, est mort pendant les répétitions de celui-ci, qui s'appelle *Aujourd'hui*, c'est mon anniversaire. Mais sa troupe, le Cricot 2, a décidé de le présenter en l'état, c'est-à-dire sans la dernière main du maître, sans son habituelle présence.

Et cette confusion organisée dans laquelle Kantor trouve son expression prend ici une étrange violence, comme effleurée par cette

absence. On retrouve les personnages connus : la curé, les hommes en noir aux costumes défilés, les putains et les mères, les soldats, les fossoyeurs, la Mort. La Mort est une infirmière en longue blouse blanche, une vieille femme aux cheveux défilés qui entraîne en procession les larves cachées sous les couvertures, transformées en infirmes à béquilles blanches. Elle danse avec un porteur d'eau juif. Lazare retourne dans son cercueil, une boîte de magicien. Sur un air de tango qui revient, lancinant, le curé esquise quelques pas avec l'infante. Un artilleur poussant un petit canon chante l'hymne allemand, des êtres coiffés d'une sorte de cagoule à étoile rouge tabassent un vieux homme sur l'air de *Plains, ma plains*. Bizarrement, Kantor a évoqué aussi directement les déchirures de son pays. Le spectacle se termine sur la fureur de sol-

dats enragés qui se débattaient et criant. Il ne se termina pas d'ailleurs, il resta en suspens, comme une phrase essentielle interrompue brutalement. Il n'y a plus que des souvenirs, des images qui retracent les épisodes d'un désespoir tourmenté, zébré d'ironie, d'agressivité. L'ordre et la silence n'attendent jamais Kantor.

COLETTE GODARD

► Centre Georges-Pompidou, 20 h 30, le dimanche à 16h, relâche le mardi, jusqu'au 4 février. Tél : 42-74-42-19

► Le Centre Georges-Pompidou et le CNRS organisent des Journées Tadeusz Kantor, avec un programme vidéo, les 25, 26, 28 janvier, de 14 h à 20 h dans la petite salle du 1^{er} sous-sol. Deux rencontres avec les comédiens, animées par Denis Babel, ont lieu les 30 janvier et 1^{er} février, à 17 h, dans la grande salle du 1^{er} sous-sol.

CINÉMA

A l'américaine

Avec « Netchaïev », Jacques Deray est de retour

Un atout à la fois à Paris, boulevard des Italiens. Immédiatement, la nouvelle circule : « Netchaïev est de retour. » Avec un groupe de terroristes venus du Proche-Orient – le film de Jacques Deray a été tourné l'an dernier, avant même le début de la « crise. Sous ce nom de révolutionnaire russe, se cache – à peine – un certain Daniel Laurenceau, gauchiste qui l'on croyait mort à Gibraltar quelques années plus tôt, dans des circonstances assez lochies. Ses anciens amis, soixante-huitards devenus notables, sont inquiets. Marroux, le grand patron de la DST, est préoccupé. Daniel est traqué dans Paris par les terroristes qu'il décide de lâcher.

L'histoire d'abord semble très compliquée, mais elle s'éclaircit assez vite. Dan Franck et Jacques Deray ont tiré d'un roman de Jorge Semprun un scénario qui privilégie l'action, le suspense et les motifs psychologiques. Quand la politique apparaît, dans les images ou les dialogues, on s'ennuie parce que le mécanisme raison d'être – terrorisme – trahison nous fait penser à un cinéma des années 70 complètement dépassé aujourd'hui. Heureusement, la mise en scène est précise, dynamique, « à l'américaine », ce qui fait passer les lozismes, parfois, dans l'errance de Daniel, sa course contre la montre. Le vrai retour est celui de Jacques Deray, qui s'était égaré dans *Maladie d'homme* et *Les Bois noirs*.

Un bon polar psychologique

Pourquoi se refuser le plaisir d'un bon polar psychologique, dans lequel on attend, avec une impatience soigneusement entretenue, la rencontre décisive Marroux-Daniel, c'est à dire Yves Montand-Vincent Lindoo? Montand assume son âge, son personnage est fatigué, désabusé. Un bon rôle, mais l'acteur tient à son mythe et le ramène sur le tapis en prouvant qu'il peut encore jouer du revolver. La vraie vedette, c'est Vincent Lindoo, métamorphosé, féroce, débarrassé de son romantisme d'adolescent prolongé. Si Patrick Chesnais, Maxime Leroux, Jean-Claude Dauphin en restent à des archétypes, Miou-Miou a deux ou trois scènes remarquables et Mireille Perrier, en servante de bistrot, rayonne de vitalité et de séduction.

JACQUES SICLIER

DANSE

Le tango des diplomates

Le Ballet du Rhin remonte la célèbre « Table verte » de Kurt Joos

MULHOUSE

de notre envoyée spéciale

Des diplomates palabrant et gesticulant autour d'une table, l'échec de négociations, la déclaration de guerre, le Mort attendant son butin... Une chose est certaine, qui vient d'assurer à Mulhouse l'impact de la sixagénaires et célèbre *Table verte* de Kurt Joos, et devrait lui garantir encore une heureuse longévité, c'est son tenace parfum d'actualité.

En 1932, Kurt Joos s'est guère souvenu des frontières de son Allemagne natale, ni il dirige la Folkwangschule d'Essen – il aura pour élève, beaucoup plus tard, Pina Bausch, – lorsqu'il décide de participer au concours organisé à Paris par Rolf de Maré et les Archives internationales de la danse. Il compose la *Table verte* et la présente au Théâtre des Champs-Élysées le 3 juillet, avec son groupe Folkwangtanzbühne, rattaché à l'Opéra d'Essen. Il remporte haut la main le premier prix (25 000 francs). Sa réputation démarre aussitôt comme une traînée de poudre, c'est le cas de le dire. Sa troupe prend son indépendance et devient les Ballets Joos.

Chronique d'une guerre ordinaire

L'année suivante, la mootée du nazisme le contraignit à fuir avec ses danseurs. Ils s'installent en Angleterre. En 1940, le ministre anglais de la guerre leur demande d'organiser une tournée dans tout le pays avec la *Table verte*. Après la guerre, ce ballet-culte – comme on ne dit pas encore – est réclamé à Kurt Joos par diverses compagnies à travers le monde. Depuis sa mort, en 1979, c'est sa fille, Anna Marikard, qui se voue à cette tâche. A Mulhouse, elle confiait qu'elle remettrait là sur pied, à l'invitation

des Ballets du Rhin, sa cinquantième *Table verte*. Ce sont surtout les masques grotesques des diplomates – crânes hypertrophiés et bosselés, fronts plissés, maquillages ébarbeux – qui ont collé à la *Table* l'étiquette « expressionnisme ».

Pour le reste, cette « Danse de mort » ou huit tableaux, c'est son sous-titre, frappe par son extrême économie de moyens. Simplicité de la chorégraphie – une modernité dans l'allemande, héritée de Laban et de Wigman, – de la musique pour deux pianos de Fritz Cohen, des costumes hors temps et hors espace de Hein Heckroth. Des rideaux noirs pour tout décor. Force et sobriété des images racontant cette chronique d'une guerre ordinaire : le départ des soldats, les femmes, mères et fiancées essayant ou vaio de les retenir, la bataille, le massacre, et de nouveau à la fin, comme on houlle, les diplomates préparant sans doute la prochaine guerre, sur un air de tango.

Sous la férule que l'on dit fort exigeante d'Anna Marikard, le Ballet du Rhin donne le même programme d'interprétation concentrée et fervente. En première partie, il propose – outre un *Tatra* de Dale Brannon que l'on n'oubliera vite – une attachante version des *Dark Elegies* d'Antony Tudor : la douleur, cette fois, d'une population de pêcheurs ayant perdu leurs enfants en mer, sur les déchirants *Kindertotenlieder* de Mahler. On accordera à Jean-Paul Gravier, nouveau directeur du Ballet du Rhin, un certain souci de cohérence dans ses programmes.

SYLVIE DE NUSSAC

► Après Mulhouse, le Ballet du Rhin donne le même programme au Théâtre municipal de Colmar, tél : 89-41-29-82 (26 janvier) et à celui de Strasbourg, tél : 88-75-48-23 (les 8, 9, 10, 12 et 18 février).

MUSIQUE DU MONDE



SAM. 26 JANV. 18H

DIMI MINT ABBA

MAURITANIE

Une grande voix au carrefour des civilisations noire et islamique

PRIX 65 F

LOC. 42 74 22 77

2 PL DU CHATELET PARIS 6^e

THEATRE

NANTERRE

AMANDIERS

LA DAME DE CHEZ MAXIM

Feydeau-Françon

19 janvier-22 février 1991

Tél. 47 21 18 81 ou 3 FNAC

THEATRE OUVERT

JARDIN D'HIVER 42 62 59 49

Les ENCRE

NAMIAND - WENZEL

AVEC FRANÇOISE BETTE, MARIEF GUITTIER ET THOMAS AUFORT

18 JAN. - 13 FEV.

LE NEVEU DE WITTGENSTEIN

de Thomas Bernhard

avec Jean-Marc Bory, Huguette Paget

Mise en scène Patrick Guinand

Création

49 80 18 88

LA RESSERRE

Théâtre de la Cité Internationale

Le Seuil du Roi de W.B. YEATS

traduction Yves de BAYSER

COMPAGNIE JEAN BOLLERY

Adaptation superbe, la représentation est d'une beauté rare. M. Goumou LE MONDE

LOCATION 45 89 38 69

CULTURE

MUSIQUES

Terne Christophe Colomb

Une comédie musicale palichonne au Dejazet

Christophe Colomb était un homme de nulle part qui allait vers nulle part. Homme sans passé, sans ascendance, né à Gènes vers 1451, il a d'abord bourlingué pendant quinze ans en France, au Portugal, en Angleterre avant de trouver le soutien d'Isabelle de Castille pour s'embarquer vers un hypothétique Nouveau Monde.

Pour Jean-Marie Lecoq et Louis Dunoier de Segonzac, loin d'être un héros sans peur et sans reproche, Colomb est un homme de chair et de sang, inlassable pèlerin et bon catholique. Ils ont donc imaginé une rencontre au clair de lune avec une bande de bohèmes, qui vont jouer avec lui les épisodes de sa vie.

L'idée de départ était séduisante, promesse d'une comédie musicale enlevée. Mais l'action ne décolle jamais, les acteurs pleins de bonne volonté claquent des airs simplistes, variations lassantes sur un même thème. Noyé dans un décor

de bric et de broc, Christophe Colomb, la voix cavernieuse, raide comme un piquet, ressemble à la statue du Commandeur.

C'est à se demander pourquoi Isabelle de Castille lui a accordé confiance et crédit sans même demander de caution; comment les marins affamés n'ont pas jeté par-dessus bord ce capitaine qui leur servait des cantiques de foi et d'espérance; pourquoi, enfin, l'inquisition, s'est acharnée sur ce malheureux.

Pendant deux heures on s'occupe à chercher - en vain - la différence entre cette pâtisserie de carton pâte et une fête lycéenne de fin d'année. Et on rêve d'entendre convenablement chantées les aventures de cet homme de nulle part, qui méritait mieux.

BÉNÉDICTE MATHIEU

► T. L. P. Dejazet, 41, 84 du Temple, Paris 3°. Du mardi au samedi, à 20 h 30; le dimanche, à 15 h 30. Tél.: 42-74-20-50. De 90 F à 180 F. 2 h 15.

Les sautes d'humeur de Guy Chadwick

House of Love à l'Olympia, l'occasion de parcourir le registre émotionnel du leader du groupe

LYON

de notre envoyé spécial

Quoi qu'il en dise, House of Love c'est Guy Chadwick. Un grand maigre au visage chiffonné, renfrogné, à la voix rauque. En trois albums, Guy Chadwick s'est solidement établi au point de passage entre les marges du rock et le grand public. On entend le dernier 45 tours du groupe, *The Beatles and the Stones* (sur les FM les plus conservatrices, mais les plus intéressées des anglophiles ne lui ont pas encore retiré leur confiance).

En décembre 1989, aux Transmusicales, House of Love inaugurait un nouveau guitariste, Simon Walker, qui remplaçait Terry Bickers. Cette année, Walker a disparu des affiches de la tournée, mais joue toujours sur scène.

On peut observer les configurations successives du groupe avec l'attention qu'un kermessologue portait à la tribune du moussole de Lézine, et avec des résultats tout aussi hypothétiques. Guy Chadwick est un autocrate cyclotymique pour qui les gens et les choses sont d'abord des obstacles.

Il se lance dans d'interminables polémiques avec son ancien guitariste, aligne quelques frasques soigneusement recensées par la presse britannique, sort, en guise de troisième album, une compilation de faces B de 45 tours en affirmant que c'est la meilleure chose que le groupe ait jamais produite.

Pendant ce temps, en France, la maison de disques Phonogram se refuse à sortir l'œuvre tant que la précédente (un album tout à fait

inédit dont la pochette est ornée d'un papillon) n'a pas terminé sa carrière commerciale.

Pourtant, la musique de House of Love ne ressemble pas seulement à cette image de créateur atavique. Le signe particulier du son House of Love se trouve dans les sautes d'humeur effrayantes des guitares, qui commencent un morceau en arpèges exotiques, pour le finir saturées, hurlantes. Il y a deux ans, sur scène, le groupe reprenait *I Wanna Be Your Dog*, des Stooges - le rock le plus sauvage - et un morceau des Beatles. Mais cet électrocardiogramme agité trouve sa cohérence dans l'écriture de Guy Chadwick. Maître de la chanson d'amour implorante, des réveries solitaires, il croit au rock comme à une béquille émotionnelle.

Sur scène, le groupe fait de la musique, chante, plus qu'il ne joue, du rock'n'roll. Derrière de jolies lumières, quatre garçons ordinaires (même pas assez mal habillés pour être à la mode de Manchester), qui bougent peu, arrivent à émouvoir.

A Lyon, en ce début de tournée française, House of Love se fait à la fois incanté et insidieux, direct et traître. Les guitares passent de texture en texture, la virtuosité ne se calcule pas en fonction du nombre de notes à la minute, mais de la réponse exacte à un besoin. Guy Chadwick, distant, fuit par sourires à la fin du concert. C'est bien le moins, de la part du maître de maison.

THOMAS SOTINEL

► Le 24 janvier, à l'Olympia, Paris. Le 25, à l'Aérodrome, Lille. Le 26, à la salle de la Cité, Rennes.

Chroniques d'entre chien et loup

A mi-tournée, Thieffine, rocker patient, passe par le Zenith

Hubert-Félix Thieffine vit à Besançon. Il en a acquis le sentiment de la province: l'ennemi des après-midi sans éclat, les démis avalés au café du coin, entre la sortie du lycée et l'heure du couvre-feu - sept heures - quand les bonnes gens rentrent à la maison pour la nuit, la télévision, avec sa cohorte de voyages avortés et de puerres sans fin, ses amours, pas toujours réjouissantes, pas si mal non plus. La province française a le spleen plutôt doux.

Depuis quinze ans qu'il compose des airs de rock n'roll, Thieffine n'a pas perdu son public: seize-dix-huit ans, lycéens néo-punks en mal de poésie offensive. A la moitié d'une tournée de sept mois, les salles sont toujours pleines. Ceux du temps de Lorette ont grandi, fondé des familles. Mais d'autres sont venus, vagues successives qui savent Thieffine par cœur, depuis les tubes de son premier disque d'or, *Tout corps vivant brèche sur le secteur étant appelé à s'émouvoir* (1978) aux titres phares de ses *Chroniques bluesmen*, sorti en octobre dernier chez Justine/WMD (aujourd'hui FNAC

Music). Les ventes d'un neuvième album, enregistré à New-York, produit par l'Américain Barry Reynolds (Marianne Faithfull, Joe Cocker), font palier la concurrence, malgré la discrétion des critiques.

Sur scène, Thieffine a choisi un décor mi-français, mi-américain, un vieux tonneau rempli de braves pour réchauffer les paumes pendant les nuits d'hiver et de plus médioses, siennes pour rappeler que la vie n'est pas d'une gaieté folle. En deux heures et demie, le rocker patient, en costume et en sautiers, trace un chemin en ligne droite, avec cinq musiciens (guitare, claviers, basse, batterie, percussion et sax) qui sonnent si classiquement rock qu'on s'ennuie un peu. Certes, les textes, prosaïquement charnels, ne sont pas à proprement parler de ceux que l'on fredonne dans sa salle de bains mais ils accrochent. On voudrait Thieffine plus médioses, moins bulldozer. Lui veut nous en donner pour notre argent. C'est un contrat de quelques heures.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Au Zenith, les 25, 26 et 27, à 20 heures. Tél.: 42-08-60-00.

EXPOSITION
Tony Soulié
jusqu'au 31 mars
49.80.18.88.

PROLONGATION
le tourment de Dieu
Aloin Bosquet
Compagnie HOUDART-HEUCIN
THEATRE D'ENFANT

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél.: 48 00 20 20 - Téléc.: DROUOT 842 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au: 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Sauvent indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 84, rue La Boétie, 75008 PARIS, 45 83 12 85.

SAMEDI 26 JANVIER
S. 9 - 16 h « Dans le cadre du Prix d'Amérique », l'Art et le Cheval. - M^{me} MILLON, ROBERT.

LUNDI 28 JANVIER
S. 2 - 14 h 15 Art contemporain. Art d'Extrême-Orient. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Le Voe et Fortier, experts.
S. 4 - Tableaux modernes et contemporains. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.
S. 11 - Dessins, tableaux 19^e et modernes. Meubles et objets d'art. Tapis. - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.
S. 14 - Tableaux, céramiques, argenterie, mobilier Empire. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 16 - Tableaux, mobilier, objets d'art. - ARCOLE (M^{me} OGER, DUMONT).

MARDI 29 JANVIER
S. 2 - 14 h 15 Suite de la vente du 28 janvier. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 9 - Armes anciennes, souvenirs historiques. - M^{me} JUTHEAU, M. Dey, expert.

MERCREDI 30 JANVIER
S. 1 et 7 - 14 h 30 Tableaux anciens. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Turquia, Herdembaut et Lestreuil, Rynaux, experts. (Catalogue: veuillez contacter le poste 469).
S. 10 - Tableaux, mobilier, objets d'art et instruments de musique. - ARCOLE (M^{me} OGER, DUMONT).
S. 13 - Meubles et objets d'art. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.
S. 14 - Successions D. E.G. G.U.H. et appartenant à divers. Tableaux, livres, porcelaines des 18^e et 19^e siècles, faïences, bibelots divers, tapis. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 15 - Tab., bib., mob. - M^{me} BOISGIRARD.

JEUDI 31 JANVIER
S. 1 et 7 - 14 h 30 Suite de la vente du 30 janvier. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.
S. 9 - Textiles d'Orient. - M^{me} BOISGIRARD et M^{me} MILLON, ROBERT.

VENREDI 1^{er} FÉVRIER
S. 5 et 6 - 11 h Vitrines du 14^e S. à l'art nouveau. 14 h Mobilier ancien et Empire. - M^{me} LIBERT et CASTOR.
S. 13 - Tableaux, bibelots, meubles anciens et style. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 16 - Bib., mob. - M^{me} BONDU.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-30-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 31, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
D. BONDU, 17, rue Drouot (75009), 47-70-36-16.
JUTHEAU, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, (association) RHEIMS-LAURIN, 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-81-50-91.
LIBERT, CASTOR, 3, rue Rossini (75009), 48-24-51-20.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-75.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.

VENUE A TOKYO - ENJOINTS
ROBERT GILBERT

JEUDI 31 JANVIER
19 h (TOKYO) et 11 h (PARIS)
TABLEAUX MODERNES ET CONTEMPORAINS
Gravures, dessins, aquarelles et peintures
M^{me} MILLON, ROBERT, commissaires-priseurs
Cabinet d'expertise CAMARD
Exposition Hôtel OKURA le 30-1 10/19 h et le 31-1 10/15 h.

Le Réformateur
de Thomas BERNHARD
mise en scène André ENGEL
avec Serge MERLIN
Coproduction MC93
Centre Bilateral de Création
29 Janvier - 24 Février
48 31 11 45

COMMUNICATION

Coiffant Havas au poteau

M. Hersant entre au capital de « l'Est républicain »

Le groupe Hersant a pris, le 23 janvier, 24 % de l'Est Républicain. La rédaction du quotidien de Nancy a décidé immédiatement un grève de vingt quatre heures pour protester contre l'absence de transparence de l'accord et exiger des garanties pour son indépendance.

M. Robert Hersant doit remettre à nouveau la bonne feuille qui le favorise périodiquement en janvier. Il y a cinq ans, en pleine trêve des conflits, le patron du Figaro rachetait le groupe de presse de M. Jean-Charles Lignac, qui édite notamment le Progrès de Lyon (le Monde daté 5 et 6 janvier 1990). Le rachat-vote de janvier de cette année avec l'Est républicain a lui-même été couronné de succès.

Il a été préparé au domicile parisien de M. Philippe Hersant, fils de M. Robert Hersant et patron du 20 décembre. Au terme de cette réunion le groupe de M. Hersant, en plus de son entrée au capital du groupe de presse l'Est républicain, devra dans la foulée racheter l'un des quotidiens du groupe, l'Ardenne (Charleville-Mézières). Le scénario a cependant subi de légères retouches.

Avec la bénédiction de M. Gérard Lignac, PDG de l'Est républicain, le groupe Hersant est bien entré à hauteur de 24 % dans le capital du groupe de presse nancéien à la faveur d'un accord d'association et de coopération (22 % allant à l'Est républicain, société mère de l'Union et 2 % à une autre filiale, France Régions Participations). Le montant de la transaction est demeuré secret. Le reste des parts du capital de l'Est républicain mis en vente par sa filiale

Multi-Média Futur - soit 14,6 % sur un total de 38,7 % - reste dans l'escarcelle du groupe nancéien, plus particulièrement dans une de ses filiales créée en 1924, la Société photographique de l'Est-Dialogue et communication. En revanche, le rachat de l'Ardenne aurait été rendu sine die et remplacé par un échange de participations croisées entre l'Ardenne et l'Union, chaque titre prenant 24 % du capital de son homologue. Une réunion devait avoir lieu jeudi 24 janvier au journal de Charleville-Mézières afin d'en informer le personnel.

Ce double accord entre MM. Gérard Lignac, PDG et principal actionnaire de l'Est républicain, et le groupe Hersant a surpris le surprise au sein du quotidien où l'on parle de « tournant historique ». Depuis plusieurs semaines, on savait que deux groupes, Havas et Hersant, étaient en lice pour racheter les parts de Multi-Média Futur. Mais il semble que la démission surprise de M. Philippe Santini, PDG d'Avenir Havas Média et chargé du dossier au sein d'Havas (le Monde du 15 décembre 1990), ait fait échouer sa candidature. Resté seul sur les rangs, le groupe Hersant bénéficie en plus d'une notoriété plus grande de presse professionnelle, qui ménage également l'avenir, à la fois sur le plan local et sur le plan européen. L'Ardenne, connu pour l'Union, a pour gros client de son imprimerie un journal gratuit, du groupe Havas, l'Est républicain. En outre, l'Union du groupe Hersant en Europe de l'Est pourrait appuyer sur le nouvel accord conclu avec l'Est républicain. Un accord qui n'a pu se faire qu'à l'occasion des luttes internes qui, depuis 1973, déchirent les actionnaires du grand quotidien régional de Nancy.

YVES-MARIE LABÉ

Trois ans après sa privatisation

La faillite de FMI coûte 40 millions de francs aux auteurs et producteurs français

France-Média International (FMI) dépose son bilan. Issu de l'audiovisuel public dont elle commercialisait les productions, cette société avait été discrètement privatisée en juin 1987. Deux ans plus tard, son repreneur, le Navigant mixte, la cède à son tour à la Générale de communication et d'image (GCI). Ses pertes représentent le double de son chiffre d'affaires.

C'est la fin de l'une de ces décisions prises par l'audiovisuel français. La fin d'une entreprise mal gérée et malchanceuse, dont la création avait été imposée à un service public récalcitrant. La loi de 1982 prévoyait en effet le regroupement des services commerciaux des chaînes en une société unique de commercialisation des programmes français à l'étranger: FMI. Les télévisions ne l'acceptèrent jamais, vidant très vite le contenu du mandat auquel qu'elles avaient été contraintes de lui abandonner.

La privatisation de 1987, malgré un plan de restructuration draconien, n'arrangea rien. FMI y perdit progressivement la distribution de programmes culturels qu'elle assumait jusqu'alors pour le compte du ministère des affaires étrangères, ainsi que les mandats de commercialisation des chaînes.

En 1989, la Compagnie de navigation mixte jette l'éponge et cède les 61 % du capital de FMI qu'elle détenait avec son allié belge Tractebel, à GCI, une société nouvellement créée. Au terme d'un montage financier compliqué, GCI verse 1,6 million de francs pour son acquisition, mais reçoit en échange 4,1 millions d'apport en compte courant au travers d'une nouvelle structure dont elle détient 70 % et la Météo-Tractebel, les 30 % restants. Autant dire que les vendeurs finissent le rachat. Aujourd'hui, FMI est contrainte de déposer son bilan, ses comptes 1989 - tardivement arrêtés - faisant apparaître un trou de 30 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 14 millions seulement. Les responsables de GCI contestent les conditions de la vente et assignent la Compagnie de navigation mixte en justice. Ils l'accusent notamment d'avoir caché les conclusions d'un audit dénonçant la gestion de FMI.

Sans nier l'existence de l'audit, la Navigation mixte rejette toute accusation de faillite de flux bilans et refuse de faire jouer la garantie de l'Etat en impliquant la Tractebel ont signé lors de la cession de FMI.

Elle a le sentiment que GCI veut lui faire payer son incapacité à trou-

ver les partenaires financiers dont FMI a besoin. La querelle importante n'est pas la chute de la maison FMI (l'audiovisuel public, l'Antenne 2, FR3 et la SFP, toujours actionnaires minoritaires de la société). Et si ce dépôt de bilan n'allait coûter 40 millions de francs - le total des impayés à la fin de 1990 - aux producteurs et créateurs français. Des sociétés d'auteurs, comme le SACEM-SDRM et l'ADAMI, des sociétés de production comme Télécinéma, TéléFrance et Hamsar qui n'avaient pas besoin de cela.

PIERRE-ANGE GAY

Contestant la séparation entre écrit et audiovisuel

Les journalistes CFDT souhaitent maintenir un seul syndicat

Le bureau national du Syndicat des journalistes CFDT vient de se prononcer à l'unanimité pour une abstention pour le maintien d'une structure unique regroupant tous les journalistes au sein de la centrale syndicale. Il conteste ainsi les décisions du dernier congrès de la FTLAC-CFDT (Fédération des travailleurs de l'information, du livre, de l'audiovisuel et de la culture), tenu à la mi-janvier. Ce dernier avait décidé de séparer journalistes de l'audiovisuel et de l'écrit, les premiers rejoignant les employés et techniciens de la radio-TV, les seconds constituant avec techniciens et employés du livre un syndicat de l'écrit.

Le débat sur l'organisation des journalistes au sein de la CFDT n'est pas nouveau: à la fédération et, la confédération, qui souhaitent une organisation par branches professionnelles, les journalistes ont toujours opposé la spécificité de leur métier et la nécessité d'une structure commune. La nouvelle organisation proposée par la fédération n'est pas du goût des journalistes. Dans l'audiovisuel en particulier, où les rapports avec le puissant syndicat des employés et techniciens, le SURT, n'ont pas toujours été faciles, ils craignent de voir leurs problèmes négligés. Le bureau du Syndicat national des journalistes a donc annoncé qu'il proposera la « dissolution pure et simple du syndicat » s'il n'obtient pas rapidement « des garanties concrètes et fédérales quant à l'existence d'une organisation syndicale responsable regroupant tous les journalistes se réclamant de la CFDT ».

VOICI LA PAGE

800. 000 de romans dans l'univers
de l'écrit et de l'audiovisuel.
Dans le sillage de cette révolution,
la musique comme la littérature
sont de nouvelles références.
Plus de 2000 titres de livres
et de films sont proposés.

JAN TIMMER PRESIDENT
PHILIPS

جريدة الصباح

COMMUNICATE

M. Hersant...
de « l'Est républicain »

... Le Monde • Vendredi 25 janvier 1991 17

VOICI LA PAGE LA PLUS BRILLANTE DE LA DECENNIE.



1981, coup de tonnerre dans l'univers du son: Philips invente le Compact Disc et amorce les années laser.
Dans le sillage de cette révolution, plus personne n'écouterait la musique comme avant.
Installant de nouvelles références, mondialement adoptées, Philips ne cesse alors de prolonger les applications de sa découverte.
Viennent successivement:
Le **Laser Disc** (Compact Disc Vidéo), qui ajoute l'image au son laser.
Le **CD ROM** et sa fabuleuse capacité de stockage d'informations.

Le "**Bitstream**" nouveau perfectionnement technologique qui accroît l'excellence du CD Audio.
Mais derrière ces innovations, d'autres se profilent, par exemple: Le **Compact Disc Interactif** (CD Audio + Vidéo + Interactivité) et, enfin, la dernière innovation de Philips: la **Digital Compact Cassette (DCC)**.
Aujourd'hui en décernant à Jan Timmer, président de Philips le titre d'"Homme de la décennie", le Midem 91 consacre certes une success story, mais surtout, il récompense l'action ininterrompue d'une marque attachée à promouvoir les mutations technologiques, pour porter à leur plus haut niveau les standards audiovisuels.

PHILIPS C'EST DEJA DEMAIN

JAN TIMMER PRESIDENT DE PHILIPS, ELU "HOMME DE LA DECENNIE"



PHILIPS

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 23 janvier, sous la présidence de M. François Mitterrand, au palais de l'Élysée. Au terme de ses travaux, un communiqué a été publié. En voici les principaux extraits :

● **Réforme des caisses d'épargne et de prévoyance** (lire page 38.)

● **Sociétés anonymes de crédit immobilier**
Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer a présenté un projet de loi relatif aux sociétés anonymes de crédit immobilier (lire page 30).

● **La situation des approvisionnements pétroliers**
Le ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire a présenté une communication sur la situation des approvisionnements pétroliers (lire page 29).

● **La recherche dans le domaine de l'environnement**
Le ministre de la recherche et de la technologie et le ministre délégué à l'environnement et à la prévention des risques technologiques et naturels majeurs ont présenté une communication sur la recherche dans le domaine de l'environnement (le Monde du 24 janvier).

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au mardi 23 janvier. Elles nous sont communiquées par l'Association des stations françaises de sports d'hiver (A.S.F.S.H.), qui diffuse aussi ces renseignements sur réponse téléphonique au (1) 42-66-64-28 ou par Mini-tél : 36-15 code CORUS.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

HAUTE-SAVOIE

Avoriaz : 30-200 ; Les Carroz-Arèches : 40-80 ; Chamonix : 45-250 ; La Chapelle-d'Audoubert : 25-60 ; Châtel : 25-140 ; La Clusaz : n.c. ; Combloux : 15-120 ; Les Contamines-Montjoie : 40-125 ; Flairol : 45-180 ; Les Gets : 10-90 ; Le Grand-Bornand : 20-90 ; Les Houches : 20-115 ; Megève : 38-120 ; Morillon : 5-80 ; Morzine : 15-100 ; Pralognan : 45-180 ; Les Contamines-Nouvelles : 45-180 ; Arly : 35-100 ; Saint-Gervais : 0-100 ; Samoëns : 5-70 ; Thollon-les-Ménages : 5-90.

SAVOIE

Les Arcs : n.c. ; Arches-Beaufort : 20-170 ; Aussois : 50-100 ; Bonneval-sur-Arc : n.c. ; Bessans : 65-75 ; Le Corbier : n.c. ; Courchevel : 80-120 ; Crest-Voland/Courchevel : 45-100 ; Flumet : n.c. ; Les Méandres : 40-135 ; Méribel : 40-115 ; La Norma : n.c. ; Notre-Dame-de-Bellecombe : 40-120 ; Peisey-Nancroix-Vallandry : 75-175 ; La Plagne (altitude) : 100-200 ; La Plagne (village) : 20-200 ; Palenque-la-Vanoise : n.c. ; La Rosière : 1850 : 85-210 ; Saint-François-Longchamp : 40-110 ; Les Saisies : 35-110 ; Tignes : 122-220 ; La Toussuire : n.c. ; Val-Cenis : 50-140 ; Valfréjus : 40-145 ; Val d'Isère : 100-150 ; Valloire : 40-115 ; Valmeinier : n.c. ; Valmorel : 38-170 ; Val-Thorens : 110-240.

ISÈRE

Alpe d'Huez : 90-280 ; Alpe du Grand-Serre : 40-75 ; Antraine-Oisans : 35-100 ; Arvieux : 50-80 ; Chamrousse : 60-140 ; La Collet-d'Allevard : 35-75 ; Les Deux-Alpes : 45-220 ; Gresse-en-Vercors : n.c. ; Laus-en-Vercors : n.c. ; Méandre

40-90 : Saint-Pierre-de-Chartreuse : 15-40 ; Les Sept-Laux : 30-80 ; Villard-de-Lans : 50-100.

ALPES DU SUD

Auton : 20-100 ; Beuil-Les-Lanès : n.c. ; Briançon : 30-155 ; Isola-2000 : 100-140 ; Montgenevre : n.c. ; Orelères-Merlette : 60-200 ; Les Orres : n.c. ; Pra-Loup : n.c. ; Pey Saint-Vincent : 70-120 ; Risoul : 1850 : 80-110 ; Le Saucy-Super-Sauze : 30-105 ; Serre-Chevalier : 60-150 ; Superdévoluy : 60-120 ; Valberg : 70-85 ; Val d'Allos-le-Sigauss : 45-70 ; Val d'Allos-la-Foux : 45-90 ; Vars : 30-120.

PYRÉNÉES

Ax-les-Thermes : 60-90 ; Barèges : 55-130 ; Caulerets-Lys : 90-230 ; Font-Romeu : 45-75 ; Gourette : 20-140 ; Luz-Ardiden : 50-70 ; La Mongie : 50-70 ; Portet-sur-Nautou : 110-140 ; Pin-en-Vallée : 50-80 ; Saint-Lary-Soulan : 40-80 ; Super-Bagnères : 70-120.

MASSIF CENTRAL

Le Mont-Dore : 0-65 ; Besse/Super-Besse : 20-45 ; Super-Lioran : 35-50.

JURA

Métabief : n.c. ; Mijoux-Lelex-La Féclette : 30-50 ; Les Rousses : 10-60.

YOSGES

Le Bouhonnay : 0-20 ; La Bresse-Hobroek : 0-30 ; Gérardmer : 15-30 ; Saint-Morice-sur-Moselle : n.c. ; Ventron : 0-15.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES.

Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national de tourisme de chaque pays : Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-38 ; Autriche : 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 42-61-50-55 ; Belgique : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57 ; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68 ; Suisse : 11, rue de la Paix, 75001 Paris, tél. : 47-42-45-45.

CORRESPONDANCE

Réponse à Haroun Tazieff

A propos de l'éruption de la Soufrière et d'une lettre de M. Haroun Tazieff, publiée dans le Monde du 22 décembre, nous avons reçu de M. Claude Allègre la lettre suivante :

« Le Monde a publié le 22 décembre la réponse que le journal a donné à la décision judiciaire ayant condamné pénalement à l'inspiration à Haroun Tazieff. Le tribunal a légitimement sanctionné les déclarations de M. Tazieff en indiquant :

« L'outrage ainsi manifesté dans l'expression de ses pensées par M. Haroun Tazieff et l'acharnement mis par celui-ci à stigmatiser le comportement prétendument criminel de la partie civile, excèdent la mesure d'une polémique purement scientifique et traduisent son animosité personnelle à l'égard de Claude Allègre. »

La bonne foi de M. Tazieff n'a pas été reconnue par le tribunal, qui a réparé l'atteinte ainsi portée à mon honneur. Il s'agit sans aucun doute d'une excellente décision puisque le prévenu n'en a pas fait appel, et qu'elle est aujourd'hui définitive.

Toute nouvelle éruption incontrôlée subira le même sort.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5442

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Porte de fraîcheur. II. Nous ramène à la réalité. Qui ne saurait faire le futur. III. Ne reçoit que très peu de monde. IV. Monnaie antique. V. Cité africaine. Est mise à un trafic. VI. Sa font remarquer. VII. Verra sans être vu. Unités de temps. VIII. Peste à Vienne. On en fait très vite le tour. IX. Ouvrage de perles. Futur porteur. X. Conjonction. La troisième personne. XI. Pas bien larges.

VERTICALEMENT

1. Faire la pabe. Obstacle au progrès. 2. Ne donne rien. Devant lui, on peut être ébahi. 3. Naissance d'une nation. 4. Possessif. On li a fait beaucoup perdre pour gagner. 5. Qui s'ennuie à apprendre. Va à la mer. 6. Est souvent pris à la gorge. Est à voir. 7. Rendres moins actif. Mauvais sujet. 8. Note. A une action lente. Bonne place. 9. Font la surprise.

Solution du problème n° 5441

Horizontalement

I. Pianistes. II. Notation. III. Vue ; alté. IV. Un ; se. V. Méprise. VI. Ole ; la. VII. Lord ; se. VIII. Orde ; clou. IX. Galaxie. X. Un ; erre. XI. Escor.

Verticalement

1. Pneumologie. 2. louie ; Oran. 3. Attempé. 4. Ne ; ridoux. 5. Italie. 6. Si ; acier. 7. Toise ; clou. 8. Ente ; iso ; rd. 9. Serrur.

GUY BROUTY

□ Éducation liberté. « Comment aider un être humain à être lui-même ? » Sur ce thème, l'association l'enfant du possible et l'Espace Expression organise un colloque les 2 et 3 février, à l'Unesco, place Fontenay, 75007 Paris. L'enfant du possible, 225, rue des Landes, bati. 1, 78400 Chatou. Tél. : 39-52-00-55.

10	18	19	20	38	30	27
12	13	14	15	16	17	18
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	32
33	34	35	36	37	38	39
40	41	42	43	44	45	46
47	48	49	50	51	52	53
54	55	56	57	58	59	60
61	62	63	64	65	66	67
68	69	70	71	72	73	74
75	76	77	78	79	80	81
82	83	84	85	86	87	88
89	90	91	92	93	94	95
96	97	98	99	100	101	102

CARNET DU Monde

Naissances

— M. et M^{me} Mohamed BENKIRANE ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille,

Kenza

24, boulevard Roosevelt, Casablanca (Maroc).

Pascal BERNHEIM

Alvaro VANEZ ont la joie d'annoncer la naissance de

Raphaël

le 22 janvier 1991.

18, rue de la Grande-Chaumière, 75006 Paris.

— Montigny-le-Reconfort.

Jean-Claude DEBUISSE

et Véronique BLIN, Bernard et Marie,

ont le plaisir d'annoncer la naissance de

Sylvain

le 21 janvier 1991.

Anniversaires de naissance

— Vania

Mathien,

son fils chéri, d'être là depuis le 24 janvier 1990.

— Catherine ALIDIERES

nous a quittés le 23 janvier 1991, à l'âge de trente-deux ans.

Sa famille

Et ses amis

invitent ceux qui l'ont connue et aimée à avoir une pensée ou à prier pour elle.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 25 janvier, à 16 heures, en l'église Notre-Dame-de-la-Merci, à Fresnes.

49, avenue de la Paix, 94260 Fresnes.

22, rue Georges-Clémenceau, 92170 Vanves.

— M^{me} Denise Garrigou

Et ses enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard GARRIGOU,

ancien conseiller général de Montgeron,

survenu le 13 janvier 1991, en son domicile, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu, selon les vœux du défunt, dans l'intimité, le 16 janvier 1991.

80, avenue Pierre-Brossolette, 91230 Montgeron.

— La direction

Et le personnel de l'Institut de sondages Laval,

ont la douleur de faire part du décès de leur patron et ami,

M. Albert LAVIALLE.

Les obsèques ont eu lieu à Saint-Michel-le-Salvator.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Christiane de LENTAGNE

de LOGIVIERE,

née Yvonne Scaudou,

survenu le 22 janvier 1991, à l'âge de soixante et un ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le 28 janvier 1991, à 10 h 45, en l'église de Neuville-sur-Oise (Val-d'Oise).

— M. et M^{me} Francis Lepatre,

M. et M^{me} Thierry Lepatre

et leurs enfants,

M^{me} Fabienne Lepatre,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Georges LEPATRE,

née Alice Eugénie Schulz,

à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

« Ta parole est une lumière sur mon chemin. »

Ps. 119, 105.

137, rue de Longchamp, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Anniversaires

— A ceux qui ont connu et aimé :

Bernard ROSIER,

professeur

à la faculté de sciences économiques de l'université Aix-Marseille-II.

Ses enfants, Bénédicte, Chaire et Marc,

Ses petits-enfants, Delphie, Antoine et Jérôme,

Anne Rosier,

Bernard Salignon et Philippe Bonnet,

Les amis qui l'ont entouré pendant plus d'un an,

Les familles Rosier, Merot, Tronchet, Convers et Babinet,

ont la douleur de faire part de sa mort, survenue le 23 janvier 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 26 janvier, à 14 heures, en l'église de la Madeleine, à Aix-en-Provence.

— Jacques Lassalle,

administrateur général de la Comédie-Française,

La Société des comédiens-français, La troupe,

Le personnel du théâtre,

ont la tristesse de faire part du décès de

Louis SEIGNER,

comédien,

doyen des comédiens-français de 1960 à 1971,

sociétaire honoraire de la Comédie-Française,

survenu le dimanche 20 janvier 1991, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi 25 janvier, à 10 h 30, en l'église Saint-Jacques, 252, rue Saint-Jacques, Paris-9.

(Le Monde du 22 janvier.)

Remerciements

— Le 24 décembre 1990, est décédé

Pierre PERRONO.

Monique, Philippe, Patricia, Pascal, Paola,

sont profondément touchés de toute la sympathie que vous leur avez témoignée en prenant part à leur peine.

Une pensée est demandée pour son anniversaire.

37, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris.

4, Chaussée d'Antin, 75009 Paris.

Avis de messe

— Une messe sera célébrée à l'intention du président

Georges BIDAULT,

le lundi 28 janvier 1991, à 17 h 45, en la chapelle des Jésuites, 42, rue de Grenelle.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiées au Journal officiel du mercredi 23 janvier :

UN DÉCRET

N° 91-82 du 14 janvier 1991 portant statut particulier des corps de l'administration scolaire et universitaire de l'enseignement agricole.

Anniversaires

— En ce quinzième anniversaire de la disparition brutale de

M. Paul CHALANSET,

Son épouse

Et ses filles

souhaitent que ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé, gardent toujours de lui un souvenir ému.

Communications diverses

— Professions libérales :

Faut-il avoir peur de l'Europe ?

Le Club 92 organise, sur ce thème, le jeudi 31 janvier 1991, à 19 h 30, au Palais du Luxembourg, un dîner-débat avec : Pierre Castagnon, délégué interministériel aux professions libérales ; François Bedel de Buzareingues, président de la conférence des libéraux ; Jean Martel, président de la commission nationale des conseils juridiques ; Jacques Moulio, secrétaire général du Conseil national de l'ordre des médecins ; Bernard Cohen-Hadad, secrétaire général du Club 92.

Renseignements et inscriptions : Club 92. Tél. : 42-40-22-38.

Soutenances de thèses

— Université Paris-III, Sorbonne nouvelle, le vendredi 25 janvier 1991, à 9 heures, M. Richard Dedominici :

« Gabriele d'Annunzio et son théâtre : dramaturgie, écriture, pensées »

— Université Paris-I, Panthéon-Sorbonne, le vendredi 25 janvier, à 9 h 30, M. Joseph-Marie Essomba : « Le fer dans le passé des sociétés du Sud-Cameroun »

— Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), le vendredi 25 janvier, à 14 heures, M^{me} Marianne Carroue : « La négation implicite en allemand »

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 25 janvier, à 9 heures, M. Patrick Wmler : « La sociologie et les représentations du lien social »

— Université Paris-V (René-Descartes), le vendredi 25 janvier, à 14 h 30, M^{me} Alexandra Andriasson : « Étude de processus identitaires des jeunes issus de l'immigration : enquête auprès d'une population grecque dans divers pays d'Europe et de retour en Grèce »

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-23-94 ou 40-65-23-96

Les avis peuvent être insérés

LE JOUR MEME

Journal

LIVRES • IDEES

L'hypothèse du tableau raconté

Quarante-sept récits de Claude Esteban, inspirés par les œuvres d'Edward Hopper

**SOLEIL
DANS UNE PIÈCE VIDE**
de Claude Esteban.
Flammarion, 204 p., 99 F.

Peut-on écrire à partir de l'œuvre d'un peintre sans pour autant le faire sur elle, ou sur l'artiste, et aboutir, par surcroît, à une sorte de suite romanesque composée de chapitres très brefs, à la fois indépendants et complémentaires ? La preuve en est faite avec ce recueil de quarante-sept récits qu'antant de tableaux d'Edward Hopper ont inspiré à Claude Esteban.

Lorsque Valéry observe que la cause première d'un ouvrage d'art peut être qu'un désir qu'il en soit parlé, ne fût-ce qu'entre un esprit et lui-même, il conclut que « tous les arts vivent de paroles », que « toute œuvre exige qu'on lui réponde : Otez aux tableaux la chance d'un discours intérieur ou autre, aussitôt les plus belles toiles du monde perdent leur sens et leur fin ».

Claude Esteban — onze recueils de poèmes à son actif, ainsi que des essais sur la peinture, la sculpture, la poésie (1), des traductions de Jorge Guillén, d'Octavio Paz, de Borges ; et, enfin, une manière d'autobiographie partielle (2), réduite au seul problème du bilinguisme qui fut longtemps le sien, pour avoir appris en même temps à parler dans le français maternel et l'espagnol paternel — Claude Esteban, donc, a mieux fait que de « répondre » aux toiles de l'Américain : son imagination, en effet, accorde aux figures qui les peuplent, un passé qui pourrait bien être le leur, et comme une mémoire de l'avenir.

Aussi substitue-t-il son récit hypothétique à la seule sensation des couleurs et des formes auxquelles s'en tient l'amateur désinvolte, redonnant de la sorte aux

personnages la liberté d'errer que le pinceau, en les fixant dans l'instant, leur a enlevée à jamais.

On a beau vivre et se mouvoir parmi les choses que l'on voit, on n'en perçoit que leur part de rêve, de même qu'en regardant un tableau, ce qui nous obsède.

De toute évidence, Hopper hante Claude Esteban, écrivain qui atteint, ici, au comble de l'intimité créatrice du peintre, le rejoignant à ce moment d'avant la toile où, à la faveur d'un arôme de café, d'un bruissement de feuilles, une image saisie jadis remonte à la conscience tel le poisson à la surface de l'eau où la mie de pain qu'on a jetée gonfle.

Pourquoi pas cette femme qui enfonce une touche du piano tandis que son mari lit le journal ? Que regardent ces êtres plats ? A quoi songent-ils ? Sur la route du néant, ils ont fait une pause, et les voilà dans une chambre d'hôtel. Ils auraient tant à se dire, et pourtant, leur voix ne franchit pas les lèvres : trop tard.

*Avant le passage
de l'express*

De même que le peintre a restitué le velouté de la lumière ou d'un tissu par de petites touches ou bien par de larges coups de pinceau, Esteban décrit — ou « écrit » — la scène peinte, au moyen de mots précis et, parfois, de longues phrases. Mais la justesse de la posture des personnages dans le décor et l'état psychologique qui s'en dégage, il fallait — pour en être sûr — connaître déjà le secret que l'écrivain dévoile ou qu'il rappelle en imaginant leur vie de couple, leurs pensées ruminées en silence, leur hostilité tacite, et des lambeaux d'espoir, des fantômes d'action, l'incertitude du lendemain, la tombée de la nuit.



Claude Esteban : une mémoire de l'avenir.

Il arrive aussi que le contemplateur s'arrête devant une composition toute en rectangles, carrés et angles formés par la rencontre de deux ou trois surfaces planes, mesurables par des équerres et des compas, où l'espace obéit à une répartition équilibrée par des horizontales que des verticales à leur tour étagent, et qui fait songer de prime abord à un concile de théologiens. Avant d'y voir un quasi de gare désert avec un wagon à l'arrêt, un chariot vide, une ville massée au-delà, dans ce jeu de proportions et de symétries.

Comme pour un peu s'en moquer, un trapèze de lumière

investit le premier plan : le petit jour qui arrive par derrière le spectateur, et qui hésite, en revanche, à percer les nuages bas où se profilent les campaniles de nos temples — les cheminées cylindriques des usines, lesquelles, soudain, se disputent notre regard. Le peintre a congédié les figures et les couleurs habituelles de sa palette : o'y restait qu'un ocre grisâtre, des bruns rouillés, le bleu acier d'une nuit qui s'attarde dans un ciel bas.

Ce que les mots de l'observateur nous permettent de mieux saisir en l'occurrence, n'est pas seulement la solitude d'une ville

ensommeillée, ou morte, qui sait ? mais la mélancolie des perspectives bouchées, et aussi l'imminence de la vie qui reprendra, avec ses querelles entre hommes, le chargement ou le déchargement des marchandises, et les ordres d'un chef criant de faire vite pour que le train parte à l'heure, avant le passage de l'express.

Edward Hopper est né à Nyack, au bord de l'Hudson, en 1882, et il est mort, dans son atelier de New-York, en 1967. Aussi loir qu'il s'en souvint, il se voyait en train de dessiner. Il suivit des études à l'Ecole des beaux-arts — pas la parisienne, — et fit deux séjours à Paris. Le premier, en 1906, dura toute une année ; le second, à peine un trimestre, trois ans plus tard. Il logeait au 48 de la rue de Lille, dans l'immeuble appartenant à l'Eglise évangélique baptiste.

De son propre avouer, il lui fallut dix ans pour se remettre de l'Europe. A Paris, il n'avait guère fréquenté les ateliers, encore moins les cercles intellectuels : « J'avais entendu parler de Gertrude Stein, convenait-il, mais je n'étais pas assez important pour qu'elle me connaisse ».

Eut-il comme ancêtres de son goût et de sa manière, comme il en était persuadé, les Impressionnistes ? On o'abondera pas dans son sens. Parmi les Français, c'est de Courbet, Cézanne — qu'il trouvait « sans substance » par rapport au premier, — Degas, Marquet, qu'on risque de déceler des traces dans bien de ses tableaux.

Hector Bianciotti
Lire la suite page 23

(1) Critique de la raison poétique, Flammarion, 1987.
(2) Le Partage des mots, Gallimard, 1990.

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Tout arrive à temps

Les jeux cruels du temps et du rendez-vous que l'on croit manqué sont au cœur de la Bête dans la jungle, de Henry James et du nouveau roman de Didier Decoin, le Femme de chambre du Titanic.

Page 22

ESSAIS

Charles-le-pic et François-le-fleuve

En comparant de Gaulle et Mitterrand, Alain Duhamel ne cède pas seulement à l'attrait de la rhétorique, il propose aussi un essai plaisant qui éclaire l'histoire de la V^e République.

Page 26

LA BANDE DESSINÉE

Querelle de salons

Le Salon International de la BD d'Angoulême entre dans sa majorité. Sa 18^e édition a lieu du 25 au 27 janvier sur fond de difficultés financières, de désaccords avec son homologue grenoblois et de crise morale rampante. Au Japon, en revanche, la BD est devenue un véritable phénomène de société.

Page 27

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Un entretien avec Carlos Fuentes

L'écrivain mexicain présente son nouveau — et imposant — roman comme « un dialogue, un jeu de miroirs avec Terra Nostra, à cause du langage qui est au cœur des deux livres ». Dans Christophe et son œuf, Fuentes crée une langue métissée pour un livre qui est un nouveau plaidoyer pour le genre romanesque.

Page 28

Fontenelle, le séducteur

Croquis d'un des premiers incroyants de notre littérature

Par Jacques Laurent
de l'Académie française

L'ENTREMETTEUR
Esquisses pour un portrait de M. de Fontenelle
de François Bott.
PUF, « Perspectives critiques », 110 p., 65 F.

Critique que l'actualité sollicite chaque jour, François Bott a une vie secrète qu'il mène à plusieurs siècles du nôtre, au dix-huitième et aussi au dix-septième. Grâce à lui, nous retrouvons des écrivains que nous ne connaissons pas assez ; ils deviennent nos familiers, nos inséparables. Ainsi en sera-t-il de Fontenelle.

Celui-ci est ainsi expédié par Larousse : « Fontenelle (Bernard Le Bovier de), écrivain français (Rouen 1657-Paris 1733). Neveu de Corneille, il se fit une réputation de bel esprit et dut sa célébrité à ses traités de vulgarisation scientifique (Entretiens sur la pluralité des mondes, 1686). (Acad. fr.). » Or, dans l'Entremetteur, François Bott nous offre un Fontenelle qui n'est pas à se faire une réputation de bel esprit car il en était un, et un vulgarisateur qui, contrairement à ses congénères, découvrait et imposait des idées.

Mais procédons par ordre. D'abord la longévité. De tous les « immortels », il fut le seul à devenir centenaire. Né au milieu d'un siècle, il meurt au milieu du suivant, singularité qui inspire à Bott ces liges exquises : « Il avait longtemps pratiqué la

société du dix-septième siècle. Aussi, dans les salons des Lumières, il racontait qu'il s'était trouvé, l'autre jour, chez M^{me} de La Fayette et qu'il avait admiré l'entrée de M^{me} de Sévigné. L'instant d'après, avec le même naturel, il pouvait s'enquérir de la santé de M^{me} de Desfroid, laquelle souffrirait bientôt d'insomnies et d'asthénie cette façon d'allonger sa vie ». Tant pis si cette autre épistolaire n'était pas encore née quand M^{me} de Sévigné quitta notre planète ! Ecrire sur Fontenelle, c'est se promener parmi les chers fantômes de la littérature française que je préfère.

« Les intolérances de la raison »

François Bott se garde de nous administrer une biographie ; de cette longue vie, il nous donne des croquis alertes, des aquarelles rehaussées à l'encre de Chine. Fontenelle ne prenait pas sa vie au sérieux, Bott n'est pas tenté de le contredire.

C'est avec des phrases transparentes qu'il nous redit l'enfance romanesque de son héros, les menus déboires d'une arrivée à Paris où il est soumis à l'humeur grincheuse de son oncle Corneille, le dernier nostalgique de la féodalité.

Avec la même légèreté, l'auteur effleure les aventures libertines d'un homme qui ne prenait pas l'amour plus au sérieux que la vie, et qui « rejetait les intolérances de la raison comme celles du sentiment ».

Mais Fontenelle prenait au sérieux la pensée même s'il l'exprimait avec grâce, et si dans ses Entretiens sur la pluralité des mondes (1) il usait de l'astronomie pour séduire une marquise.

François Bott prend également au sérieux la pensée de Fontenelle lors même qu'il la traite avec enjouement. Elle doit beaucoup à Montaigne, encore plus à Descartes et à Copernic, mais Montesquieu, Voltaire, les encyclopédistes seront ses débiteurs.

Quand Voltaire a écrit que Fontenelle avait été entendu par les ignorants et admiré par les savants, il aurait pu ajouter que ce philosophe mondain avait réussi à troubler les bien-pensants. Sans doute fut-il l'un des tout premiers incroyants de notre littérature. Il n'avait même pas besoin d'un être suprême parce qu'il préférait comprendre à croire. En feignant de railler les fables exotiques c'était la fable chrétienne qu'il atteignait. Il y a des hommes de tradition, Fontenelle n'en était pas un.

Nul ne fréquente impunément les siècles où la prose française culmine, et l'écriture de Bott est un délice ; sûre aussi bien lorsqu'elle est narquoise que lorsqu'elle est émue, elle ajoute, avec une originalité naturelle et imprévisible, un ton nouveau aux vertus du siècle du Roi-Soleil et du siècle des Lumières. Fontenelle a plu à Bott, qui

aurait plu à Fontenelle, et tous deux nous enchantent.

L'Entremetteur se lit avec allégresse en un temps où le langage des politiques et des militaires nous accable et où, comme il est dit dans les Entretiens sur la pluralité des mondes, la Terre est « une grosse planète qui va par les cieux toute couverte de fous ».

Cet ouvrage ancien est publié en même temps que le jeune Entremetteur ; nous avons de la chance.

(1) Les Editions de l'Aube publient les Entretiens sur la pluralité des mondes, préface de François Bott, 138 p., 69 F. D'autre part, une biographie de Fontenelle par Alain Niderst sortira chez Pion le 15 février.

Une nouvelle collection :
"Morales"

Autrement

En librairie : 98 F.

DERNIÈRES LIVRAISONS

BIOGRAPHIE

EVE et JEAN GRAN-AYMERIC : *Jane Dieulafoy, une vie d'homme*. — Écrivain-archéologue, aussi à l'aise dans un habit de franc-tireur que dans un salon littéraire, Jane Dieulafoy (1851-1916), la « dame qui s'habillait en homme », est une figure pittoresque de la fin du dix-neuvième siècle. Cette biographie complète les trois volumes de ses récits de voyages réédités l'an dernier chez Pléiade (voir le Monde des livres du 13 juillet 1990), ainsi que ne l'indiquent pas les auteurs de l'ouvrage. Préface de Jacques Hergon. (Perrin, 318 p.)

ESSAI

BERNARD MIEGE (sous la direction de) : *Médias et communication en Europe. Interrogations sur un phénomène pluridimensionnel*. — La communication est devenue, selon Bernard Miege, un élément-clé des réorganisations en cours dans les sociétés européennes. Le Groupe de recherche sur les enjeux de la communication de l'université Grenoble-II, dont il est le cofondateur et le directeur scientifique, a organisé en décembre 1989 un séminaire sur ce thème, qui est à l'origine de ce livre (Presses universitaires de Grenoble, BP 47 X, 38040 Grenoble Cedex, 347 p., 130 F.)

HISTOIRE

ANDRÉ CLOT : *Mehmed II. Le conquérant de Byzance. 1432-1481*. — Une biographie du souverain qui conquiert Constantinople en 1453, y installe sa capitale et organise l'Empire ottoman, alors à l'apogée de sa puissance. (Perrin, 332 p., 130 F.)

ALEXIS DE TOCQUEVILLE : *Œuvres et discours politiques*. — Dernier des trois volumes consacrés aux notes et discours politiques de Tocqueville, dans la collection des œuvres complètes en cours de publication, ce recueil porte sur la II^e République, qui fit de Tocqueville un éphémère ministre des affaires étrangères, de juin à octobre 1849. Texte introduit, établi et annoté par André Jardin (Gallimard, 492 p., 195 F.)

PIERRE DE L'ESTOILE : *Mémoires-journaux (1574-1611)*. — Voici réédités dans leur intégralité les *Mémoires-journaux* de Pierre de l'Estoile, humaniste, écrivain, historien, sous les règnes de Henri IV et de Louis XIII. Son œuvre, chronique mondaine, politique et sociale, est riche d'informations sur la cour et la vie quotidienne des Parlelens. Reproduction intégrale et actualisée de l'édition Jousset et Lemerre. (Tallandier, 12 volumes de plus de 5 000 p., 1960 F.)

DIODORÉ DE SICILE : *Naissance des dieux et des hommes*. — Introduction, traduction et notes par Michel Casassus. Cette « introduction » à l'histoire universelle, du sicilien Diodore, contemporain de César, demeure une des principales sources historiques et mythologiques pour l'étude du monde ancien. Préface de Pierre Vidal-Naquet. (Éditions « Les Belles Lettres », 230 p., 125 F.)

PHILOSOPHIE

Ouvrage collectif : *Bergson. Naissance d'une philosophie*. — Actes du colloque de Clermont-Ferrand, 17 et 18 novembre 1989. A l'occasion de la commémoration du centenaire de l'Essai sur les données immédiates de la conscience, onze universitaires abordent différents aspects de l'œuvre du philosophe. (PUF, 157 p., 135 F.)

POÉSIE

STÉPHANE MALLARMÉ : *Pour un tombeau d'Anatole*. — L'esquisse en deux cents feuillets d'un poème posthume inspiré par la mort d'Anatole, fils de Mallarmé, à l'âge de huit ans, le 6 octobre 1879. Une longue méditation funéraire où le poète tente de conjurer « le malheur en soi que ce petit être ne soit plus ». Cette édition, due à Jean-Pierre Richard, avait paru en 1961 (Seuil, 312 p., 150 F.)

RELIGIONS

MOÏSE MAIMONIDE (et Rachi, Rabbénou Yona, le Maître de Prague, Rabbi Hayim de Volozhine) : *Commentaires du Traité des prières (Pirke Avot)*. — Cinq grands penseurs juifs proposent leur lecture du *Traité des prières*, somme des maîtres fondateurs du judaïsme, recueilli au deuxième siècle par Rabbi Juda Hanesse. Traduit de l'hébreu, annoté et introduit par Eric Smilgitch. (Verdier, Collection « Les Dix Paroles », 294 p., 150 F.)

CONCILIUM

REVUE INTERNATIONALE DE THÉOLOGIE 232

1492 - 1992

LA VOIX DES VICTIMES

CINQUIÈME CENTENAIRE DE LA CONQUÊTE DE L'AMÉRIQUE

LE CAHIER 70 FF

BEAUCHESNE

72, rue des Saints-Pères 75007 PARIS

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :

LIBRAIRIE

LE MONDE DU LIVRE

80 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS

75006 PARIS

(1) 43.25.77.04

Code Minitel : 3615 MDL

Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE

récompense chaque année l'auteur de préférence encore inconnu.

d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées.

Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre

sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du

11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable

promotion auprès de tous les médias.

Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraire

Les manuscrits sont à adresser à

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR

17, rue de Gallée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

EN BREF

Actualité de Sartre. — Des journées d'études sont organisées les 25 et 26 janvier à partir de 9 h 30 dans la grande salle de l'Ecole normale supérieure (48 bd Jourdan, 75014 Paris) sur le thème « Actualité de Sartre », avec la participation de Georges Labica. (Reus, 42-03-06-35).

Lire les sciences sociales. — L'Institut de recherches sur les sociétés contemporaines organise le 31 janvier, de 10 h à 12 h, des rencontres autour des livres de Christophe Charle, *Naissance des intellectuels*, et de Martio Warnke, *L'artiste et la cour*. Présentation par Gérard Mauger et Louis Ploché. IRSC, 59-61, rue Pouchet, 75017 Paris.

Rectificatif. — Dans notre article sur le Proust de Beckett (le Monde des livres du 4 janvier 1991), un lapsus nous a fait transformer l'adjectif « sévère » en « catholique » pour qualifier le Trinity College de Dublin, dont Beckett était étudiant (incroyant, élevé dans une famille protestante).

Rectificatif. — Contrairement à ce que nous avons indiqué dans l'article de Philippe Sollers consacré à Vladimir Nabokov paru dans « le Monde des livres » du 18 janvier, la traduction de la *Défense* de Loujine qui reparait en « Folio » (n° 2217) a été revue par Bernard Kreise et non par Dimitri Nabokov.

LA BÊTE DANS LA JUNGLE

de Henry James.
Traduit de l'anglais
par Fabrice Hugué.
Critérion, 94 p., 69 F.

LA FEMME DE CHAMBRE DU TITANIC

de Didier Decoin.
Seuil, 330 p., 110 F.

ON ne s'attend pas toujours à ce qui nous arrive et il arrive qu'on attende beaucoup quelque chose (ou quelqu'un) qui ne vient pas. Ou qui s'accomplit sans qu'on l'ait vu venir, ce qui est peut-être pire. Ces lapalissades, les amoureux les connaissent de longue date et, si nous enfonçons avec autant de paisible désinvolture des portes aussi largement ouvertes, ce n'est pas sous l'effet d'un peu de lassitude — bien légitime — mais dans l'éclairage revigorant que deux lectures récentes et concordantes apportent à ces vérités simples.

Les éditions Critérion ont l'excellente idée de publier sous une jolie couverture une nouvelle traduction de *La Bête dans la jungle*, de Henry James, ce court roman qui, avec *l'Image dans le tapis*, constitue un de ses chefs-d'œuvre les moins contestables. Tout y commence par la rencontre dans le cadre du château de Weatherend, par une belle fin d'après-midi, de May Bartram et John Marcher. Les retrouvailles, plutôt, car il se sont déjà connus en Italie, plus tôt, ont dû ébaucher un flirt extrêmement platonique. Le plus important de leur première fréquentation se déroula à bord d'un bateau dans la baie de Sorrente, quand Marcher confia à May un certain secret. S'en souvient-il ?

Quel secret ? Il ne voit pas. Mais si, celui qui gouverne toute son existence, « celui qui explique tout ». Depuis toujours John Marcher est persuadé qu'il est voué à un destin exceptionnel, que quelque chose va lui arriver, d'extraordinaire et dangereux, un événement terrible qui va tout bouleverser soudainement et donnera un sens à sa vie. Il ne sait quoi au juste, ni quand cela peut advenir, mais il est cependant empêché de se marier pour cela : « Il lui était impossible de proposer à une femme une existence troublée par l'obsession qui l'habitait sans relâche et cette impossibilité faisait son tourment. Quelque chose se tenait embusqué quelque part le long de la longue route sinueuse de son destin comme une bête à l'affût se tapit dans l'ombre de la jungle, prête à bondir. Il importait peu de savoir qui, de lui ou de la bête, mourrait mais il était clair qu'elle bondirait immanquablement et il était clair aussi qu'un homme un peu délicat ne devait pas se mettre en position d'être accompagné d'une dame pour aller à la chasse au tigre. »

EN lui rappelant ce secret — qu'il n'a confié qu'à elle et qu'elle n'a répété à personne — May s'engage dans un pacte singulier avec John ; elle ne sait pas plus que lui, et pour cause, en quoi consiste le danger, mais elle accepte comme il le lui demande de rester « aux aguets » avec lui — le *Regard aux aguets* est un autre titre fameux de James — dans l'attente invraisemblable de la catastrophe qu'elle pressentira peut-être mieux que lui.



Didier Decoin : dans la veine du grand roman populaire

Tout arrive à temps

James, en raison d'un inconvénient physique, s'était cru inapte au mariage — ou avait-il voulu le croire — et ses œuvres abondent en personnages irrésolus qui ne concluent pas ces fiançailles évidentes, ces noces si bien cousues de fil blanc qui se présentent à eux et leur vie durant ne cessent de manquer les occasions, les rendez-vous, d'échouer, en apparence. C'est-à-dire de réussir à sauver ce qu'ils veulent profondément : ne pas choisir.

En l'occurrence, May Bartram a compris avant John Marcher en quelle jungle était tapie l'épouvante : la bête, c'est elle-même, cette femme, cette chance qu'il ne peut ni ne veut saisir. Elle s'offre et il ne le voit pas, elle meurt et il comprend, non pas trop tard, mais à temps : « La bête avait bondi parce qu'il ne devinait pas et May Bartram s'était alors détournée de lui, désespérée, et le trait avait été tiré là où il fallait qu'il le fût. La crainte qu'il avait nourrie s'était ainsi justifiée et son destin s'était accompli. Il avait échoué exactement là où il devait échouer. »

DES jeux cruels du temps et du rendez-vous que l'on croit manqué, se retrouvent dans le roman de Didier Decoin *La Femme de chambre du Titanic*, dont le titre laisse entendre le carillon sinistre de la catastrophe : on se pense instruit avant les malheureux personnages dont elle va envelopper les vies, et plein d'une indulgence curieuse de leurs déboires annoncés.

Decoin n'a pas les grâces mélancoliques où les analyses longuement pesées du plus européen des écrivains que l'Amérique ait produits. Au contraire, son roman, qui va sur les mêmes brisées, s'ouvre en force et vigueur par une belle scène de western :

quelque part sur un port français de la mer du Nord, en 1912, un docker est en train de remporter le concours annuel du meilleur docker du port ; l'exercice, tout en doigté, consiste à porter sur ses épaules un jeune veau pissant, meuglant et se débattant, sur un nombre absurde de kilomètres de quai glissant, à monter par une passerelle étroite et branlante à bord d'un navire et à déposer l'animal dans le rond dessiné sur le pont à cet effet.

Cela fait cinq ans que le puissant Horty — c'est le nom sans prénom de notre homme carré — gagne cette course dont le prix est tout simplement le veau lui-même. Sa femme, la petite et disgracieuse Zoé, s'apprête à découper l'animal pour en faire toutes sortes de conserves à domicile, dans leur petite maison à volets bleus, quand Horty revient et lui fait ranger ses couteaux et ses bassines. Cette année, les armateurs qui organisent et dotent cette course ont changé la nature du prix. Plus de veau, un voyage à la place. Horty est invité à Southampton, logé et nourri, pour assister à l'appareillage du plus grand bateau du monde, le *Titanic*.

La première astuce de Decoin — il en a beaucoup d'autres dans ce livre fertile en rebondissements et en trouvailles qui témoignent d'une imagination puissante dans la veine du grand roman populaire qu'on ne lâche plus après l'avoir commencé — est de ne jamais nous montrer le *Titanic*, morceau de bravoure épique trop facile qu'il préfère laisser comme un fantôme dans le décor, un dieu géant jamais perçu, pour s'attacher au contraire aux aspects les plus poignants et les plus économes des petites gens qui s'agitent dans son ombre immense.

La tristesse de Zoé, l'embaras de Horty, qui ne sait comment se vêtir, se comporter, débarque à Southampton dans un hôtel bondé où la patronne capricieuse lui fait comprendre qu'il doit céder son lit, par courtoisie, à une jeune Française trempée par la pluie et qui n'a pas de logement : elle est pitoyable cette Marie Diotret ruisselante qui doit prendre le lendemain son service comme femme de chambre à bord du *Titanic*. Il n'a pas tellement envie de partager son prix avec elle, mais elle est si touchante qu'il n'a pas le cœur de lui refuser ces quelques heures de repos.

Comme Horty a l'air honnête, elle lui propose de passer la nuit dans son lit, à ses côtés, et, quoi qu'il en soit, ils ne font qu'y dormir sagement. Au matin ils ont juste le temps de laisser un Chinois prendre une photo de Marie dans un décor de carton et se séparent, elle à bord du monstre, lui sur le ferry vers la France. Trois jours plus tard, la photo de Marie arrive au bistrot de La Tête d'écaillé où les dockers et les marins passent le plus arrosé de leur temps et où Horty a déjà commencé de raconter chaque soir sa nuit de Southampton, une nuit toute différente de la réalité, une nuit d'amour vibrant qui remue l'âme de son rude auditoire ; d'autant plus lorsqu'on apprend le naufrage du *Titanic* et, par voie de conséquence, de l'affolante femme de chambre.

A la photo de Marie va prendre une place croissante au fur et à mesure que le destin du docker se verrouille. Il la cache sous sa chemise, l'accroche sous les lampes du café. Il la vend, la regrette, la reprend et, quand il rencontre Zeppé, un impresario vénitien qui s'intéresse à son histoire et à la manière infatigable qu'il a de capter les foules, il en fait faire un agrandissement, « grandeur nature », ce qui n'est pas commode à partir d'un petit cliché.

« Zeppé éprouvait une sorte de malaise à voir le visage de Marie, s'enfoncer sous le liquide, en ressortir ruisselant, sans que ses yeux grands ouverts aient seulement cillé. Il ne put s'empêcher de penser qu'elle avait peut-être été ainsi durant tout le temps qu'elle avait mis à glisser dans les profondeurs de l'océan. » Une dame floue, s'excuse le photographe (« à croire qu'on la regarde après avoir pleuré »), que l'on colle sur un panneau de bois pour accompagner, de café en estrades diverses et jusque sur la scène de quelques théâtres, le docker et son récit sensuel et lugubre. Le succès ne se dément pas, le docker est devenu un véritable possédé du music-hall, un clown à l'envers, jusqu'au jour où... vous verrez bien.

Tout bascule, et c'est la même chose. Pour tout le monde, Horty a échoué. Il n'a pas fait l'amour avec la femme de chambre dans les heures et la chambre qu'ils ont partagées, il ne fait que délier interminablement depuis. Et alors ?

Cette litanie répétée de soir en soir, ce fantasme dilaté, « agrandi » lui aussi — et bien plus que nature, — cette étroitesse par les mots et le rêve, c'est peut-être dans son cas la réalité la plus solide, le seul temps possible de l'amour.

Capitaine Bosquet

LE GARDIEN DES POÉSIES
DE LA POÉSIE
FRANÇOIS-MICHEL VIELA
1991

CAPITAINE DE L'ABSURDE
1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

1991

Histoire mémoire

Capitaine Bosquet

LE GARDIEN DES ROSÉES
d'Alain Bosquet.
Ed. Gallimard, 180 p., 98 F.
EFFACEZ-MOI CE VISAGE
d'Alain Bosquet.
Ed. de La Différence, 40 p., 49 F.
CAPITAINE DE L'ABSURDE
d'Alain Bosquet.
Ed. Le Cherche-Midi, 30 p., 68 F.

Personne ne peut donner une définition de la poésie. Alain Bosquet le sait. Aussi, au lieu de s'engager dans un long discours « poétique » qui serait l'otage de lui-même, préfère-t-il — pour tenter de cerner le rôle capital que la poésie a joué dans son existence — lancer dans le *Gardien des rosées* une série d'éphémères qui ne sont pas une suite de sentences impérieuses, mais plutôt un semis d'interrogations où le doute le dispute à la foi.

Alain Bosquet s'inquiète de constater combien le poète est toujours dépassé par son poème, qui semble « se rédiriger lui-même ». Lorsqu'il se risque à relire l'un d'eux, il se sent dépossédé de ce qu'il a écrit, ramené à l'état d'« accessoire », et il manifeste sa rébellion contre les mots qui, une fois inscrits sur les pages, l'exilent : « A peine écrit, mon poème me dit : efface-toi... Il n'y a pas de place pour nous deux. » Dans cette guerre amoureuse qui l'oppose à sa création, l'essai de résister et d'échapper à la puissance dévorante du poème, ce « *œuvre soignée* » qui, à chaque syllabe, lui saute à la gorge ».

L'éternel malentendu

Pourtant, confronté au désert de la vie, il reconnaît qu'il a besoin du verbe et qu'il mourrait de perdre les mots qui lui servent d'« asile ». Il rêve de se laisser engloutir en eux, d'y noyer ses manques et ses infirmités : « En moi, tout est tragique... Alors, par lâcheté, je deviens une phrase... » Ce monde qu'il reconstruit, il peut, à l'infini, le remanier — lui, qui s'engageait à ne pas se laisser engloutir par ce soit de son existence. « Je traduis la rosée, je corrige un oiseau... Je démontre à la fleur qu'elle est une autre fleur... »

Il aimerait devenir un simple organe du monde et, pour se soustraire aux tourments de la pensée, il aspire à une sorte de suicide minéral, à une chute dans l'inconscience de

la matière. Aimant peut-être les choses plus que les êtres, il voudrait être instinctif « comme l'arbre ou la neige ou le serpent qui dort ». S'il se voue à une telle adoration des pierres, des plantes et des étoiles de mer, n'est-ce pas, comme il l'explique dans des aveux lapidaires, de tristesse lucide — il ne se supporte pas. Condamné à faire « *âme à part* », il a toujours été incapable de surmonter l'éternel malentendu qu'il a avec son être. Il n'est jamais parvenu à se frayer un chemin entre les douceurs de la vie et le désespoir de vivre, l'extase et l'épouvante, l'innocence et le dégoût.

Se sentant « *trop enfant ou trop adulte* », il n'a cessé de vagabonder en lui-même sans parvenir à se trouver. Il ne sait pas que s'il se rend « *imaginaire* » à ses propres yeux : il oublie ainsi le déclin de son corps qui, revêtu par l'âge, accompli avec peine, dans l'ombre du désir déchu, « *un pas pour vivre, un pas pour regretter la vie* ». « *Même me pauvre me met dehors* », dit-il, dans un accès de mélancolie écarbée.

D'où la fascination triste qu'il éprouve envers les peintures de Francis Bacon, auxquelles il dédie, aujourd'hui, un beau recueil : *Effacez-moi ce visage*. Alain Bosquet sait, avec une acuité meurtrière, évoquer, chez Bacon, les voyages de la chair qui, désertant ses points d'attache, paraît dériver loin d'elle-même quand, « *doigt après doigt, la main quitte la main, le genou gauche dément le droit* ».

Dans ces trente-quatre poèmes, vibrant d'un lyrisme âpre, Alain Bosquet célèbre les corps écartelés, comme crucifiés sur eux-mêmes, qui, privés, dans leur absolue solitude, « *de pensées, de devoirs et de droites* » semblent implorer la haine d'une image fixée d'eux-mêmes. Peut-être leurs gestes, tremblants d'une colère épuisée, sont-ils les reflets des révoltes lésées d'Alain Bosquet, dont l'ultime philosophie serait un « *totalisme de la rage* ». Seule l'admiration qu'il nourrit envers les maîtres de l'art — Beethoven, Vermeer, Saurat, Rilke... — lui permet, tel un capitaine de l'absurde, de dominer le néant et de ne pas sombrer dans l'obscurité délectation de la fin des choses, car « *cesser d'admirer, c'est déjà mourir* ».

Jean-Noël Pancrazi

« Folle réédition du récit autobiographique d'Alain Bosquet : *Lettre à mon père qui aurait eu cent ans*, 278 p.

Dominique Rolin et les délices du mot

Un volume d'articles et de courts essais de l'écrivain : un parcours esthétique, sensuel et poétique

UN CONVOI D'OR DANS LE VACARME DU TEMPS

de Dominique Rolin.
Ramsay/Le Coran, 194 p., 118 F.

Pour Dominique Rolin, qui a publié son premier roman, *Les Marais*, en 1942 (1) et n'a jamais depuis failli à sa discipline d'écriture quotidienne, observer le monde, c'est évidemment, et en premier lieu, le mettre en mots. « On n'aimera jamais assez les mots, corps vivants moulés par le flux de l'espace et du temps (...). Ils se réinventent à chaque époque en refusant l'étaffoir de la linguistique » : ce sont les premières lignes de « *Faire l'amour et Fragonard* », l'article ouvrant le recueil qui sort aujourd'hui sous le titre *Un convoi d'or dans le vacarme du temps*.

Quelle parole de Roger Van der Weyden, de Jean-Luc Godard, de Chénier, de Florence Gould, d'Eugène le chanteur de Venise, du sentiment de l'exil ou de la gloire, Dominique Rolin a le même regard aigu, dépourvu de préjugés et de morale. Elle a la bienveillance de ceux qui aiment la vie, ses hasards et ses folies — ce qui n'exclut pas, bien au contraire, une féroce lucidité. Elle sait être joyeusement indécente, délicatement tendre, subtilement sensuelle. Sa gourmandise de la vie n'est jamais gloutonne ; sa passion de la littérature n'est jamais déclamatoire ; son amour de la peinture, de Venise ou de sa Belgique d'origine n'est jamais emphatique.

« Exulter clandestinement »

Pas de lyrisme facile chez Dominique Rolin. Pas de rapports effusifs à soi-même ou aux autres, pas d'épanchement ghastre. Ni auto-déception ni complaisance, ce qui se fait rare. Une discrète élégance, même pour dire le plus violemment de la sensation. Le plaisir de traquer le mot précis, l'assemblage de sons le plus plaisant et le plus convaincant, pour restituer, au plus exact, ce qu'un a vu, ressenti, ce qu'on a remarqué, distingué ou aimé au point de vouloir le faire partager, le propager, le fixer à jamais.

Il suffit de lire quelques-unes de



Dominique Rolin par Irmet Jung.

ses phrases sur la gloire pour savoir comment Dominique Rolin — et probablement tout écrivain — d'est pas un éphémère fabricant de livres — voit la vie et la survie : « Il est évident que la vraie gloire ne peut être que posthume, c'est-à-dire sourdement propagée dans la profondeur obscure, et comme distraite, d'une époque. Il me semble cependant que chaque artiste — qu'il soit superbe, douteux ou rale — a la révélation délicieusement irrésistible de la gloire en un moment très secret de son travail, lorsqu'il est bruché en direct et sans témoin sur le mystère aigu de la création. Exemple : à la

seconde où la plume d'un écrivain touche le papier, raut se passe comme s'il le traversait pour atteindre en éclair la renommée. Une telle illusion est toujours sublime. Elle permet d'exulter clandestinement. Elle est l'affirmation folle, erronée ou mensongère d'une certaine raison d'être et de se survivre à soi-même. »

Qu'elle évoque Virginia Woolf —

« Elle a beaucoup écrit. Elle a suffisamment écrit. Sa démenée est on ne peut plus raisonnable ». — Marguerite Yourcenar, à laquelle elle a succédé à l'Académie royale de Belgique — « La discrétion feutrée de son attitude n'était là que pour masquer un orgueil inflexible ». — André Delvaux, rencontré par hasard dans un train — « Des yeux bleus intensément distraits, un front large (...), un vague air d'enfance autour d'une bouche serrée ». — Dominique Rolin, qui a le sens du croquis, montre la même justesse. Celle de quelqu'un n'ayant pas décidé à l'avance ce qu'il convenait de voir.

C'est pourquoi il est si délicieux de la suivre dans *Un convoi d'or dans le vacarme du temps*, de passer avec elle d'un bvre à un tableau, d'un film à une promenade, de rêver de Venise, « sa » ville — elle y va deux fois par an depuis quelque vingt-cinq ans.

Le mot de la fin, bien sûr, ne peut que revenir à cette ville, et à l'écriture, qui, miraculeusement, savent se confondre : « Descendre tôt. S'asseoir à la table d'angle du ponton en évitant qu'un pied du siège ne soit pris entre deux des planches écorchées qui n'ont jamais tout à fait cessé d'être des arbres. Amarrage d'un nouveau jour. Respirer l'espace (...). Décider de commencer un texte sur Venise. Mais presque aussitôt prendre conscience que la ville a le pouvoir de renverser les rôles. C'est elle l'écrivain. Il faut se laisser écrire par elle qui dispose en reine des corps passés-présents-futurs : elle en fera ce qu'elle veut. »

Josyane Savigneau

(1) Gallimard va rééditer ce roman en avril.

« Les éditions Ramsay/Le Coran ont déjà publié, il y a quelques mois, un court texte de Dominique Rolin, *Bruges la vire* (102 p., 69 F.). *Bruges* agit sur l'imagination comme si son histoire l'avait chargée d'une électricité qui n'a rien à voir avec la physique. Elle est une mine de feu magique, le noyau d'un roton dormeur. On ne peut résister à son pouvoir d'émancipation, écrit dès la première page Dominique Rolin. C'est la raison majeure qui m'a empêché de renouer aujourd'hui dans ce lieu de mon enfance et de ma jeunesse (...). Si je suis livrée en France depuis longtemps et dotée pour l'inoubliable, ma mémoire, elle, a conservé intact son dynamisme et sa légèreté. Aussi lui ai-je suggéré de faire le voyage à ma place. »

L'hypothèse du tableau raconté

Suite de la page 21

Classé sous l'étiquette de « réalisme américain », Hopper n'apparaît pas moins, de ci de là, comme un peintre métaphysique qui justifie le rapprochement avec un Chirico ou un Carrà. Surtout lorsqu'il peint ces imposantes maisons solitaires que l'oo

dirait des archétypes ; un ces paysages urbains où, seules, les ombres portées semblent vivantes. Et davantage encore dans la toile à laquelle Claude Esteban a emprunté le titre de son ouvrage : *Soleil dans une pièce vide*, où des pans de mur et des à-plats de soleil composent comme une géométrie transie : tout ce qui reste d'une chambre quand la vie se retire pour toujours — ce que la mort délaisse.

Demandait-on à Hopper ce qu'il cherchait à exprimer, à saisir dans cette toile ? « Je ME cherche », répondait-il.

Dans son avant-propos, Claude Esteban exprime, lui, le souhait qu'on lise son livre sans essayer d'identifier telle ou telle peinture. On le lui accordera ou non, mais on ne saurait trop conseiller sa lecture à celui qui, ignorant l'œuvre de Hopper, s'apprêterait à la découvrir. Car à la description que l'écrivain en fournit, et que la netteté du détail rend inépuisable, s'ajoute le va-et-vient de la rêverie interprétative — et c'est ainsi que le flux du temps, la lumière des étés d'autrefois, les intermittences du cœur, le halo de la vie envahissent les tableaux, lesquels, à en croire Valéry, ne représentent, en l'absence d'une pensée ratée à l'œil, que la capture plus ou moins réussie d'une image.

Hector Bianciotti

Un événement : Le Coran

Traduction annotée, suivie d'une étude exégétique par Jacques Berque

La traduction de référence, qui fait passer en langue française le siffle du texte original : puissante, précise, pnetique, qui se déploie dans le sacré. Par le plus prestigieux des arabisants.

« Jacques Berque vient de mettre la dernière main à son chef-d'œuvre. » *Télérama*
« La traduction du Coran de Berque ? Peut-être le livre de chevet de l'Islam en France. » *L'Express*

Prix de lancement :

Édition courante : 848 pages sur papier ivoire, imprimée en deux couleurs, ornée de calligraphies. Reliure façon cuir vert émeraude, titres nr, snus étui : 330 F (380 F après le 31 mars)
Édition bibliophilique numérotée, papier bible ivoire. Reliure plein cuir vert antique, titres frappés à l'ur fin véritable, tranches nr véritable, pages de garde marbrées à l'ancienne, emboilage de luxe cartonné recouvert de papier marbré, bords cuir. 2 500 F (3 000 F après le 31 mars)

Sindbad

En librairie, dans les grands magasins, chez l'éditeur : 1 et 3, rue Feutrier 75018 Paris. Tél. (1) 42.55.35.23

Histoire des idées, mémoires des lieux



Collection "Mémoires"

En librairie 120 F

Journal 50

épuisable

LIVRES • IDÉES

LES MYSTÈRES DE LA TRINITÉ
de Dany-Robert Dufour.
Gallimard,
464 p., 150 F.

SOCIÉTÉS
par Georges Balandier

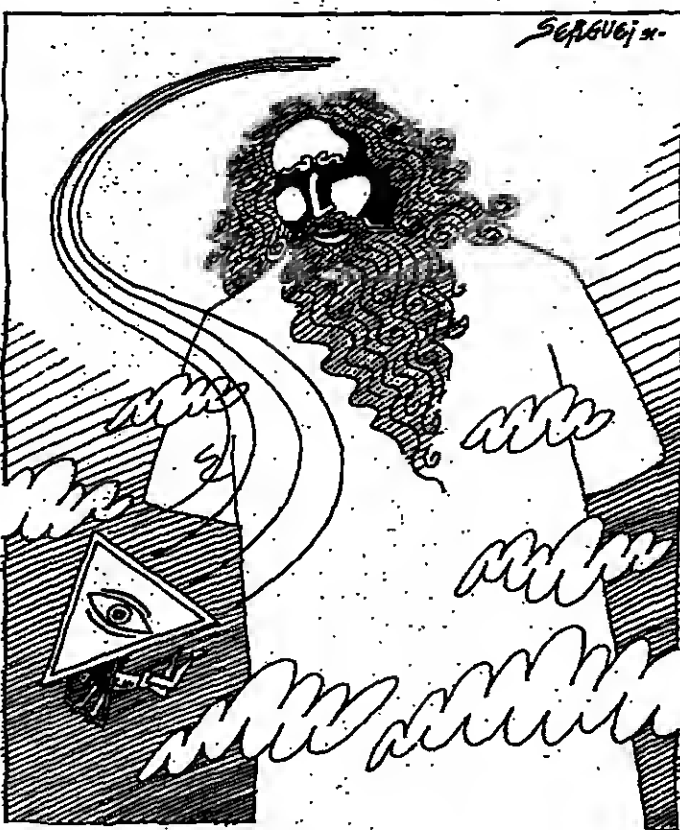
Il est des livres singuliers, déconcertants par les voyages insolites dans les régions du savoir où ils s'engagent, et dont on devient captif au point de ne plus s'en déprendre. On s'y trouve embarqué pour une exploration aventureuse, sans toujours y trouver le temps du doute ou du retrait. Le dernier ouvrage de Dany-Robert Dufour est de ceux-là ; et d'autant plus que nous sommes prévenus : « Il a tout pour déplaire aux camps qui édicte ce qu'il convient de penser ».

Il est le produit d'une étrange révélation, qui conduit à affronter aujourd'hui « les mystères de la trinité » (avec un pluriel et un minuscule), et non pas seulement la figure de la Sainte Trinité de la doctrine chrétienne. Ce n'est pas un traité de théologie, mais le guide d'un parcours où se découvrent autrement toutes les régions constitutives du savoir, l'histoire de la culture occidentale, les conditions de formation du lien social et du lien personnel. Jusqu'au moment où, en notre siècle, la forme trinitaire est renouée par la forme binaire, celle qui régit nos sciences, nos techniques, nos machines à communiquer et à faire nos images. C'est maintenant l'avènement de l'homme binaire qui change le monde et se change lui-même.

La perspective est occidentale, mais la connaissance des autres cultures encore dites primitives ou archaïques, non soumises au gouvernement de la raison scientifique et instrumentale, montre qu'elle peut se retrouver ailleurs. Ainsi dans les mythes de nombre des sociétés africaines où trois figures conjuguent la différence exprimée selon les catégories sexuelles, afin de symboliser, penser et entretenir l'ordre du monde et l'ordre des hommes.

L'unité dans la dualité se réalise en trois formes : celles de l'androgyne qui manifeste l'union idéale en un être complet, du couple de jeunes de sexe opposé qui tient son unité de la naissance commune, du couple primordial qui tend difficilement à l'unité car elle ne lui est pas initialement donnée. Trois figures conjuguées, concurrentes, pour maîtriser la différence (la binarité) et faire triompher l'unité, l'ordre, la loi. Le mythe, replié sur lui-même, définit un univers unifié, tout en reconnaissant en celui-ci le travail de la division, du mouvement, du désordre.

Sur la scène de la pensée, en de nombreuses cultures et en tous temps, trois figures sont à l'œuvre, l'unité, la dualité et la trinité — le « trois en un ». Selon la priorité accordée à l'une ou l'autre d'entre elles, les paysages culturels et les formes de la socialité sont grandement diversifiées. La définition de l'homme et de son action dans (et sur) le monde en procède. Dany-Robert Dufour présente une illustration et défense du rapport trinitaire, il en fait l'élément fondamental de l'analyse des socialités et des cultures, sans pour autant tomber dans l'apolo-



Les tours de la trinité

gétique. Ce rapport, il le trouve inscrit dans l'usage spontané de la langue, dans cette forme la plus simple et d'une « extrême trivialité » qu'est la relation je-tu-il. L'espace de la parole ne se réduit pas à deux termes, il en faut un troisième (le « il ») sans lequel il n'y a pas de rapport d'interlocution. C'est la condition de la communication et de la mise en ordre du discours. Le sujet parlant s'y soumet en quelque sorte naturellement, et le linguiste ne peut que reconnaître la « chose trinitaire » lorsqu'il élabore sa théorie de la langue — ce que le logicien Peirce, ici présenté comme l'un des grands noms de l'histoire multiple de la trinité, a manifesté.

Tout se complique, s'obscurcit ou devient mystère avec les identifications du « il ». Dans l'ordre symbolique, qui permet la genèse sociale et individuelle des sujets, le « il » intègre quelques choses « qui est radicalement hors langue », marque une absence et représente finalement la mort. Notre auteur o'hésite pas à expri-

mer cette dernière affirmation en un théorème : « Le « il » du système je-tu-il est un signifiant qui a pour signifié la mort ». Les grands récits fondateurs d'une société et d'une civilisation, traduits en systèmes de croyances, sont soumis à cette même logique trinitaire. Ils font référence à une sorte de scène primitive où le lien social et la Loi se constituent et s'énoncent à partir de l'opération sacrificielle, de la prise en charge de la mort.

Pour que « je » et « tu » se lient, communiquent et s'inscrivent dans un ordre, « il faut qu'un troisième ait pris la mort sur lui ». Dany-Robert Dufour envisage sous cet éclairage les changements provocateurs d'une nouvelle forme narrative fondée sur l'écriture et d'un autre état de la figure trinitaire par le passage des polythéismes aux monothéismes. La trinité immatérielle se régit dans ceux-là devient transcendante dans ceux-ci. Sous ce dernier aspect, elle constitue la pièce maîtresse du dogme chrétien, un

mystère que saint Thomas soumettra à l'exigence de rationalité, en ouvrant des voies différentes à la pensée et en faisant que Dieu soit désormais « raisonnable ».

NOTRE infatigable explorateur des territoires du savoir occupés par les formes trinitaires mène à bien d'autres lieux. Et notamment aux rives de la psychanalyse, là où s'effectue l'accès à l'univers intersubjectif et à l'ordre du signifiant, là où est décryptée la formation du sujet et du lien personnel. Le parcours atteint sa plus grande intensité lorsqu'il conduit à la découverte de la constitution explicite de deux ordres de pensée — celui du « Trois » et celui du « Deux » — dont les artisans furent les philosophes grecs, à l'origine d'une lutte entre binarité et trinité conduite pendant plus de deux mille cinq cents ans.

Ce qui est en jeu dans ce combat apparaît clairement, et très tôt, dans la présentation du pythagorisme que propose Dany-Robert Dufour. Cette première secte philosophique associe la connaissance à la relation binaire, au Nombre et à la proportion, à l'harmonie née des contraires, et à l'opposition implicite de vrai et du faux. L'homme est doté d'une faculté d'accéder au « secret », d'une capacité de savoir et de pouvoirs qui lui permettent de se rapprocher des dieux et d'accéder ainsi à l'immortalité. La nouvelle pensée s'allie à la dénotation de la mort.

Toutes les incursions philosophiques (et théologiques) suivantes jalonnent les espaces où se déploient les luttes entre les deux formes de pensée, où s'effectuent aussi des mélanges inavoués. Jusqu'au moment où tout commence à basculer vers la binarité, la science et la technique. Alors, un avertissement est lancé en forme d'information et de mise en garde : « Notre monde est passé sous le contrôle de l'ordre du Deux ». Les sciences de l'homme elles-mêmes y ont pour une large part contribué ; le structuralisme, oé de la cybernétique et de la théorie des systèmes y a représenté durant un temps la « forme avancée du binarisme ».

L'idée binaire progresse, conquiert le champ scientifique et technique ; ce petit opérateur « fait des merveilles et fait de tout langage, met tout en ordre ». Il assujettit l'esprit, il commence à soumettre le corps. A partir de l'analyse établie entre la structure du vivant et celle du langage binaire, la génétique s'est donnée la capacité de reconnaître le programme du vivant, d'en lire les codes et d'en décrypter les instructions. Elle peut déjà « manipuler », elle commence à rechercher les moyens de « maîtriser les rouages de la vie et de la mort ». Nous voici dans la situation du parieur de Pascal : que gagnons-nous si nous perdons la mort ?

Signalons l'ouvrage de Giorgio Agamben, *Le langage et la mort*, où est recherché le lien entre ces deux déterminations essentielles : le langage et la mort (Ch. Bourgois, à paraître le 1^{er} février).

JUBILATOIRE!

Bernard Rapp,
Caractères



135 F
588 pages

Pas un lecteur ne résistera au charme de cette gentille Liselotte obstinée, fille du peuple et joli cerveau. Pas une lettrée ne pourra se soustraire à la séduction de Boro, le boîteux, qui est tout à la fois Rouletabille, d'Artagnan, Arsène Lupin, gentleman, journaliste et marginal, séducteur et paternel. Boro qui fréquente les humbles et les grands, les laissés-pour-compte et les ministres avec cette même désinvolture que lui donne sa liberté. Pas une liberté de nant, de gasse de riche, pas une liberté de papier mannaie ou de compte en banque, une vraie liberté d'homme libre, de déraciné qui a chaisi sa patrie et ses amis du côté de son cœur...

...Plein feu sur l'aventure, l'amour, le suspense. Le Temps des cerises est un fantastique roman feuilleton dont le mot de la fin est une promesse : à suivre!

Michèle Gazière, Télérama

Avec la canne et son Leica, revoilà Boro, le photographe reporter du XX^e siècle. Robin des Bais art-déca, Tintin mèteque, un peu Rouletabille, et beaucoup Capa...

...Deux vrais écrivains pour un feuilleton au parti pris annoncé. La nature a harreur du vide, et Franck-Vautrin, romancier de talent, nous réécrivent notre histoire.

Philippe Dufay, Le Figaro Magazine

Déjà paru : La Dame de Berlin.

FAYARD

NOUVELLE REVUE DE
PSYCHANALYSE
DIRIGÉE PAR J.-B. ROUSSELIS
N° 42

Histoires de cas

GALLIMARD

Sociologie au pluriel

Pour étudier le « social », il faut le reconstruire à l'aide de modèles interprétatifs

L'INTELLIGENCE DU SOCIAL
de Jean-Michel Berthelot.
PUF, 254 p., 185 F.

Professeur à l'université de Toulouse-Le Mirail, Jean-Michel Berthelot s'efforce d'aborder la pratique sociologique sans a priori doctrinal. Reprenant le problème des « règles de la méthode » au point où Durkheim l'avait laissé, il s'efforce de montrer que cette science, quoi qu'en dise, n'est pas tout à fait comme les autres. Son objet, le « social », est en effet inaccessible directement. Il faut, pour l'étudier, le reconstruire à l'aide de modèles interprétatifs. Mais ceux-ci sont aussi divers que nombreux, aucun d'entre eux ne suscitant l'unanimité parmi les spécialistes. Il s'ensuit, pour la recherche sociologique, un pluralisme déconcertant — mais que

Jean-Michel Berthelot tient, avec raison, pour inévitable.

Faisant l'inventaire des principaux modèles existants, cet ouvrage propose aussi une discussion serrée de l'usage des méthodes quantitatives en sciences sociales, ainsi qu'un exposé détaillé du problème de « l'individualisme méthodologique ». On désigne sous ce nom un ensemble de conceptions (illustrées en France par Raymond Boudon) revenant à faire de l'acteur individuel l'atome logique de l'analyse sociologique.

Jean-Michel Berthelot souligne ce que cette position peut avoir d'économique par opposition aux théories lourdes d'autrefois, qui prétendaient s'appuyer sur des notions abstraites encore plus problématiques que les phénomènes sociaux qu'elles avaient pour fonction d'expliquer.

Christian Delcampagne

A nos grands hommes

En comparant Mitterrand à de Gaulle, Alain Duhamel ne cède pas seulement à l'attrait de la rhétorique, il éclaire aussi l'histoire de la V^e RépubliqueDE GAULLE-MITTERRAND
La marque et la trace
d'Alain Duhamel.
Flammarion, 234 p., 39 F.

Rond et lisse comme un galet, synchrone et nourri d'informations sûres, excitant, souvent jubilatoire, le dernier livre d'Alain Duhamel a tout pour plaire. On y retrouvera la malice raisonneuse de l'auteur du *Complexe d'Astérix*. On partagera volontiers aussi sa philosophie salubre : un dogme de cette chose qu'est la démocratie mais dont il n'entend pas désespérer. Car, pour lui, seuls la politique et les hommes qui le font peuvent « transmuter le rêve en Histoire ». De Gaulle-Mitterrand redouble ainsi le bonheur ressenti à la lecture des *Habits neufs de la politique*, publiés voilà deux ans chez le même éditeur.

On s'esbaudit aussi, avouons-le, à manier avec la chère vieille rhétorique, étirée dans une de ces dissertations sur les parallèles célèbres qui hantent les cahiers des collégiens. L'exercice a ses écueils : le propos initial peut confronter noblement Cornélie et Racine, ou Rousseau et Voltaire, pour s'achever dans un morne face-à-face entre Roux et Combazuzier. Le livre n'échappe pas tout à fait à la méchante loi du genre où tout pousse au crime de la formule-missile en fin de paragraphe, où la veine à mesurer qu'elle s'épuise fait proliférer la redondance.

Charles-le-ple
et François-le-Neuve

De « marque » (sur quelle chair ?) en « trace » (sur quelle piste ?), il nous embarque ainsi dans un mol balancement assez scabreux entre Charles-le-ple et François-le-Neuve. Agamemnon et Ulysse, de Gaulle-la-rup-ture-nécessaire et Mitterrand-la-synthèse-expérimentale, entre le despote éclairé et le monarque républicain, le Connétable et l'Architecte, le Colbertien social et le Socialiste colbertien, le Prophète malheureux et l'Idéologue repent. Ou même, si l'on conceptualise un brin, cet « orgueil charismatique contre la fureur démocratique » qui clôt un essai tout entier construit sur ce jeu de balancière entre l'éthérique et le notoire qui a déjà ruiné tant de westerns de série B et égare au bachelot des examinateurs sans entrailles (lequel d'entre eux laisserait passer, par exemple, page 13 : « Le général de Gaulle est sorti de l'Histoire pour entrer en politique alors que François Mitterrand est resté en politique pour entrer dans l'Histoire » ?).

Alain Duhamel, fine mouche, a bien senti pourtant que cette excitation du parallèle devait être un vrai ressort dramatique. Et, en vrai stratège, il n'a pris le risque de l'étrier, avec brio, qu'après avoir soigneusement délimité le champ de tir. Son pari est donc simple, crédible et piquant : il entend conduire le lecteur à ne réfléchir qu'au « cas d'école » que nous vivons et qui est, c'est vrai, unique dans l'histoire de France : « Deux dirigeants de haute stature disposant des mêmes pouvoirs et de la même durée (dix ans : 1959 à 1969 pour l'un, 1981 à 1991 pour l'autre) sous la même République ».

Nul n'ignore que le premier président de la V^e République arriva à l'Elysée avec un acquis indéfiniment capitalisable, une légende, une onction que son chellenger n'avait et n'aura



Les portraits officiels des présidents de Gaulle et Mitterrand.

jamais : de Gaulle était déjà, il sera toujours, l'homme du 18-juin. Mais, même s'il répugna à convoquer les urnes pour renouveler l'option - Duhamel remarque avec impertinence que de Gaulle n'a frotté sa propre personne au suffrage universel direct qu'une seule fois, en 1965, tandis que François Mitterrand a toujours été une robuste bête à suffrage - le général endossa un habit présidentiel, enfanta une république, exerça un pouvoir avec lesquels l'homme du *Coup d'Etat permanent* a, à son tour et à son rang, renoué en paternité. « En somme, au regard de leurs biographies entières, la confrontation des deux personnalités serait intermédiaire, mais, pour ce qui concerne leurs deux présidences, la comparaison va de soi ». Cela posé, Alain Duhamel s'est donc jeté à l'eau.

Le plongeon de départ est impeccable, avec un morceau d'anthologie qui croque deux solitaires aussi secrets qu'ambitieux, deux rebelles non conformistes, deux hommes de plume et de tempêtes qui partagent la même détestation du faux plat, de l'anodin et du médiocre. Puis, sur trois chapitres, le crawl est élégant et l'on barbote avec joie. Duhamel dit en termes excellents ce que fut la grille du lion sur nos institutions, mais il sait reconnaître l'empreinte du disciple de Jaurès sur notre Etat de droit.

En politique extérieure, il se refuse à croire que Mitterrand ne puisse faire que du « gaullisme rebaptisé » et explique comment son « humanisme résolu », pour fragile qu'il soit, sait faire face quand il le faut : à la preuve, dit-il, la crise du Golfe. Sur la construction de l'Europe, il donne pour vainqueur aux points l'homme du discours au Bundestag du 20 janvier 1983, celui qui n'a pas fléchi dans la crise des SS-20 ou l'ouragan monétaire et s'est opté « pour l'Europe de l'économie de marché contre le socialisme du repli sur soi ».

Puis le livre passe en brasse coulée, l'essayiste soufflant un peu et s'accordant quelques répétitions : c'est plus tédieux, mais il est toujours bon de s'étrouver. Le parallèle entre les deux politiques culturelles élyséennes s'imposait-il ? Il ne peut en fait que tourner court, puisque de Gaulle laissa carte blanche à son cher Malraux et que l'homme à la Pyramide, par contre, a toujours

su trouver du répondant Rue de Valois. Le social et l'économique sont ensuite honnêtement disséqués, sans justifier de trames particulières. En revanche, le sprint final est nerveux, éclatant même, dans son affrontement du fondateur et du challenger sous l'œil de la Marianne des élections et des sondages.

L'exercice, au bout du compte, est tonique. Ce livre ragillardit parce qu'il fait couler l'eau vive de deux grands politiques. Qu'il s'agisse du sens de l'Etat, des affaires internationales et même

de l'Europe, conclut-il, le but des deux hommes est « étrangement semblable ». N'était-il pas utile de le rappeler, aujourd'hui, avec ce talent et cette conviction ? Les correspondances entre dix années de conduite des affaires n'égarent pas, il est vrai, la stature des deux présidents à l'aune de l'Histoire. Mais déjà, note Alain Duhamel, « la confrontation des résultats réduit l'écart des images ». On peut en discuter. Mais après avoir pris plaisir à lire cet essai de bonne foi et de juste acuité.

Jean-Pierre Riquier

Passage en revues

Idées, histoire, société

La guerre est l'événement par excellence, ce qui opère la rupture la plus radicale avec les normes et les pratiques routinières. Il faudra, demain, que les ethnologues, les sociologues et les philosophes tentent de nous expliquer comment la société du spectacle dans laquelle nous vivons est parvenue à une telle puissance dans le simulacre et dans sa mise en scène que la guerre, pendant quelques heures, quelques jours, au moins, a pratiquement cessé d'être, dans sa réalité abominable, pour acquiescer à tous les chatoiements du paraître : une gigantesque dramaturgie dont les péripéties passionnantes d'autant plus les (télé) spectateurs qu'ils conservaient la vague conscience d'en être également les acteurs-victimes potentiels.

A cette réflexion, le numéro d'automne de *Terrain* apporte une contribution intéressante. Ces « carnets du patrimoine ethnologique » sur le thème « Paraître en public » font en effet beaucoup plus que décrire et analyser les formes ancestrales ou modernes du comportement en public. A travers des sujets aussi divers que le rituel des voyages du pape Jean-Paul II, les manières différentes d'être, d'occuper l'espace et de parler dans la « casa » et sur la « piazza » corse, les meetings politiques en Languedoc entre 1985 et 1989, la célébration du premier anniversaire de la révolution russe à Petrograd en 1919 ou la « panthéonisation » de Jean Jaurès en 1924, *Terrain* met en évidence une modification importante, dans les sociétés modernes, des définitions du public et du privé, du montrable et du caché, de l'ostentatoire et de l'insimé.

Christian Bromberger, qui a dirigé ce remarquable ensemble, souligne très justement que le triomphe de la « spectaculabilité » s'accompagne d'un recul de l'image publique, des valeurs et des destins collectifs au bénéfice de l'image privée, des identités individuelles, d'un sur-système qui sélectionne les élites politiques - et l'historicité des événements - sur la base de l'apparence. La

représentation du monde se passe fort bien de l'action sur celui-ci. (*Terrain* n° 15, « Paraître en public ». Mission du patrimoine ethnologique, 65, rue de Richelieu, 75002 Paris. 170 p., 60 F.)

Le sémantisme « consensus » n'est-il pas lui aussi une forme du paraître qu'il conviendrait d'opposer à l'être réel de la société ? Bien que Maurice Olender et la rédaction du *Genre humain* aient pris soin de formuler sous une forme interrogative le thème du dernier numéro de leur revue : « Le consensus, nouvel opium ? », leur réponse globale est sans ambiguïté : ce que des idéologues comme Furet, Julliard ou Rosanvallon dans leur *Republique du centre* font passer pour « la fin de l'exceptionnalisme française », l'unification morale d'un pays qui se retrouverait quasi unanimement derrière les valeurs indépassables du capitalisme, de la démocratie et de l'individualisme libéral, n'est qu'un leurre dangereux.

Comme l'écrit Emmanuel Terray, « un consensus minimal est certes la condition de toute vie sociale : les acteurs doivent au moins s'entendre sur le sens des mots et sur la règle du jeu. Mais (...) si le consensus s'étend à d'autres objets, si l'on se fait passer pour « la nature des choses », alors il faut en mesurer le prix : il ne peut subsister que par un mélange pervers d'hypocrisie, d'affabulations et de silences complices ». Ce que montrent bien les analyses de Michel Gaspard et de Norbert Bensaïd à propos du « consensus » sur le chômage et sur le racisme. (*Le Genre humain* n° 22. Le Seuil, 240 p., 85 F.)

C'est un thème assez proche dont traite *l'Homme et la Société* dans son numéro intitulé « Est-Ouest. Vieux voyants, nouveaux aveugles ». Cette revue de sciences sociales qui a exercé une grande influence intellectuelle dans les années 60 a connu depuis difficultés, déchirements et navigations incertaines. Depuis trois ans, sous

L'Europe du XXI^e siècleL'APRÈS-COMMUNISME
De l'Atlantique à l'Oural
de Jacques Lesourne
et Bernard Lecomte.
Robert Laffont, 324 p., 100 F.

Il fallait une bonne dose de confiance pour s'aventurer sur les terrains mouvants de l'après-communisme, mais Jacques Lesourne et Bernard Lecomte nous préviennent : il ne s'agit que d'un raisonnement sur les événements possibles. Ce qui n'est déjà pas une mince affaire. Ils s'en tirent avec brio, préservant une clarté quasi pédagogique dans leur « jardin à la française ».

Il était de sage précaution, avant d'ouvrir la voie aux scénarios de demain, de refaire le parcours des années Gorbatchev et d'essayer, dans cette extraordinaire histoire, de distinguer le part du hasard et de la nécessité. Chapitres pointus, bénéficiant de ce léger recul qui permet déjà de lire des messages importants.

Pour leurs développements dans l'espace et le temps, J. Lesourne et B. Lecomte prennent l'Europe par tous les bords. L'URSS d'abord, creusée de la transformation. Après les analyses subtiles sur l'état, l'armée, la crise morale, la naissance d'une vie démocratique, l'économie entre la désorganisation et la réforme, la fédération entre l'explosion et la reconstruction, nos auteurs exposent les scénarios crédibles : celui d'un gouvernement militaire-policier ; celui de l'ancien schéma de la réforme « radicale » de l'économie butant sur la question de la propriété ; celui de la démocratisation réussie.

Et l'Europe centrale ? Pour Jacques Lesourne et Bernard Lecomte, il n'y a pas de troisième voie. L'économie de marché est la seule convenable,

mais il n'y a pas une seule économie de marché, ni même une seule transition et l'on discutera sans doute longtemps sur l'option entre le gradualisme ou la thérapie de choc. De toute manière, les spécificités sont déjà nettes : l'ensemble roumano-bulgare ne se présente pas sous les mêmes auspices que le groupe polono-tchéco-hongrois.

C'est le mérite des auteurs d'avoir recherché ensuite l'influence sur l'Europe de ce qu'ils appellent (après Toynbee), en « prolétariat extérieur », c'est-à-dire l'ensemble des peuples du tiers-monde qui gravitent autour d'eux. « L'invisible rideau... qui sépare les peuples à fécondité faible... peut laisser filtrer l'une des plus grandes migrations de l'histoire ».

Retour enfin vers nos problèmes de famille. Pour l'Allemagne, le faisceau des scénarios est étroit : « Allemagne élargie » vers l'Est et le monde ou encrage très fort à la CEE. Mais que va devenir la Communauté elle-même dans ce métamorphose ? Là, les hypothèses se multiplient : Communauté intégrée, Communauté schizophrène (d'un côté, renforcement de l'UEO, de l'autre Etats-Unis, Canada, URSS, pays européens restés en dehors de la CEE, réunis dans un forum pour la sécurité dans le cadre de la CSCE), Europe morcelée version 1914 révisée 1990, Europe du marché intérieur et de la sécurité collective.

L'imagination, on le voit, n'est pas le moins bien servie dans ce livre-référence. Mais toujours bridée par des raisonnements rigoureux. On se croirait en possession d'un nouveau « jeu informatique ». Pour adultes seulement.

Pierre Drouin

la direction de René Gallissot, elle a retrouvé son juste rang rigueur et sa vocation : celle de la critique sociale à caractère scientifique. C'est ainsi qu'à propos des bouleversements qui affectent le centre et l'est de l'Europe les collaborateurs de la revue ne se bornent pas, comme on le fait trop souvent ailleurs, à célébrer la supériorité enfin manifeste de la lucidité libérale sur l'aveuglement marxiste.

« L'aveuglement a changé de camp », écrit René Gallissot. Encore le formule ne sort-elle à rien si l'on ne cherche pas à comprendre ce qui rend aveugle, hier comme aujourd'hui. Or s'est-on trompé, dans les méthodes d'analyse, quels outils intellectuels conviendrait-il de réformer ou de jeter à la casse, que valent ceux qu'on nous propose désormais et qui ne semblent destinés qu'à flatter notre narcissisme de zélateurs ?

Comment, par exemple, pourraient-elles nous permettre d'affronter le défi du tiers-monde ? Tout cela est débattu sérieusement, sans inutilités effets polémiques, mais avec une vigueur critique qui réjouira tous ceux qui n'auront le réflexe réplique descriptif dans lequel semblent se confiner les sciences sociales.

(*L'Homme et la Société* n° 97. L'Harmattan, 160 p., 60 F.)

Paraître, c'est encore l'idée directrice autour de laquelle s'est construit le numéro de la *Revue des sciences humaines* consacré à « l'écriture chez son éditeur ». Mais il s'agit ici du couple tumultueux et paradoxal qui se forme autour du « paraître » d'un livre, de son processus de parution. La revue consacre une bonne partie de ses pages à l'histoire des relations du couple. Bonne occasion de montrer comment a évolué le statut même d'auteur, dans son rapport avec le public, avec l'argent, avec la presse, avec l'acte littéraire lui-même - rapport dans lequel l'éditeur fait à la fois figure d'intéressé et d'éternel accusé. Mais cette confrontation de nature - l'auteur voudrait pouvoir se passer d'éditeur, l'éditeur rêve

de livres sans auteurs est aussi une confrontation fantasmagique : les deux parties ont besoin l'une de l'autre comme d'un obstacle qu'oppose le principe de réalité au cauchemar d'une communication généralisée, immatérielle et désindividualisée.

(*Revue des sciences humaines* n° 219. Université Lille-III, BP 149, 59653 Villeneuve-d'Ascq Cedex. 180 p., 80 F.)

Communications publie un remarquable ensemble sur les « Rumeurs et légendes contemporaines », qui inscrit les rumeurs modernes dans la longue durée des croyances folkloriques mais note également l'apparition d'un véritable légendaire moderne dont la diffusion n'est pas, loin de là, limitée à la population la moins instruite. (Le Seuil, 386 p., 9 F.)

Le *Messageur européen* ne se contente heureusement pas d'aliéner la petite guerre de la réforme de l'orthographe de quelques brindilles aussi brillantes que dérisoires. Sous le titre « L'interminable écriture de l'extermination », on y trouvera trois comptes-rendus critiques exemplaires : sur la *Destruction des juifs d'Europe*, de Raul Hilberg, par Béatrice Berlowitz ; sur la *Trêve*, de Primo Lévi, par Alain Finkielkraut ; et surtout sur *Korczak*, d'Andrzej Wajda, par Elisabeth de Fontenay. (Gallimard, 306 p., 130 F.)

Pierre Lepape

Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses nouvelles collections,

manuscrits inédits

de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement

par presse, radio et télévision

Circuleront dans les librairies de la région parisienne

Adresser manuscrits et CV à :

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS.

115, Bd. René Lenoir

75014 Paris Cedex 11 Tél. (1) 43 57 74 74

LA PAR
QuerelInternational de la Parole
par une situation d'urgence

L'empire des



L'empire des

L'empire des

L'empire des

L'empire des

L'empire des

L'empire des

Jeudi 1.50

LIVRES • IDÉES
LA BANDE DESSINÉE

Querelle de salons

Le Salon international de la BD fête ses dix-huit ans à Angoulême. Une difficile entrée dans l'âge adulte marquée par une situation financière délicate et des relations tendues avec son petit frère grenoblois

Le 23 janvier, M. Jack Lang, ministre de la culture et de la communication, a inauguré le Musée-Médiathèque de la bande dessinée, qui rassemble cent ans de BD en 3 000 dessins originaux et quelque 300 000 albums. Le Centre national de la bande dessinée et de l'image (CNBDI), cheville ouvrière de ce musée, affirme ainsi sa capacité à concevoir des événements dans le domaine du neuvième art, à Angoulême et ailleurs.

Ce dix-huitième Salon met particulièrement en vedette la BD japonaise, forte de 150 millions d'exemplaires vendus chaque mois, pour laquelle le CNBDI et les éditions Casterman ont conçu le livre *l'Univers des mangas, une introduction à la bande dessinée japonaise*, de Thierry Groensteen. D'autres expositions de premier plan sont consacrées à l'œuvre de Max Cabanes, couronné en 1990 par le Grand Prix pour ses albums (*Dans les villages à Colin-Maillard*), à l'univers de René Goscinny (le père d'Astérix), aux dessins sur le jazz, au Musée

d'Ingres de Montauban dans lequel s'étaient enfermés, à l'automne dernier, six auteurs - Boucq, Baru, Cabanes, Ferrandez, Juillard, Tripp - avant d'en donner leur vision dans un album paru chez Casterman. Angoulême, c'est aussi une série de débats, sur les éditeurs et leur politique d'auteurs, la presse et la BD, l'internationalisation, etc.

Majeur, ce dix-huitième Salon va devoir financièrement voler davantage de ses propres ailes. La gestion du précédent maire socialiste, M. Jean-Michel Bou-

cheron, a laissé des traces tangibles, et l'état des finances de la ville d'Angoulême est dramatique : la dette par habitant est dix fois plus importante que celle de New-York ou Philadelphie, villes parmi les plus endettées des États-Unis. « Nous sommes entrés dans une période de vaches maigres », a indiqué récemment M. Georges Chavanes, député et maire UDC d'Angoulême, principal bailleur de fonds. Faute de pouvoir financer un Salon chaque année, la mairie serait prête à verser la moitié de la subven-

tion habituellement accordée (5,2 millions de francs), les organisateurs prenant en charge le reste du financement en se mettant en quête de sponsors ou en trouvant une solution avec d'autres festivals internationaux de BD comme Sierre (Suisse), Durbuy (Belgique) ou Erlangen (Allemagne).

En revanche, la solution qui consistait à jouer l'alternance avec le Salon européen de la bande dessinée de Grenoble - une année à Angoulême, l'autre à Grenoble - a été écartée par

L'empire des bulles

Les Japonais se passionnent pour la bande dessinée qu'ils dévorent dans de gros magazines, vite lus, vite jetés

La bande dessinée japonaise a son temple, le *Mangadera* - littéralement « la Pagode de la BD », situé à Kawasaki, dans la banlieue de Tokyo. C'est un vrai temple bouddhiste en bois, vieux de deux cent cinquante ans, avec son toit de tuiles, son petit étang, dans lequel évoluent des carpes, et son cimetière. Au-dessus de l'autel doré est gravé en idéogrammes : « Bande dessinée et recherche sur la vérité ». Sur le papier de toutes les cloisons coulisantes du bâtiment sont peints personnages et scènes de BD. Dans le jardin, le bonze du *Mangadera*, M. Toki Shuyo, a dressé des stèles à la mémoire de deux « pères » du manga (bande dessinée, terme indifféremment féminin ou masculin, même si l'usage penche en faveur du second) : Rakuten Kitazawa et Ippai Okamoto. « La passion de mon époux pour le manga l'a conduit à dédier notre temple à la BD, qui fait partie de la vie quotidienne des Japonais », nous confie la vieille bonzesse du lieu, M^{me} Yoshiko Shuyo.

L'une des grandes surprises que réserve le Japon est la profusion de bandes dessinées. Dès l'aube, les *salarymen*, les cols blancs japonais, feuilletent ces gros magazines dans les trains bondés qui les mènent à leur bureau. Ils occupent leurs pauses à tourner les pages de ces volumes épais comme des Bibles, le plus souvent en papier recyclé de couleur saumon, verte ou bleue, et vendus moins cher qu'une tasse de café.

Vite lu, vite jeté, un magazine de manga a une vie généralement très brève. M. Naiki fait figure d'exception : il est l'un des très rares Japonais à les collectionner systématiquement. Cet agent immobilier a converti deux de ses appartements dans un petit immeuble près de l'université de Waseda à Tokyo en bibliothèque du manga. Il y conserve quarante années de publications. Soit plus de cent vingt mille volumes entassés les uns sur les autres.

Ses compatriotes se contentent de rester propriétaires de ces magazines le temps que dure leur lecture. C'est-à-dire, à en croire les statistiques, vingt minutes, le laps de temps qui suffit pour dévorer trois cents pages.

N'ayant pas le sens de la propriété à l'égard de leurs bandes dessinées, les Japonais sont



Extrait de *Akira* de Katsuhiro Otomo

cependant à leur manière d'une fidélité à toute épreuve : ils consomment cette sous-culture de l'enfance jusqu'à la cinquantaine. Selon les professionnels, le manga, apparu après-guerre, était destiné aux seuls enfants, qui n'avaient alors guère d'autres distractions. Ceux-ci, en vieillissant, ont gardé le goût de ce passe-temps et n'ont pas cessé d'en lire.

Economie et pornographie

En montant la pyramide des âges, la bande dessinée japonaise a su s'adapter. De nouveaux thèmes sont apparus. Récemment, l'économie y a fait son entrée. Le détonateur de cette tendance a été l'introduction à l'économie japonaise en BD, éditée par le très sérieux quotidien financier *Nikkei*. Ses quatre volumes se sont vendus à plus de deux millions d'exemplaires. S'engouffrant dans la brèche, d'autres éditeurs ont publié avec succès, qui les biographies des grands capitaines d'industrie, qui la saga des grandes entreprises japonaises comme Sony, Sumitomo ou le brasseur Suntory.

La manga marque la culture des jeunes en les accompagnant dans leur scolarité : il sert donc aussi la pédagogie. On trouve des cours d'anatomie pour infir-

mières, la pensée de Freud, de Marx ou de Keynes, voire la supraconduktivité expliquées en BD. Et ce ne sont que quelques exemples parmi des centaines. Cette tendance a été consacrée par le ministère de l'Éducation, qui a mis en chantier des manuels scolaires en bandes dessinées.

Autre catégorie à avoir été conquise par le manga : les jeunes filles, avec les *comic ladies*. La percée de ces histoires à l'eau de rose a été fulgurante, comme souvent au Japon dès qu'il s'agit d'une nouvelle mode. Comptant deux millions de lectrices en 1980, les *comic ladies* ont aujourd'hui multiplié leur lectorat par huit. Ce succès est pourtant en train de retomber : l'année dernière, pour la première fois, les éditeurs ont perdu de l'argent avec ce genre. Formées désormais aux histoires dessinées, les jeunes filles se tourneraient maintenant vers les sujets plus corsés des magazines masculins.

Mais le gros de la production japonaise a tendance à dériver vers l'obscénité. Pour attirer le public, les dessinateurs n'hésitent pas à relever leurs bistoires avec des scènes violentes ou pornographiques. Emues par ces dérapages qui touchent les magazines pour adolescents, des lignes de mères de famille ont lancé un mouvement de boycottage. Les préfectures, dotées de pouvoirs de contrôle, s'en sont mêlées. « Nous risquons d'avoir à diviser la production en appasant des autocollants « Réservé aux adultes » sur certains mangas. Mais comment faire cette distinction, étant donné qu'il n'y a pas de loi en la matière ? », demande M. Kribara, rédacteur en chef du très populaire *Comics Morning*. Mais il reste serein : « De toute façon, il nous reste à trouver d'autres thèmes pour le manga ».

Pierre-Alain Szgeti

► Commissaire de l'exposition « Japon » du dix-huitième Salon international de la BD d'Angoulême.

Vague à l'âme

En devenant « majeure », la BD s'est quelque peu banalisée : il y a moins de créateurs, et les éditeurs réduisent leur production

Les enchères sont montées jusqu'à 3,1 millions de francs, le 8 décembre 1990 à Paris pour de simples cigares de papier. Mais quels cigares ! Ils ont été dessinés à l'encre de Chine par Hergé, en 1934, pour la couverture des *Aventures de Tintin reporter en Orient*, qui, reliées en album, s'intitulent *Les Cigares du pharaon*.

Ces enchères, relayées par de nombreux organes de presse français et étrangers, prouvent à quel point la bande dessinée est devenue un « art » comme les autres. Avec ses stars, ses festivals, ses grands-prêtres, ses prix et ses objets mythiques. Et ses biographies et autres critiques qui, à la différence de Pierre Ajame et son *Hergé qui parlait* chez Gallimard, ne font pas toujours preuve de chaleur gourmande quand ils parlent d'auteurs ou d'œuvres de BD.

En devenant « majeure », comme le répétait à l'envi les journaux, en accédant au rang de phénomène éditorial et d'objet d'étude pour sémiologues en mal de sujets, la bande dessinée s'est banalisée et a souvent laissé le plaisir en jachère. Les scénarios et dessins qui laissent ébahir sont de plus en plus rares. Aucun personnage de la BD des dix dernières années n'égale en créativité, et donc en notoriété, les *Tintin*, *Zig et Puce*, *Blake et Mortimer*, *Buck Danny*, *Astérix* et autres *Blueberry*. Les éditeurs, souvent accusés d'entretenir leur politique d'auteurs sous leur volonté de « faire du chiffre » durant la période béni des années 70, tentent pourtant de redresser la barre.

L'ère de la « para-BD »

En rompant, par exemple, avec leur frénésie de production. Ainsi, les grands éditeurs de BD - Casterman, Glénat, Albin Michel, etc. - ont réduit, en 1990, leur production tandis que d'autres, comme le toulousain Milan, marquent le pas. Pourtant, selon l'enquête « Le marché de la bande dessinée en 1990 », réalisée pour le compte du CNBDI d'Angoulême par Thierry Groensteen, le nombre de nouveaux albums est resté stable - 549 contre 540 en 1989 - tandis que le volume des rééditions s'est accru d'une cinquantaine de titres. Ces rééditions résultent, il est vrai, de phénomènes spécifiques à l'année 1990, comme le lifting opéré par les Humanoides associés sur les albums rachetés aux éditions Dargaud (*Partie de chasse*, d'Enki Bilal), la *Demoiselle de la Légion d'honneur*, d'Annie Goetzinger, etc.).

Les éditeurs tentent aussi de diversifier leur production. Ainsi, l'année 1990 a été particulièrement fertile en ouvrages de « para-BD ». Ce secteur en plein essor - 95 titres contre 67 en 1989 - regroupe les romans illustrés par des auteurs de bande dessinée dont certains professionnels ont fait leur spécialité : c'est le cas de Futuropolis-Gallimard (avec la *Guerre des boutons*, de Louis Pergaud et Florence Cestac), d'Aubier, de Séguier, ou de la collection pour jeunes de Natban, « Nuits noires ». De plus en plus nombreux sont aussi les éditeurs

de BD qui explorent le secteur des « beaux livres ». Après Casterman, Glénat ou Milan, c'est le cas de Vent d'ouest avec les photos du film *Autant en emporte le vent* ou son album quelque peu racoleur *Les Dessous de la pub*, ou des Humanoides associés qui publient sous le nom de la Sirène, emblème éditorial de Blaise Cendrars dans les années 30, le luxueux *Conversations avec Simone* de Francis Lacassin.

Mieux ajuster leur production et ouvrir de nouvelles voies de diversification, tels sont les axes suivis par la plupart des grands éditeurs de BD. Ils témoignent ainsi d'une véritable tentation de l'équilibre, voire d'un repli, tandis que les restructurations du secteur se poursuivent. Ainsi l'éditeur belge Novédis, qui publie le meilleur (les aventures de *Jessica Blandy* et de *Jérémie*) et le pire (la série des *Eric Castel*), a-t-il été racheté récemment par Dupuis, filiale de Hachette, renforçant ainsi sa position sur le marché de la BD belge francophone.

De leur côté, les jeunes éditeurs - Zenda, Guy Delcourt, Rackham, Marsu-Productions, Le Vaissseau d'argent, etc. - ont fait preuve d'un réel dynamisme. Et, surtout, ils laissent peu à peu tomber l'étiquette de « classiques » ou de curiosités pour revenir à un genre plus traditionnel et se lancer, eux aussi, dans la « para-BD », tout en surveillant avec attention leurs créations. Il était temps : la démagogie propre au petit monde de la bande dessinée avait parfois encaissé un peu rapidement les ouvrages de ces petits éditeurs qui se révélaient surtout des promesses graphiques, étayées par des scénarios bâclés et des dialogues, traduits ou non, à


la syntaxe approximative. Mais, en cela, les éditeurs plus importants n'ont rien à leur envier.

Toujours est-il que la période de grisaille qui coïncide avec la précédente décennie a fait chuter le chiffre d'affaires de la BD, ainsi que sa part de marché. Selon l'enquête du CNBDI, le chiffre d'affaires de la bande dessinée en 1989 a baissé de 1,47 % pour se situer à 353,8 millions de francs. La BD ne représente que 2,84 % du chiffre d'affaires global de l'édition, soit moins que celui de 1986 (2,9 %), pourtant année noire entre toutes. Ce sont surtout les albums de BD pour jeunes qui en pâtissent (le chiffre d'affaires de cette branche chute de 7,3 %) alors que la bonne tenue des BD pour adultes se confirme (avec 6,9 % de hausse), contrairement aux oiseaux de mauvais augure que nous avons d'ailleurs malencontreusement écoutés (*le Monde* du 5 décembre 1990). Les éditeurs de BD comme Dargaud, Le Lombard et Fleurbaey, qui dépendent du très catholique holding Média-Participations et qui s'orientent essentiellement vers la jeunesse, ont de quoi se faire du mauvais sang.

La presse spécialisée, affectée par la disparition de *Circus*, *Pilote* ou *Tintin*, se qui empêche les jeunes auteurs de bénéficier de prépublications, compte encore de grands anciens comme *A Suivre*, *Vécu*, *Fluide glacial* et *USA Magazine* ou *l'Echo des savanes*. Ils ont été rejoints par deux nouveaux titres, *Psychopata* et *Yéti*. Mais, là aussi, la tendance est plutôt à la morosité. Entre les bandicaps financiers que rencontrent le Salon d'Angoulême et le repli des éditeurs, la BD aborde les années 90 avec un certain vague à l'âme.

Yves-Marie Labé

PIERRE
MENDES FRANCE
ŒUVRES COMPLETES
tome VI
UNE VISION DU MONDE
1974 - 1982



Déjà parus :
tome I
S'engager
1922-1943
tome II
Une politique de l'économie
1943-1954
tome III
Gouverner, c'est choisir
1954-1955
tome IV
Pour une République moderne
1955-1962
tome V
Préparer l'avenir
1963-1973

nrf
GALLIMARD

LE QORAN
Pour connaître l'Islam et en parler honnêtement.
R. KHAWAM
MAISONNEUVE ET LAROSE

Paul DUBOUCHET
Maître de conférences de droit public à l'université des Antilles et de la Guyane
LES NORMES DE L'ACTION/DROIT ET MORALE
Introduction à la science normative
Diffusion MEDILIS, TAL : 49-34-07-70
L'HERMÈS éditeur / 9-13, rue Séguier, 75006 Paris

CHRISTOPHE ET SON ŒUF

de Carlos Fuentes.
Traduit de l'espagnol par Céline Zins.
Gallimard, 604 p. 180 F.

«AVIS à la population : l'enfant de sexe masculin qui naîtra précisément à 0,00 heure le 12 octobre 1992 et dont le nom de famille, en plus du prénom (Christophe, cela va de soi), comportera le plus de ressemblance avec celui de l'illustrateur sera proclamé FILS PRODIGE DE LA PATRIE (...). Allons : macho mexicain, engrasse-toi femme. (...) A la procréation, mesdames et messieurs ! Votre plaisir est votre devoir et votre devoir est votre liberté ! Au Mexique nous sommes tous libres, et celui qui ne veut pas être libre sera châtié.»

Pour répondre à l'annonce de concours, sur la plage d'Acapulco, face à l'Océan, le jour de l'Épiphanie 1992, Christophe-Cristobal va être conçu. Christophe et son œuf, Christophe dans l'utérus comme dans un œuf, Christophe en gestation (...). Entre la conception et la naissance, c'est le monologue du fœtus qui va constituer la trame de cet imposant roman qui, trente ans après la *Plus Limpide Région* et quinze ans après *Terra Nostra*, reprend les interrogations du romancier. Cela vaut-il la peine de naître au Mexique en 1992 ?

DANS cette chronique d'une naissance annoncée parue en espagnol en 1987, Carlos Fuentes s'est préparé à célébrer à sa manière l'anniversaire de la découverte de l'Amérique, le grand non-événement ibéro-américain de l'an prochain, qui va révéler les nationalismes, les antagonismes entre les conceptions du monde, entre Indiens et Européens, Aztèques et Castillans, polythéistes et monothéistes, Américains et chicanos. Surtout, il s'est adonné aux étranges et souvent désolantes mutations du langage, qui sont un des grands plaisirs du livre.

D'abord, au double de l'écrivain caché derrière l'auteur. Il faut dire, en effet, tout ce que le livre doit à la traduction supposée de Céline Zins, qui est également poète et qui, l'an dernier, a bien mérité le grand prix Halperine-Kaminsky de la Société des gens de lettres pour l'ensemble de ses traductions de l'anglais et de l'espagnol (notamment Hemingway, Faulkner, Oscar Lewis, Truman Capote, Sean

O'Casey) et qui traduit Fuentes depuis vingt ans. « La traduction de ce livre a bien souvent été la gageure, préventive. En effet, Carlos Fuentes s'est ici non seulement amusé — féroce — à malmenier, foire jouer, disloquer, parodier sa propre langue dans tous ses aspects (« lo barbare, la corrompue, l'anglo, lo gallico, lo latino, lo populo, l'élito, la provinciale et la catholique »), mais il l'a littéralement « mélangée ». Mélangée d'anglais, de nahuatl, de français, parfois d'italien. Pour mieux faire entendre la désintégration de la société, il pulvérise le langage. Il multiplie les jeux de mots (monolingues, bilingues, trilingues), les calembours, les contrepèteries — jusqu'au délire, voire jusqu'au « mauvais goût ». Et cela, sans jamais utiliser les notes de fin de page. Chaque page !

Céline Zins explique, parmi mille autres exemples possibles, comment Cuauhtémoc, gendre de Moctezuma à qui Cortés fit brûler les pieds, devient « Quotiemock, père de la patrie ou grilade de patates ». Ou encore comment José Jugo Viles, qui est une déformation de José Martí, devient en français Joseph Degauche Avile. Il ne s'agit pas seulement de virtuosité pour rendre « cinq siècles de colonisation » à Makioko-City et en arriver à cette génération « opepsicola » qui se délecte du « rockaztec » ou de « Don Joe Vanny, le capo de la mafia sbrillane » et du pianiste-psychiatre chinois polonais « Deng Chopin », l'ami d'Ada Ching, la propriétaire normando-bretonne d'un cabaret d'Acapulco !

Il ne s'agit pas seulement de virtuosité, car ce langage « mélangé » n'est pas qu'un jeu, mais à la fois le révélateur de la désintégration de la société, et aussi d'une certaine régénération par le contact avec la langue de l'autre, dans ce Mexique qui « porte malheur », mais où Angel et Angeles ont décidé malgré tout de procréer. Contradiction entre la dénomination de l'américanisation, de l'envahissement de l'anglais, et les vertus des mélanges linguistiques.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Faut-il naître en 1992 ?



Carlos Fuentes : « Les mots sont ambivalents, ils sont plastiques, ils se transforment en autre chose, ils supportent toutes les contaminations, toutes les distorsions. »

Dans le ventre de sa mère, Cristobal va apprendre à connaître le monde. Un univers reçu, écarté, imaginé pendant les neuf mois de la gestation. Le fœtus voit tout. On lui raconte beaucoup. Il apprend à tout savoir de sa famille, du temps dans lequel il va vivre, de son passé génétique, de son pays et de sa capitale, qui, depuis la *Plus Limpide Région*, n'a cessé de se dégrader. Et pas seulement à cause du tremblement de terre de 1985... Terrible aggrégat de populations misérables et de troupeaux de rats qui ne cessent d'affiner vers la mégapole, monstrueuse accumulation de misère et de pollution galopante, repaire de politiciens et de profiteurs.

Au futur nouveau-né, Carlos Fuentes va insuffler sa quête de mexicanité, dans un étrange rapport amoureux-haine avec un pays qui est presque son unique sujet, mais où il vit par intermittence. Avec *Christophe et son œuf*, il va

prolonger, plus douloureusement, son élection de Mexico, « la plus limpide région », selon la magnifique citation d'Alfonso Reyes qui donnait son titre au premier roman de Carlos Fuentes : « Est-ce là la plus limpide région de l'air ? Qu'avez-vous donc fait de mon haut plateau métaphysique ? »

L'auteur s'approprie la réalité, la malaxe, la transforme dans une matière littéraire en fusion triturant les corps vivants, les civilisations mortes, les mots, les idées, les modes, les fantasmes les plus délirants en une « vaste parodie sacrée, une liturgie scandaleuse, une diablerie eucharistique, un banquet, une fête pascale, l'union de l'âme et du corps, de la tête et du cul, du mot et de la merde ».

N'a-t-il pas voulu trop demander en forçant les limites du roman avec un roman total, explicitement influencé par Tristram Shandy, pour qui « les digressions sont le soleil de la lecture ».

représentant jusqu'à la page blanche laissée à la discrétion du lecteur-électeur ? Une totalité qui vise à dresser une sorte d'approche de toutes les connaissances d'un « honnête homme » de notre siècle (histoire, politique, science, culture, génétique, littérature, philosophie, anthropologie, etc.) dans une forme romanesque tenant à la fois de Laurence Sterne, de Cervantes, de Broch ? Admirations que Fuentes partage, on le sait, avec Milan Kundera et qu'il résume drôlement dans un tableau généalogique mettant en parallèle « les fils de la Manche » et « les fils de Waterloo » (par sarcasme antinapoléonien, semble-t-il).

Un lecteur-électeur qui veut arriver à terme de ne pas se laisser noyer dans l'océan tumultueux de la confusion mexicaine. De s'y retrouver dans l'extravagance, la forêt délirante des digressions et des personnages de cette apocalypse. (« Tu vois, Electeur, que sans toi je n'aurais pas pu arriver à mes fins, c'est à dire transmettre aux vivants mes cauchemars et mes rêves : maintenant ce sont leurs cauchemars et leurs rêves. ») C'est tout le Mexique, tout un pays de quatre-vingts millions d'habitants (dont le quart s'entasse dans la cité Potemkine de la capitale) où n'importe quoi peut arriver : invasion étrangère, dépeçage du territoire, fondamentalisme religieux gadalupéen, soulèvement millénariste des camionneurs, des paysans et des faux prophètes.

Au lecteur-électeur de ne pas vouloir assimiler toutes les informations inscrites dans les cent milliards de gènes qui occupent chacune des cellules de fœtus Cristobal. (« Tu comprends, Electeur, pourquoi moi, Christophe, je sais tout et pourquoi je crains de perdre tout ce savoir. Ah ! Electeur, mon pacte avec toi n'est pas désintéressé... »). Au lecteur de se laisser emporter par les salves d'éclats de rire suscités par cette langue qui déferle comme un tremblement de terre, ces jeux sémantiques (« Jouez avec Joyce. J'aime Joyce ») qui sont des réminiscences de toutes les cultures d'un grand auteur finaganswakien asmodéen et boulimique qui ne sait pas si cela vaut encore la peine de naître au Mexique en 1992. Même, face à l'Ouest, sur les rives du Pacifique.

(1) Le titre espagnol *Cristobal nonato* — non-ut — se traduit plus directement en anglais : *unborn*.

Un entretien avec Carlos Fuentes

« Il faut employer le roman pour explorer tout ce qu'on ne sait pas, tout ce qui n'est pas dit »

Carlos Fuentes (né en 1928) est, avec Octavio Paz, son aîné, le plus célèbre des écrivains mexicains. Fils de diplomate, il a été ambassadeur à Paris entre 1975 et 1977, comme bon nombre de grands écrivains d'Amérique latine (M. A. Asturias, Alejo Carpentier, Octavio Paz, pour citer les plus grands). Il avait démissionné pour ce qu'il nomme une « brisure politique » lorsque l'ancien président Díaz Ordaz, responsable du massacre de la place des Trois-Cultures, avait été nommé ambassadeur à Madrid. Signe du destin, celui-ci mourut six mois plus tard d'un cancer.

L'écrivain mexicain vit actuellement à Londres, où il prépare, pour la BBC, une série de cinq émissions intitulées « Le miroir caché », une réflexion sur l'Espagne et l'Amérique latine à laquelle il travaille depuis un an. « Pour moi, dit-il, il n'y a pas de plus remarquable, c'est la continuité culturelle du monde hispano-américain, qui, je l'espère, pourra nous faire trouver des modèles de développement qui ne seront plus seulement des copies des modèles prestigieux des États-Unis et de l'Europe. À partir de l'indépendance de 1820, nous avons copié soigneusement les modèles français, puis américains, puis soviétiques, le marxisme, pour pouvoir laisser l'Espagne et le monde indien derrière nous et arriver vite à la cité-dalle de la modernité (il rit). Eh bien, ça a échoué ! Aussi bien le capitalisme que le socialisme, le capitalisme depuis deux cents ans, le socialisme depuis la révolution cubaine, ont échoué. Terriblement. Il faut trouver quelque chose qui reflète vraiment notre culture, ce que nous avons fait, ce que nous sommes, ce que nous voulons être. »

« Après les élections qui, pour la première fois depuis soixante ans, ont mis fin au monopartisme du Parti révolutionnaire institutionnel, qu'en est-il du rôle de l'écrivain en Amérique latine ?

— Pour moi, l'écrivain, c'est la

vie. C'est ma vie. Mais le rôle de l'écrivain change. Traditionnellement, on pensait qu'un écrivain est là pour donner une voix à ceux qui ne l'ont pas, pour jouer le rôle du Parlement, des partis politiques, des journaux, des syndicats, etc. Aujourd'hui, ce n'est plus vrai. Ce qu'on voit en Amérique latine, en fond de cette épouvantable crise, c'est la société civile qui s'organise et qui débouche complètement et l'État et les partis politiques traditionnels, à partir du mouvement des femmes, des mouvements religieux, des associations de quartier, des organisations agricoles, coopératives, des intellectuels, des bureaucrates, des technocrates, etc.

« C'est une nouveauté considérable dans une région du monde qui a été traditionnellement gouvernée du centre et d'en haut. Pour la première fois, on voit des mouvements qui viennent de la périphérie et d'en bas. Et, pour moi, cela donne à l'écrivain une autre fonction : il fait partie de la société civile, il n'est plus la voix de la société civile qui parle par elle-même et n'accepte plus d'intermédiaire. »

« La critique est un acte d'amour »

« Vous avez vécu la moitié de votre vie hors du Mexique, et la critique mexicaine a mal accueilli dans *Christophe et son œuf* de vous voir dénigrer votre pays. « Aucune nation n'a été dotée de tant de rien », écrivez-vous, paraphrasant Dickens. Pourtant, c'est encore et toujours le Mexique, ce pays qui « porte malheur », qui est au cœur de vos préoccupations : tout comme Mexico, que vous nommez « la ville la plus corrompue comme de l'histoire du monde ». »

« C'est un livre sur la vie dans les villes. Aux États-Unis, il a eu du succès. Pas parce que c'était un livre sur le Mexique, mais parce que c'était un livre sur les catastrophes imminentes de la vie

urbaine, pas seulement de Mexico, mais de Denver ou d'Atlanta. Cela m'a beaucoup frappé, que finalement c'est à travers le phénomène urbain qu'on va peut-être se comprendre avec les États-Unis. Au Mexique, le livre a été détesté. Ils ont cru que c'était un livre de haine contre le Mexique, mais pas du tout ! Je crois que la haine, c'est le silence. La critique, c'est un acte d'amour, finalement. Quand le livre a paru en espagnol en 1987, le Mexique était dans une situation lamentable et le livre a bessé. »

« Dans *Cristobal nonato*, j'ai voulu établir un dialogue, un jeu de miroirs avec *Terra Nostra*, à cause du langage qui est au cœur des deux livres. Vous avez le langage classique de l'Espagne dans *Terra Nostra* et, ici, un langage tout à fait déformé. Tout est corrompu, tout est déguisé, des mots sont ambivalents, ils sont plastiques, ils se transforment en autre chose, ils supportent toutes les contaminations, toutes les distorsions. »

« N'est-ce pas la preuve que le langage est moribond ? »

« Pas du tout. Je crois que c'est un langage tout à fait vivant. J'ai énormément peur des cultures pures. Pour parler des civilisations, je pense qu'elles ont vécu, non pas à cause de leur isolement, mais à cause de leurs contacts, des contaminations qu'elles se font subir. Je crois à un langage de corruption, de renaissance, un langage qui bouge, qui n'est pas mort. Pour nous, c'est un fait essentiel parce que, de même qu'il y a cet espagnol déformé dans *Cristobal nonato*, de l'autre côté de la frontière, il y a aussi un anglais contaminé par la langue espagnole et une peur bleue de l'espagnol comme langue. Ainsi, la Californie a décrété récemment que l'anglais était la langue officielle de l'État... Cela signifie donc que l'anglais n'est plus la langue majoritaire de la Californie. Pas seulement à cause de l'espagnol,

mais du chinois, du coréen, japonais, vietnamien. Quand vous avez besoin de nouvelles, la langue qu'on parle, elle n'est plus la langue. Peut-être que les États-Unis, à cause de leur dimension, vont être obligés de reconnaître un monolingue pour accepter la pluralité des langues. »

« Tant qu'il est dans son œuf, Christophe sait tout. Il tient le monde entier... »

« Je crois qu'un enfant qui va naître tient le monde entier. C'est ce que les textes juifs nous enseignent. Cet enfant à l'intérieur de sa mère, qui sait tout, qui connaît tout, même les textes sacrés. Et qui va tout oublier. Le livre doit beaucoup à Juan Goytisoal, qui est mon ami depuis au moins trente ans et qui m'a beaucoup appris sur la tradition juïque et musulmane de l'Espagne, et aussi à Roland Hottel, prix Nobel de chimie, qui était mon collègue à Cornell et auprès de qui je me suis informé sur la gestation et la vie intra-utérine ; il m'a aussi beaucoup parlé des textes juifs et de la présence du « non-né » : la promesse, la sagesse, la mémoire de chaque individu qui va venir au monde. »

« À condition qu'il oublie dès le premier cri... »

« Oui. Il y a l'ange qui arrive, avec un casque doré et une épée à la main et qui frappe les livres de l'enfant pour qu'il oublie. Et tout est à recommencer. C'est vrai. Chacun sait qu'il a tout oublié et qu'il faut recommencer. »

« Le Mexique porte malheur. C'est une constatation ou une conjonction ? »

« C'est une conjonction. Tout le roman n'est pas une prophétie, mais un exorcisme, l'espérance. J'avais besoin de cet exorcisme. »

« Ce livre tourbillonne, désordonné, volubile, qui est une sonnerie, un roman total, répond-il à votre conception du roman ? »

« Je suis pour un roman qui embrasse plus que ce que l'on a considéré traditionnellement comme le territoire du roman. Le

roman n'est pas seulement une rencontre de personnages et d'intrigues. Les expériences d'unification romantique de notre siècle ont été épouvantables. Je pense à tous les totalitarismes qui ont été les formes les plus poussées des romantismes pour imposer l'unité. Je pense qu'on arrive à la fin du siècle avec la conviction que la valeur romantique de l'union, qui est merveilleuse comme idée, est très dangereuse. Il faut pousser ces valeurs de différenciation. Cette restriction de l'unité perdus appliquée à la politique, cela devient un totalitarisme. »

« Kafka, le seul indispensable »

« Va-t-on vers la fin du roman, ce genre bédard », selon Kundera ?

« Je pense que le roman est menacé. Pourtant, ce genre bédard est le seul genre valable. Milan Kundera est convaincu, comme moi, qu'une unité de la connaissance de soi est finie et que, précisément, il faut employer le roman pour explorer tout ce qu'on ne sait pas, tout ce qui n'est pas dit. Quelle est la chose que, seul, le roman peut faire finalement ? C'est écrire la partie non écrite du monde, et cette partie non écrite est infiniment plus vaste. »

« Et nous partageons encore avec Kundera une chose qui pour moi était très importante dans l'écriture du *Nonato*, c'est le sens de cette tradition du roman interrompu. Cette tradition qui vient de Cervantes, Sterne, Diderot, et qui s'arrête quand un nouveau roman commence avec la Révolution française, avec Balzac, avec Dickens, avec le roman de J. G. Le roman d'esprit, le roman qui se célèbre soi-même, qui admet sa mensonge. Qui dit : « Je suis un mensonge. » Qui dit : « Je regarde la réalité, mais je crée une autre réalité. »

« Cela a été interrompu par cette affirmation du réalisme, de l'individualisme, par ce que j'ap-

pelle le roman de Waterloo en opposition au roman de la Manche. Waterloo dit : je viens de la réalité, derrière moi j'ai la réalité sociale, historique, politique. Le roman de la Manche dit : je viens de l'irréalité, j'accepte la réalité de l'esprit, la réalité des livres, la célébration de soi, le mensonge de soi et qui, surtout, ne se prend pas au sérieux. »

« Tristram Shandy, Jacques le Fataliste et, surtout, *Don Quichotte*, qui est un roman qui se crée sous l'œil du lecteur, qui est en train d'être écrit, qui est la par d'autres personnages du roman et dont le genre écarte parce qu'il est fait d'une confusion de tous les genres littéraires de son temps. Ce que j'aime aussi dans le roman de la Manche, c'est l'imponctualité. C'est un roman qui apparaît au beau milieu du règne de Philippe III, de l'expulsion des Maures, avec l'Inquisition, la Contre-Réforme. Tout dit non à ce roman-là qui est contre le mouvement de la société espagnole, on plonge contre le non-mouvement de la société espagnole. C'est une leçon : extraordinaire pour les romanciers que de savoir être à contretemps. »

« Et Kafka vient à contretemps ? »

« Kafka est le seul écrivain indispensable du vingtième siècle. On peut oublier toute la littérature du vingtième siècle, sauf Kafka. Parce que notre siècle ne s'explique pas sans lui. Il peut s'expliquer sans Proust, sans Joyce, sans Faulkner, excuser-moi de citer ces grands noms. Proust aurait pu être un auteur du dix-neuvième siècle... Mais notre siècle, sans Kafka, je ne le comprends pas. Tout est là. C'est la restauration du tragique dans la littérature, la révélation que le masque du tragique dans l'Histoire, c'est une tragédie historique parce que, au lieu du tragique, on a le crime. »

Propos recueillis par Nicole Zand

M. Green... les taxes...

BILLET

Une réforme sur le papier...

Qu'un grand Etat puisse encore, à l'heure de la monnaie électronique, ruiner sa population en lui confisquant ses billets de banque, cela laisse muet. Muet ou désespéré, comme l'est une partie du peuple soviétique, qui vient de se voir privé en l'espace d'une nuit de ses plus grosses coupures, celles de 50 et de 100 roubles.

Imaginons qu'un France la ment décide de mettre hors la loi les billets de 500 francs. Quelques personnes se mordront bien les doigts d'avoir conservé des titres à l'effigie de Pascal Chazaux, mais la richesse des Français devrait rester sensiblement inchangée. Or, en URSS, la déflation à l'égard de l'Etat et de ses banques est telle que, depuis des décennies, l'argent est conservé à la maison. Epargne forcée, inflation et petits trafics aidant, nombreux sont ceux qui détiennent des milliers de roubles, sans parler des millions de coupures d'échangeant en Occident, à Vienne principalement. L'oukaze du 22 janvier du président Gorbatchev revêt, d'un coup, à supprimer un tiers environ de la masse monétaire.

L'objectif lui-même n'est pas blâmable. Au fil des ans et des circonstances, la plupart des Etats ont procédé à des réformes monétaires : en 1948 en Allemagne, en 1960 en France... L'an dernier, le Brésil a imposé un gel des avoirs bancaires, tandis que certains pays, comme la Pologne, ont choisi d'éponger leurs liquidités en proposant aux habitants, à des prix élevés, une multitude de biens de consommation ainsi que l'achat légal de devises étrangères.

A Moscou, les rumeurs de réforme monétaire sont presque aussi vieilles que la perestroïka. Le rouble est largement surévalué, et la masse monétaire se gonfle à un rythme rapide. La plupart des spécialistes s'accordent à penser qu'une véritable réforme économique ne peut avoir lieu sans assainissement des comptes. Pourtant, le premier ministre, M. Pavlov, paraît avoir choisi la pire moment et la pire des méthodes. La libéralisation des structures économiques n'est pas encore en vue et il est à parier que la population, déjà très méfiante à l'égard des projets de réforme gouvernementaux, y sera désormais totalement hostile.

F. L.
(Lire p. 12. L'article de notre envoyé spécial à Moscou, Michel Tatu.)

Reserves de change

Diminution des avoirs de la France en décembre

Les avoirs officiels de change de la France ont diminué de 19,2 milliards de francs en décembre, s'établissant à la fin du mois à 351,3 milliards de francs. Le ministère de l'économie et des finances note que, sur ces 19,2 milliards, 12,1 sont imputables aux nouvelles bases d'évaluation des avoirs. Ainsi, les avoirs en or ont diminué de 7,4 milliards de francs (à 161,6 milliards de francs) en décembre, principalement en raison du nouveau cours de référence retenu pour le premier semestre de 1991 : 63 480 francs le kilo contre 66 397 francs au cours de la période précédente. Quant aux avoirs en devises, ils s'élevaient, fin décembre, à 121,6 milliards ; la diminution de 11,8 milliards de francs sur ce mois s'explique par le cours de 5,162 francs pour un dollar retenu pour le premier semestre de 1991, contre 5,4355 francs précédemment.

M. Greenspan envisage de faire baisser les taux d'intérêt aux Etats-Unis

Confirmant ses propos tenus la veille devant la Chambre des représentants, le président de la Réserve fédérale s'est prononcé le 23 janvier en faveur d'une nouvelle réduction des fonds fédéraux. M. Alan Greenspan semble désormais penser que la récession est plus préoccupante que le danger d'une reprise de l'inflation.

NEW-YORK

de notre correspondant

Étrange Amérique... Il y a tout juste une semaine, lorsque les chaînes de télévision n'avaient pas encore annoncé, en direct, lors du journal du soir, le défilé des chars soviétiques sur Bagdad, signal de la guerre du Golfe, la situation de l'économie américaine n'était guère brillante. Une récession reconnue par tous, pesant sur les recettes budgétaires et aggravant le chômage, une crise financière double d'oscillation bancaire et d'un système immobilier imposant, des pans entiers de l'industrie et des services en pleine marasme (le dernier en date étant l'aviation, après l'assurance), une reprise de l'inflation aggravée par l'envoie des prix du pétrole et une chute préoccupante de la consommation... le tableau apparaissait peu encourageant.

Brusquement, par la grâce d'un essai d'appareils de l'US Air Force piquant avec succès sur la capitale irakienne, tous ces éléments préoccupants — structurels et conjoncturels — disparaissent des écrans. A tel point que lors de la réunion du Groupe des sept pays les plus industrialisés qui s'est achevée le 21 janvier à New-York, on vit le secrétaire américain au Trésor déclarer à ses interlocuteurs que la sortie du tunnel était pour bientôt, vraisemblablement pour la fin du premier semestre de l'année en cours.

Le plus étonnant n'est pas de voir M. Nicholas Brady affirmer sa foi dans la situation des Etats-Unis, mais de constater combien le président de la Réserve fédérale semble désormais lui embêter le pas alors qu'il avait fait preuve, jusqu'à présent, d'une prudence qui n'en finissait pas d'agacer l'administration Bush.

Certains signes

S'exprimant le 22 janvier, devant la commission budgétaire de la Chambre des représentants, M. Alan Greenspan a expliqué, avec cet air appliqué qu'on lui connaît, qu'il avait eu déceler « certains signes » dans les informations économiques qui lui parvenaient, signes auxquels le plus mauvais moment de la récession était passé. Tout en ajoutant aussitôt, il est vrai, qu'il ne fallait pas exclure une nouvelle baisse de l'activité avant qu'intervienne une reprise.

Cette sortie de crise est-elle pour bientôt ? Cela dépendra de la durée de la guerre, et il le répète, sans trop s'avancer. A brève échéance, pourtant, les perspectives économiques de l'Amérique sont plutôt maussades. Le 23 janvier, les services économiques du Congrès ont annoncé une chute de 2,6 % du produit national brut américain au dernier trimestre 1990, tout en escomptant une nouvelle baisse de 1,7 % pour les trois premiers mois de l'année. Le même jour, M. Greenspan qui, après avoir plaidé devant la Chambre, témoignait devant la commission bancaire du Sénat, avait naturellement ces chiffres en tête. C'est à qu'il a fait connaître l'intention de la FED de faire baisser les taux d'intérêt. Du moins en commençant par les fonds fédéraux (l'équivalent du taux de l'argent au jour-le-jour pratiqué entre établissements bancaires), lesquels ont déjà diminué à six reprises depuis juillet dernier, régressant de 8,25 % à 6,75 %.

Par un étrange mimétisme avec M. Bush, lorsque ce dernier évoquait l'hypothèse d'une intervention armée, M. Greenspan s'est dit prêt à agir sur les taux « plutôt plus vite que trop tard ». Sans préciser, cependant, s'il irait jusqu'à baisser de nouveau le taux d'escompte américain, lequel a été ramené à 4,5 % en décembre dernier. Apparemment, le souci de fournir rapidement au marché, donc aux agents économiques, à commencer

par les entreprises, les liquidités dont il a besoin, l'a emporté sur son obsession d'une relance de l'inflation, dont son prédécesseur, M. Paul Volcker, a eu tant de mal à venir à bout après la récession de 1981-1982.

Rémontant à la précédente expérience des Etats-Unis en matière d'économie de guerre, M. Greenspan a expliqué qu'à la différence de la période qui avait suivi la fin de la guerre du Vietnam, laquelle avait été marquée par une très forte hausse des prix due à l'explosion des commandes du Pentagone et des emprunts de l'administration pour assurer le paiement, les besoins militaires du pays sont assurés, cette fois-ci, grâce à l'importante constitution des stocks d'armes effectuée durant les années 80. Un soulai en moins.

Récession d'au moins quatre trimestres

Faut-il pour autant tabler déjà sur une rapide reprise de l'économie américaine ? M. Greenspan évoque le printemps ou l'été au seul prétexte que Wall Street ne s'est pas effondré, pas plus que le pétrole n'a flambé, au premier jour de la guerre, au contraire ? La plupart des économistes hésitent à s'engager dans cette voie.

« A la différence de la reprise qui avait suivi les précédents chocs

pétroliers et qui avait débouché, par exemple, sur une croissance de 4 % après la crise de 1981-1982, celle-ci s'annonce beaucoup plus modérée », avance un banquier new-yorkais. « De plus, cette période de récession devrait durer au moins quatre trimestres. Enfin, il faudra bien dix ans avant d'espérer sortir des bourbiers que constituent l'effondrement des prix de l'immobilier et le scandale des caisses d'épargne », ajoute-t-il. Dans la soirée, une information venait à point nommé étayer ses propos. M. Nicholas Brady venait de demander au Congrès d'accorder une nouvelle rallonge de 30 milliards de dollars (environ 153 milliards de francs) pour combler un peu du « trou » des Savings and Loans, lequel a depuis longtemps dépassé les 500 milliards de dollars.

Dans un simple souci pratique, le secrétaire américain propose aussi de mettre en place un mécanisme qui permettrait de boucher les fuites du système lorsqu'elles se produisent. Une sorte de colmatage « au robinet » qui aurait l'avantage — mais M. Brady s'est bien gardé de l'évoquer — d'épargner aux parlementaires d'avoir à se plonger trop souvent dans ce dossier nauséabond. Pour pouvoir consacrer leur énergie à des actions plus héroïques. Plus lointaines, aussi : la « Tempête du désert », par exemple.

SERGE MARTI

Les conséquences de la guerre du Golfe

La France participe au plan d'urgence de l'AIE pour économiser l'énergie

Créée en 1974 par M. Henry Kissinger pour résister à la mainmise de l'OPEP sur les prix et l'approvisionnement pétroliers, l'Agence internationale de l'énergie (AIE), longtemps cantonnée dans un rôle de surveillance passive, a enfin justifié son existence. En annonçant à la veille de la guerre du Golfe que les pays consommateurs allaient mettre sur le marché par divers moyens (déstockage ou économies d'énergie) 2,5 millions de barils par jour, soit 7 % de la consommation de l'OCDE, l'AIE a puissamment contribué à faire retomber les cours du brut.

Bluff ?

Pour la première fois aussi la France, longtemps hostile à ce « cartel de consommateurs », largement financé et manipulé par Washington, a accepté de participer au dispositif. Le gouvernement a ainsi annoncé au conseil des ministres du mercredi 23 janvier, pour assurer sa part de l'effort, un ensemble de mesures destinées à dégager 125 000 barils/jour de pétrole, soit l'équivalent de 7 % de la consommation française. La moitié proviendrait du strict respect des réglementations existantes (limitations de vitesse et chauffage des locaux). L'autre moitié de l'abaissement des obligations de stockages imposées aux compagnies sur le fioul domestique et le gazoil (nos dernières éditions du 24 janvier).

Rien de bien méchant. C'est à peino si les consommateurs devraient s'en apercevoir. Le gouvernement français n'a pas en le courage politique d'imposer les mesures contraignantes pourtant prévues dans le dispositif initial au premier rang desquelles figuraient un abaissement de la vitesse limite sur les autoroutes de 130 à 110 kilomètres/heure. Comment justifier ce « sacrifice » alors que, de l'avis de tous les spécialistes, le marché pétrolier international n'avait jamais été aussi bien approvisionné ? A sa décharge, le fait est qu'il n'est pas le seul. Tous les pays membres de l'AIE ont, pour justifier leurs engagements, adopté des dispositifs plus indolores les uns que les autres.

D'autoriser en faux-semblants plus ou moins grossiers, le dispositif d'urgence de l'AIE ressemble désormais beaucoup plus à un bluff énorme destiné à impressionner le marché qu'à un plan de sécurité, réellement destiné à prévenir toute rupture. La guerre du Golfe n'autorise pourtant aucune complaisance : si l'approvisionnement mondial reste pour l'heure abondant, il repose pour l'essentiel sur le bon fonctionnement des installations saoudiennes dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles se trouvent au premier rang des objectifs stratégiques visés par l'Irak.

VÉRONIQUE MAURUS

Chute du chiffre d'affaires, difficultés de trésorerie

Les agents de voyages font le gros dos

Le Salon mondial du tourisme ouvre ses portes au public, jeudi 24 janvier à Paris, dans un climat d'extrême morosité chez les agents de voyages. Caux-ci constatent avec le président du Syndicat national des agents de voyages (SNAV), M. Jean Perrin, « qu'il n'y a personne, en ce moment, dans nos agences ». La peur des voyages aériens et des attentats, le repli sur le domicile figent les intentions de déplacement professionnel et les désirs d'évasion. « Et ce n'est pas une question de destination, ajoute M. Perrin, puisque les annulations concernent des pays à l'opposé du champ de bataille ».

Les dégâts provoqués par cette disparition de la demande sont difficiles à apprécier, parce que janvier n'est pas un mois de grandes réservations. Reste que l'immobilisme généralisé qui se traduit, depuis une semaine, par une chute de 80 % à

100 % du chiffre d'affaires de certaines agences, risque, s'il se prolonge, de causer d'importantes difficultés de trésorerie. Les plus menacées sont les agences spécialisées sur le Proche et le Moyen-Orient qui n'ont pas de destinations de substitution à proposer. Sont également vulnérables les petites entreprises dont l'étroite surface financière ou personnel ne permet pas d'absorber longtemps les déficits.

Attentisme obligé

Pour l'heure, aucun professionnel n'accepte de danser des chiffres trop catastrophiques pour ce pas effrayer banquiers et clients. On entend plutôt parler de reports de clientèle du Maghreb vers les Antilles et de mesures de prudence qui conduisent à supprimer ou à différer des campagnes de publicité et des investissements. Il n'est pas question de licenciement, mais on ne renouvelle pas forcément les contrats temporaires.

Naturellement, les attitudes des professionnels ne sont pas uni-

formes. On trouve l'attentisme obligé, comme à l'agence Marmara, spécialisée sur la Turquie, et dont le PDG, M. Hervé Vigier, ne peut que constater que les clients français ne se présentent pas au comptoir. « Il faut attendre quelques semaines pour y voir plus clair », conclut-il.

Il y a l'optimisme déclaré comme celui de M. Jacques Maillo, PDG de Nouvelles Frontières. « Rien de dramatique pour l'instant », déclare-t-il. Nous avons réorienté nos produits dès le mois d'août et ce qui nous permet d'enregistrer des croissances de 25 % à 35 % sur les DOM-TOM et en particulier les Antilles et la Réunion ou les Canaries. Bien sûr, nous ne réalisons plus qu'un vol charter par semaine vers l'Egypte au lieu d'un par jour et le Maroc est en chute de 30 %. Le conflit peut durer jusqu'en mars. Notre intégration verticale et nos produits nous permettent de ne pas succomber à la sinistrose ».

Même son de cloche auprès de M. Christophe Charpentier, patron de Havas Voyages. « Tout cela peut être inversé instantanément si l'hy-

stérie joue dans l'autre sens, estimant-il, car les entreprises vont devoir envoyer leurs personnels en mission et les particuliers voudront décompresser après la crise. On ne rattrapera pas tout le retard, mais une partie. Hors ce flic de ne pas avoir choisi la stratégie de l'intégration verticale : nous n'avons pas d'hôtels et d'avions à remplir contre que coûte. Nous ne réduisons pas l'outil de travail, car nous avons les moyens de tenir jusqu'à la fin du conflit que je prévois rapproché ».

Chez Kuoni, on est sans peur, mais on prévoit tout de même le pire. « Nous devrions tirer notre épingle du jeu, affirme M. Jean-Paul Veslot, directeur général, car les clients se décident, dans ces temps troublés, en fonction de la notoriété et de la solidité de l'organisateur de voyages. Il faut pourtant reconnaître que notre profession est en passe de devenir sinistrée. C'est pourquoi j'ai proposé au ministre du tourisme de demander à son collègue des finances de nous permettre de déduire des bénéfices de 1990 les déficits prévisibles pour 1991 ». A ça, ou...

ALAIN FAUJAS

L'enquête sur l'affaire Pechiney

Le financier Samir Traboulsi est inculpé de délit d'initié

Après deux années d'enquête, le juge Edith Boizette, chargée de démanteler les fils du délit d'initié commis dans l'affaire Pechiney-American Can, vient d'inculper M. Samir Traboulsi.

M. Traboulsi, financier libanais, avait joué un rôle-clé d'intermédiaire dans le rachat par Pechiney, en 1988, d'American National Can (ANC), premier fabricant américain d'emballages en aluminium. M. Traboulsi connaissait très bien M. Nelson Feltz, principal actionnaire d'ANC, et lui a servi de mentor lorsque ce dernier a été reçu par les autorités françaises.

Mais ce qui a motivé la décision du juge Boizette d'inculper M. Traboulsi est plus directement lié aux activités de la société Socofinance. M. Traboulsi a utilisé fréquemment les services de cette société de courtage, filiale d'International Discount Bank (IDB), qui siège dans le paradis fiscal d'Anguilla, et dont les opérations sur le titre ANC semblaient avoir épousé étroitement le cours des négociations. Quand un accord semblait sur le point d'aboutir, des achats importants de titres ANC avaient lieu, tandis que des ventes étaient

opérées lorsqu'elles semblaient proches de la rupture. En définitive, Socofinance a apporté à l'OPA de Pechiney sur Triangle près de 88 000 titres achetés au moyen de 10 dollars chacun et revendus pour 46 dollars, soit une coquette plus-value de plus de 11 millions de francs. Qui a informé Socofinance ? L'une des rares personnes à avoir été mêlée aux négociations. Qui est cette personne ? Le juge Boizette semble avoir décidé qu'il s'agit de M. Traboulsi. A moins qu'elle n'ait obtenu, au cours de son enquête en Suisse et au Luxembourg, des éléments nouveaux lui permettant d'étayer solidement cette conviction.

Pour sa défense, M. Traboulsi a expliqué que la commission qu'il avait touchée pour ses bons offices au cours de la transaction était infiniment supérieure au bonus qu'il aurait pu tirer du délit d'initié de Socofinance. S'il a reconnu avoir utilisé les services de cette société de courtage, c'était, selon lui, surtout pour intervenir sur le marché de l'argent métal.

Inculpation ne signifie pas culpabilité. M. Traboulsi aura désormais accès au dossier pour organiser sa défense.

Y. M.

DROIT DES SOCIÉTÉS, L'EUROPE RESTE A FAIRE

Aujourd'hui, le marché des entreprises c'est l'Europe. Une Europe où dans un domaine vital, celui du droit des sociétés, chaque pays a conservé son propre droit. Une situation complexe, difficile à maîtriser.

Il existe un recueil à feuillets mobiles, le « Droit des Sociétés dans les pays de la CEE », dans la collection JUPITER, qui apporte une réponse à toutes les questions qu'on doit se poser.

Pays par pays, il présente en 7 volumes les textes de loi, leur traduction, des études et commentaires, régulièrement actualisés.

Le « Droit des Sociétés Jupiter » : un outil unique qui bénéficie des 30 ans d'expérience des droits nationaux européens de la collection JUPITER, éditée par LGDJ.

Actuellement et jusqu'au 28 février 1991, vous pouvez bénéficier d'un tarif préférentiel.

Pour toute information, appelez la (1) 43 35 01 67 ou écrivez à : LGDJ - 26, rue Vercingétorix 75014

«Droit des Sociétés Jupiter» Maîtriser les Droits nationaux pour conquérir l'Europe

LGDJ
26, rue Vercingétorix
75014 Paris

ÉCONOMIE

M. Fauroux
annonce une restructuration
du ministère de l'Industrie

Comme on l'avait présenté début janvier, lors de la nomination de M. Didier Lombard à la tête de la direction générale de l'Industrie, en remplacement de M. Christian Marchais, M. Roger Fauroux, ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire a décidé de réorganiser cette direction pour l'orienter davantage vers des tâches de réflexion. Cette décision, annoncée le 23 janvier, se traduit par un changement de nom, la DGI devenant la direction générale des stratégies industrielles.

La DGSi - avec quatre mille fonctionnaires, l'une des trois directions du ministère - devra « fonctionner comme un observatoire actif des stratégies industrielles », a affirmé M. Fauroux, en ajoutant qu'il lui faut être « plus réactif qu'agré ». En outre sont créées deux nouvelles directions, rattachées directement au ministre : le service central de sûreté des installations nucléaires (SCSIN), qui dépendait traditionnellement de la DGI; la direction de l'action régionale et des PMI, qui devra concourir à la mise en place de mesures destinées à faciliter le développement des petites entreprises.

ÉTRANGER

L'excédent japonais
s'est fortement
contracté en 1990

Selon les statistiques publiées le mercredi 23 janvier par le ministère des finances, l'excédent commercial japonais s'est élevé l'an dernier à 52,4 milliards de dollars, soit une contraction de 18,5 % par rapport à l'année précédente. La tendance au rééquilibrage des échanges commerciaux du Japon a donc continué en 1990.

L'année 1990 a été marquée par une progression de 4,3 % des exportations, qui ont atteint le montant de 287 milliards de dollars. Les achats à l'étranger ont progressé beaucoup plus rapidement (+ 11,2 %), s'élevant à 234,6 milliards. L'excédent bilatéral enregistré avec les États-Unis a diminué de 15 % (38 milliards de dollars).

10,6 milliards de francs en 1991
Le budget de l'Ile-de-France a été adopté
grâce à la neutralité des socialistes

Grâce à la neutralité du groupe socialiste et radical de gauche (soixante-cinq membres), qui a décidé de ne pas participer au vote, le budget 1991 du conseil régional d'Ile-de-France (10,6 milliards de francs) a été adopté dans la nuit du 23 au 24 janvier. Les soixante élus du RPR et les trente-deux élus de l'UDF ont voté pour. Les dix-neuf élus communistes et les dix-neuf conseillers

La progression du budget de l'Ile-de-France pour 1991 est moindre que l'an dernier (+ 20 %) mais elle reste substantielle : + 15,4 %. La première et la plus riche région de France pourra dépenser cette année 10,6 milliards de francs dont 7,8 en investissements. L'Ile-de-France sera toutefois dépassée par la Bretagne, le Languedoc-Roussillon, le Limousin, les Pays de la Loire, et la Haute-Normandie, qui voient leurs dépenses progresser à un rythme plus rapide, compris dans une fourchette de 17 à 31 %.

Le budget avait été présenté par MM. Pierre-Charles Krieg, RPR, et Jean-Pierre Fourcade, UDF, premier vice-président chargé des finances. Le maire de Saint-Cloud, qui a fait montre de sa dextérité dans le maniement des mécanismes budgétaires, a souligné que le budget de 1991 s'effarait à la fois de ne pas céder au saupoudrage, de favoriser l'investissement (puisque ces dépenses représentent 73 % du total au lieu de 60 % il y a quatre ans) et de contenir la charge de la dette. Les emprunts, qui atteignent 16 % de dépenses totales en 1986, sont tombés à 8 %.

Produit des impôts
en hausse de 21,6 %

Comme l'an dernier, la région mettra l'accent, pour respecter les termes du contrat de plan signé avec l'État en 1989, sur la circulation et les transports en commun, qui absorbent le quart des dépenses. Quant aux lycées, dont les régions prennent en charge la

construction et la rénovation, l'effort continue à un rythme rapide : sur 100 francs d'impôts payés par les habitants, 37,5 sont affectés aux établissements d'enseignement. Toutefois, sur ce dernier chapitre, l'Ile-de-France n'est pas la région la plus en pointe. Le Centre, la Franche-Comté et surtout la Picardie consacrent 40 à 48 % de leur enveloppe totale à l'enseignement (chiffres de 1990).

Le produit des impôts augmentera cette année de 21,6 % (30 % l'année dernière), ce qui ne veut pas dire que la pression fiscale subie par les Franciliens s'accroît anormalement. En effet, l'Ile-de-France est toujours beaucoup plus riche que les autres régions et il suffit d'un léger relèvement des taux des taxes pour dégager mécaniquement des ressources abondantes. C'est le cas de la taxe professionnelle, dont le taux, homophatique, passe de 0,668 % à 0,713 %. Ainsi l'effort fiscal demandé à chaque habitant reste très inférieur à la moyenne des autres régions, ce qui a fait dire à M. Yannick Bodin, président du groupe socialiste : « Ce budget dénote une conception restrictive et malhonnête de l'action régionale. Des marges de manœuvre fiscales importantes restent inexploitées. On pourrait faire plus et mieux notamment dans le domaine du logement et de la réhabilitation de quartiers dégradés. »

Même si l'Ile-de-France souffre de handicaps spécifiques (surcoût foncier, encombrements, problèmes des banlieues), elle dispose aussi de ressources particulières qui consti-

tuent des privilèges, voire des anomalies. Elle est la seule région à recevoir de l'État une dotation globale de fonctionnement (DGF), qui, en 1991, rapportera 1,13 milliard de francs. Quant à la redevance sur les bureaux, elle s'élève à 1,2 milliard.

Ambitions
personnelles

Toute la session budgétaire aura été dominée par le malaise interne qui mine le groupe socialiste et radical de gauche et qui, avec soixante-cinq élus, constitue la formation la plus importante de l'assemblée. Jospinistes, rocardiens, chevenementistes, fabiusiens qu'il ne faut pas confondre ici avec les partisans de M. Pierre Joxe, s'y querellent. Et des ambitions personnelles en prévision des prochaines élections de 1992 ajoutent encore à la confusion.

Le bureau exécutif du PS a même été saisi de la question mercredi soir, ce qui a fait dire à M. Nicole Briq, particulièrement en fâche parmi la trentaine de socialistes irréductibles qui voulaient jusqu'au bout voter non : « Force est de constater qu'au PS les arguments d'autorité prennent désormais la place des débats légitimes. Il faut cesser cette pantomime dérisoire et modifier d'urgence une loi électorale qui oblige chaque année les élus socialistes du conseil régional à servir de suppléants à une droite conservatrice et revancharde. »

FRANÇOIS GROSCHARD

Un projet de loi au conseil des ministres
Les sociétés HLM de crédit immobilier
pourront distribuer des prêts non aidés

M. Louis Besson, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, a présenté au conseil des ministres, mercredi 23 janvier, un projet de loi qui autorisera les 143 sociétés anonymes de crédit immobilier (SACI) - une des familles du mouvement HLM - à distribuer des prêts non aidés au logement, et non plus seulement des PAP (prêts aidés à l'accession à la propriété) et des PC (prêts conventionnés). Consé-

tuées en réseau autour d'une chambre syndicale, à l'instar des Banques populaires, du Crédit mutuel ou du Crédit agricole, les SACI bénéficieront, pour leur permettre de s'adapter aux obligations découlant du droit communautaire, d'un fonds de garantie et d'une société de caution mutuelle. Les SACI pourront distribuer elles-mêmes ces prêts lorsque ce volume d'activité restera marginal, ou devront se doter de filiales spécialisées.

TRANSPORTS

Le groupe néerlandais
Nedlloyd est en crise

AMSTERDAM

de notre correspondant

Le groupe néerlandais Nedlloyd (transports maritimes et routiers) a clos l'exercice 1990 sur une perte « de 125 à 150 millions de florins », soit 375 à 450 millions de francs. Sans la cession d'actifs, le déficit aurait atteint un niveau voisin de 700 millions de florins, somme quasiment équivalente aux bénéfices de 1989 (756 millions de francs).

Haussé du prix des carburants, faiblesse du dollar et concurrence accrue dans le transport des conteneurs ont conjugué leurs effets. Le groupe de

Rotterdam avait annoncé, dès l'an dernier, une restructuration de ses activités, notamment dans le secteur maritime où priorité doit être donnée au transport par conteneurs. Nedlloyd cherche des partenaires pour exploiter sa division « énergie ». La vente de certaines participations est prévue.

Le déficit de 1990 accélère la restructuration du groupe, fragilisée par une grave crise de confiance. Deux dirigeants de Nedlloyd viennent de démissionner et un raidier norvégien, M. Tor Hagen, affirmant contrôler 45 % du capital, veut appliquer son propre plan de relance.

C. CH.

EN BREF

Reims refuse le tramway. - Comme on s'y attendait, M. Jean Falala, maire de Reims, s'oppose au projet de tramway qui avait été adopté, à la fin de l'année dernière, par le district de Reims (le Monde du 22 janvier). Dans une lettre adressée au président de celui-ci, il fait valoir les perturbations que ce mode de transport occasionnerait à la circulation automobile et un petit commerce ainsi que les dommages qu'il causerait aux arbres classés. Il préconise plutôt une amélioration du réseau de bus.

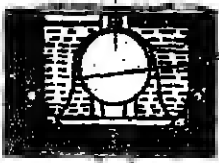
Chômage technique à Renault-Sandozville. - Les 8 500 salariés de l'usine Renault de Sandozville, en Seine-Maritime, seront mis en chômage technique durant cinq jours supplémentaires en mars prochain, en raison de la baisse du carnet de commandes, a annoncé, mercredi 23 janvier, la direction de l'établissement. Cinq journées de chômage technique étaient déjà prévues pour le mois de février (le Monde du 10 janvier).

BUTAGAZ
INVENTE
"NAUTILA"
LA CITERNE
PROPANE
ENFOUÉE
À VIE

BUTAGAZ innove en créant NAUTILA, la seule citerne propane enfouie à vie. En appliquant en précurseur le système de protection cathodique au stockage de propane domestique, BUTAGAZ permet à NAUTILA de demeurer à vie sous terre. NAUTILA, c'est la discrétion absolue : invisible à vie, elle s'intègre dans tous les

jardins, préserve la beauté naturelle des sites et respecte pour toujours le cadre de vie. NAUTILA, c'est tous les avantages de l'énergie propane aux trois usages : chauffage, eau chaude et cuisson. C'est l'assurance d'une chaleur saine, puissante et instantanée. En dormant jour à l'invisible, BUTAGAZ confirme une fois encore sa position de leader sur le marché des gaz de pétrole liquéfiés.

CITERNE EN ACIER (CATHODE)



CATHODE D'ANODE

ANODES DE PROTECTION (MAGNÉSINIUM)

Le procédé de la protection cathodique consiste à relier l'acier de la citerne à deux masses de magnésinium anodes en terre. Cette réserve renouvelable de magnésinium permet par un flux ionique de protéger en permanence l'acier de la citerne. Le contrôle de ce flux se fait par simple vérification électrique extérieure. Entendue et protégée, NAUTILA reste intacte à vie.

BUTAGAZ

LES DIX ANS D'IMAGINA

Mondes virtuels

Après avoir envahi notre univers quotidien dans la décennie 80, au travers notamment des génériques de télévision, l'image de synthèse va peut-être modifier notre perception de cet univers dans la décennie qui commence, en nous livrant les clefs d'une nouvelle expérience du réel. L'avènement et surtout la diffusion dans le grand public de dispositifs de visualisation et d'interaction multisensoriels, qui tirent pleinement parti des progrès de l'imagerie numérique pour plonger l'observateur dans des environnements « virtuels », ouvrent en effet de nouveaux champs d'expérience aux artistes, aux scientifiques, et même aux philosophes.

Rendez-vous maintenant traditionnel de l'image de synthèse, Imagina consacre, pendant sa dixième édition, du 30 janvier au 1^{er} février à Monte-Carlo, une large place à ces « mondes virtuels », qui bousculent nos perspectives rationnelles et font l'objet de ce dossier. Du design de la navette spatiale européenne aux percées de loisirs américains ou japonais, de l'architecture à la médecine, les applications potentielles foisonnent. Comme la transmission à distance des images a donné naissance à la « télévision », les machines à voyager dans l'imaginaire et l'image, à enrichir ou subvertir le réel, vont engendrer de nouvelles façons de voir, en soi et vers l'extérieur. Qu'on les baptise « introvision » ou « extravision », elles préfigurent des mondes hybrides et inédits, dont seules les frontières nous apparaissent.

M. C. I.



Le système Virtuality 1000 de la société britannique W Industries, sur console de jeux qui permet de « conduire » un véhicule dans un monde virtuel. Ce type de matériels, dont les prix baissent rapidement, s'est peu à peu imposé au divertissement. Architectes et médecins pourront bientôt « faire le tour » d'un bâtiment encore à l'état de dessin, ou s'entraîner à des opérations délicates sans risquer la vie de leurs patients.

Une nouvelle expérience du réel

En nous plongeant par la vision et par les sensations dans un environnement virtuel, la technique modifie notre perception du monde

par Philippe Quéau

DES « mondes virtuels », aux « réalités artificielles », de « cyberspace » aux « environnements synthétiques multisensoriels », les expressions imagées ne manquent pas pour désigner l'un des développements les plus récents et les plus prometteurs de l'infographie. Il s'agit en effet d'un outil radicalement nouveau de représentation du monde, susceptible d'altérer durablement notre vision des choses, notre façon de travailler comme nos conceptions habituelles du « spectacle ».

Comment définir un « environnement virtuel » ? Il s'agit d'un espace artificiel, visualisé à l'aide de techniques de synthèse d'images, et dans lequel on peut « physiquement » se déplacer. Cette impression de « déplacement physique » est donnée par la conjonction de deux stimuli sensoriels, l'un reposant sur une vision stéréoscopique totale et l'autre sur une sensation de corrélation « musculaire », dite proprioceptive, entre les mouvements réels du corps et les modifications de l'espace artificiel dans lequel on est « plongé ».

La vision stéréoscopique totale est obtenue à l'aide d'un casque de visualisation équipé de deux écrans miniatures à cristaux liquides, placés devant chacun des deux yeux. La corrélation proprioceptive entre le corps de l'observateur et l'espace virtuel est obtenue, quant à elle, à l'aide de divers capteurs de positions placés sur la tête et les membres. L'ordinateur pilotant le système connaît à tout moment l'attitude de l'observateur, la direction de son regard ou sa mimique gestuelle. Le moindre déplacement, le geste le plus discret, peuvent ainsi être analysés par l'ordinateur et servir à déclencher une série de programmes associés à ce geste ou à ce déplacement. Il y a donc une hybridation intime entre le corps même du spectateur-acteur et l'espace virtuel dans lequel il est immergé.

De la pédagogie aux délices ludiques

Toute action du corps se traduit par une modification corrélative de l'espace tridimensionnel qui l'environne de toute part grâce au casque stéréoscopique total. Réciproquement, toute image tridimensionnelle flottant virtuellement « autour » de l'observateur peut servir de base à de nouvelles actions gestuelles.

La simulation d'espaces virtuels en trois dimensions n'est pas un

concept totalement neuf. Mais ces techniques, en progrès constant depuis les années 50, développées notamment pour l'entraînement des pilotes, étaient limitées par leur coût et le relatif confinement de l'observateur. Les simulateurs de vol les plus performants, aux images et sensations très réalistes, coûtent en effet des dizaines de millions de francs, avec des systèmes hydrauliques complexes pour les effets de vitesse et d'accélération, et des coupelles hémisphériques de plusieurs mètres de diamètre où sont projetées des images de synthèse calculées en temps réel.

Mais si l'espace artificiel qu'elles donnent à voir est virtuellement infini, le pilote, lui, est encastré dans un cockpit précis du simulateur. Avec l'apparition récente sur le marché de casques de visualisation stéréoscopique portatifs, comme les casques fabriqués par les firmes américaines VPL Research et Sense 8, ou la firme anglaise W Industries, ces deux verrous, celui du coût et celui du confinement physique, viennent de sauter.

Kant revisité...

Les systèmes les moins coûteux reviennent d'ores et déjà à quelques dizaines de milliers de francs seulement, en attendant des chutes de prix considérables. Mais, surtout, ces casques sont portatifs. L'imagerie virtuelle peut donc être transportée aisément n'importe où : sur un chantier en cours de construction ou dans un bloc opératoire, à bord d'un sous-marin ou dans une monoplace de formule 1.

Mieux encore, le casque de visualisation pourra bientôt équiper tout un chacun avec un minimum d'inconfort, et permettra ainsi au grand public d'expérimenter à bas prix des paradoxes spatio-temporels jusqu'alors à peine concevables, et de découvrir des formes efficaces de pédagogie tridimensionnelle ou des délices ludiques absolument inédites.

Ce serait une erreur de résumer les casques de simulation virtuelle au rang de simples gadgets, comme pourrait inciter à le faire l'analogie trompeuse avec les balades dans le domaine du son. En effet, si la qualité de la visualisation stéréoscopique peut effectivement être mise en parallèle avec la qualité du rendu sonore des balades, il ne faut pas oublier que les casques de visualisation sont équipés de capteurs de position permettant une interaction proprioceptive avec l'espace virtuel.

On peut ainsi se déplacer physiquement dans le monde réel, marcher, danser, mimer, et par chacune de ces actions « réelles » se trouver confronté à une modification perceptible et même tangible de l'espace virtuel dans lequel on reste par ailleurs « plongé ».

L'espace virtuel ne correspond donc pas à une réduction symbolique, une représentation simplifiée d'un monde-jouet. Il faut plutôt voir en lui le moyen d'une augmentation perceptive et cognitive. En tant qu'outil de simulation, il crée les conditions d'une nouvelle expérience du monde. Pour Kant, l'espace était une forme synthétique *a priori*. Pour les créateurs et les expérimentateurs d'espaces virtuels, l'espace devient une forme synthétique *a posteriori*.

A la sensation éprouvée par tout être conscient d'être « ici et maintenant » se superpose ainsi une expérience supplémentaire, qui vient informer ou affiner l'expérience du réel, ou, au contraire,

qui vient la contredire, la déjouer, la subvertir ou la divertir.

C'est en cela que les mondes virtuels ne sont pas simplement un épiphénomène amusant, ou délassant futile, une retombée mineure de la considérable révolution infographique.

Le « virtuel » nous propose une autre expérience du « réel ». De fait, c'est la notion communément perçue de « réalité » qui soudain se trouve comme transcendée. Car les « réalités » virtuelles ne sont pas moins réelles que les expériences sensorielles que nous accumulons « naturellement ». Les images virtuelles ne sont pas des illusions platoniciennes, des images de pure représentation, sans impact substantiel. Au contraire, ces « réalités » virtuelles peuvent être visitées, explorées et même « palpées » (avec des systèmes à retour d'effort comme ceux développés dans le cadre du projet GROPE à l'université de Caroline-du-Nord à Chapel-Hill).

Lire la suite page 33

► Philippe Quéau est responsable du groupe « Recherche images » à l'Institut national de l'audiovisuel.

Un « forum » des images

« Forum » des nouvelles images de Monte-Carlo : comme son sous-titre l'indique, Imagina a pour vocation de mêler les genres et les gens, en regroupant du 30 janvier au 1^{er} février à la fois des conférences (réunissant les meilleurs spécialistes mondiaux), un salon (matériels, logiciels et prestataires), et une compétition dont l'image de synthèse est la fil conductrice (1).

Pour la compétition, un jury a sélectionné cette année 80 œuvres audiovisuelles parmi 400 productions de 17 pays, dont une dizaine en première mondiale, et c'est le public qui décernera les prix Pixel, dans dix catégories (fiction, simulation, animation 2D et 3D, publicités, etc.).

Organisé par la Festival de télévision de Monte-Carlo et l'Institut national de l'audiovisuel (INA), Imagina est soutenu par de nombreux organismes (2). A l'occasion de son dixième anniversaire, ses deux fondateurs coéditent, avec l'aide du Centre national du cinéma, un livre (3) qui est une sorte de bilan artistique de dix ans de concubinage entre image et ordinateur, ce qu'on appelle l'infographie. De la quête du réalisme du début de la décennie à la prolifération des styles et à l'irruption de l'intelligence arti-

cielle, ce livre, dont l'essentiel est constitué de superbes illustrations, est une... synthèse à la fois belle et intelligente de dix ans de recherches.

Sous le titre-jeu de mat « théâtres après », qui rappelle que la modélisation d'une théâtre fut un des exercices de style les plus prisés des infographistes, une émission programmée sur Canal Plus (dimanche 10 février à 15 heures 25) fêtera aussi, en images animées, ce dixième anniversaire. Avec de nombreux extraits, des reportages tournés à Imagina, elle évoquera dix années qui se confondent avec l'histoire de la manifestation et rendra notamment hommage à l'américain John Lasseter et au japonais Yochiro Kawaguchi, deux pionniers de l'image de synthèse aux styles très différents.

(1) Renseignements, inscriptions à Monaco : 93-15-93-94, à Paris : 45-23-08-16. Lieu : auditorium du Palais des congrès de Monte-Carlo, boulevard Louis-II.

(2) Canal Plus, le club d'investissements MEDIA, le CNC, Bull, Ricard, France Telecom, Sonovision, Videac Alcatel et la banque Worms.

(3) Imagina-Le livre, 150 pages, 162 photos, INA-Publication, 4, avenue de l'Europe, 94366 Bry-sur-Marne, 350 F (211 F en souscription jusqu'au 15 mars).

Rendre la navette Hermès habitable

Des « spationauts virtuels » évoluent dans un engin qui n'existe pas

AVANT la fin du siècle, la navette spatiale européenne Hermès sera une réalité. Comment s'assurer qu'elle sera vraiment « habitable » et que son volume sera utilisé au mieux ? Le centre de recherche de l'Agence spatiale européenne (ESA) s'y emploie, grâce à des « spationauts virtuels », dont le comportement biomécanique est simulé en images de synthèse. Ces êtres immatériels sont placés « dans » les modèles en trois dimensions de la navette, issus des logiciels les plus utilisés de conception assistée par ordinateur (CAO), comme Catia ou Euclid. En les faisant évoluer, on vérifie ce que le futur spationaute peut atteindre et ce qu'il peut voir. Et c'est ainsi qu'on peut améliorer le design intérieur et extérieur de la navette et des autres systèmes habités.

Ce procédé ne dispense pas des campagnes de tests en maquettes réelles, qui ont lieu en piscine ou en vol parabolique d'avion pour recréer les conditions de l'espace. Mais la simulation permet de mieux préparer ces essais, et donc

de réduire leur nombre et leur coût.

Les modèles par ordinateur tiennent d'ailleurs compte des effets de l'apesanteur. Un spationaute qui mesure 1,80 mètre sur terre grandit par exemple de 6 centimètres dans l'espace, car ses vertèbres se distendent. Et sa position de relaxation est modifiée, corps penché vers l'avant et champ de vision abaissé. Autant en tenir compte dès la conception de son vaisseau... et vérifier aussi qu'un spationaute peut mettre et retirer son scaphandre dans l'espace étroit d'un sas. Pour s'entraîner à ce dédité exercice vestimentaire, ils pourront d'ailleurs « chausser » des casques de visualisation stéréoscopique, et répéter l'effort du plus haut du monde dès le plancher des vaches.

Du cockpit à la cuisine...

Ces techniques sophistiquées ne seront pas longtemps réservées aux spationauts nés à la conception et à l'entretien des centrales nucléaires. Les ménagères japo-

naises peuvent déjà, dans certains salons de vente de Matsushita, essayer une « cuisine virtuelle », dans laquelle on se promène avec un casque de visualisation et un « gant de données ». En déplaçant fictivement les chaises, en ouvrant les robinets ou les portes, en rangeant la vaisselle, la cliente peut ainsi vérifier la hauteur des placards, ou choisir la place du réfrigérateur. Et le vendeur n'a plus qu'à modifier sur son ordinateur quelques données pour adapter la cuisine réelle à commander...

L'espace reste néanmoins une des applications prioritaires de l'image de synthèse. Les pilotes d'Hermès conduiront leurs rendez-vous dans l'espace par écran interposé : la navette vient en effet s'accrocher par l'arrière sur la station orbitale Columbus. Leur hublot ne leur servira donc que pour l'atterrissage. Le reste du temps, les pilotes auront en face d'eux six écrans, dont deux avec les images de caméras extérieures. Mais ces images ne seront pas seulement « brutes » : elles seront enrichies d'informations graphiques en deux et en trois dimen-

sions. Le pilote pourra ainsi visualiser dans l'espace le « couloir » dans lequel doit s'inscrire sa trajectoire. Et il verra s'afficher en ierustation, dans les codes couleurs habituels de l'aviation (rouge pour le danger, jaune sur fond noir quand il faut faire attention, vert si tout va bien), les paramètres essentiels de son vol, comme la vitesse ou l'orientation de son cap.

Nou content de leur préparer un intérieur douillet, l'image de synthèse joue un rôle essentiel dans la préparation des spationauts européens. Un grand simulateur de vol, dont les écrans seront munis d'images numériques, doit être prêt cinq ans avant le premier vol. Ce simulateur sera peut-être plus réaliste que le vol lui-même : ses images seront en effet en couleur, alors que le poids et la fiabilité des matériels ont fait choisir - en l'état actuel des projets - le noir et blanc pour les caméras embarquées à bord d'Hermès, celles qui seront les « yeux » des spationauts.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Ricard... La passion de créer.

Renseignements: 49 83 26 84.

RICARD

La passion de créer.

ages dans la


[illegible][illegible]

BENTLEY PORTVILLE
 1000 E. 1st St., Portville, N.Y.
 1000 E. 1st St., Portville, N.Y.
 1000 E. 1st St., Portville, N.Y.

MONTI & PARIS (149)

MEMENT en DUBLET

1. **DECLARATION OF THE COURT**
 2. **THE COURT**
 3. **THE COURT**
 4. **THE COURT**
 5. **THE COURT**
 6. **THE COURT**
 7. **THE COURT**
 8. **THE COURT**
 9. **THE COURT**
 10. **THE COURT**
 11. **THE COURT**
 12. **THE COURT**
 13. **THE COURT**
 14. **THE COURT**
 15. **THE COURT**
 16. **THE COURT**
 17. **THE COURT**
 18. **THE COURT**
 19. **THE COURT**
 20. **THE COURT**
 21. **THE COURT**
 22. **THE COURT**
 23. **THE COURT**
 24. **THE COURT**
 25. **THE COURT**
 26. **THE COURT**
 27. **THE COURT**
 28. **THE COURT**
 29. **THE COURT**
 30. **THE COURT**
 31. **THE COURT**
 32. **THE COURT**
 33. **THE COURT**
 34. **THE COURT**
 35. **THE COURT**
 36. **THE COURT**
 37. **THE COURT**
 38. **THE COURT**
 39. **THE COURT**
 40. **THE COURT**
 41. **THE COURT**
 42. **THE COURT**
 43. **THE COURT**
 44. **THE COURT**
 45. **THE COURT**
 46. **THE COURT**
 47. **THE COURT**
 48. **THE COURT**
 49. **THE COURT**
 50. **THE COURT**
 51. **THE COURT**
 52. **THE COURT**
 53. **THE COURT**
 54. **THE COURT**
 55. **THE COURT**
 56. **THE COURT**
 57. **THE COURT**
 58. **THE COURT**
 59. **THE COURT**
 60. **THE COURT**
 61. **THE COURT**
 62. **THE COURT**
 63. **THE COURT**
 64. **THE COURT**
 65. **THE COURT**
 66. **THE COURT**
 67. **THE COURT**
 68. **THE COURT**
 69. **THE COURT**
 70. **THE COURT**
 71. **THE COURT**
 72. **THE COURT**
 73. **THE COURT**
 74. **THE COURT**
 75. **THE COURT**
 76. **THE COURT**
 77. **THE COURT**
 78. **THE COURT**
 79. **THE COURT**
 80. **THE COURT**
 81. **THE COURT**
 82. **THE COURT**
 83. **THE COURT**
 84. **THE COURT**
 85. **THE COURT**
 86. **THE COURT**
 87. **THE COURT**
 88. **THE COURT**
 89. **THE COURT**
 90. **THE COURT**
 91. **THE COURT**
 92. **THE COURT**
 93. **THE COURT**
 94. **THE COURT**
 95. **THE COURT**
 96. **THE COURT**
 97. **THE COURT**
 98. **THE COURT**
 99. **THE COURT**
 100. **THE COURT**



ASTRADUL
Astradul
Astradul

LES DIX ANS D'IMAGINA

Voyages dans la troisième dimension

Dans les parcs d'attractions américains on passe du dessin animé au « réalisme animé ». L'ordinateur anime des visages presque humains...

DANS l'univers des images de synthèse, un spectacle a fait cette année une entrée remarquée : *The Fantastic World of Hanna Barbera* (La Monde fantastique de Hanna Barbera) (1), avec un jeu de mot sur « *fant* » et « *fantastic* ». Inauguré aux studios Universal à Orlando, en Floride, c'est un des premiers spectacles générés par un ordinateur capable de recréer, avec force couleurs et détails, un environnement en trois dimensions (avec lunettes), et des personnages en deux dimensions. En l'occurrence, le mot de « spectacle » est sûrement dépassé. Le public n'est pas invité à regarder passivement, mais à vivre une expérience, *take a ride* (faire une balade) comme disent les Américains. Et comme si le relief sur écran ne suffisait pas à imiter la réalité, ce sont les sièges des spectateurs qui suivent l'action et, une fois bouclées les ceintures de sécurité, emportent le public dans l'aventure, et dans l'écran. Avec ce simulateur de voyage, on est entré dans l'ère du réalisme animé.

C'est à deux créateurs de Los Angeles qu'on doit la réalisation de

ce court métrage d'un genre nouveau. Brad deGraf et Michael Wahrman ont le profil des jeunes surdoués de notre époque. A onze ans, Michael créait déjà des programmes, et il dessine sur ordinateur depuis l'âge de quinze ans. *Hanna Barbera* est un *cartoon* d'une qualité graphique surprenante, mais les deux Américains sont allés encore plus loin dans l'utilisation de cette technologie digitale. Non contents de recréer des décors en trois dimensions, ils s'attaquent aux personnages.

« Mike Normal » premier « synthacteur »

Après avoir travaillé confidentiellement, ils ont révélé récemment un système de *computer-generated characters*, (« d'acteurs animés par ordinateurs »), qui réussit à animer des visages presque humains à l'aide d'un *waldo* (2), sorte de boîtier de contrôle aux allures de gyroscope permettant de commander les mouvements du visage suivant trois axes.

Michael Wahrman, aux commandes du *waldo* dans ses bureaux de West-Hollywood, s'amuse à réali-

ser une démonstration : sur l'écran, « Mike Normal », le premier acteur généré par ordinateur, pour le moment une « tête parlante » (*talking head*) car les contraintes actuelles de capacité de mémoire le limitent à « être qu'un masque, sans cou. Pour créer le personnage, le visage d'un acteur a été digitalisé, et les paramètres entrés dans un logiciel. Ainsi relié, le *waldo* peut contrôler la bouche, le sourcil, les yeux, les mouvements de la tête de la marionnette vidéo.

Et Michael Wahrman fait rire « Mike Normal », ou grimacer, lui gonfle les joues, distord son visage jusqu'à la caricature, et peut même le faire éclater (bien au-delà des gags que pourrait jouer un acteur « normal »). Un manipulateur habile à contrôler le mouvement des lèvres parvient à réaliser en direct des performances aynchrones, à caler les lèvres (les p, les b, etc.). Pour les scènes à personnages multiples, plusieurs *waldos* peuvent effectuer l'animation simultanément sur le même écran. La qualité d'expression est sans conteste supérieure à une animation classique en deux dimensions et cette technique permet de produire en temps réel des séquences qui demanderaient un temps d'élaboration bien plus important avec un système d'infographie traditionnelle. Ces acteurs de synthèse pourraient bien révolutionner la télévision et le cinéma.

Le procédé tridimensionnel a été mis au point par Silicon Graphics. Le produit vidéo est copié sur support film (registreurs) et fournit une résolution de 4 096 lignes, contre 625 pour un téléviseur habituel, d'où la qualité et la richesse, en détails et en couleurs, du produit final.

Inventer de nouveaux scénarios

Mais chaque nouvelle technologie introduite dans l'industrie du divertissement a ses limites. L'ordinateur pose un nouveau problème, insistent les concepteurs de « Mike Normal » et du *Fantastic World of Hanna Barbera*. « On vous donne des lunettes, on vous montre un film, vous attrapez une migraine et on vous dit : « Voilà, nous avons créé un univers virtuel ». Il s'est passé la même chose quand le 3D était à la mode. On a eu la technologie, mais ça a produit peu de films vraiment importants. Il faut donc qu'à chaque invention, le contenu divertissant et éducatif suive, sinon on ne propose au public qu'un jeu vidéo de plus. Les qualités artistiques de ces univers dépendront du scénario, du metteur en scène, et du talent des marionnettistes vidéo, une profession en train de naître.

Les applications de cette infographie en trois dimensions sont nombreuses : dans les traits de l'acteur synthétique de « RoboCop 2 », le *robo-antagoniste*, on reconnaît « Mike Normal ». Pas étonnant, car sa performance a été enregistrée en direct dans les studios de deGraf/Wahrman. C'est une première au cinéma. En plus de *Hanna Barbera*, le duo américain a produit *Journey to the 4th Dimension* (Voyage dans la quatrième dimension), un film 70 mm, destiné à un parc d'attractions japonais, qui a droit, en plus du relief et du mouvement des sièges, aux

odeurs (d'orange et de poulet frit) reproduites par laser. Ce voyage dans la quatrième dimension combine les spectacles du monde du calcul à celui de l'imagination, pour revenir finalement au Japon...

L'avenir est également aux performances en direct de ces personnages générés par ordinateur (des « synthacteurs »), et jouant avec des acteurs réels, mais cette technique interactive n'est encore qu'aux balbutiements. On peut aussi imaginer qu'en reprenant les traits de visages d'acteurs réels, et en les manipulant avec le *waldo*, on arrive à élargir leur gamme de jeu. Bref, on assisterait là à une nouvelle génération d'effets spéciaux, à base d'éléments « organiques ». DeGraf et Wahrman travaillent aussi à d'autres applications dans le domaine des communications scientifiques, comme, par exemple, une présentation de données pour une mission de mesures des pluies des forêts tropicales (commanditée par la NASA).

Pour ces images de synthèse, on peut déjà prévoir des débouchés substantiels vers le marché ou extension des parcs d'attractions, de même que dans les domaines de la publicité, du cinéma et de la télévision. De plus en plus, les « marionnettes digitales » vont apparaître sur les écrans. Pour le traditionnel dessin animé, c'est une renaissance. Reste à savoir qui deviendra le Mikey Mouse de l'animation en trois dimensions.

CLAUDINE MULARD
A Los Angeles

(1) William Hanna et Joseph Barbera sont deux producteurs et réalisateurs de dessins animés (*Tom et Jerry*) et auteurs de bandes dessinées (*Filastone*, *Jetsons*...).

(2) Le terme « waldo » a été inventé par Ray Bradbury dans un roman où figurait un personnage handicapé qui réussit à contrôler les mouvements des autres.

Une nouvelle expérience du réel

Suite de la page 31

En conséquence, pourvu qu'on les expérimente avec autant de persévérance et d'inventivité qu'un nouveau-né apprend à faire le tour de son corps, on peut tabler sur la découverte de nouvelles perspectives, sur l'oppression de corrélations encore impensées, sur la mise en évidence de potentialités psychopercutives insoupçonnées.

Aux sceptiques qui s'acharneraient à démontrer qu'il n'y a de réelle réalité qu'audiodicée, il faudrait rétorquer qu'il y a beaucoup de choses qui ne sont pas dans le monde, comme le hord d'un trou noir, le palpitement d'un quark, ou le frémissement fractal d'un noyau. Ce sont ces expérimentations incalculables que les « mondes virtuels » vont nous faire habiter.

Le rôle prédominant du corps

Les moindres virtuels vont se populariser désormais très rapidement, sous la double impulsion de la hausse rapide des coûts des matériels et du désir croissant du public de tester les nouvelles formes spectaculaires de divertissement que le petit écran, filin de haute définition, a désormais hieo du mal à proposer. Les grandes classes d'applications envisageables des mondes virtuels reprennent et développeront les principales applications aujourd'hui disponibles : simulation,

coconceptio, modélisation, mais aussi fiction, animation, art. Il serait cependant vain de se voir dans les techniques qu'une façon améliorée de montrer des images de synthèse. Le rôle prédominant du corps dans le système se situe véritablement au cœur, et non pas seulement récepteur passif et immobile, apporte une dimension absolument irréductible aux spectacles classiques de représentation. Plus précisément, ces techniques convoquent le corps du spectateur-acteur au sein de l'espace simulé, elles lui offrent le moyen le plus naturel, le moins codé linguistiquement, de s'incorporer les images, de les vivre de l'intérieur. Elles le projettent dans un univers symbolique et réel, à volonté lié ou délié, isomorphe ou paradoxal, physico-chimique ou poético-onirique.

Le spectateur peut prendre le point de vue du missile ou de la mante religieuse, il peut habiter le corps de la gymnaste émérite, il peut s'incarner par la pensée et par les sensations dans les doigts du pianiste ou la gueule du lico. Il ne s'agit pas simplement de contempler, à distance, l'image de quelque chose, mais de s'immerger dans les intricacies d'une réalité composite, mi-image, mi-substance. L'image virtuelle est en transformation continue, elle se constitue par et pour le corps vivant qui la traverse. Le spectacle est éphémère, le virtuel se réalise, le corps se met à distance de lui-même, pour mieux se reprendre, pour mieux se comprendre.

PHILIPPE QUÉAU

VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-66
MINTEL 36.15 CODE AST
plus OSP

Vente au Palais de Justice de Paris, en UN SEUL LOT
le jeudi 14 février 1991 à 14 heures
APPELLEMENT
Dépendant d'un immeuble sis à PARIS-9^e
9, rue Joubert
Mise à prix : 80 000 F
S'ad. à la SCP BLIAZ, STIBBE, ULLMO, avocats à PARIS-1^{er}, 18, rue Dufrenoy. Tél. : 42-60-39-13.
Visites/lieux le 13 février 1991, de 12 heures à 13 heures.

Vente sur conversion de saisie au tribunal de grande instance de CRETEIL, le JEUDI 14 FÉVRIER 1991 à 9 h 30, en 1 lot
APPELLEMENT à ALFORTVILLE
(94) - 2 et 2 bis, 4, rue Pasteur
au 2^e étage droite, entrée, cuisine, séjour, 2 chambres, bain, WC-CAVE
Mise à prix : 117 000 F
S'ad. M^{re} GUINBERT, avocate à VITRY-SUR-SEINE (94), 117, av. Paul-Vaillant-Couturier. Tél. : 46-80-66-00. A tous avocats près le tribunal de grande instance de CRETEIL, sur les lieux pour visiter en s'ad. à l'avocat.

Vente sur saisie immobilière au tribunal de grande instance de PARIS le JEUDI 14 FÉVRIER 1991 à 14 h 30, en UN SEUL LOT
LOGEMENT à PARIS (14^e)
7, rue Raymond-Losserand
au 3^e étage, face, dans le bld. sur rue, CAVE au s'd du bld. fond de la cour
Mise à prix : 100 000 F
S'ad. M^{re} DEVOS-CAMPY, avocate à PARIS-7^e, 57, avenue de Suffren. Tél. : 45-67-98-94, à tous avocats près le tribunal de grande instance de Paris, sur les lieux pour visiter avec permis délivré par l'avocat poursuivant.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris le JEUDI 14 FÉVRIER 1991 à 14 h 30, en UN SEUL LOT
Dans un ensemble immobilier sis à PARIS (13^e) - 26, rue Martin-Bernard
Bâtiment B, au rez-de-chaussée et premier étage
APPELLEMENT en DUPLEX
Comprendant : 1 ch., cuis., WC, séjour, placard, escalier au rez-de-chaussée - 2 chambres, dégagement, suite de bains en 1^{er} étage.
Mise à prix : 1 200 000 F
S'ad. à M^{re} BUSTIER, avocate à PARIS 17^e, 29, boulevard Raspail. - Tél. : 45-44-57-44 et au greffe du tribunal de grande instance de PARIS.

PUBLICATION JUDICIAIRE
COUR D'APPEL DE PARIS
ENTRE : M. Yves LAISNE, président de l'Association des foyers de la région parisienne.
PARTIE CIVILE M^{re} HERVÉ CREN
et : l'Agence pour le développement des relations interculturelles (ADRI) M^{re} BAUDELOT.
Par arrêt du 18 janvier 1990, la cour d'appel de Paris a confirmé un jugement rendu le 24 mars 1989 ayant condamné le journal ADRI et M. Bernard LORRYTE pour diffamation à l'égard de M. Yves LAISNE du fait de l'article publié dans l'hebdomadaire POLITIS le 16 juin 1988 sous le titre « LES NÉGRIS DU COURS SAINT-LOUIS ».
La cour a considéré comme diffamatoire d'avoir allégué que M. Yves LAISNE aurait pris part en 1976 à une opération nocturne destinée à réprimer une grève ou encore d'avoir faussement fait état d'une condamnation pour une prétendue entrave au droit syndical.
La cour a confirmé les condamnations prononcées soit 10 000 F de dommages et intérêts et 6 000 F au titre de l'article 475 - 1 du Code de procédure pénale, ordonnant en outre des insertions tant dans le journal POLITIS que dans le présent support.
Pour extrait, M^{re} Hervé CREN.

L'ASTRADUL
Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS
Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66
B.P. 225-07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

UNE CHARTRE POUR L'EUROPE L'UTOPIE

DE THOMAS MORE
LE « MONTESQUIEU ANGLAIS »
TEXTE INTÉGRAL, traduit, commenté, traduit par André Privat, docteur en lettres, professeur de l'Académie.
L'Europe de More : variété, corruption, inflation, guerre. La Renaissance : l'instrument utopique ; les finalités, utopies, éducation, vie de l'esprit, pluralisme religieux, relations internationales : Féderation.
UN LIVRE QUI ÉCLAIRE L'AUTOUR
UNE ÉDITION D'ART qui reproduit les illustrations de l'ouvrage : deux gravures par Holbein, sept gravures de la Renaissance, Notes, Tables, Index, 780 pages.
LE LIVRE A DÉJÀ 250 000 exemplaires. Par poste, commandes par CCP. A. Privat : 1462.812 L. ou par chèque ou mandat. Les commandes par mandat doivent être adressées à l'ordre de A. Privat, 16, rue des Fiers F. 93110 LA MADELEINE. Livré par retour, emballé à toute décharge. Pour envoi recommandé, ajouter 20 F.
Tél. : 20-25-25-16. Détaché sur demande.

Le Monde L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

4^e arrdt
VUE IMPRENABLE
51 ARCHIVES NATIONALES
75 m² de terrasse.
EMBASSY. 45-62-16-40

7^e arrdt
UNIVERSITÉ
100 m² + 2 chbres serv.
6^e et 7^e arrts, sans asc.
retrait neut. 4 800 000 F.
SAINT-DOMINIQUE
3 p., 70 m², refait neuf.
2 500 000 F.
Tél. : 47-04-45-00

18^e arrdt
48 m². 680 000 F
2 pces, 11 ch, récent.
MIMO MARCADET
42-02-01-02

94 Val-de-Marne
PRIX INTÉRESSANT
ST-MANDE PRÈS BOIS
200 VINCENNES. 77 CPT.
Lx, chbr, 1 chbr, bain.
125, av. Général-de-Gaulle.
Samedi, dimanche, 14 h-17 h.

SAINT-MAURICE
Superbe 2 pièces, grand standing, salon 25 m² + chambre, cuisine équipée, salle de bain, tout blanc, sur site privé, park., + terrain.
1 000 000 F à débattre.
Après 18 h : 46-58-59-62.

locations non meublées demandes

Paris
MASTER GROUP
recherche apprs vidés ou meublés ou studio au 7^e p.
POUR CADRES
ET ORIGINAUX DE SOCIÉTÉS
47, rue Vienne Paris 7^e
42-22-14-81 - 42-22-24-68

URGENT
J.F. rech. studio, environ 36 m², près Buttes-Chaumont
Tél. : 49-00-82-02

pavillons
LE PONTAUX, BORD DE MARNE
Quart d'Arville. Résidentiel.
Belle villa, ref. n^o 6 p.
Cuisine, 11 chbrs, jardin.
555 000 F. Céd. 43-70-04-54.

maisons individuelles
LIVRY-GARGAN
Tous commerces. PTE récente de stand. Lx, prestations. S/sol tout l.
sol. Jean. 2 vol. Studio, 1 ch, surélevé : hall, sal., 41 m², chemin. Terr. Balc. 2 chbr, gde s. d. bain, cuisine, 100 m² de terrain. 3 p., cuis., bain, wc. Surface bûche. 200 m² + 78 m² annexe. Terr. paysagé. 602 m². 2 970 000 F.
A.L. VORIS 43-55-48-90

appartements achats
Recherche 2 à 3 p., PARIS prêt. 50 p. 7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 4^e, 5^e, 12^e, liv. ou sans travaux. PRIX CONFIDENTIEL
48-73-48-07, même soir.

locations non meublées offres
Région parisienne
Paris, tous 3 p., Vitry-s-Seine
Région mét. 51 m², Loggia + park., + carré, 4 500 F. C.C.
Tél. : 48-80-62-02

bureaux

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Construction de sociétés et tous services. 43-55-17-80.

BUREAUX ÉQUIPÉS
Séances de réunions, ttes durées, domiciliaisons, SIÈGES SOCIAUX, démarches, formalités et CRÉATIONS immédiates toutes entreprises. Serv. personnalisés : courrier, téléph., fax.
GROUPE ASPAC
1^{er} RÉSEAU NATIONAL DE CENTRE D'AFFAIRES
TOULOUSE 10^e 47-23-51-58
GRENOBLE 10^e 47-23-51-81
ST-LAURENCE 9^e 43-55-50-54
LA FAYETTE 9^e 47-23-51-81
BOULOGNE 82 46-20-22-25
VERSAILLES 78 90-21-49-49
+ 20 centres en France.

PLACE DE L'EUROPE (8^e)
A louer bail précaire, hôtel particulier, 400 m², R + 4, 18 baux + s., rénové entièrement équipé, bon état, avec terrasse, escalier, grand hall.
Loyer annuel : 900 000 F.
H.T.P. 60 % 30 % 10 %
MMO GENTIL 47-23-51-58

ETOILE 16^e, av. d'Alsace
Bureaux standing, entièrement équipés, ttes prestations, 900 à 7000 F HT/MC mens.
ASPAC 47-23-51-88

DOMICILIATION, 8^e
BUREAU, TEL., TÉLÉCOPIER
AGECO 42-94-95-28

8^e MALESHERBES, 3 P.
de 74 m² env. Entée, récept.
1 850 F HT/M2/AN
3615 BURCOM
43-57-88-29

automobiles

ventes
de 8 à 11 CV
A VENDRE URGENT
BMW 318i, Janvier 88
18 000 km. Delphina métal.
Tout équipé. État. Nécess. dést.
Toussaint.
Tél. bur. : 84-58-48-22
Tél. dom. : 30-21-88-51

plus de 16 CV
A vendre URGENT
PORSCHE CARRERA 2
Catalyst, année mod. 90
14 000 km. gr. métal.
Océano.
pont subsideur, car
soigné, climatisation, jantes.
Prix : 415 000 F
Tél. : 84-24-05-81
ou 42-42-04-82
demandeur M. SASSANT

Cours

Classe à l'Ecole normale supérieure donne cours de français tous niveaux (méthodologie, écrit et oral).
Tél. (soir) 40-49-08-27

Vacances

SKI DE FOND JURA
3 h. Paris TGV pr. Métabief, plaines nordiques.
Loc. studios 2, 4 et 6 pers. Tt. ch. Activités sur place. Salle gym en bois, sauna, du de fond, ski à roulettes, ski à l'arc et canoë. Laiterie, matériel sur place. Réservations.
Tél. (181) 81-49-00-72

immeubles

RER ST-MAUR 94
Paysage vel km. récent de bureau. Rénov. R. + 6. Asc. 18 parking. 43-46-00-78
Tél. : 48-80-62-02

...
n
r.

RICARD



L'histoire
 tactique
 • Histoire
 1990-1995
 6000
 • Histoire
 l'année
 • Histoire
 Mes 4
 • Histoire
 de moyse
 • Histoire
 • En
 Le
 rend

NO

NSI Hacker Spielvogel Bates France



NOUVELLE GAMME ROVER SERIE 400 : ROVER 416 GSI 16v, 1,6 L, 16 SOUPAPES, 115 CH CEE, 8 CV, 106.500 F. ROVER 416 GSI 16v AUTOMATIQUE 1,6 L, 16 SOUPAPES, 115 CH CEE, 9 CV, 113.000 F. ROVER 416 GTI 16v, 1,6 L, 16 SOUPAPES, 130 CH CEE, 9 CV, 121.500 F. PRIX AU 01/01/91. ROVER FINANCEMENT.

PLEASE DO NOT WRITE IN THESE SPACES

س. ١٥٠٠ ٢٠٠٠



NE 400
ION

L'élégance atemporelle de la nouvelle Rover Série 400 habille avec tact les plus récents développements de l'ingénierie automobile.

- Nouveaux moteurs 16 soupapes ultramodernes en aluminium : 1590 cm³, injection, 115 ch CEE à 6300 tr/mn et 130 ch CEE à 6800 tr/mn.

- Suspensions à 4 roues indépendantes avec dispositif multibras à l'arrière, procurant tenue de route et confort exceptionnels.

- Equipement de série : direction assistée, toit ouvrant, vitres teintées, 4 lève-vitres et 2 rétroviseurs extérieurs électriques.

- Habitacle spacieux, lumineux et confortable avec finitions ronce de noyer. Sellerie cuir sur le modèle GTi.

- Garantie anticorrosion 6 ans et peinture 3 ans.

- La nouvelle Rover Série 400 est disponible à partir de 106 500 F.

Le secret de la distinction c'est de savoir se distinguer sans se faire remarquer.



NOUVELLE ROVER SÉRIE 400

MODELE PRESENTE ROVER 416 GTi 16v : DOUBLE ACT. 9 CV. BOITE 5 VITESSES A RAPPORTS COURTS. FREINS A DISQUES AVANT ET ARRIERE. JANTES EN ALLIAGE. DIRECTION ASSISTEE. VOLANT ET ASSISE DES SIEGES EN CUIR. TOIT OUVRANT, LEVE-VITRES AVANT ET ARRIERE ELECTRIQUES. CONSOMMATIONS (NORMES UTAC) : 6,5 l. A 90 KM/H, 8,5 l. A 120 KM/H, 9,9 l. EN VILLE. POUR TOUT RENSEIGNEMENT TEL. : 05102102 ET MINITEL 3615 ROVER. ROVER CONSEILLE *Castrol*

Comme Renault, ils
ont une robe

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

2. Next, it is essential to gather relevant information and data. This can be done through research, consultation with experts, or by analyzing existing resources.

3. Once the information is gathered, the next step is to analyze it. This involves identifying patterns, trends, and key factors that influence the outcome.

4. After analysis, a plan or strategy should be developed. This plan should outline the steps to be taken, the resources required, and the timeline for completion.

5. The final step is to implement the plan. This involves executing the tasks, monitoring progress, and making adjustments as needed to ensure the goal is achieved.

vité nationale, représentant l'an dernier à peine 4 % de la capitalisation boursière totale (*Voir tableau*). Chacun d'eux est, en fait, tout comme Paris, disposait pour vivre d'un monopole de transactions obligeant tout acheteur de titres à passer par l'une des sociétés de Bourse locales pour acquérir des valeurs cotées sur une place.

Au départ, la loi de modernisation des marchés financiers de janvier 1988 n'avait pas modifié cette organisation. Mais la suppression de la union d'agent de change, l'ouverture du capital des sociétés de Bourse à des partenaires extérieurs autorisée par la réforme, et l'extension du système de négociation informatique des valeurs par le biais du système CAC (cotation automatique continu) ont conduit, le 10 mai 1989, le Conseil des Bourses de valeurs à harmoniser le système.

A black and white caricature of the Bourse de Paris building. The building is depicted with a large, stylized face at the top, featuring two large, round eyes and a small, triangular nose. The text "BOURSE DE PARIS" is written across the forehead. The building's facade is composed of several diamond-shaped windows, each containing a name: "SON", "NANCY", "LILLE", "MONTPELLIER", "BORDEAUX", and "NANTES". The building is set against a dark, textured background.

Pièces régionales	Cote officielle	Second marché	Total
Lyon.....	67,4	13,8	81,2
Lille.....	24,3	1,7	26
Nancy.....	23,4	2	25,4
Marseille.....	18,3	0,8	19,1
Bordeaux.....	16,6	1,1	17,7
Nantes.....	8,9	2,1	11
	159,9	21,5	180,4
Paris.....	4 028	123	4 151
dont actions.....	1 581	118	1 699
dont obligataires.....	2 487	5	2 492
TOTAL de la capitalisation boursière française	4 186,9	144,5	4 331,4

A Nantes, s'il n'en reste qu'un...

PHILIPPE DE Fontmagne, président de la société d'investissement Bourse du même nom, restera à Nantes. Bien décidé à ne pas suivre le mouvement d'exode urbain qui va pousser ses trois autres collègues nantais à se considérer comme des « rapatriés » dans les activités vers la capitale, près de leurs maisons mères, il s'est efforcé de conserver un écran de négociation CAC dans le port financier du Grand Ouest, prouvant ainsi son régionalisme.

La société de Bourse, adossée à la Banque populaire de Bretagne Atlantique (51 %) et à d'autres partenaires dont l'Institut de participation de l'Ouest, à l'heure où les licenciements se multiplient dans les échanges, a porté ses effectifs de trente à trente-huit personnes. Elle vient même d'installer une salle de marché à Nantes, dans le centre. Pour l'exercice achevé, et compte tenu de ses prévisions, chiffres d'affaires et résultats sont en hausse.

« On n'a besoin de conserver en région une structure d'intermédiation. Je suis plus intermédiaire que contrepartiste, le MONEP et le MATIF ne sont pas pour moi. Je préfère orienter vers le conseil, l'ingénierie financière et les introductions en Bourse (hors-cote ou second marché) », souligne-t-il. M. Philippe de Portzamparc continue de croire en la Bourse de province, mais il ne veut pas de structures nationales, soit pour les particuliers (85 % de sa clientèle) auxquels il souhaite

Lille iove

Lille joue la spécialisation

LILLE

de notre correspondant

NOUS nous assureurs plus la surveillance des cotations, explique André Quarey, député général de la Bourse de Lille. Mais nous continuons à assurer le suivi des opérations, le montage des dossiers... et la promotion du marché. En fait, on revient un peu à ce qu'on faisait dans le passé. Jusqu'à la réforme de 1961, en effet, on considérait, par exemple, la valeur comme Bégin ou aussi bien à la Bourse de Lille qu'à celle de Paris. A dater du 24 janvier, toutes les places françaises pourront coter Bégin.

Sur place, on considère cette évolution également de façon positive. « C'est l'accès à la compétence nationale », explique Claude Dubus, directeur de la société de Bourse et de la seule des trois ex-charges lilloises et l'une des rares françaises à demeurer indépendante et à ne pas être adossée à un grand établissement financier. « On pourra ressentir peut-être une certaine onde de choc à court terme, mais à moyen et long terme cela doit dynamiser le marché : cela suppose seulement une réorganisation commerciale ».

Il s'agira de se concentrer « sur des valeurs que nous connaissons bien » parce que régionales. Mais la spécialisation s'appliquera aussi à un marché

La Bourse de Lille voit plutôt d'un bon œil cette réforme, qui va lui permettre d'intervenir sur les valeurs d'entreprises de la région qui, jusqu'à présent, lui étaient inconnues — sauf à l'exception de quelques entreprises puissantes, cotées (industrielles ou financières) sur la Bourse de Paris. « Dans les cinq départements du ressort de la Bourse de Lille (Nord, Pas-de-Calais, Aisne, Somme, Oise), assiste André Querey, il y a de « économiques » régionales : Béghin, Devant, DMC, Eurotrans, Arbel, Financière d'ici inférieure moins les grandes sociétés de Bourse : le second marché ou le troisième. » On n'a un savoir-faire dans ce domaine, affirme Claude Dabus.

Même approuvé chez Duby. Motte: « On a vu que tout azimut, indique Michel Vélizy, fondé de pouvoir. On va demeurer dans les secteurs où on se spécialisera en travaillant et en assurant la promotion des valeurs que nous travaillions avant: le textile, la distribution, les entreprises de luxe... »

JEAN-RENÉ LORE**LYON**

de notre bureau régional

« **A réforme du marché financier a été mal maîtrisée** », s'énervait à dire le Lyonnais Roger Michaux, syndic délégué de l'ex-Compagnie des agents de change de la place de province, assurant un risque à se diluer dans un ensemble si vaste, avec le sentiment, pourtant, de n'avoir pas fauté. Sa crédibilité ne devait être ébranlée qu'à l'autourne 1981, en accusant la même ligne postérieure aux déboires de la Compagnie des agents de change sur le MATIF parisien. Le palais du Commerce avait su tirer un fort bon parti de second marché, d'arbitrage, de couverture, de bons, de obligations, de actions, de bons de souscription de nouvelles valeurs. La nécessité de disposer de fonds propres accrus a finalement conduit toutes les sociétés de Bourse à s'élancer vers les bons, les actions, les obligations, les valeurs étrangères ou fictives, les valeurs de surveillance, les valeurs de

Exit la société de Bourse Girardot, victime d'un sinistre de 241 millions de francs, entrée dans le giron du Crédit national, qui a cédé l'activité de gestion à la Société d'investissement de la Banque de France (SIBF) et à la Banque de Paris et des Pays-Bas (Boussod, Valadier, Frères, et Co) et au Crédit lyonnais.

D'autres sociétés de Bourse et firmes spécialisées ont dû réduire leur train de vie (Tetra-Fin, Richard, Gorgeu-Perquel-Krucker). Les agents de change Wolf et Goussard avaient été contraints de vendre leur portefeuille. Mais la structure créée par ce dernier à Lyon, sous le nom d'Elysees-Bourse, voit planer quelques incertitudes sur son devenir. Enfin, Sellier, adossé au Britannique Natwest, avait dû vendre sa part de 20 %, et, à l'expiration de son contrat, s'en aller de la place.

1 100 lignes de cotation. La place reste également une « porte d'entrée » vers le marché financier. Sans-a-elle aussi conserver une identité ? L'avenir de la Bourse de Paris, de la finance et de l'industrie (DfI), s'adapte à la nouvelle situation. Déjà auteur de trois entrées en Bourse durant l'automne de 1990, il a fait accéder sur le marché hors des soies *Sotieries* et *Industrie de la Soie* afin d'allonger la prolongation des hostilités.

Cependant, dans la métropole rhônalpine, les entreprises de capital-risque et de capital-développement augmentent leurs stocks de capitaux afin de remplir leur rôle d'« armateur » de la place. Elles ont le soutien du baionnier de la place, l'UJA maternelle.

An bout du compte, seuls deux établissements - sur huit avant la réforme - ont un peu modifié leur structure. Il s'agit de la société de Bourse Vincent Brac de la Perrière, en effet : en 1990, la Bourse de Lyon a affecté 1 milliard de francs au développement économique, à la faveur d'augmentations de capital.

GÉRARD BUÉTAS

MARSEILLE

de notre correspondant

A Marseille, l'ordinateur remplace la «corbeille». A partir du 24 janvier, le marché électronique de la Bourse de Marseille ne sera plus qu'un accessoire promis au musée. L'instauration du marché national fera apparaître les valeurs marseillaises sur un écran d'ordinateur et non plus à la «criée» au rez-de-chausseé du palais de la Bourse qui abrite le siège de la Chambre de commerce et d'industrie. L'activité est modeste puisque le volume moyen des transactions mensuelles se situe autour de 7,5 millions de francs. Une vingtaine d'entreprises régionales y sont encore cotées.

Les habitudes ne seront pas bon- JEAN CONTRUGGI

adossée à la Banque d'arbitrage et de crédit (BAC), qui a ouvert une représentation à Paris. Et surtout de Michaux, dernière eu date à avoir ouvert son capital à un établissement financier, qui apparaît aujourd'hui comme le nouveau « poids lourd » de la City lyonnaise, avec 71 salariés.

La fierté lyonnaise a obtenu quelques compensations : sous le contrôle de la Dresdner Bank, Delors accomplira dans la métropole régionale le rôle que le Crédit lyonnais jouait à Paris, celui de banque des sociétés de Bourse du groupe BIP. Et Edmond Richier aura autorisé, depuis Lyon, sur différents établissements de la groupe Pallas en France. Pourtant, le risque est manifeste que l'ambition de voir cette société lyonnaise devenir l'analogue des deux secrétariats d'ingénierie financière. Un second risque existe, celui de voir aussi des entreprises industrielles renoncer à faire appel à l'épargne publique, craignant de se perdre dans la foule du marché national.

Dans la nouvelle structure, Lyon obtiendrait d'être une ville de surveillance des valeurs pour 1 100 lignes de cotation. La place resterait également une « porte d'entrée » vers le marché financier. Saura-t-elle ainsi conserver une identité de « capitale financier » ? L'absence de finance et industrie (LFI), l'adapté à la nouvelle situation. Déjà auteur de trois entrées en Bourse durant l'automne de 1990, il a fait accéder sur le marché boursier note les Soieries de France, et a envisagé la prolongation des hostilités.

Cependant, dans la métropole rhodanienne, les entreprises de capital-risque et de capital-développement augmentent leurs stocks de capitaux afin de remplir leur rôle d'«ersatz de la Bourse», selon la formule d'un banquier de la place. Il y a matière, en effet : en 1990, la Bourse de Lyon a affecté 1 milliard de francs au développement économique, à la faveur d'augmentations de capital.

GÉRARD BUÉTAS

GÉRARD BUÉTAS

Nancy veut occuper le terrain

« **OTKE** 46fi est à présent de trouver une nouvelle légitimité basée sur sa compétence de proximité et non plus sur celle de cotation. » A Nancy, le secrétaire général de la Bourse interrégionale de l'Est, Hubert Vogelweith, prépare depuis des ans avec son équipe la mutation de cette place septuagéniaire pour éviter qu'elle ne disparaisse (Le Monde du 9 mars 1990). Toutefois, le représentant de la Société des Bourses françaises (SBF) refuse de s'entendre sur la fin progressive de ce marché, qu'il qualifie de « *crayonnet* » qui se tait pour qu'on ne l'entende pas. La chambre de commerce et d'industrie

Aux intermédiaires à présent de suivre le mouvement, en jouant à plein rôle de « *specialists* » des marchés financiers. Même si les quatre sociétés de Bourse deviennent filiales de firmes nationales ont-quant toutes manifesté leur intention de rassembler leur activité de négociation au niveau national, en raison des coûts des écarts informatiques CAC, elles entendent toutefois demeurer sur place « pour occuper le terrain ». Les stratégies vont d'un renforcement du conseil aux entreprises à la gestion du patrimoine privé, en passant pour certains par l'ouverture d'agences.

« Une de mes craintes, c'est qu'en

Hubert Vogelpelt préfère exposer les nouvelles orientations régionales de la SBF, comme son rôle de conseil et de prise en charge des entreprises. Elles deviendront, dit-il, « des simples produits de trading que les gens achèteront ou vendront selon les opportunités. Ce sera alors dommageable pour les entreprises... ». D'où le conseil de ne pas pousser, de maintenir un lien entre le tissu économique local et le marché financier.

D. G.

D. G.

Bordeaux, la fin dans l'indifférence

BORDEAUX

de notre correspondante

« **P**OUR ce, cela s'est fini dans l'indifférence générale », Jean-Louis Champénil, l'un des quatre agents de change bordelais qui ont été poursuivis par les services fiscaux et chimiques. Le mouvement du marché national unique met, à ses yeux, le point final à la « somnolence » dans laquelle était plongée la Bourse de Bordeaux. Les volumes de transactions y étaient, selon un autre agent de change, « très faibles » pendant des années.

La cote de Bordeaux était d'ailleurs médiocre, y compris auprès des entreprises régionales.

Marie Bizard, dont le PDG, Paul Giotin, est pourtant l'un des dirigeants de la chambre de commerce et d'industrie locale, avait choisi Paris pour son introduction en Bourse. De surcroît, la disparition de trois « vidéos », dont La Ruche méditerranéenne, avait approuvé la démarche bordelaise. En 1990, il n'y eut que deux inscriptions au hors-cote : la

GINETTE DE MATHA



ales
des de province

1. *Le premier*
 2. *Le second*
 3. *Le troisième*
 4. *Le quatrième*
 5. *Le cinquième*
 6. *Le sixième*
 7. *Le septième*
 8. *Le huitième*
 9. *Le neuvième*
 10. *Le dixième*
 11. *Le onzième*
 12. *Le douzième*
 13. *Le treizième*
 14. *Le quatorzième*
 15. *Le quinzième*
 16. *Le seizième*
 17. *Le dix-septième*
 18. *Le dix-huitième*
 19. *Le dix-neuvième*
 20. *Le vingtième*
 21. *Le vingt-et-unième*
 22. *Le vingt-deuxième*
 23. *Le vingt-troisième*
 24. *Le vingt-quatrième*
 25. *Le vingt-cinquième*
 26. *Le vingt-sixième*
 27. *Le vingt-septième*
 28. *Le vingt-huitième*
 29. *Le vingt-neuvième*
 30. *Le trentième*
 31. *Le trente-et-unième*
 32. *Le trente-deuxième*
 33. *Le trente-troisième*
 34. *Le trente-quatrième*
 35. *Le trente-cinquième*
 36. *Le trente-sixième*
 37. *Le trente-septième*
 38. *Le trente-huitième*
 39. *Le trente-neuvième*
 40. *Le quarantième*
 41. *Le quarante-et-unième*
 42. *Le quarante-deuxième*
 43. *Le quarante-troisième*
 44. *Le quarante-quatrième*
 45. *Le quarante-cinquième*
 46. *Le quarante-sixième*
 47. *Le quarante-septième*
 48. *Le quarante-huitième*
 49. *Le quarante-neuvième*
 50. *Le cinquantième*
 51. *Le cinquante-et-unième*
 52. *Le cinquante-deuxième*
 53. *Le cinquante-troisième*
 54. *Le cinquante-quatrième*
 55. *Le cinquante-cinquième*
 56. *Le cinquante-sixième*
 57. *Le cinquante-septième*
 58. *Le cinquante-huitième*
 59. *Le cinquante-neuvième*
 60. *Le soixantième*
 61. *Le soixante-et-unième*
 62. *Le soixante-deuxième*
 63. *Le soixante-troisième*
 64. *Le soixante-quatrième*
 65. *Le soixante-cinquième*
 66. *Le soixante-sixième*
 67. *Le soixante-septième*
 68. *Le soixante-huitième*
 69. *Le soixante-neuvième*
 70. *Le septantième*
 71. *Le septante-et-unième*
 72. *Le septante-deuxième*
 73. *Le septante-troisième*
 74. *Le septante-quatrième*
 75. *Le septante-cinquième*
 76. *Le septante-sixième*
 77. *Le septante-septième*
 78. *Le septante-huitième*
 79. *Le septante-neuvième*
 80. *Le quatre-vingtième*
 81. *Le quatre-vingt-et-unième*
 82. *Le quatre-vingt-deuxième*
 83. *Le quatre-vingt-troisième*
 84. *Le quatre-vingt-quatrième*
 85. *Le quatre-vingt-cinquième*
 86. *Le quatre-vingt-sixième*
 87. *Le quatre-vingt-septième*
 88. *Le quatre-vingt-huitième*
 89. *Le quatre-vingt-neuvième*
 90. *Le cinquante*
 91. *Le cinquante-et-unième*
 92. *Le cinquante-deuxième*
 93. *Le cinquante-troisième*
 94. *Le cinquante-quatrième*
 95. *Le cinquante-cinquième*
 96. *Le cinquante-sixième*
 97. *Le cinquante-septième*
 98. *Le cinquante-huitième*
 99. *Le cinquante-neuvième*
 100. *Le soixante*
 101. *Le soixante-et-unième*
 102. *Le soixante-deuxième*
 103. *Le soixante-troisième*
 104. *Le soixante-quatrième*
 105. *Le soixante-cinquième*
 106. *Le soixante-sixième*
 107. *Le soixante-septième*
 108. *Le soixante-huitième*
 109. *Le soixante-neuvième*
 110. *Le septante*
 111. *Le septante-et-unième*
 112. *Le septante-deuxième*
 113. *Le septante-troisième*
 114. *Le septante-quatrième*
 115. *Le septante-cinquième*
 116. *Le septante-sixième*
 117. *Le septante-septième*
 118. *Le septante-huitième*
 119. *Le septante-neuvième*
 120. *Le quatre-vingt*
 121. *Le quatre-vingt-et-unième*
 122. *Le quatre-vingt-deuxième*
 123. *Le quatre-vingt-troisième*
 124. *Le quatre-vingt-quatrième*
 125. *Le quatre-vingt-cinquième*
 126. *Le quatre-vingt-sixième*
 127. *Le quatre-vingt-septième*
 128. *Le quatre-vingt-huitième*
 129. *Le quatre-vingt-neuvième*
 130. *Le cinquante*
 131. *Le cinquante-et-unième*
 132. *Le cinquante-deuxième*
 133. *Le cinquante-troisième*
 134. *Le cinquante-quatrième*
 135. *Le cinquante-cinquième*
 136. *Le cinquante-sixième*
 137. *Le cinquante-septième*
 138. *Le cinquante-huitième*
 139. *Le cinquante-neuvième*
 140. *Le soixante*
 141. *Le soixante-et-unième*
 142. *Le soixante-deuxième*
 143. *Le soixante-troisième*
 144. *Le soixante-quatrième*
 145. *Le soixante-cinquième*
 146. *Le soixante-sixième*
 147. *Le soixante-septième*
 148. *Le soixante-huitième*
 149. *Le soixante-neuvième*
 150. *Le septante*
 151. *Le septante-et-unième*
 152. *Le septante-deuxième*
 153. *Le septante-troisième*
 154. *Le septante-quatrième*
 155. *Le septante-cinquième*
 156. *Le septante-sixième*
 157. *Le septante-septième*
 158. *Le septante-huitième*
 159. *Le septante-neuvième*
 160. *Le quatre-vingt*
 161. *Le quatre-vingt-et-unième*
 162. *Le quatre-vingt-deuxième*
 163. *Le quatre-vingt-troisième*
 164. *Le quatre-vingt-quatrième*
 165. *Le quatre-vingt-cinquième*
 166. *Le quatre-vingt-sixième*
 167. *Le quatre-vingt-septième*
 168. *Le quatre-vingt-huitième*
 169. *Le quatre-vingt-neuvième*
 170. *Le cinquante*
 171. *Le cinquante-et-unième*
 172. *Le cinquante-deuxième*
 173. *Le cinquante-troisième*
 174. *Le cinquante-quatrième*
 175. *Le cinquante-cinquième*
 176. *Le cinquante-sixième*
 177. *Le cinquante-septième*
 178. *Le cinquante-huitième*
 179. *Le cinquante-neuvième*
 180. *Le soixante*
 181. *Le soixante-et-unième*
 182. *Le soixante-deuxième*
 183. *Le soixante-troisième*
 184. *Le soixante-quatrième*
 185. *Le soixante-cinquième*
 186. *Le soixante-sixième*
 187. *Le soixante-septième*
 188. *Le soixante-huitième*
 189. *Le soixante-neuvième*
 190. *Le septante*
 191. *Le septante-et-unième*
 192. *Le septante-deuxième*
 193. *Le septante-troisième*
 194. *Le septante-quatrième*
 195. *Le septante-cinquième*
 196. *Le septante-sixième*
 197. *Le septante-septième*
 198. *Le septante-huitième*
 199. *Le septante-neuvième*
 200. *Le quatre-vingt*
 201. *Le quatre-vingt-et-unième*
 202.

1. George Washington
 2. John Adams
 3. Thomas Jefferson
 4. James Madison
 5. James Monroe
 6. John Quincy Adams
 7. Andrew Jackson
 8. Martin Van Buren
 9. William Henry Harrison
 10. John Tyler
 11. Polk
 12. Fillmore
 13. Scott
 14. Walt Whitman
 15. Emily Dickinson
 16. Henry David Thoreau
 17. Ralph Waldo Emerson
 18. Walt Whitman
 19. Emily Dickinson
 20. Henry David Thoreau
 21. Ralph Waldo Emerson
 22. Walt Whitman
 23. Emily Dickinson
 24. Henry David Thoreau
 25. Ralph Waldo Emerson
 26. Walt Whitman
 27. Emily Dickinson
 28. Henry David Thoreau
 29. Ralph Waldo Emerson
 30. Walt Whitman
 31. Emily Dickinson
 32. Henry David Thoreau
 33. Ralph Waldo Emerson
 34. Walt Whitman
 35. Emily Dickinson
 36. Henry David Thoreau
 37. Ralph Waldo Emerson
 38. Walt Whitman
 39. Emily Dickinson
 40. Henry David Thoreau
 41. Ralph Waldo Emerson
 42. Walt Whitman
 43. Emily Dickinson
 44. Henry David Thoreau
 45. Ralph Waldo Emerson
 46. Walt Whitman
 47. Emily Dickinson
 48. Henry David Thoreau
 49. Ralph Waldo Emerson
 50. Walt Whitman
 51. Emily Dickinson
 52. Henry David Thoreau
 53. Ralph Waldo Emerson
 54. Walt Whitman
 55. Emily Dickinson
 56. Henry David Thoreau
 57. Ralph Waldo Emerson
 58. Walt Whitman
 59. Emily Dickinson
 60. Henry David Thoreau
 61. Ralph Waldo Emerson
 62. Walt Whitman
 63. Emily Dickinson
 64. Henry David Thoreau
 65. Ralph Waldo Emerson
 66. Walt Whitman
 67. Emily Dickinson
 68. Henry David Thoreau
 69. Ralph Waldo Emerson
 70. Walt Whitman
 71. Emily Dickinson
 72. Henry David Thoreau
 73. Ralph Waldo Emerson
 74. Walt Whitman
 75. Emily Dickinson
 76. Henry David Thoreau
 77. Ralph Waldo Emerson
 78. Walt Whitman
 79. Emily Dickinson
 80. Henry David Thoreau
 81. Ralph Waldo Emerson
 82. Walt Whitman
 83. Emily Dickinson
 84. Henry David Thoreau
 85. Ralph Waldo Emerson
 86. Walt Whitman
 87. Emily Dickinson
 88. Henry David Thoreau
 89. Ralph Waldo Emerson
 90. Walt Whitman
 91. Emily Dickinson
 92. Henry David Thoreau
 93. Ralph Waldo Emerson
 94. Walt Whitman
 95. Emily Dickinson
 96. Henry David Thoreau
 97. Ralph Waldo Emerson
 98. Walt Whitman
 99. Emily Dickinson
 100. Henry David Thoreau
 101. Ralph Waldo Emerson
 102. Walt Whitman
 103. Emily Dickinson
 104. Henry David Thoreau
 105. Ralph Waldo Emerson
 106. Walt Whitman
 107. Emily Dickinson
 108. Henry David Thoreau
 109. Ralph Waldo Emerson
 110. Walt Whitman
 111. Emily Dickinson
 112. Henry David Thoreau
 113. Ralph Waldo Emerson
 114. Walt Whitman
 115. Emily Dickinson
 116. Henry David Thoreau
 117. Ralph Waldo Emerson
 118. Walt Whitman
 119. Emily Dickinson
 120. Henry David Thoreau
 121. Ralph Waldo Emerson
 122. Walt Whitman
 123. Emily Dickinson
 124. Henry David Thoreau
 125. Ralph Waldo Emerson
 126. Walt Whitman
 127. Emily Dickinson
 128. Henry David Thoreau
 129. Ralph Waldo Emerson
 130. Walt Whitman
 131. Emily Dickinson
 132. Henry David Thoreau
 133. Ralph Waldo Emerson
 134. Walt Whitman
 135. Emily Dickinson
 136. Henry David Thoreau
 137. Ralph Waldo Emerson
 138. Walt Whitman
 139. Emily Dickinson
 140. Henry David Thoreau
 141. Ralph Waldo Emerson
 142. Walt Whitman
 143. Emily Dickinson
 144. Henry David Thoreau
 145. Ralph Waldo Emerson
 146. Walt Whitman
 147. Emily Dickinson
 148. Henry David Thoreau
 149. Ralph Waldo Emerson
 150. Walt Whitman
 151. Emily Dickinson
 152. Henry David Thoreau
 153. Ralph Waldo Emerson
 154. Walt Whitman
 155. Emily Dickinson
 156. Henry David Thoreau
 157. Ralph Waldo Emerson
 158. Walt Whitman
 159. Emily Dickinson
 160. Henry David Thoreau
 161. Ralph Waldo Emerson
 162. Walt Whitman
 163. Emily Dickinson
 164. Henry David Thoreau
 165. Ralph Waldo Emerson
 166. Walt Whitman
 167. Emily Dickinson
 168. Henry David Thoreau
 169. Ralph Waldo Emerson
 170. Walt Whitman
 171. Emily Dickinson
 172. Henry David Thoreau
 173. Ralph Waldo Emerson
 174. Walt Whitman
 175. Emily Dickinson
 176. Henry David Thoreau
 177. Ralph Waldo Emerson
 178. Walt Whitman
 179. Emily Dickinson
 180. Henry David Thoreau
 181. Ralph Waldo Emerson
 182. Walt Whitman
 183. Emily Dickinson
 184. Henry David Thoreau
 185. Ralph Waldo Emerson
 186. Walt Whitman
 187. Emily Dickinson
 188. Henry David Thoreau
 189. Ralph Waldo Emerson
 190. Walt Whitman
 191. Emily Dickinson
 192. Henry David Thoreau
 193. Ralph Waldo Emerson
 194. Walt Whitman
 195. Emily Dickinson
 196. Henry David Thoreau
 197. Ralph Waldo Emerson
 198. Walt Whitman
 199. Emily Dickinson
 200. Henry David Thoreau
 201. Ralph Waldo Emerson
 202. Walt Whitman
 203. Emily Dickinson
 204. Henry David Thoreau
 205. Ralph Waldo Emerson
 206. Walt Whitman
 207. Emily Dickinson
 208. Henry David Thoreau
 209. Ralph Waldo Emerson
 210. Walt Whitman
 211. Emily Dickinson
 212. Henry David Thoreau
 213. Ralph Waldo Emerson
 214. Walt Whitman
 215. Emily Dickinson
 216. Henry David Thoreau
 217. Ralph Waldo Emerson
 218. Walt Whitman
 219. Emily Dickinson
 220. Henry David Thoreau
 221. Ralph Waldo Emerson
 222. Walt Whitman
 223. Emily Dickinson
 224. Henry David Thoreau
 225. Ralph Waldo Emerson

AFFAIRES

PROTRAIT

Pierre-Jacques Guené fait d'une pierre deux coups

Gastinne-Renette, maison de chasse cent cinquantaire, se diversifie. Elle a mis au point une collection griffée d'articles de cuir qui sera présentée en mars

CURIEUSEMENT, Pierre-Jacques Guené ne donne pas l'impression d'être petit. Sans doute parce qu'il a depuis longtemps pris l'habitude de régner. A soixante-huit ans, il régit le groupe familial où travaillent ses deux fils, Jacques et Jean-Pierre, et son petit-fils, Stéphane. Il en a fait l'un des leaders de la maroquinerie française, avec un chiffre d'affaires de 830 millions de francs (1) et une production réalisée à 80 % sous les marques les plus pres-

de 76 % l'an dernier. Le chiffre d'affaires dépasse gentiment 20 millions de francs, et nous avons un an et demi de commandes d'avance pour les articles de cuir que nous fabriquons sur mesure. Si cela continue, il va falloir embaucher de nouveaux artisans», constate paisiblement Pierre-Jacques Guené.

Quand on sait à quel point le retournement de conjoncture a atteint nombre d'entreprises de luxe en 1990, on comprend sa satisfaction. Mais si l'on considère que, depuis le rachat de Gastinne-Renette, Pierre-Jacques Guené a

qui achèteront des articles de cuir, des accessoires, des vêtements pour le week-end et la chasse «dans l'esprit de ce que faisait Hermès voilà vingt ans», autrement dit plus sport et moins cher qu'aujourd'hui.

Une collection griffée Gastinne-Renette a donc été mise au point. Elle sera présentée aux détaillants français au mois de mars. Une vingtaine de magasins de prestige (maroquinerie de luxe, vêtements de sport haut de gamme) auront un «corner» Gastinne-Renette à l'automne prochain. D'ici à la fin de l'année, la

collection devrait également être vendue en Extrême-Orient; des discussions sont en cours avec des groupes japonais.

Pierre-Jacques Guené s'apprête à acheter une boutique dans le centre de Madrid et en cherche une autre à Londres; en Europe, il compte d'abord ouvrir des magasins similaires à celui de Paris avant de généraliser les autres. Dès cette année, il espère doubler le chiffre d'affaires de Gastinne-Renette. L'objectif à cinq ans est de réaliser de 150 à 200 millions de francs de ventes avec les

seuls articles de cuir, dont la fabrication devrait alors mobiliser de 30 % à 35 % de la capacité de production du groupe Guené.

Car là se trouve la clé de toute l'opération. «Pour assurer notre développement, il fallait fabriquer pour une autre marque. Tant qu'à payer des royalties, j'aime autant les mettre dans ma poche!» explique Pierre-Jacques Guené, d'un ton gouailleur. D'une part, il estime pouvoir vendre aussi cher que ses clients couturiers, sans pour autant entrer en concurrence avec eux.

D'autre part, il offre à ses usines un nouveau débouché dont la croissance devrait être rapide. A ce moment où celle des marques dont il est le licencié n'est plus aussi brillante, quand elle n'est pas compromise (elle a déjà diminué de moitié en pourcentage l'an dernier). Fabriquer sous la marque Gastinne-Renette devrait donc lui permettre de faire d'une pierre deux coups. Ce qui, pour un chasseur, est très satisfaisant.

MARTINE LEVENTER

(1) Hors Gastinne-Renette.



Pierre-Jacques Guené, 68 ans, a pris les commandes du groupe familial dès l'âge de 19 ans.

tigieuses. Maire de Montluçon (Haute-Marne), Pierre-Jacques Guené régit sur son village (classé), qu'il a fait restaurer, sur cinq cents hectares cultivés - «je suis exploitant agricole, vous savez», dit-il, en bleu-ironique et souriant en coin - et en fait sur cette région où il a accessoirement implanté sept usines. Depuis 1988, il régit également sur Gastinne-Renette, maison de chasse cent cinquantaire célèbre mais assoupie.

Petit royaume deviendra grand, si l'on en croit Pierre-Jacques Guené, qui se souvient encore de la fascination éprouvée lorsqu'il est entré pour la première fois, à l'âge de sept ou huit ans, en compagnie de son père, dans la boutique de l'avenue Franklin-Roosevelt. A seize ans - «c'est de tradition dans la famille», il venait y acheter son premier fusil.

«Le nombre de clients de la boutique Gastinne-Renette a augmenté

de plus de 100 millions de francs pour restaurer (somptueusement) la boutique parisienne, conforter la marque et préparer sa diversification, on peut d'interroger sur le bien-fondé de son optimisme. D'autant que, 1991 s'annonce comme une année difficile pour les grandes marques existantes...

«Le luxe continuera de se vendre. Le tout est de faire partie des gens qui offrent les produits les plus intéressants. Nous nous y employons», affirme Pierre-Jacques Guené.

La fabrication sur mesure d'une vingtaine d'articles de prestige chaque année ne rapporte guère; mais, telle une collection de haute couture, elle constitue une vitrine, crée une image qui permet de décliner la marque. Peu de clients peuvent s'offrir des fusils ou des carabines gravés de motifs personnalisés (de 100 000 francs à 500 000 francs). Beaucoup plus nombreux sont ceux

Le luxe rentre dans le rang

«Les arbres ne montent jamais jusqu'au ciel», c'est adage est devenu la formule favorite de certains financiers pour caractériser la situation de l'industrie du luxe. Face à une morosité qui tourne quelquefois au catastrophisme, ils préfèrent rappeler que, après trois années d'exceptionnelle expansion, ce secteur est en train de revenir à des courbes de croissance plus communes.

La tension internationale et les boises du yen et du dollar sur fond de récession américaine ont, il est vrai, provoqué un frisson d'angoisse chez ces spécialistes du raffinement et du superflu. Déjà la publication, l'été dernier, par le Comité Colbert, d'une étude du cabinet McKinsey qui révélait l'importance de la concurrence étrangère a inquiété ceux qui étaient trop persuadés de l'invincibilité du génie français. Enfin, le baisse de la Bourse n'a pas épargné les valeurs du luxe: de 1200 F en décembre 1989, Yves Saint Laurent est tombé à 750 F. Quant à LVMH (Moët-Hennessy - Louis Vuitton), numéro un mondial du luxe, son cours est passé de 5520 F à 3261 F.

Par ailleurs, les mésaventures de quelques-uns sont venues donner raison aux plus pessimistes. Alain Chevalier, confronté au problème du redressement de Balmain, a annoncé qu'il mettrait fin aux activités de haute couture de cette maison. Les parfumeurs ont souffert de la double conséquence de la baisse du dollar et de la crise des grands magasins

américains. C'est le via, le français de Christian Lacroix lancée au printemps n'a pas tout à fait tenu ses objectifs, peut-être trop ambitieux. Evidemment, tout cela se retrouvera dans les résultats des sociétés: les bénéfices de Saint Laurent, par exemple, devraient tourner autour de 225 millions de francs au lieu des 265 millions de francs prévus. «Les 30 % de hausses de résultat réalisés en 1989 étaient une exception», commente Jean-François Bretelle, directeur d'Yves Saint Laurent.

Ce passage à plus de normalité n'est pas partout considéré comme une catastrophe. Notamment au Comité Colbert, où l'on parle sur une progression d'environ 10 % du chiffre d'affaires des soixante-dix adhérents. Chez Hermès, les records de vente de carreaux ont encore été battus lors du week-end qui précède Noël, et Jean-Louis Dumas, le président, refuse de voir l'avenir en noir, même lorsqu'il précise: «Aux Etats-Unis, l'année sera stable; c'est donc une évidence que l'ouverture d'un nouveau magasin coûtera plus cher.» Quant à LVMH, les analystes parlent sur une augmentation de 19 % du résultat net pour 1990, grâce à une politique de couverture de change efficace et à sa quote-part des bénéfices de Guinées, dans lequel LVMH augmenté sa participation en juin dernier.

En réalité, tout se passe un peu comme si le monde du luxe se réveillait d'un formidable réve qui aurait duré trois ans: des chiffres d'affaires qui progressaient à des taux jamais vus, des marges bénéficiaires inconnues dans le

plupart des secteurs, des financiers couronnant ceux que, quelques années auparavant, ils considéraient comme des salim-banques. La période actuelle ressemble à ces lendemains de fête où l'on décide d'être raisonnable. Face à la réduction probable des marges bénéficiaires, les industriels du luxe vont devoir apprendre à faire des efforts de gestion. Et les financiers, un instant fascinés par leur train de vie, pourraient bien être les premiers à les rappeler à plus de rigueur.

Comme dans l'immobilier

Plus question, non plus, de payer trop cher les affaires de ce secteur, qui avaient atteint des prix exorbitants. «Nous allons revenir à des prix qui tourneront autour de dix fois les bénéfices. Alors que, il y a eu deux ans, certaines sociétés se sont vendues vingt fois les bénéfices», estime un banquier. Meins, pour l'instant, il se passe dans le luxe un peu la même chose que dans l'immobilier: les vendeurs ne se sont pas encore décidés à baisser leurs exigences. Résultat: les transactions sont rares. Certes, LVMH s'est offert Loeys et a pris une participation dans le journal Femina. A l'inverse, Orcoff, créé par Henry Racamier avec l'appui du groupe L'Oréal, étudie des dossiers mais n'a encore réalisé aucune acquisition

spectaculaire. Pierre Bergé, le patron d'Yves Saint Laurent, et Carus n'ont toujours pas trouvé d'acquéreur pour les 15 % que la holding de Carlo De Benedetti détient chez le couturier.

A plus long terme, ce retournement de conjoncture pourrait bien avoir un effet sur le concept et le contenu même du luxe. «Pendant la période d'euphorie, les industriels du luxe ont su se diversifier en déclinant leur gamme et en créant de nouveaux produits destinés à une clientèle plus large. Cela leur permet de mieux résister à une conjoncture difficile», estime Christian Blanckaert, président-délégué du Comité Colbert. En effet, si les bijoux, golden boys et autres atouts hollywoodiens ne sont plus assez nombreux ou assez riches pour offrir des colliers à 1 million de francs ou des robes à 80 000 F, le réservoir de clientèle pour le prêt-à-porter des couturiers ou les bijoux vendus entre 5 000 et 20 000 F chez les joailliers de la place Vendôme est loin d'être tarit. D'ailleurs, certains de ces amateurs d'occasions et d'objets griffés, de vins et de mets fins ou de boissons subtiles, dont le nombre de zéros sur le compte en banque est limité, préfèrent remplacer le mot luxe par le mot prestige. Les prochaines années pourraient bien être, pour le luxe français, celles d'une certaine mue.

FRANÇOISE CHIROIT

Paris avale les places de province

Suite de la page 36

Depuis le 24 janvier, unification oblige, la quinzaine de sociétés de Bourse provinciales sont autorisées à opérer sur l'ensemble de la cote nationale, tout comme, dans le même temps, les quarante-quatre firmes parisiennes peuvent intervenir directement sur les valeurs régionales.

Cette évolution ne devrait pas augmenter le nombre d'intervenants français, mais en contraire les diminuer. Car en trois ans, la plupart des ex-charges d'agents de changes de province se sont rapprochées d'établissements financiers nationaux qui, pour des raisons de coûts, ne tiennent pas à maintenir des écrans CAC sur place. Tout est alors recentralisé à Paris dans les salles de marchés de leur maison mère, les sociétés de Bourse de province ne devenant que de simples bureaux de représentation pour la clientèle privée et industrielle locale. Il en est de même pour la dizaine d'intermédiaires parisiens étant implantés dans l'Hexagone ces dernières années.

Ainsi, hormis quelques rares cas relevés à Lyon, Nantes, ou Lille, les intermédiaires régionaux n'effectueront plus de négociations et de transactions sur place. Toutefois, pendant quelques mois encore, ils continueront de négocier à la criée quelques obligations et valeurs du hors-cote non encore introduites dans le système informatique.

Dans cette nouvelle conception, la notion d'influence géographique demeure. «Une place financière n'est plus seulement un lieu physique mais un ensemble de compétences, qui assure la conception et

la réalisation d'opérations sur les marchés primaires et secondaires au moyen de réseaux de communication», explique la Société des Bourses françaises (SBF), dans sa dernière brochure consacrée au marché national, et plus spécialement dans un chapitre traitant du «développement des places financières régionales». Aux délégations provinciales de la SBF d'assurer la promotion, en faisant venir de nouvelles entreprises à la cote nationale. Elles ont pour cela la responsabilité d'assurer des petites opérations sur titres (augmentation de capital...) et de réaliser des introductions en Bourse. Pour attirer le chaland, elles conservent l'un de leur privilège, celui de l'exécution de l'impôt de Bourse sur les transactions de valeurs inscrites en province. Toutefois, cet avantage accordé en 1978 sous Raymond Barre, alors premier ministre, n'a jamais été un critère essentiel retenu par les firmes accédant en Bourse. Il n'a donc pu enrayer le désintérêt des industriels pour ces places, à l'exception peut-être de celle de Lyon.

Déjà éprouvées depuis de nombreuses années, les places de province se voient porter un nouveau coup avec l'unification du marché. «Une mort certaine et prochaine», avancent les plus pessimistes. «Un nouveau défi», n'hésitent pas à affirmer quelques intermédiaires s'accrochant à l'ultime espoir de mieux drainer l'épargne de proximité. Pari d'autant plus difficile à relever que les conditions ne poussent pas pour l'instant particulières et industrielles à diriger leur argent vers le marché boursier.

DOMINIQUE GALLOIS

Des pièces de rechange à géométrie variable

Sasic exporte 90 % de sa production vers les pays en développement Une clientèle sensible aux fluctuations économiques et politiques

ALENÇON

de notre correspondant

INSTALLÉE à Bantages-Pont-Saint-Esprit, au gros bourg d'un millier d'habitants, aux confins de l'Orne et du Calvados, l'usine Sasic a licencié 20 de ses ouvriers, la moitié étant parti en préretraite dans le cadre d'un FNE, sur 120. Unique dans l'Hexagone, elle s'est spécialisée dans la fabrication de pièces de rechange pour 404, 504, 505, qu'elle exporte à 90 % vers les pays en voie de développement. Leur fragilité politico-économique n'a eu effet boomerang sur la bonne santé de cette PME.

A la fin des années 50, Charles Fleischer, originaire de Hongrie, possédant une petite usine de pièces automobiles à Levallois-Perret, est séduit par la beauté de la petite commune normande nichée au cœur du bocage. Il décide d'y ouvrir un atelier. En 1971, il fusionne avec un concurrent de Levallois. La contraction des noms de leurs sociétés donne Sasic. En 1974, le groupe anglais Lucas, spécialisé dans la fabrication de pièces pour l'aéronautique et l'automobile ou prend le contrôle. La PME normande cible la clientèle d'outre-mer, comprenant qu'il existe là-bas un formidable marché potentiel de la pièce adaptable pour automobiles.

En effet, les Peugeot, vénérables guimbardees devenues obsolètes sur nos routes européennes, vont connaître un come-back dans les pays en voie de développement. Taxis ou camionnettes, elles sont in-

cre-va-bis. Omniprésentes sur les pistes africaines ou le long des rizières asiatiques, elles font une grande consommation de crémallières de direction, pompes à eau et à huile, transmissions, suspensions...

«C'est une fabrication portueuse mais trop soumise aux fluctuations politico-économiques de ces pays», souligne Dominique de Grandmaison, directeur général. De plus, nous devons nous battre contre la concurrence italienne, espagnole, coréenne, voire argentine. Les contreparties de nos propres pièces existent également venant d'Asie du sud-est. Même si elles sont de moins bonne qualité et vendues à moindre coût, elles nous gênent. En fait, la Sasic n'a prati-

quement pas de carnet de commandes et travaille véritablement sur le court terme. «Nous fabriquons à la demande, de ce fait il nous faut une flexibilité de notre appareil productif. Nous avons investi dans des machines performantes, à commandes numériques. L'année dernière, nous affichions un chiffre d'affaires de 112 millions de francs», précise encore Dominique de Grandmaison, qui joue également les VRP. Il a effectué l'année dernière vingt-quatre voyages dans dix-neuf pays d'Afrique ou d'Asie. «Cela n'a rien à voir avec le tourisme, car je suis toujours entre deux avions à faire antichambre auprès des grossistes. Décevant. Que le dinar algérien baisse - c'est le cas

actuellement, il a perdu en un an 70 % de sa valeur - ou que le Nigéria connaisse une situation confuse, voilà nos clients potentiels perdus.»

La guerre dans le Golfe n'arrange rien. Et l'imprévisible Libye, qui était inscrite au fichier clients, a changé sa politique d'importation sur les pièces détachées automobiles. Un choc en retour pour la PME qui, il y a deux ans, avait agrandi ses locaux et avait investi dans des nouveaux outillages. Mais l'espoir fait vivre, et la Sasic a prévu toute une gamme de pièces adaptables, notamment pour les Renault, R 4, R 5, R 12, qui auront encore de beaux jours sur les pistes.

MICHEL LORET

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE DROITE

YVONNE F. ven. soir et sam. 13, rue de Bassano, 16. 47-20-98-15

Vieille Cuisine de Tradition. Spéc. de POISSONS, Huîtres et Gibiers en saison. Foie gras frais, confit de canard. Carte 250/300 F. Diplômé Club P. Montagné. OUVERT DIM.

RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 25, rue Frédéric-Sauton (Métro-Mad). F. dim.

12 h 30-14 h 30, 20 h 30-14 h. Ouvert le samedi. Toujours un bon rapport qualité-prix, dont le menu à 170 F. Poissons, fruits de mer et crudités toute l'année.

ALSACE A PARIS 43-26-89-36 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6. T.L.J.

Au cœur du QUARTIER LATIN, de 12 h à 2 h du mat., dans un cadre à découvrir. Déjeuners. Dîners. Soupers. Grillades. Choucroutes. Poissons. Coquillages. Salons pour 16, 20, 30 60 couverts. Pour groupes, nous consulter.

... ..

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 24 JANVIER

Cours relevés à 13 h 54

[illegible]

COMPTANT (selection)

[illegible]**SICAV** (sélection)[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu.

La guerre du Golfe

Le sentiment anti-irakien des Saoudiens augmente leur l'inquiétude aussi

Objet, mercredi 23 janvier dans la soirée, d'une nouvelle attaque de cinq missiles Scud irakiens, tous détruits, affirme-t-on de source américaine, par les missiles anti-missiles Patriot, l'Arabie saoudite, entrée dans la guerre bien malgré elle, s'est pour l'instant adaptée sans trop de problèmes à cette situation nouvelle dont le gouvernement entend bien que nul ne profite.

RYAD

de notre envoyée spéciale

A l'appui d'un avertissement lancé à la veille du déclenchement des hostilités, par le ministère de l'Intérieur contre ceux qui tenteraient, à l'ombre de la guerre, d'entreprendre les lois, le

gouvernement saoudien a pris des mesures strictes pour assurer à tout le monde qu'il tient bien la situation en main. Si rien à première vue n'a réellement changé dans la capitale saoudienne, les mesures de sécurité s'y sont très nettement renforcées. Tous les grands hôtels, les ambassades des pays engagés dans la coalition anti-irakienne, les bâtiments publics, les grands immeubles, font l'objet d'une surveillance toute particulière, et de très nombreuses patrouilles des différentes polices et de la garde nationale sillonnent la ville y compris dans des jeeps armées de mitrailleuses.

Contrairement à s'installer dans une guerre dont ils aimeraient voir très vite la conclusion, les Saoudiens n'entendent pas toutefois céder aux appels au cesse-le-feu avant la libération totale du Koweït. Dans son palais de Ryad d'où il s'adresse au pays tous les membres de la famille royale, et où tous les hauts fonctionnaires de l'Etat sont présents, le roi Fahd - même si certains de ses conseillers qui étaient au Koweït se sentaient confortés le trouvent trop silencieux - veut montrer que le pays oppose un front uni à l'épreuve.

Les *Muawana*, cette police religieuse honnie de la majorité de la population, qui s'étaient montrés les plus réticents à la présence américaine, ont disparu des rues, et aucune voix discordante n'est pour l'instant perceptible, comme cela était encore le cas en novembre ou décembre derniers. La rumeur - vraie ou fautive, elle fait la joie de nombreux Saoudiens - dit que l'an a fait savoir à ces jeunes gens qu'ils ne veulent plus religieux que tout le monde, que le jihad se déroulait sur le front et que c'était donc là la meilleure place pour eux.

Le lancement de missiles sur Ryad ou Dharan a complètement balayé les réticences des premières quarante-huit heures à laisser l'Irak se faire écraser sous les bombes. Les habitants de Ryad ont été pris par surprise : dans une note à ses ressortissants, mais qui a largement circulé, l'ambassade des Etats-Unis n'informait-elle pas, le 9 janvier, que les risques d'attaque contre la capitale saoudienne étaient « négligeables » et que la situation deviendrait plus sûre dès la guerre entamée ? Ils ont certes déserté en masse, mais ceux qui restent sont devenus plus agressifs à l'égard du régime irakien.

Quarante-huit heures perdues à cause du mauvais temps

Traduisant sans doute assez bien l'évolution du sentiment général, le vice-ministre du Commerce, le docteur Abdul Rahman Zamil, déclarait ainsi mardi : « Les attaques de missiles ont changé une chose. J'avais toujours dit que l'armée irakienne était une force arabe qui devait être prouvée. Maintenant, je la regarde différemment, c'est une force destructrice, j'ai découvert que c'est trop dangereux d'avoir une telle concentration de pouvoirs dans les mains d'un homme comme lui. » Autre évolution, si les premières attaques de missiles Scud contre Israël valaient des mises dans la presse saoudienne, celle de mardi soir y était mentionnée et la télévision a retransmis quelques images des destructions pratiquées à Tel-Aviv.

Après une semaine d'une guerre

dont la conduite leur échappe largement, tant la disproportion des forces donne la primauté aux Etats-Unis, les Saoudiens attendent sans doute par un grand fatalisme, ne veulent céder ni à la panique - la vie continue quasi normalement même si les sorties se font rares et les menaces de missiles éponévantes - ni au découragement. Il est cependant difficile d'avoir une idée exacte de la situation, les informations d'où qu'elles viennent étant contrées sinon censurées.

Une chose est sûre, la campagne aérienne risque de se poursuivre encore longtemps. « Plusieurs semaines », affirmait mercredi le patron des forces françaises à Ryad, le général Roquejeoffre - et l'importance du potentiel à détruire, la difficulté de le localiser avec certitude, la protection dont il bénéficie sont grandes. Il semble bien à cet égard, dit-on aujourd'hui, que nombre de bombardements aient eu lieu sur des lieux. « Le Koweït », affirmait mercredi un officier ayant accès à des photos aériennes, « est un nid d'arillerie. Nous savons, certes, à quelques mètres près, où se trouvent les canons, les batteries etc. Encore faut-il les détruire et cela prend du temps. »

A cet égard, on estime déjà, alors que le temps est toujours court sur l'est de l'Arabie saoudite, que les mauvaises conditions météorologiques ont retardé d'un mois ou deux le plan de bombardement prévu.

Autre inconnue de taille : quelle stratégie veut adopter le président irakien ? Qu'il s'en réjouisse ou s'en inquiète, tous les pilotes constatent que l'aviation irakienne n'a encore rien montré. Plus de 80 % des avions devraient être encore intacts et les bombardements quotidiens des pistes ne suffisent pas à expliquer cette absence.

Menaces à la frontière

La même interrogation existe à l'égard des Scud : certes, ceux-ci sont pour la plupart interceptés et n'ont pas fait de dégâts importants pour l'instant. Il n'empêche : après une semaine, la menace de cet « objectif prioritaire » demeure la même. Le général Schwarzkopf, commandant de l'opération « Tempête du Désert », a beau affirmer qu'« être dehors lors d'un orage du sud de la Géorgie lui ferait plus peur que de se trouver dans une rue de Ryad pendant une attaque de Scud ». Le message est difficilement recevable pour le citoyen ordinaire.

Autre information d'avant-guerre sur laquelle on se montre aujourd'hui plus prudent : une décomposition de l'armée irakienne. Les troupes alliées qui se déplacent quotidiennement le long de la frontière koweïtienne ou irakienne sont au contraire l'objet des tirs de l'artillerie irakienne et commencent à être sérieusement craintes que les armes chimiques, dont la menace continue de terrifier, soient employées en priorité contre elles.

D'autre part des mouvements, en avant ou en arrière, sont constatés parmi les forces irakiennes le long de la frontière, ce qui laisserait à penser que, malgré leurs très solides lignes de défense, elles gardent une certaine capacité de mouvement. On n'exclut pas à cet égard que le jeu mis à des installations pétrolières au Koweït ait

pour but de dissimuler ces mouvements, moments pendant lesquels les troupes sont le plus vulnérables. En fait, une semaine après le début de l'opération « Tempête du Désert », on a quand même le sentiment que tout reste à faire, avec la sourde inquiétude d'un piège imprévu qui bouleverserait les cartes. « Nous passons 70 % de notre temps sur le plan actuel et 30 % sur les différents scénarios qui pourraient intervenir », déclarait mardi à des journalistes américains un capitaine de la première division d'infanterie, en place quelque part le long de la frontière, « nous essaierons de penser à toutes les choses possibles qui pourraient arriver. »

Confiants dans leur supériorité technologique incontestable, les militaires américains, malgré leurs affirmations répétées que tout se déroule comme prévu, demeurent préoccupés par la tournure d'une guerre dont l'adversaire reste imprévisible et qui ne recule, il l'a dit et répété, devant aucun moyen, non pour gagner, mais pour faire en sorte que tout le monde perde le plus possible.

FRANÇOISE CHIPAUX

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Calcullette

SADDAM arpente le bureau bétonné de son super-bunker enfoui à quarante mètres sous terre. Sur les murs, des écrans, des postes de commande, des cartes d'état-major. Pres sur une chaise, ann homme-tronc, présentateur à la télévision.

- Vous savez, M'sieur le président ?
- Je te disais de la boucler. Je suis pas sûr que j'ai fourni mon bouclier, alors pour évaluer mes pertes, le calcul mental... Je veux pas me tromper dans mes calculs. Bon, alors, où on est, là ? Combien l'an se inscrit dans ton bulletin de désinformation, jeudi ?
- On s'était d'abord fixé à 70 morts côté civils, mais vous m'en avez surcôté un.

- Oui, pour vendre, faut toujours s'arrêter juste au-dessous de la barre de la diabolie, de la centaine ou du millier. 69 tués, ça passe beaucoup mieux que 70, n'importe quel marchand de tapis à Bagdad te le dira. Je me demande si, ce soir, je vais pas changer carrément mon fusil d'épaule et permettre à ce commandant d'Amérique, tu sais, le correspondant de CNN, de balancer à l'antenne que selon des

sources officielles elle aurait laissé 138 000 cadavres sur le billard, son opération chirurgicale, à Bush ?

- 138 000 ! Comme vous y allez, sans votre respect, M'sieur le président !

- T'es vraiment aussi bête que t'en es l'air, mon pauvre garçon ! Voyons, réfléchis : il s'agit, là, l'islam. Pour le révéler, faut lui balancer une bombe vraiment explosive. La guerre psychologique, ça ne se gagne pas qu'avec des Scud.

- Peut-être, mais alors, là, le moral des troupes va en prendre un sacré coup.

- Ah ! parce que tu crois qu'ils regardent CNN, dans leurs abris, ces deux millions d'analphabètes abrutis par une discipline de fer que mes commissaires politiques préparent à retourner au casse-pipe ? Tiens, ça me fait penser, tu vas annoncer demain que j'ai été victime d'un attentat manqué en faisant la tournée des popotes.

- Allons bon ! Et pourquoi ?

- Pour rigoler. Je vois d'ici l'air bête du nègre et du juif, comment ils s'appellent déjà, Powell et Schwarzenmucha, qu'ils ont mis à la tête de leur armée, ces chiens.

Les suites de l'affaire Médécin

Le FN et le PC demandent la démission du conseil municipal de Nice

NICE

de notre correspondant régional

Conformément à la loi, les observations définitives de la chambre régionale des comptes sur la gestion de la ville de Nice, pour la période de 1983 à 1987, ont été communiquées, publiquement, au conseil municipal le mercredi 23 janvier. La lecture de ce document a donné lieu à un débat au cours duquel le Front national et le PC ont, à nouveau, demandé la démission de l'équipe municipale en place.

La lecture publique du long rapport de la chambre régionale des comptes était une épreuve supplémentaire pour le maire et ses adjoints (M. RPR de Nice, M. Honoré Ballet, qui a été épargné depuis son élection, le 25 septembre, par les nombreux rebondissement des affaires Médécin et qui a été adjoint aux finances de 1983 à 1989).

Villa aux enchères

NICE

de notre correspondant régional

A la demande du Trésor public, la villa de M. Jacques Médécin, « Lou Sogre », (le Sogre est un mot d'origine italienne qui signifie « villa »), située sur les hauteurs de Nice, dans le quartier de Garbat, supérieur, va être vendue aux enchères publiques devant le tribunal de grande instance de la ville le 14 mars prochain.

Cette maison familiale, bâtie sur un terrain de 8 700 mètres carrés, comprend vingt-trois pièces et neuf salles de bains, avec une piscine, une serre de 180 mètres carrés, deux volières, un stand de tir de 52 mètres carrés, un terrain de volley-ball et plusieurs dépendances. Sa mise à prix s'élève à 12 millions de francs mais on estime sa valeur entre 15 millions et 20 millions. La vente, qui aura lieu sous la houlette de M. Henry, fait suite à une saisie immobilière sur la base d'une créance de 3 785 028 F due, au titre des impôts sur le revenu de M. Médécin, pour les années 1977 à 1980.

La propriété est grevée de deux hypothèques, l'une de 700 000 F, au bénéfice de l'épouse de l'ancien maire (M. de Nice, M. Claude Melley, l'autre prise par le fisc en vertu d'un jugement provisoire du tribunal administratif de Nice qui a condamné M. Médécin, en 1980, à un redressement fiscal de 14 700 000 F.

G. P.

Ancien maire de Clichy-sous-Bois

M. Déchamps est condamné pour propos racistes

M. André Déchamps, ancien maire communiste de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) arrivé en tête devant le candidat du Front national, au premier tour de la nouvelle élection municipale partielle, dimanche 20 janvier, a été condamné, mercredi, à 10 000 francs d'amende pour provocation à la haine raciale, par la 17^e chambre du tribunal de grande instance de Paris.

L'élection municipale de 1989 ayant été annulée par le Conseil d'Etat, un nouveau scrutin avait eu lieu en mars 1990. A la veille du second tour, le *Monde* et *Libération* avaient publié des propos de M. Déchamps dénotant d'ambiguïté : « Les Portugais, on ne les a jamais vus en train de vandaliser une école. Ce n'est pas le cas des Africains et, plus particulièrement, des Maghrébins. (...) Ce que propose Jean-Marie (Le Pen) à côté de ce que j'ai fait à la place de Mitterrand, c'est de la bibine », et : « Quand vous voyez des Nègres et Arabes comme des meutes de chiens dans les écoles des cités (...), plutôt que d'agresser les pauvres bonnes femmes, ils feraient mieux de se bouger. »

Recrutement interdit dans les lycées de Saint-François. Les agents recruteurs de l'armée américaine n'ont plus le droit de recruter sur les campus des lycées de la baie de San-Francisco, ni d'obtenir les noms des étudiants sans la permission de leurs parents, en vertu d'une résolution adoptée mardi soir 22 janvier, à l'unanimité, par le conseil scolaire local. Cette décision fait suite à des dizaines de plaintes de parents et d'étudiants enregistrées depuis l'augmentation d'activité des recruteurs après l'invasion irakienne du Koweït. (AP)

M. Walesa, le pape et le pacte de Varsovie

La réunion au sommet des dirigeants de trois pays membres du pacte de Varsovie - Hongrie, Pologne et Tchécoslovaquie - prévue pour accueillir le démantèlement du pacte, a été ajournée à la demande du président Walesa, qui souhaitait réserver au Vatican son premier voyage présidentiel à l'étranger.

C'est ce qu'a expliqué à une commission parlementaire le ministre hongrois des affaires étrangères, M. Géza József, lors des propos rapportés, jeudi 24 janvier, par la presse de Budapest. Le premier ministre hongrois, M. József Antall, avait invité les présidents Walesa et Havel à un sommet tripartite pour discuter de la dis-

solution de l'ex-alliance socialiste, mais cette rencontre fut finalement ramenée au rang des ministres des affaires étrangères, lundi 21 janvier. Entre-temps, Varsovie avait annoncé que la visite à Rome du président Walesa était reportée en raison de la situation internationale tendue, en particulier dans les pays baltes.

Selon M. József, le chef de l'Etat polonais a fait valoir « l'importance symbolique » que revêtait pour lui cette visite au souverain pontife, maintenant prévue pour la première quinzaine de février. Le sommet tripartite pourra donc se tenir après.

L'ESSENTIEL

SECTION A

- Débats**
La guerre du Golfe : « Demain une autre paix », par Federico Mayor ; « Notre intérêt national », par Jean-Yves Le Gallou 2
La guerre du Golfe... 3 à 11
La tension dans les pays baltes
Nouvelles « occupations » soviétiques à Vilnius 12
Relations soviéto-japonaises
La difficile voyage de M. Gorbatchev 12
Procès d'Ispartarak
Plaidoyer de Philippe Bédet... 14
Le MAAO fait peau neuve
Le Musée des arts d'Afrique et d'Océanie veut devenir la vitrine culturelle du Sud..... 15
« L'Est républicain » : le nouveau capital
L'arrivée de M. Harsant 16

SECTION B

- LIVRES • IDÉES**
• L'hyponésie du tableau raconté
• Fontainebleau le séducteur
• La faillite de Michel Braudeau
• Dominique Rolin et les délices des mots
• Histoire littéraire : Voltaire insupportable
• Sociétés, par Georges Balandier
• Essais : De Gaulle-Mitterrand, la marque et la trace, d'Alain Duhamel
• La bande dessinée au Salon d'Angoulême
• La chronique de Nicole Zand
• Un entretien avec Carlos Fuentes 21 à 28

SECTION C

- M. Samir Traboulsi inculpé**
Les suites de l'affaire Pechiney 29
Budget de l'île-de-France
La neutralité des socialistes... 30

LES DIX ANS D'IMAGINA

- Mondes virtuels de l'image de synthèse
• Une nouvelle expérience du réel
• Voyages dans la troisième dimension 31 et 33

AFFAIRES

- Bourse : Paris avale les places de province
• La diversification de Gastinne-Renette 35-37

Services

- Abonnements 2
Annonces classées 32
Bulletin d'abonnement 18
Cartes 19
Loto 19
Marchés financiers 38-39
Météorologie 20
Mots croisés 19
Radio-Télévision 20
Spectacles 18

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 24 janvier 1991 a été tiré à 672 052 exemplaires.